

Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial des Großherzogtums Luxemburg.

Jeudi, 31 décembre 1925.

N° 63.

Donnerstag, 31. Dezember 1925.

Loi du 17 décembre 1925, concernant le Code des assurances sociales.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés des 24 et 25 novembre 1925, et celle du Conseil d'Etat du 4 décembre 1925, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

LIVRE 1er.

Assurance contre la maladie.

I. Étendue de l'assurance.

1. Assurance obligatoire.

Art. 1^{er}. Sont assurés contre les maladies:

- 1^o les ouvriers, aides, compagnons et apprentis;
- 2^o les domestiques et journaliers qui ne sont occupés que partiellement mais régulièrement dans le commerce ou l'industrie de leurs employeurs;
- 3^o les domestiques et ouvriers agricoles occupés régulièrement dans les exploitations accessoires de leurs patrons (art. 159);
- 4^o les employés occupés dans l'exploitation proprement dite, de bureau ou autres, les contremaîtres et agents techniques, les commis et apprentis de commerce.

Gesetz vom 17. Dezember 1925, betreffend die Sozialversicherungsordnung.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, usw., usw., usw.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 24. und 25. November 1925 und derjenigen des Staatsrates vom 4. Dezember 1925, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Erstes Buch.

Frankenversicherung.

I. — Umfang der Versicherung.

1. Zwangsversicherung.

Art. 1. Für den Fall der Krankheit sind versichert:

1. Arbeiter, Gehilfen, Gesellen u. Lehrlinge;
2. Dienstboten u. Taglöhner, die nur zum Teil, aber regelmäßig im Handels- oder Gewerbebetrieb ihrer Arbeitgeber beschäftigt sind;
3. Landwirtschaftliche Dienstboten und Taglöhner, die regelmäßig in den Nebenbetrieben (Art. 159) ihrer Arbeitgeber beschäftigt sind;
4. Betriebs-, Büro- und sonstige Beamte, Werkmeister und technische Angestellte, Handlungsgehilfen und Lehrlinge.

L'assurance de ces personnes, à l'exception des apprentis, est subordonnée à la condition qu'elles soient occupées moyennant rémunération et que l'occupation rémunérée constitue leur profession principale; pour celles sub 4°, que cette rémunération ne dépasse pas 10.000 fr. par an. Néanmoins un règlement d'administration publique pourra éléver ou abaisser le montant de cette rémunération annuelle.

Les tantièmes et les rémunérations en nature sont assimilés aux traitements ou salaires portés en compte d'après leur valeur moyenne laquelle, pour les rémunérations en nature, sera fixée par le Gouvernement.

Art. 2. Un règlement d'administration publique pourra, pour des professions à déterminer, étendre les prescriptions qui précédent:

1^o à des chefs d'entreprise qui n'occupent pas régulièrement plus de deux ouvriers salariés;

2^o aux artisans de l'industrie domestique, quel que soit le nombre d'ouvriers qu'ils occupent.

Le même règlement pourra déterminer jusqu'à quel point des industriels seront tenus des devoirs de patron:

a) vis-à-vis des artisans de l'industrie domestique, travaillant sous leurs ordres et pour leur compte, ainsi que vis-à-vis des personnes occupées par ces artisans;

b) vis-à-vis des personnes occupées dans l'industrie domestique sur leurs ordres, mais par des intermédiaires.

Art. 3. Sont dispensés de l'assurance obligatoire:

1^o les fonctionnaires et employés attachés au service ou à une entreprise de l'Etat, d'une commune ou d'un établissement public, moyennant un traitement fixe;

2^o les membres d'associations religieuses, les sœurs enseignantes et les personnes qui peuvent leur être assimilées, lorsque, pour des mo-

Boraussetzung der Versicherung ist für die bezeichneten Personen, mit Ausnahme der Lehrlinge, daß sie gegen Entgelt beschäftigt sind, und daß diese Beschäftigung ihren Hauptberuf bildet; für die unter Nr. 1 Bezeichneten, daß der diesbezügliche Fahrsentgelt 10.000 Fr. nicht übersteigt. Der Grenzbetrag dieses Fahrsentgelts kann jedoch durch öffentliches Verwaltungsreglement über oder unter dem genannten Betrag festgesetzt werden.

Gehinnanteile und Naturalsbezüge sind für die Ermittlung des Fahrsentgelts mit ihrem Durchschnittswert einzusehen, der für Naturalsbezüge durch die Regierung festgesetzt wird.

Art. 2. Durch öffentliches Verwaltungsreglement können die vorstehenden Bestimmungen für bestimmte Berufszweige ausgedehnt werden:

1. auf Unternehmer, die regelmäßig nicht mehr als zwei Lohnarbeiter beschäftigen;

2. auf Haushaltsgewerbetreibende, ohne Begrenzung der Arbeiterzahl.

Dasselbe Reglement kann bestimmen, in wieweit Gewerbetreibende als Arbeitgeber verpflichtet sind:

a) gegenüber Haushaltsgewerbetreibenden, die nach ihren Weisungen und für ihre Rechnung arbeiten, und den von diesen Haushaltsgewerbetreibenden beschäftigten Personen;

b) gegenüber Heimarbeitern, die in ihrem Auftrag, aber durch Mittelpersonen beschäftigt werden.

Art. 3. Versicherungsfrei sind:

1. Festbesoldete Beamte und Angestellte im Dienste oder in Betrieben des Staates, einer Gemeinde oder einer öffentlichen Anstalt;

2. Mitglieder religiöser Genossenschaften, Schulschwestern und ähnliche Personen, wenn sie sich aus religiösen oder sittlichen Beweg-

tifs d'ordre religieux ou moral, elles s'occupent du soin des malades, de l'enseignement ou d'autres travaux d'utilité générale, et ne reçoivent que l'entretien comme rémunération:

3^o les avocats, ingénieurs, médecins, professeurs, instituteurs et précepteurs;

4^o les personnes dont l'occupation est limitée d'avance par son objet ou par le contrat de travail à une durée de moins d'une semaine de travail.

5^o les domestiques de ménage ainsi que les domestiques et ouvriers agricoles ou forestiers autres que ceux mentionnés au 3^o de l'art. 1^{er}.

6^o les personnes attachées aux entreprises ou au service de l'Etat, des communes, d'institutions publiques ou privées, lorsqu'elles sont occupées uniquement pour se préparer à l'exercice ultérieur de leur profession.

Il en est de même des apprentis de toute espèce, aussi longtemps qu'ils sont occupés dans l'entreprise de leurs parents.

Art. 4. Pourront être dispensées par le Gouvernement de l'assurance obligatoire à la demande des employeurs, les personnes énumérées à l'art. 1^{er}, n° 4, lorsqu'il est constaté qu'elles ont droit, en cas de maladie, soit au paiement intégral de leur traitement ou salaire, soit à la prestation de secours équivalant, en importance et en durée, aux prestations légales fixées par la présente loi, et que les patrons présentent une garantie suffisante pour l'exécution de ces obligations.

Le Gouvernement statuera définitivement, sur proposition du Comité central, la caisse intéressée entendue. La dispense rétroagira au jour de la demande.

2. Assurance facultative.

Art. 5. Peuvent s'affilier volontairement à l'assurance, pourvu que leur revenu annuel total n'excède pas 12.500 fr.:

gründen mit Krankenpflege, Unterricht oder anderen gemeinnützigen Tätigkeiten beschäftigen und ihr Entgelt ausschließlich in freiem Unterhalt besteht.

3. Advokaten, Ingenieure, Ärzte, Professoren, Lehrer und Erzieher;

4. Personen, deren Beschäftigung, nach ihrem Gegenstand oder gemäß Arbeitsvertrag, für weniger als eine Woche vorgesehen ist;

5. Hausgehilfen, sowie land- und forstwirtschaftliche Dienstboten und Arbeiter, mit Ausnahme der unter Nr. 3 des Art. 1 Bezeichneten:

6. Für Unternehmungen oder den Verwaltungsdienst des Staates, der Gemeinden, öffentlicher oder privater Anstalten verpflichtete, solange sie lediglich für ihre spätere Berufstätigkeit ausgebildet werden.

Das gleiche gilt für Lehrlinge aller Art, für die Zeit ihrer Ausbildung im elterlichen Betriebe.

Art. 4. Die Regierung kann, auf Antrag des Arbeitgebers, von der Versicherungspflicht, die in Art. 1, Nr. 4 bezeichneten Personen befreien, wenn feststeht, daß sie im Krankheitsfall Anspruch, sei es auf Fortzahlung ihrer Lohn- oder Gehaltsbezüge, sei es auf Leistungen haben, die nach Umfang und Dauer den in diesem Gesetz bezeichneten Mindestleistungen gleichkommen und daß der Arbeitgeber für die Erfüllung seiner diesbezüglichen Verpflichtungen hinreichende Gewähr bietet.

Die Regierung entscheidet auf Antrag des Zentralausschusses und nach Auhörung der beteiligten Kasse endgültig. Die Befreiung wirkt vom Tage der Stellung des Gesuchs an.

2. Versicherungsberechtigung.

Art. 5. Unter der Voraussetzung, daß ihr Gesamtjahreseinkommen 12.500 Fr. nicht übersteigt, können der Versicherung freiwillig beitreten:

1^o les personnes visées à l'art. 1er, n^o 1, 2, 3 et 4 qui sont dispensées de l'assurance et celles qui en sont affranchies par application de l'art. 3, n^o 4 et 6;

2^o les membres de la famille du patron qui travaillent dans son exploitation sans engagement proprement dit et sans recevoir de rémunération;

3^o les personnes énumérées à l'art. 2, n^o 1 et 2, lorsqu'elles n'emploient pas régulièrement des salariés soumis à l'assurance ou qui n'en occupent que deux au maximum, à condition que leur revenu annuel ne dépasse pas 12.500 fr.;

4^o les domestiques de ménage ainsi que les domestiques agricoles et forestiers pour lesquels les modalités de l'assurance, notamment celles concernant les prestations et les cotisations, seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Les statuts de la caisse de maladie peuvent faire dépendre le droit à l'affiliation d'une certaine limite d'âge et de la production d'un certificat médical.

Un règlement d'administration publique pourra étendre l'assurance facultative aux groupes de personnes énumérées à l'art. 3 ou à l'un ou l'autre seulement de ces groupes.

II. Objet de l'assurance.

1. Des prestations en général.

Art. 6. L'assurance a pour objet la prestation de secours en cas de maladie, l'allocation d'une indemnité de couches et d'une indemnité funéraire.

Ces prestations sont à considérer comme les secours réguliers des caisses, même pour les cas où les statuts font usage des dispositions de l'art. 11.

L'assurance a également pour objet les secours supplémentaires prévus par les statuts;

1. die in Art. 1, Nr. 1, 2, 3 und 4 bezeichneten Personen, soweit sie nicht versicherungspflichtig sind und die gemäß Art. 3, Nr. 4 u. 6 nicht versicherungspflichtigen Personen;

2. Familienangehörige des Arbeitgebers, die ohne eigentliche Anstellung und ohne Entgelt in seinem Betriebe tätig sind:

3. Personen der in Art. 2, Nr. 1 und 2 bezeichneten Art, wenn ihr Jahreseinkommen 12.500 Franken nicht übersteigt und sie regelmäßig keine oder andernfalls höchstens zwei Versicherungspflichtige beschäftigen;

1. Hausgehilfen, sowie land- und forstwirtschaftliche Dienstboten, deren Versicherung jedoch in den Einzelheiten, besonders hinsichtlich der Leistungen und Beiträge, durch öffentliches Verwaltungsreglement zu regeln ist.

Die Satzung kann das Recht zum Beitritt von einer bestimmten Altersgrenze und von der Vorlegung eines ärztlichen Gesundheitszeugnisses abhängig machen.

Durch öffentliches Verwaltungsreglement kann die Versicherungsberechtigung den in Art. 3 bezeichneten Gruppen von Personen oder einzelnen von diesen Gruppen zugestanden werden.

II. Gegenstand der Versicherung.

1. Leistungen im allgemeinen.

Art. 6. Gegenstand der Versicherung sind Leistungen an Krankenhilfe, Wochengeld und Sterbegeld.

Diese Leistungen gelten als Regelleistungen der Kassen und zwar auch dann, wenn die Satzung von den Vorschriften des Art. 11 Gebrauch macht.

Gegenstand der Versicherung sind auch die durch die Satzung bestimmten Mehrleistungen;

ces secours ne sont autorisés que dans les limites fixées par la présente loi.

Art. 7. Les prestations en espèce de la part des caisses sont calculées d'après le salaire normal des assurés. Est considéré comme tel le salaire quotidien moyen qui est fixé par les statuts par degrés, d'après les taux différents des salaires des assurés, sans pouvoir dépasser le chiffre à fixer par un règlement d'administration publique, sans que cependant ce chiffre puisse dépasser 12 fr. par journée de travail.

Les statuts pourront également, au lieu du salaire quotidien moyen, prendre pour base de ce calcul, le salaire journalier effectif des différents assurés, jusqu'à concurrence de 12 fr. par journée de travail.

Pour les assurés volontaires, le salaire normal qui servira de base pour le calcul des secours en espèces, sera déterminée spécialement par les statuts.

2. Secours de maladie.

Art. 8. Les secours en cas de maladie sont:

1^o L'assistance médicale dès le début de la maladie de l'assuré; elle comprend les soins médicaux et les médicaments, ainsi que des lunettes, bandages herniaires et autres moyens curatifs;

2^o un secours pécuniaire pour chaque jour ouvrable, s'élevant à la moitié du salaire normal, lorsque la maladie entraîne une incapacité de travail; ce secours est accordé à partir du troisième jour qui suit le début de la maladie, ou lorsque l'incapacité ne se produit qu'ultérieurement, à partir du jour où elle se manifeste. N'y ont pas droit, ni les membres de la famille de l'assuré, ni les apprentis qui ne reçoivent aucune rémunération.

Les secours prévus au présent article cessent à l'expiration de la 26^{me} semaine de maladie, ou si le secours pécuniaire n'est accordé qu'à partir d'une date ultérieure, à l'expiration de la 26^{me} semaine qui suit cette date.

sie sind nur soweit zulässig, wie es dieses Gesetz vorsieht.

Art. 7. Die baren Leistungen der Kassen werden nach einem Grundlohn bemessen. Als solcher gilt der Durchschnittstagelohn, der durch die Satzung nach der verschiedenen Lohnhöhe der Versicherten abgestuft wird, ohne jedoch eine durch öffentliches Verwaltungsreglement bestimmte Höchstziffer überschreiten zu dürfen, die ihrerseits nicht über 12 Fr. hinausgehen darf.

Die Satzung kann auch den wirklichen Tagesarbeitsverdienst der einzelnen Versicherten, bis zum Höchstbetrag von 12 Franken, als Grundlage dieser Berechnung annehmen.

Für freiwillig Beitretende wird der die Leistungen normierende Grundlohn durch die Satzung bestimmt.

2. Krankenhilfe.

Art. 8. Als Krankenhilfe wird gewährt:

1. Ärztliche Behandlung vom Beginn der Krankheit des Versicherten an; sie umfasst ärztliche Hilfeleistung und Versorgung mit Arznei, sowie Brillen, Bruchbändern und sonstigen Heilmitteln;

2. Im Falle der Arbeitsunfähigkeit ein Krankengeld in Höhe des halben Grundlohns für jeden Arbeitstag; es wird vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung an, wenn aber die Arbeitsunfähigkeit erst später eintritt, vom Tage ihres Eintritts an gewährt. Die Familienmitglieder des Versicherten, sowie unbefristete Lehrlinge haben auf Krankengeld keinen Anspruch.

Die in diesem Artikel vorgesehenen Leistungen enden mit Ablauf der sechsundzwanzigsten Woche nach Beginn der Krankheit, wird jedoch Krankengeld erst von einem späteren Datum an bezogen, entsprechend später.

Si, pendant la même maladie, la prestation des secours pécuniaires est interrompue par une période pendant laquelle les soins médicaux et les médicaments sont seuls fournis, cette période ne comptera pas pour le calcul de la durée de l'allocation du secours pécuniaire, jusqu'à concurrence de treize semaines au plus.

Lorsque le secours pécuniaire est continué en vertu des dispositions qui précèdent, après l'expiration de la 26^e semaine qui suit le début de la maladie, le droit aux soins médicaux ne s'éteindra qu'avec ces prestations.

Art. 9. Au lieu du traitement médical et de l'indemnité de maladie, la caisse peut fournir le traitement et l'entretien dans un hôpital. Si le malade a un ménage ou fait partie d'un ménage de sa famille, son consentement est nécessaire. S'il s'agit d'un mineur de plus de 16 ans, son seul consentement suffit.

Le consentement du malade n'est pas requis:

1^o si la nature de la maladie exige un traitement ou des soins auxquels sa famille ne peut suffire;

2^o si la maladie est contagieuse;

3^o s'il a contrevenu à plusieurs reprises aux prescriptions de la caisse ou du médecin traitant;

4^o si son état ou sa conduite exigent une surveillance continue.

La caisse peut encore, du consentement du malade, accorder l'assistance d'un garde-malade ou d'un infirmier dans les cas où l'hospitalisation a été requise, mais n'est pas réalisable, ou lorsqu'il y a des motifs graves pour laisser le malade dans son logis ou sa famille. Dans ce cas, les statuts peuvent prévoir que l'indemnité pécuniaire de maladie pourra être réduite d'un quart au plus pour servir le cas échéant à l'indemnisation du propriétaire étran-

Fällt, bei fortdauernder Krankheit, in den Krankengeldbezug eine Zeit, in der nur ärztliche Behandlung gewährt wird, so wird diese Zeit auf die Dauer des Krankengeldbezugs bis zu dreizehn Wochen nicht angerechnet.

Wird, kraft vorstehender Bestimmung, über die sechzehnzigste Woche nach Beginn der Krankheit hinaus Krankengeld gewährt, so endet auch der Anspruch auf ärztliche Behandlung erst mit seinem Bezug.

Art. 9. An Stelle der ärztlichen Behandlung und des Krankengeldes kann die Kasse Kur und Verpflegung in einem Krankenhaus gewähren. Hat der Kranke einen eigenen Haushalt oder ist er Mitglied des Haushalts eines Familienangehörigen, so bedarf es seiner Zustimmung. Bei einem Minderjährigen über 16 Jahre genügt seine Zustimmung.

Der Zustimmung des Kranken bedarf es nicht, wenn

1. die Art der Krankheit eine Behandlung oder Pflege verlangt, die in der Familie des Kranken nicht möglich ist;

2. die Krankheit ansteckend ist;

3. der Kranke wiederholt der Krankenordnung der Kasse oder der Anordnungen des behandelnden Arztes zuwidergehandelt hat;

4. sein Zustand oder Verhalten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert.

Die Kasse kann auch mit Zustimmung des Kranken den Beistand eines Krankenwärters oder Pflegers gewähren, wenn die Aufnahme in ein Krankenhaus nachgesucht worden ist, aber nicht getätigten konnte, oder ein wichtiger Grund vorliegt, den Kranke in seiner Wohnung oder in seiner Familie zu belassen. Die Satzung kann für diesen Fall die Kürzung des Krankengeldes, um höchstens ein Viertel, vorsehen, um gegebenenfalls den fremden Eigentümer beschädigter Gegenstände aus dem zurückbehaltenen Betrag schadlos zu halten;

ger d'objets avariés lesquels sont à préciser par les statuts.

Si l'assuré hospitalisé a une famille qu'il a entièrement ou en grande partie entretenue jusqu'alors, il sera alloué en outre aux membres de cette famille un secours pécuniaire égal à la moitié du secours pécuniaire de maladie. Le versement de ce secours peut être effectué directement entre les mains des membres de la famille.

Art. 10. Les statuts peuvent:

1^o porter jusqu'à un an la durée des secours en cas de maladie;

2^o accorder l'assistance aux convalescents, notamment en les confiant à des établissements de convalescence, pendant une année au plus à dater de l'expiration des secours de maladie;

3^o accorder, à l'expiration du traitement les secours et moyens nécessaires pour prévenir les déformations et mutilations et pour rétablir ou conserver la capacité de travail;

4^o augmenter les secours en argent jusqu'aux trois quarts du salaire normal et les accorder, d'une façon générale, pour les dimanches et les jours fériés.

Les statuts peuvent les allouer dès le premier jour de l'incapacité de travail pour les maladies qui durent plus de huit jours, pour celles qui sont suivies de mort et celles qui sont provoquées par un accident professionnel;

5^o augmenter les secours à la famille prévus à l'art. 9, dernier alinéa, à concurrence du montant légal du secours pécuniaire de maladie, ou bien, accorder aux assurés pour lesquels il n'y a pas de secours de famille à payer, outre le traitement et l'entretien dans un hôpital, un secours pécuniaire égal à la moitié du minimum légal;

6^o accorder des soins médicaux et des médicaments aux membres de la famille des assurés qui ne sont pas assujettis à l'assurance;

die für die Schadloshaltung in Betracht kommenden Gegenstände sind in der Satzung näher zu bezeichnen.

Wird Krankenhauspflege einem Versicherten gewährt, der bisher von seinem Arbeitsverdienste Angehörige ganz oder großenteils unterhalten hat, so ist daneben ein Haushalt für die Angehörigen im Betrage des halben Krankengeldes zu zahlen. Das Haushalt kann unmittelbar an die Angehörigen ausgezahlt werden.

Art. 10. Die Satzung kann:

1. die Dauer der Krankenhilfe bis auf ein Jahr erweitern;

2. Fürsorge für Genesende, namentlich durch Unterbringung in einem Genesungsheime, bis zur Dauer eines Jahres nach Ablauf der Krankenhilfe gewähren;

3. nach beendigtem Heilverfahren Heilmittel zur Verhütung von Verunkrautung und Verstümmelung, sowie zur Wiederherstellung und Erhaltung der Arbeitsfähigkeit zubilligen;

4. das Krankengeld bis auf drei Viertel des Grundlohns erhöhen und es ganz allgemein für jeden Kalendertag gewähren.

Die Satzung kann Krankengeld vom ersten Tage der Arbeitsunfähigkeit zubilligen, bei Krankheiten, die länger als acht Tage dauern, bei solchen, die zum Tode führen und solchen, die durch Betriebsunfall verursacht worden sind;

5. das in Art. 9, letzter Absatz, vorgesehene Haushalt bis zum Betrage des gesetzlichen Krankengeldes erhöhen oder auch Versicherten, für die kein Haushalt zu zahlen ist, neben der Krankenhauspflege, ein Krankengeld bis zur Hälfte des gesetzlichen Mindestbetrages zu billigen.

6. den nicht versicherungspflichtigen Angehörigen der Versicherten ärztliche Behandlung und Arzneimittel gewähren;

7^e fixer un maximum pour les moyens thérapeutiques de moindre importance et porter que la caisse pourra accorder, à concurrence de ce maximum, un subside pour l'acquisition de moyens thérapeutiques plus importants;

8^e autoriser l'organisation d'un service de médication préventive.

Les statuts peuvent permettre que, pour les assurés qui ont continué volontairement l'assurance et qui ne sont pas domiciliés dans le ressort de la caisse, le traitement sera remplacé par la moitié au moins du secours péculiaire.

Art. II. Les statuts peuvent également:

1^e refuser les secours péculiaires en tout ou en partie, lorsque l'assuré s'est attiré une maladie soit volontairement, soit par ses participation et provocation coupables à des bagarres ou à des rixes, pendant la durée de cette maladie, et lorsqu'il a porté préjudice à la caisse par un acte susceptible d'entraîner la perte des droits civils, pendant un an à compter du jour de l'infraction;

2^e limiter l'intervention péculiaire minimum aux secours légaux et à une durée totale de 13 semaines, lorsque l'assuré a déjà reçu d'une caisse pendant 26 semaines consécutives ou répartis sur une durée de 12 mois, les secours péculiaires de maladie ou les allocations qui en tiennent lieu et qu'un nouveau cas donnant ouverture à l'assurance et provenant d'une même cause de maladie, survient dans les 12 mois suivants:

3^e réduire les prestations, lorsqu'un assuré reçoit en même temps un secours péculiaire à raison d'une autre assurance, de sorte que l'ensemble des secours en argent perçus par l'assuré ne dépasse pas le montant de son salaire quotidien moyen.

A cet effet les statuts peuvent obliger les assurés qui sollicitent un secours en argent ou

7. für kleinere Heilmittel einen Höchstbetrag festsetzen und bestimmen, daß die Kasse, bis zu demselben Höchstbetrage, Zuschüsse für größere Heilmittel gewähren darf;

8. die Einrichtung eines Beratungsdienstes für Krankheitsverhütung gestatten.

Die Satzung kann Versicherten, die freiwillig Mitglieder der Kasse bleiben, wenn sie nicht im Bezirk der Kasse ansässig sind, statt der Krankenpflege den Betrag mindestens des halben Krankengeldes gewähren.

Art. II. Die Satzung kann ferner:

1. das Krankengeld ganz oder teilweise ver- sagen, wenn der Versicherte sich eine Krankheit vorsätzlich oder durch schuldhafte Beteiligung bei Schlägereien oder Raufhändeln zugezogen hat, für die Dauer dieser Krankheit; desgleichen wenn er die Kasse durch eine straffbare Handlung geschädigt hat, die mit Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte bedroht ist, für die Dauer eines Jahres nach der Straftat;

2. die Krankenhilfe auf die Regelleistungen und auf die Gesamtdauer von dreizehn Wochen beschränken, wenn der Versicherte aus einer Kasse binnen zwölf Monaten bereits für sechzehnundzwanzig Wochen hintereinander oder insgesamt Krankengeld oder die Ersatzleistungen dafür bezogen hat und im Laufe der nächsten zwölf Monate ein neuer Versicherungsfall eintritt, der auf dieselbe nicht gehobene Krankheitsursache zurückzuführen ist;

3. wenn ein Versicherter gleichzeitig aus einer anderen Versicherung Krankengeld erhält, die Leistung der Kasse so weit kürzen, daß dessen gesamtes Krankengeld den Durchschnittsbetrag seines täglichen Arbeitsverdienstes nicht übersteigt.

Zu diesem Behuf kann die Satzung die Mitglieder verpflichten, dem Vorstand, wenn sie

des prestations qui en tiennent lieu, à indiquer au comité-directeur le montant de l'allocation qu'ils retirent simultanément d'une autre assurance. Il est interdit de leur demander de quelle assurance proviennent les avantages qui leur sont alloués.

Pourtant les assurés doivent sur demande fournir ces renseignements au comité central des caisses de maladie. Le cas échéant le Comité central peut entendre, sous la foi du serment (loi du 17 novembre 1860), la direction des associations ouvrières ainsi que des caisses particulières et les assurés tombés malades sur l'affiliation et sur le secours qui leur est servi par les dites institutions pendant la maladie.

3. Secours en cas d'accouchement.

Art. 12. Il est accordé aux femmes en couches qui dans l'année qui précède leur délivrance, ont été assurées pendant six mois au moins, un secours de couches égal au secours pécuniaire en cas de maladie, durant huit semaines, dont six au moins doivent tomber dans la période suivant l'accouchement.

Il est encore accordé aux accouchées, pendant la durée de douze semaines, une prime d'allaitement égale au quart du secours de couches.

Il ne saurait y avoir d'interruption quant aux semaines donnant droit aux secours de couches; les secours de couches et les secours pécuniaires de maladie ne peuvent être cumulés.

En cas de consentement de l'accouchée, la caisse peut remplacer le secours pécuniaire de couches par le traitement et l'entretien dans une maternité.

Si dans ce cas, elle a une famille qu'elle a entièrement ou en grande partie entretenue jusqu'alors, il sera alloué en outre aux membres de cette famille un secours pécuniaire égal à la moitié des secours de couches en espèces.

Krankengeld oder die Ersatzleistungen dafür beanspruchen, die Höhe der Bezüge mitzu teilen, die sie gleichzeitig aus einer anderen Versicherung erhalten. Die Frage, aus welcher Versicherung die Bezüge herrühren, ist nicht gestattet.

Doch hat der Versicherte hierüber dem Zentralkomitee der Krankenkassen auf Verlangen Auskunft zu geben. Der Zentralkomitee kann gegebenenfalls die Vorstände der Arbeitervereine und privaten Hilfskassen, sowie die erkrankten Mitglieder selbst unter Eid (Ges. vom 17. Nov. 1860) über die etwaige Mitgliedschaft bei einer der beregten Vereinigungen und den Betrag des von dieser gewährten Krankengeldes. vernehmen.

3. W o ch e n h i l f e.

Art. 12. Wöchnerinnen, die binnen 1 Jahre vor der Niederkunft mindestens sechs Monate hindurch versichert waren, erhalten ein Wochengeld in Höhe des Krankengeldes für acht Wochen, von denen mindestens sechs in die Zeit nach der Niederkunft fallen müssen.

Wöchnerinnen erhalten ferner für zwölf Wochen ein Stillgeld in Höhe von einem Viertel des Wochengeldes.

Der Anspruch auf Wochengeld besteht nur für eine ununterbrochene Wochenfolge; Wochengeld und Krankengeld dürfen nicht nebeneinander gewährt werden.

Mit Zustimmung der Wöchnerin kann die Kasse an Stelle des Wochengeldes Kur und Verpflegung in einem Wöchnerinnenheim gewähren.

In diesem Falle erhalten Angehörige, die sie bisher ganz oder größtenteils unterhalten hat, ein Haushalt im Betrage des halben Wochengeldes.

La caisse peut également, en cas de consentement de l'accouchée, permettre qu'elle soit secourue ou soignée à domicile par des gardes-malades et dans ce cas réduire aux deux tiers le secours pécuniaire de couches.

Pour le cas où l'accouchée a été assurée pendant la dernière année par plusieurs caisses de maladie, ces caisses sont tenues de rembourser, sur demande, à celle qui a effectué les prestations normales, le montant des secours pécuniaires de couches, proportionnellement à la durée de l'affiliation.

Art. 13. Les statuts peuvent:

1^o accorder aux femmes mariées ou à toutes les assurées en général, en cas de couches, l'assistance d'un médecin ou d'une sage-femme;

2^o accorder aux femmes enceintes, qui par suite de la grossesse sont devenues incapables de travailler, un secours de maternité égal à l'indemnité pécuniaire, de maladie, pendant six semaines au plus;

3^o accorder aux femmes enceintes l'assistance d'un médecin ou d'une sage-femme pour les soins nécessités par la grossesse;

4^o accorder des indemnités d'allaitement à concurrence de la moitié du secours pécuniaire de maladie jusqu'à l'expiration de la 12^{me} semaine après l'accouchement.

Ces secours ne peuvent être accordés qu'autant que les prévisions de l'art. 12, al. 1^{er}, se trouvent remplies.

La période pendant laquelle l'indemnité pécuniaire de maternité a été allouée pourra être imputée sur le temps avant la délivrance pendant lequel l'indemnité pécuniaire de couches est à accorder.

Les statuts peuvent également accorder les secours en cas d'accouchement aux femmes des assurés qui ne sont pas assurées elles-mêmes.

En cas de mort du mari assuré, ces secours pourront être accordés si l'accouchement a lieu dans les neuf mois qui suivent la mort du mari.

Die Kasse kann ferner, mit Zustimmung der Wöchnerin, Hilfe und Wartung durch Haus- & Pflegerinnen gewähren und dafür ein Drittel des Wochengeldes abziehen.

Ist die Wöchnerin während des letzten Jahres bei mehreren Krankenkassen versichert gewesen, so haben die anderen der ersatzpflichtigen Kasse, auf Verlangen die Regelstellungen und zwar nach Verhältnis der Mitgliedzeit zu erstatten.

Art. 13. Die Saßung kann zulassen:

1. versicherten Ehefrauen oder allen weiblichen Versicherter überhaupt bei der Entbindung freie Arzt- und Hebammenhilfe,

2. Schwangeren, die infolge der Schwangerschaft arbeitsunfähig geworden sind, für höchstens sechs Wochen, ein Schwangerengeld in Höhe des Krankengeldes,

3. Schwangeren Arzt- und Hebammenhilfe, falls solche durch Schwangerschaftsbeschwerden notwendig wird,

4. Stillgeld bis zur Höhe des halben Krankengeldes und bis zum Ablauf der zwölften Woche nach der Entbindung.

Die Gewährung der vorstehend aufgezählten Leistungen ist an die Voraussetzungen des Art. 12, Abs. 1 geknüpft.

Die Zeit, für welche Schwangerengeld gewährt wird, kann auf die Zeit, für welche vor der Niederkunft Wochengeld zu zahlen ist, angerechnet werden.

Die Saßung kann auch den nichtversicherten Frauen der Mitglieder Wochenhilfe zulassen.

Ist der versicherte Ehemann gestorben, so kann die Wochenhilfe gewährt werden, wenn die Entbindung binnen neun Monaten nach dessen Tode erfolgt.

4. Indemnité funéraire.

Art. 14. En cas de décès d'un assuré, il est allouée une indemnité funéraire s'élevant au quinzième de la rémunération annuelle sans que cette indemnité puisse dépasser 400 fr. ni être inférieure à 200 fr.

Cette indemnité est d'abord affectée au remboursement des frais d'enterrement et doit être payée jusqu'à concurrence de cette somme à celui qui s'est chargé des funérailles. L'excédent, s'il y en a, sera payé successivement, au père, à la mère, aux frères et soeurs, à condition pourtant que ces personnes aient vécu en communauté domestique avec l'assuré au moment de son décès.

Lorsqu'une personne qui est tombée malade, pendant la durée de son affiliation à une caisse de maladie, meurt de cette maladie dans l'année qui suit la cessation des secours de maladie, l'indemnité funéraire doit être payée, si l'in incapacité de travail a perduré jusqu'à ce jour.

Art. 15. Les statuts peuvent accorder une indemnité funéraire en cas de décès du conjoint ou de l'enfant d'un assuré.

Cette indemnité peut s'élever pour le conjoint jusqu'aux deux tiers, pour un enfant jusqu'à la moitié de l'indemnité funéraire de l'assuré. Elle sera réduite du montant de l'indemnité funéraire, à laquelle le défunt avait éventuellement droit de la part d'une caisse de maladie ou de l'association d'assurance contre les accidents ou de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.

5. Dispositions communes aux caisses de maladie.

Art. 16. Pour les personnes qui sont assurées obligatoirement, le droit aux prestations, à l'exception du secours pécuniaire de maladie, commence dès le jour de l'affiliation.

Pour avoir droit au secours pécuniaire de maladie, l'assuré doit avoir fait partie d'une caisse depuis huit jours au moins au moment

4. Sterbegeld.

Art 14. Stirbt ein Versicherter, so ist als Sterbegeld der fünfzehnte Teil des Jahresarbeitsverdienstes zu zählen, mit der Maßgabe, daß das so errechnete Sterbegeld nicht mehr als 400 und nicht weniger als 200 Fr. betragen darf.

Vom Sterbegelde werden zunächst die Kosten der Bestattung bestritten und an den gezahlt, der die Bestattung besorgt hat. Bleibt ein Überschüß, so sind nacheinander der Vater, die Mutter, die Geschwister bezzugsberechtigt, wenn sie mit dem Verstorbenen zur Zeit seines Todes in häuslicher Gemeinschaft gelebt haben.

Stirbt ein als Mitglied der Kasse Erkrankter binnen einem Jahre nach Ablauf der Krankenhilfe an derselben Krankheit, so wird das Sterbegeld gezahlt, wenn er bis zum Tode ununterbrochen arbeitsunfähig geblieben ist.

Art. 15. Die Säzung kann Sterbegeld beim Tode des Ehegatten oder eines Kindes eines Versicherten zubilligen.

Dieses Sterbegeld kann für den Ehegatten bis auf zwei Drittel, für ein Kind bis auf die Hälfte des Mitgliedersterbegeldes bemessen werden. Es ist um den Betrag des Sterbegeldes zu kürzen, auf das der Verstorbene gegebenenfalls selbst bei einer Krankenkasse, bei der Unfallversicherungsgenossenschaft oder bei der Alters- und Invalidenversicherungsanstalt versichert war.

5. Gemeinsame Vorschriften für die Krankenfassse.

Art. 16. Für die Versicherungspflichtigen entsteht der Anspruch auf die Leistungen, mit Ausnahme des Krankengeldes, mit ihrer Mitgliedschaft.

Um Anspruch auf Krankengeld zu haben, muß der Versicherte bei Ausbruch der Krankheit seit mindestens 8 Tagen Mitglied einer

où la maladie se déclare; par exception ce droit existe dès le jour de l'affiliation en cas d'accident professionnel entraînant une incapacité de travail de quinze jours.

Les statuts peuvent:

a) prévoir un délai de carence qui ne peut excéder six semaines, pour les personnes qui se sont affiliées volontairement à l'assurance;

b) prévoir un délai de carence de six mois au plus à partir du jour de l'affiliation, pour l'acquisition du droit aux avantages statutaires supplémentaires. Pareille disposition ne sera toutefois pas applicable aux membres qui, au cours des douze derniers mois, ont déjà eu droit, au moins pendant six mois, à des avantages supplémentaires d'une autre caisse.

Ce délai de carence en vue de l'obtention du droit aux avantages supplémentaires n'est pas suspendu par une interruption de l'affiliation lorsque celle-ci ne dépasse pas 26 semaines.

Art. 17. Les secours en espèces, à l'exception de l'indemnité funéraire, sont payés au moins deux fois par mois, à seize jours d'intervalle au plus.

Art. 18. Lorsqu'un assuré qui reçoit les prestations d'une caisse passe à une autre caisse, cette dernière lui servira les prestations conformément à ses statuts, tout en tenant compte du temps pendant lequel il a déjà reçu des prestations.

Une modification des statuts peut augmenter, mais non pas diminuer les prestations pour des maladies du chef desquelles l'intervention de la caisse avait été réclamée antérieurement. Un changement du salaire normal reste également sans influence sur ces cas.

Kasse gewesen sein; ausnahmsweise besteht der Anspruch auf Krankengeld vom Tage der Mitgliedschaft an bei Betriebsunfällen, die eine Arbeitsunfähigkeit von mehr als fünfzehn Tagen im Gefolge haben.

Die Satzung kann:

a) bestimmen, daß für Personen, die der Kasse freiwillig beigetreten sind, der Anspruch auf Leistungen erst nach einer Wartezeit entsteht, die jedoch nicht mehr als sechs Wochen betragen darf;

b) bestimmen, daß der Anspruch auf die zahlungsmäßigen Mehrleistungen erst nach einer Wartezeit entsteht, die jedoch über sechs Monate nach dem Beitritt nicht hinausgehen darf; eine solche Bestimmung gilt aber nicht für Mitglieder, die binnen der letzten zwölf Monate bereits für mindestens sechs Monate Anspruch auf Mehrleistungen einer anderen Kasse gehabt haben.

Die Wartezeit zur Erlangung des Anspruchs auf die Mehrleistungen wird durch ein zeitweises Ausscheiden aus der Mitgliedschaft nicht unterbrochen, wenn die Unterbrechung der Mitgliedschaft sechzehnzig Wochen nicht übersteigt.

Art. 17. Die Leistungen, mit Ausnahme des Sterbegeldes, werden mindestens zweimal im Monat und zwar in Abständen von höchstens je 16 Tagen ausgezahlt.

Art. 18. Tritt ein Versicherter, der Kassenleistungen bezieht, zu einer anderen Kasse über, so übernimmt diese die weitere Leistung, nach ihrer Satzung, jedoch unter Abrechnung der Zeit, für die er bereits Leistungen empfangen hat.

Durch Satzungsänderung können die Leistungen für vor der Änderung eingetretene Versicherungsfälle erhöht, nicht aber herabgesetzt werden. Eine Änderung des Grundlohns wirkt ebenfalls nicht auf diese Fälle.

Art. 19. Lorsqu'une caisse a accepté pendant trois mois sans interruption et sans objection les cotisations d'une personne affiliée régulièrement et sans intention fraudulente, la caisse devra lui fournir les prestations statutaires, quand même il serait établi à l'occasion d'un événement qui donne ouverture à l'assurance, que cette personne n'était pas soumise à l'assurance et n'avait pas le droit de s'assurer volontairement.

Art. 20. L'assuré qui cesse d'être membre de la caisse pour cause de chômage involontaire, conservera le droit aux secours réguliers lorsque les risques assurés se réalisent pendant la durée du chômage et dans un délai de trois semaines à dater de la sortie, et qu'il a été assuré ou bien pendant 26 semaines au moins pendant les 12 derniers mois, ou au moins pendant les dix semaines précédant immédiatement la sortie. La caisse doit lui remettre, à sa demande, un certificat constatant son droit aux dites prestations.

Le droit s'éteint lorsque le chômeur réside à l'étranger et que les statuts ne renferment pas de disposition contraire.

Art. 21. Les secours de maladie sont suspendus:

1^o aussi longtemps que l'ayant droit subit une peine privative de liberté, qu'il se trouve en état de détention préventive, ou est interné dans une maison de force, de réforme ou au dépôt des mendiants et des vagabonds. S'il est devenu incapable de travailler par suite de la maladie et s'il a jusqu'alors pourvu entièrement ou en grande partie à l'entretien de sa famille, le secours prévu à l'art. 9, alinéa dernier, sera accordé à celle-ci;

2^o pour les ayants droit qui se rendent volontairement à l'étranger sans le consentement du comité-directeur, aussi longtemps que dure ce séjour sans l'autorisation susvisée;

Art. 19. Hat eine Kasse drei Monate ununterbrochen und unabstandet die Beiträge einer regelrecht und ohne Betriebsabsicht hingetretenen Person angenommen, und stellt sich gelegentlich eines Versicherungsfalls heraus, daß die Person nicht versicherungspflichtig und nicht versicherungsberechtigt gewesen ist, so muß ihr die Kasse gleichwohl die satzungsmäßigen Leistungen gewähren.

Art. 20. Versicherten, die wegen Erwerbslosigkeit ausscheiden, verbleibt das Recht auf die Regelleistungen der Kasse, wenn der Versicherungsfall während der Erwerbslosigkeit und binnen drei Wochen nach dem Ausscheiden eintritt und wenn sie anderseits in den ihrem Ausscheiden vorangegangenen zwölf Monaten mindestens sechszwanzig Wochen oder unmittelbar vor ihrem Ausscheiden mindestens zehn Wochen versichert waren. Die Kasse hat dem Berechtigten auf Verlangen seinen Anspruch auf diese Leistungen zu bescheinigen.

Der Anspruch erlischt, wenn der Erwerbslose sich im Ausland aufhält und die Satzung nichts anderes bestimmt.

Art. 21. Die Krankenhilfe ruht:

1. solange der Berechtigte eine Freiheitsstrafe verbüßt oder sich in Untersuchungshaft befindet oder in einer Zwangs- oder Befreiungsanstalt oder einem Bettler- und Vagabundendepot untergebracht ist. Ist er durch die Krankheit arbeitsunfähig geworden und hat er von seinem Arbeitsverdienst seine Angehörigen bisher ganz oder großenteils unterhalten, so ist diesen das in Art. 9, letzter Absatz, vorgesehene Hausheld zu zahlen;

2 für Berechtigte, die sich freiwillig ohne Zustimmung des Kassenvorstandes ins Ausland begeben, solange sie sich ohne diese Zustimmung dort aufzuhalten;

30 pour les assurés étrangers, aussi longtemps qu'ils sont expulsés du territoire.

Si l'assuré a dans le pays des parents auxquels les statuts accordent un secours, ce secours doit être alloué.

Les dispositions des nos 1, 2 et 3 sont applicables dans les mêmes conditions aux secours de couches ainsi qu'aux secours médicaux ou pharmaceutiques alloués aux membres de la famille des assurés et aux secours de couches accordés aux femmes des assurés.

Art. 22. Les assurés malades qui n'habitent pas le ressort de leur caisse, reçoivent, à la demande de cette caisse, les secours auxquels ils ont droit, de la part de la caisse régionale du lieu de leur résidence.

Il en sera de même pour les membres de la famille de l'assuré qui ont droit à des secours ainsi que pour les assurés qui ont quitté la caisse par suite de chômage.

La même disposition est applicable aux assurés qui tombent malades pendant un séjour temporaire hors du ressort de leur caisse, tant qu'à raison de leur état ils ne peuvent pas retourner chez eux, et ce sans qu'il y ait besoin d'une demande de la part de leur caisse. Cependant, la caisse qui a fourni les secours devra, dans le délai de huit jours, notifier l'existence de la maladie à la caisse à laquelle appartient l'intéressé, et se conformer pour autant que possible aux voeux exprimés par cette caisse, en ce qui concerne la nature de l'assistance à accorder.

Dans les différents cas prévus au présent article, la caisse à laquelle appartient l'assuré est tenue de rembourser les frais aux autres caisses. Les frais du traitement médical et pharmaceutique sont évalués aux trois huitièmes du salaire normal, à moins que des dépenses supérieures ne soient dûment justifiées.

Art. 23. Lorsqu'un assuré cesse de résider dans le pays après un événement donnant ouverture à l'assurance, la caisse pourra, par

3. für berechtigte Ausländer, solange sie ausgewiesen sind.

Hat der Versicherte im Inland Verwandte, denen Familienhilfe zusteht, so ist diese zu gewähren.

Die Bestimmungen in Ziffern 1, 2 und 3 gelten in gleicher Weise für Wochenhilfe, sowie für die Gewährung von Arzt und Arznei an Angehörige und von Wochenhilfe an Ehefrauen Versicherter.

Art. 22. Kranke, die außerhalb des Bezirks ihrer Kasse wohnen, erhalten auf Verlangen ihrer Kasse die ihnen zustehenden Leistungen von der für ihren Wohnort zuständigen Bezirkskrankenkasse.

Das gleiche gilt für berechtigte Familienmitglieder sowie für ausgeschiedene Erwerbslose.

Das gleiche gilt ebenfalls für Versicherte, die während eines vorübergehenden Aufenthalts außerhalb ihres Kassenbezirks erkranken, solange sie ihres Zustandes wegen nicht nach ihrem Wohnort zurückkehren können und zwar, ohne daß es in diesem Falle eines Antrags ihrer Kasse bedarf. Die Kasse, welche die Leistungen gewährt hat, muß jedoch binnen acht Tagen den Krankheitsfall der Kasse des Versicherten mitteilen und deren Wünsche wegen der Art der Fürsorge tunlichst befolgen.

In den Fällen dieses Artikels hat die Krankenkasse des Versicherten den anderen Kassen ihre Kosten zu erstatten. Dabei werden die Kosten für Arzt und Arznei mit drei Achseln des Grundlohns angesetzt, sofern nicht höhere Aufwendungen regelrecht nachgewiesen werden.

Art. 23. Die Satzung kann bestimmen, daß Versicherte, die nach Eintritt eines Versicherungsfalles ihren Aufenthalt im Inland auf-

une disposition statutaire, prévoir l'allocation d'une somme forfaitaire à déterminer d'après les règles à élaborer par le comité central.

Par ce paiement, toute prétention ultérieure à l'indemnité cessera.

La même disposition sera applicable aux secours en cas d'accouchement ainsi qu'aux soins médicaux à fournir éventuellement aux membres de la famille des assurés et aux secours en cas d'accouchement des femmes des assurés.

Art. 24. Les statuts peuvent porter, en ce qui concerne les assurés volontaires, que les prestations de la caisse seront limitées aux soins médicaux et pharmaceutiques, au traitement dans un hôpital sans que des secours soient alloués aux membres de la famille dans ce cas, aux prestations qui tiennent éventuellement lieu du traitement à l'hôpital conformément à l'art. 9, al. 3, ou à l'indemnité pécuniaire de maladie seule; dans ces différents cas, les cotisations de ces membres doivent être réduites proportionnellement.

III. Les caisses de maladie.

a) Espèces et droits.

Art. 25. Les secours ne peuvent être fournis que par des caisses de maladie de deux espèces:

- 1^o les caisses régionales;
- 2^o les caisses patronales.

1. Les caisses régionales.

Art. 26. Les caisses régionales sont instituées par décision du Gouvernement pour des régions déterminées.

Il y en aura une au moins pour chaque canton, à l'exception du canton de Vianden, avec siège au chef-lieu du canton.

Dans le canton d'Esch, il y aura des caisses régionales à Esch, Differdange, Bettembourg et Rumelange.

Font partie des caisses régionales, toutes les personnes occupées dans leurs ressorts qui sont

geben, durch eine einmalige Zahlung abge- funden werden, die nach den vom Zentralaus- schuß aufzustellenden Regeln zu errechnen ist.

Durch diese Zahlung erlischt jeder weitere Anspruch auf die Kassenleistungen.

Das gleiche gilt für Wochenhilfe sowie für ärztliche Hilfe an Angehörige und Wochenhilfe an Ehefrauen Versicherter.

Art. 24. Die Satzung kann bestimmen, daß für freiwillig Versicherte die Kassenleistungen auf freien Arzt und Arznei, auf Krankenhaus- pflege ohne Hausheld, auf die in Art. 9, Abs. 3, für Krankenhauspflege vorgesehenen Erhal- leistungen oder auf Krankengeld allein be- schränkt werden; in all diesen Fällen sind die Beiträge dieser Mitglieder entsprechend zu ermäßigen.

III. Die Krankenkassen.

a) Arten und Rechte.

Art. 25. Die Leistungen der Krankenver- sicherung können nur zwei Arten von Kassen gewähren:

1. die Bezirkskassen;
2. die Betriebskassen.

1. Die Bezirkskassen.

Art. 26. Die Bezirkskrankenkassen werden durch Regierungsbeschuß für örtliche Bezirke errichtet.

Mit Ausnahme des Kantons Bianden wird in jedem Kanton mindestens eine solche Kasse mit Sitz im Kantonshauptort errichtet.

Im Kanton Esch werden vier Bezirkskassen mit Sitz in Esch, Differdingen, Bettemburg und Rümelingen errichtet.

Mitglieder einer Bezirkskasse sind alle in ihrem Bezirk beschäftigten Versicherungspflich-

assujetties à l'obligation d'assurance et qui ne sont pas membres d'une caisse patronale.

Peuvent s'y affilier volontairement toutes les personnes résidant dans leur ressort et ayant le droit de s'affilier volontairement, pourvu qu'elles ne soient pas obligées de s'affilier à une caisse patronale.

Est considéré comme lieu de l'occupation, l'endroit où l'occupation s'exerce effectivement. Pour les assurés qui sont occupés à un emplacement fixe de travail (atelier, chantier, exploitation, service), cet emplacement est considéré comme lieu de l'occupation, même lorsqu'ils exécutent ailleurs pour le patron des travaux isolés de peu de durée. Pour les assurés qui hors du siège de l'entreprise n'ont été embauchés que pour des travaux déterminés, l'endroit où ils sont occupés effectivement est considéré comme lieu de l'occupation.

Le siège de l'entreprise est considéré comme lieu du travail lorsque les travaux sont dirigés de ce siège et qu'il n'y a pas d'atelier fixe.

Pour les assurés qu'une entreprise privée ou une administration publique a engagés, en vue d'une occupation alternant entre plusieurs communes, est considéré comme lieu de l'occupation la commune où la direction immédiate des travaux a son siège.

Art. 27. Une caisse régionale peut être fermée par décision du Directeur général du service afférent, notamment si les cotisations quoiqu'ayant atteint 6,75 % du salaire normal, ne suffisent pas, avec les autres ressources, à couvrir le minimum des prestations légales.

2. Caisse patronale.

Art. 28. Tout chef d'entreprise qui dans une ou plusieurs exploitations occupe régulièrement 500 personnes au moins, a le droit de demander l'établissement d'une caisse de fabrique pour ses ouvriers.

tigen, die bei keiner Betriebskasse versichert sind.

Einer Bezirkskasse können freiwillig beitreten alle in ihrem Bezirk ansässigen Versicherungsberechtigten, wosfern sie nicht einer Betriebskasse beitreten müssen.

Als Beschäftigungsstätte gilt der Ort, wo die Beschäftigung tatsächlich stattfindet. Für Versicherte, die an einer festen Arbeitsstätte (Werftstatt, Arbeitsplatz, Betriebs-Dienststätte) beschäftigt sind, gilt diese als Beschäftigungsstätte, selbst für den Fall, daß sie außerhalb derselben für den Arbeitgeber Einzelarbeiten von kurzer Dauer ausführen. Für Versicherte, die außerhalb des Betriebsstättes nur für bestimmte Arbeiten eingestellt worden sind, gilt der Ort, wo sie tatsächlich beschäftigt sind als Beschäftigungsstätte.

Der Betriebsstätte gilt als Beschäftigungsstätte, wenn die Arbeiten von dort aus geleitet werden und keine feste Arbeitsstätte besteht.

Für Versicherte, die ein Privatunternehmen oder ein öffentlicher Verwaltungsdienst für Arbeiten eingestellt hat, die abwechselnd in verschiedenen Gemeinden zu verrichten sind, gilt als Beschäftigungsstätte die Gemeinde, wo die örtliche Leitung der Arbeiten ihren Sitz hat.

Art. 27. Eine Bezirksstrafenkasse kann durch Beschluss des zuständigen Generaldirektors geschlossen werden, namentlich dann, wenn ihre Beiträge, obwohl sie 6,75 % des Grundlohns erreicht haben, mit den anderen Einnahmen nicht ausreichen, um die Regelleistungen zu decken.

2. Die Betriebskassen.

Art. 28. Betriebsunternehmer, die in einem oder in mehreren Betrieben insgesamt regelmäßig mindestens 500 Personen beschäftigen, sind berechtigt, die Errichtung einer Betriebsstrafenkasse für ihre Arbeiter zu beantragen.

Feront partie de cette caisse toutes les personnes assujetties à l'assurance obligatoire occupées dans cette entreprise. Les personnes occupées dans l'entreprise qui ont le droit de s'assurer volontairement, s'affilieront à cette caisse.

Les caisses de fabrique ne peuvent être instituées que du consentement du Gouvernement, qui statuera sur la demande, sur proposition du comité central, qui entendra en leurs avis les caisses régionales intéressées.

Art. 29. Le chef d'entreprise qui institue une caisse patronale, nomme le comptable avec l'assentiment du comité-directeur de la caisse et en rémunère les services. Il est responsable de la gestion et de la garde des fonds de la caisse. Cette responsabilité est garantie par un privilège dispensé d'inscription qui prend rang après celui des impôts directs.

Art. 30. Si les fonds disponibles d'une caisse patronale ne suffisent pas pour couvrir les dépenses courantes, le chef d'entreprise est tenu de fournir sans intérêts les avances nécessaires.

Lorsque les secours réguliers ne peuvent plus être couverts par les cotisations après que celles-ci auront été portées à 6,75% du salaire normal, le chef d'entreprise aura à supporter le déficit de ses propres deniers et sans droit à répétition ultérieure.

Art. 31. Une caisse de fabrique ne peut être créée que: 1^o si elle ne compromet pas l'existence et le fonctionnement des caisses régionales; une caisse régionale ne sera pas considérée comme étant compromise, lorsqu'elle aura encore plus de 500 affiliés après la création de la caisse patronale; 2^o si les prestations statutaires sont au moins équivalentes à celles de la caisse régionale afférente; 3^o si son fonctionnement durable est assuré d'une manière suffisante.

Mitglieder dieser Kasse sind alle im Unternehmen beschäftigten Versicherungspflichtigen. Die im Unternehmen beschäftigten Personen, die Recht auf freiwillige Versicherung haben, können nur dieser Kasse beitreten.

Betriebskrankenkassen können nur mit Errichtung der Regierung errichtet werden, die über das Gesuch auf Antrag des Zentralausschusses entscheidet, der seinerseits die beteiligten Bezirkskassen gutachtlisch hören müßt.

Art. 29. Der Unternehmer, der eine Betriebskrankenkasse errichtet, ernennt, im Einverständnis mit dem Kassenvorstand, den Rechnungsführer und entschödigt ihn für seine Dienste. Er ist für die Kassengeldern verantwortlich. Seine Verantwortung wird durch ein Privileg gesichert, das von der Einschreibung dispensiert ist und das gleich nach den direkten Steuern Rang hat.

Art. 30. Reichen die verfügbaren Bestände einer Betriebskrankenkasse nicht aus, um die laufenden Ausgaben zu decken, so hat der Betriebsunternehmer die nötigen Vorschüsse zinslos zu leisten.

Werden die Regelleistungen durch die bis auf 6,75% des Grundlohns erhöhten Beiträge nicht mehr gedeckt, so hat der Betriebsunternehmer den Fehlbetrag aus eigenen Mitteln zu leisten und zwar ohne Anspruch auf spätere Erstattung.

Art. 31. Eine Betriebskrankenkasse darf nur errichtet werden, wenn 1. sie den Bestand und die Leistungsfähigkeit der Bezirkssachen nicht gefährdet; eine Bezirkssache gilt nicht als gefährdet, wenn sie nach Errichtung der Betriebskasse mehr als 500 Mitglieder behält; 2. ihre satzungsmäßigen Leistungen denen der maßgebenden Bezirkssache mindestens gleichwertig sind; 3. ihre Leistungsfähigkeit für die Dauer genügend gesichert ist.

Art. 32. Aucune caisse patronale ayant existé avant la promulgation de la présente loi, ne pourra continuer à fonctionner que si elle y est autorisée par le Gouvernement qui entendra le comité central.

Cette autorisation ne pourra être accordée que:

- 1^o si la caisse compte au moins 500 membres;
- 2^o si les prestations statutaires sont au moins équivalentes à celles de la caisse régionale afférente ou sont portées à ce taux dans les six mois;
- 3^o si le fonctionnement durable de la caisse est assuré d'une manière suffisante.

Une caisse patronale autorisée peut continuer à allouer des prestations d'autre nature ou dépassant les secours réguliers et supplémentaires prévus par la présente loi, pourvu qu'elle puisse faire face à ses dépenses sans que la cotisation puisse dépasser 6,75 % du salaire normal.

Art. 33. Une caisse patronale peut être dissoute soit à la demande du chef d'entreprise, lorsque l'assemblée générale est d'accord, soit à la demande de l'assemblée générale de l'accord du chef d'entreprise.

Une caisse patronale sera fermée:

- 1^o si les exploitations pour lesquelles elle est instituée prennent fin;
- 2^o si le chef d'entreprise néglige de veiller à la gestion régulière de la caisse et de la comptabilité; l'institution d'une nouvelle caisse peut lui être refusée.

Cependant le Gouvernement peut charger un délégué de la gestion des affaires aux frais de l'employeur.

3^o si le nombre de ses membres descend d'une façon qui n'est pas purement passagère au-dessous de 500;

4^o si les prestations ne sont pas équivalentes à celles de la caisse régionale afférente et que

Art. 32. Betriebskassen, die vor Inkrafttreten dieses Gesetzes bestanden haben, können nur mit Ernächtigung der Regierung fortbestehen, die hierüber den Zentralausschuss hören muß.

Die Ernächtigung kann nur erteilt werden, wenn:

1. die Kasse mindestens 500 Mitglieder hat;
2. ihre satzungsmäßigen Leistungen denen der maßgebenden Bezirkskasse mindestens gleichwertig sind oder diese Gleichwertigkeit binnen sechs Monaten verwirklicht wird;
3. ihre Leistungsfähigkeit für die Dauer genügend gesichert ist.

Eine zugelassene Betriebsfrankenkasse kann andere und höhere als die in diesem Gesetz vorgesehenen Leistungen beibehalten, wofür sie ihre Ausgaben deckt, ohne über den Beitragssatz von 6,75 % des Grundlohns hinauszugehen.

Art. 33. Eine Betriebsfrankenkasse kann sowohl auf Antrag des Unternehmers mit Zustimmung der Generalversammlung, als auf Antrag der Generalversammlung mit Zustimmung des Unternehmers aufgelöst werden.

Eine Betriebskasse wird geschlossen, wenn

1. die Betriebe eingehen, für die sie errichtet worden ist;
2. der Arbeitgeber nicht für ordnungsmäßige Kassen- und Rechnungsführung sorgt; die Errichtung einer neuen Kasse kann ihm versagt werden.

Die Regierung kann jedoch auf Kosten des Arbeitgebers die Geschäftsführung in ihrem Auftrage besorgen lassen;

3. ihr Mitgliederstand nicht nur vorübergehend unter 500 sinkt;

4. ihre Leistungen denen der maßgebenden Bezirkskasse nicht gleichwertig sind und die

cette équivalence ne soit pas rétablie dans les six mois;

5° si son fonctionnement durable n'est pas assuré d'une manière suffisante.

La fermeture ou la dissolution est prononcée par le Gouvernement, sur la proposition du comité central.

b) Dispositions communes.

Art. 34. Toute modification dans l'organisation extérieure des caisses concernant leur réunion, dissolution, séparation ou fermeture, sera ordonnée par le Gouvernement.

La demande de réunion, de dissolution ou de séparation sera adressée au Gouvernement qui statuera après avoir entendu le comité central.

En cas de fermeture d'une caisse, la décision sera prise d'office.

Toute décision à intervenir en conformité de cet article, fixera le jour à partir duquel la modification sera mise en vigueur.

Sauf les cas d'urgence, il y aura un intervalle de quatre mois au moins entre le jour où la décision est prise et le jour où elle sera mise à exécution.

Art. 35. En cas de réunion de deux ou plusieurs caisses, les droits et obligations de la caisse qui est absorbée passeront à celle qui la reçoit; si une modification des statuts est nécessaire, le Gouvernement prescrira les changements à introduire.

Les assurés obligatoires de la caisse absorbée deviennent membres de la caisse prenante, et les assurés volontaires ont le droit de s'y affilier.

Les membres transférés continuent leur assurance sans interruption.

Art. 36. En cas de dissolution ou de fermeture d'une caisse de maladie, ses assurés obligatoires entreront de plein droit dans la caisse régio-

Gleichwertigkeit nicht binnen sechs Monaten hergestellt wird;

5. ihre Leistungsfähigkeit für die Dauer nicht genügend gesichert ist.

Schließung oder Auflösung erfolgt durch die Regierung, auf Antrag des Zentralausschusses.

b) Gemeinsame Vorschriften.

Art. 34. Jede Änderung in der äusseren Organisation der Kassen, betreffend ihre Vereinigung, Auflösung, Trennung oder Schließung wird durch die Regierung angeordnet.

Der Antrag auf Vereinigung, Auflösung oder Trennung ist an die Regierung zu richten, die nach Anhörung des Zentralvorstandes entscheidet.

Die Schließung einer Kasse erfolgt von Amts wegen.

In den Beschlüssen zu diesem Artikel muß der Tag angegeben sein, an dem die Änderung in Kraft tritt.

Von dringenden Fällen abgesehen, muß zwischen dem Datum des Beschlusses und dem seiner Ausführung eine Frist von mindestens vier Monaten liegen.

Art. 35. Bei der Vereinigung von zwei oder mehreren Kassen gehen die Rechte und Pflichten der aufgenommenen Kasse auf die aufnehmende über; wird eine Satzungsänderung notwendig, so schreibt die Regierung die zu treffenden Änderungen vor.

Die versicherungspflichtigen Mitglieder der aufgenommenen Kasse werden Mitglieder der aufnehmenden Kasse, die freiwilligen Mitglieder sind berechtigt, ihr beizutreten.

Die übergehenden Mitglieder setzen ihr Versicherungsverhältnis ununterbrochen fort.

Art. 36. Bei Auflösung oder Schließung einer Kasse werden ihre versicherungspflichtigen Mitglieder von Rechts wegen Mitglieder der

nale compétente, et les assurés volontaires auront le droit de s'y affilier. Les membres transférés continuent leur assurance sans interruption.

Le patrimoine de la caisse, s'il en existe, doit servir à payer les dettes existantes et à garantir les droits aux secours antérieurs à la fermeture ou à la dissolution.

Le comité-directeur de la caisse dissoute ou fermée liquidera les affaires. Dans l'intérêt de la liquidation, la caisse est censée continuer d'exister. La fermeture ou la dissolution de la caisse sera publiée par la voie du *Mémorial*.

Tout paiement d'une créance qui n'a pas été réclamée dans les trois mois de la publication, pourra être refusé.

Le reliquat sera remis, sur décision du Gouvernement, à la caisse ou resp. aux caisses auxquelles seront rattachées les personnes qui dépendaient de la caisse fermée ou dissoute.

Art. 37. Les contestations entre les caisses de maladie sur le point de savoir à laquelle d'entre elles appartiennent des entreprises ou des parties d'entreprises, seront réglées par le comité central en premier ressort, et par le Gouvernement en instance d'appel.

La décision qui transfère une entreprise ou une partie d'entreprise à une autre caisse, indiquera également le moment à partir duquel commencera la nouvelle affiliation.

Les décisions coulées en force de chose jugée seront obligatoires pour les tribunaux et pour toutes les autorités.

c) Equivalence des prestations.

Art. 38. Le Gouvernement décidera, le comité central entendu, sur la question de savoir si les prestations d'une caisse sont équivalentes à celles de la caisse régionale de son siège, en

zuständigen Bezirkscasse, und die freiwilligen Mitglieder sind berechtigt, ihr beizutreten. Die übergehenden Mitglieder setzen ihr Versicherungsverhältnis ununterbrochen fort.

Ist ein Kassenvermögen vorhanden, so sind daraus zunächst etwaige Schulden zu decken und die vor der Auflösung oder Schließung entstandenen Ansprüche auf Leistungen zu sichern.

Der Vorstand der aufgelösten oder geschlossenen Kasse weilt die Geschäfte der Kasse ab. Für die Zwecke der Abwicklung der Geschäfte gilt die Kasse als fortbestehend. Die Schließung oder Auflösung wird im „Memorial“ mitgeteilt.

Forderungen, die nicht binnen drei Monaten nach dieser Mitteilung gestellt gemacht worden sind, können abgelehnt werden.

Verbleibt nach Abwicklung der Geschäfte noch ein Vermögensbetrag, so verfügt die Regierung seine Überweisung an die Kasse bezw. die Kassen, in welche die Mitglieder der geschlossenen oder aufgelösten Kasse übergegangen sind.

Art. 37. Streitigkeiten zwischen Kranenkassen über die Frage der Zugehörigkeit von Betrieben und Betriebsteilen entscheidet in erster Instanz der Zentralausschuss, in Berufungsinstanz die Regierung.

Im Entscheid, der einen Betrieb oder Betriebsteil einer anderen Kasse zuweist, ist der Zeitpunkt des Beginns der neuen Mitgliedschaft anzugeben.

Rechtskräftig gewordene Entscheidungen sind für alle Gerichte und Behörden bindend.

c) Gleichwertigkeit der Leistungen.

Art. 38. Ob die Leistungen einer Kasse denen der zuständigen Bezirkscasse gleichwertig sind, entscheidet nach Anhörung des Zentralausschusses die Regierung, unter Berücksichtigung

tenant compte de l'ensemble des prestations et du cercle spécial des affiliés de cette caisse.

IV. — Union de caisses.

Art. 39. Les caisses de maladie peuvent se constituer en union ayant pour but de réaliser, en commun un ou plusieurs services de l'assurance maladie, notamment en ce qui concerne le service administratif, la conclusion de traités avec des médecins, pharmaciens et hôpitaux, l'établissement et le service d'hôpitaux communs pour malades et convalescents, la surveillance des malades, la réassurance et tous autres objets rentrant dans le cadre de l'assurance contre la maladie.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la création d'unions de caisses pourra se faire.

V. — Organisation.

1. De la qualité de membre.

Art. 40. Sans préjudice à l'art. 16, les assurés obligatoires acquièrent la qualité de membre dès le jour de leur entrée dans l'occupation soumise à l'assurance.

Lorsqu'une caisse patronale est nouvellement créée, tous les assurés obligatoires qui travaillent dans l'entreprise pour laquelle elle est créée, en deviennent membres dès le jour de son institution.

Les assurés qui se livrent simultanément à plusieurs occupations soumises à l'assurance, appartiennent à la caisse du lieu de leur occupation principale.

En cas de doute, ils appartiendront à la caisse indiquée par l'engagement contracté en premier lieu.

Art. 41. Les assurés volontaires deviennent membres à partir du jour de leur affiliation. L'affiliation s'effectue par une déclaration écrite

der Gesamtleistungen und des besonderen Mitgliederkreises der Kasse.

IV. Kassenverbände.

Art. 39. Die Krankenkassen können sich zu Verbänden zusammenschließen, zum gemeinsamen Betrieb eines oder mehrerer Dienstzweige und insbesondere des Verwaltungsdienstes, zum Abschluß von Verträgen mit Ärzten, Apothekern und Spitälern, zur Anlage und zum Betrieb gemeinsamer Spitäler und Genesungsheime, zu Zwecken der Krankenkontrolle, der Rückversicherung und allen im Rahmen der Krankenversicherung beschlossenen Zwecken.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement legt die Bedingungen für die Errichtung von Kassenverbänden fest.

V. Verfassung.

1. Mitgliedschaft.

Art. 40. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Art. 16, beginnt die Mitgliedschaft Versicherungspflichtiger mit dem Tage des Eintritts in die versicherungspflichtige Beschäftigung.

Die Mitgliedschaft bei einer neu errichteten Betriebskasse beginnt für alle in dem Betriebe beschäftigten Versicherungspflichtigen mit dem Tage, an dem sie ins Leben tritt.

Versicherte, die gleichzeitig in verschiedenen versicherungspflichtigen Arbeitsverhältnissen stehen, gehören in die Kasse des Orts, an dem sie überwiegend beschäftigt sind.

Zm Zweifel bestimmt das zuerst eingegangene Arbeitsverhältnis die Kassenzugehörigkeit.

Art. 41. Versicherungsberechtigte werden Mitglieder mit dem Tage ihres Beitritts. Der Beitritt geschieht durch schriftliche oder münd-

ou verbale au comité-directeur ou au bureau de la caisse intéressée.

Une maladie existant déjà au moment de la déclaration ne donne pas droit à des secours de la caisse. En outre, la caisse a le droit de soumettre à un examen médical les personnes non assujetties à l'obligation d'assurance qui font une déclaration d'entrée. Elle peut refuser l'admission de personnes malades, dans le délai d'un mois avec effet rétroactif au jour de la déclaration.

Art. 42. Les personnes frappées d'incapacité de travail restent membres aussi longtemps que la caisse doit leur fournir des prestations.

La qualité de membre d'une caisse se perd dès que l'assuré devient membre d'une autre caisse de maladie.

Art. 43. Lorsqu'un assuré qui, en vertu de la présente loi, a été membre d'une caisse de maladie pendant 26 semaines au moins dans les douze mois qui précèdent immédiatement la sortie, abandonne l'occupation soumise à l'assurance, il peut continuer son affiliation dans la classe à laquelle il appartenait, tant qu'il réside habituellement dans le pays et ne devient pas membre d'une autre caisse de maladie; il pourra également passer dans une classe inférieure.

Celui qui désire rester membre de la caisse devra en aviser celle-ci par écrit endéans les huit jours de sa sortie ou de la cessation des prestations, lorsqu'il est frappé d'in incapacité de travail.

Art. 44. Pour les assurés volontaires, la qualité de membre se perd lorsque le paiement des cotisations n'a pas été effectué à deux échéances consécutives. Lorsque le comité d'une caisse apprend que le revenu annuel total d'un affilié volontaire dépasse 12.500 fr., il informera cet affilié qu'il cesse d'être membre de la caisse. La qualité de membre se perd dès la signification de cette communication.

liche Anmeldung beim Vorstand oder im Kassenbüro.

Eine bereits bei der Anmeldung bestehende Erkrankung begründet keinen Anspruch auf Kassenleistungen. Überdies kann die Kasse nichtversicherungspflichtige Personen, die sich zum Beitritt melden, ärztlich untersuchen lassen. Sie kann binnen einem Monat nach der Meldung den Beitritt Erkrankter, mit Wirkung von der Meldung an, zurückweisen.

Art. 42. Arbeitsunfähige bleiben Mitglieder, solange die Kasse ihnen Leistungen zu gewähren hat.

Die Mitgliedschaft erlischt, sobald der Versicherte Mitglied einer anderen Kasse wird.

Art. 43. Scheidet ein Mitglied infolge Aufgebens der versicherungspflichtigen Beschäftigung aus einer Kasse aus, nachdem er auf Grund dieses Gesetzes in den vorangegangenen zwölf Monaten mindestens sechsundzwanzig Wochen versichert war, so kann er in seiner bisherigen Klasse Mitglied bleiben, solange er sich regelmäßig im Inland aufhält und nicht Mitglied einer anderen Kasse wird; es kann auch in eine niedere Klasse übertragen.

Wer Mitglied bleiben will, muß es der Kasse schriftlich binnen acht Tagen nach dem Ausscheiden oder, bei Arbeitsunfähigkeit, binnen acht Tagen nach Beendigung der Kassenleistungen anzeigen.

Art. 44. Die Mitgliedschaft freiwillig Versicherten erlischt, wenn sie zweimal nacheinander am Zahltage die Beiträge nicht entrichtet haben. Erfährt der Vorstand einer Kasse, daß das Gesamtjahreseinkommen eines freiwillig Versicherten 12.500 Fr. übersteigt, so hat er ihm mitzuteilen, daß er aufgehört hat, Mitglied zu sein. Die Mitgliedschaft erlischt mit der Zustellung dieser Mitteilung.

Art. 45. Lorsqu'une caisse a accepté pendant trois mois consécutifs et sans objection les cotisations d'un assuré obligatoire, après déclaration réglementaire, elle devra, la nature de l'occupation n'étant pas changée, le reconnaître comme membre jusqu'au jour où le comité aura, par écrit, renvoyé cet assuré ou son patron à une autre caisse.

Si cette dernière refuse de recevoir le nouveau membre, l'ancienne caisse doit continuer à accepter les cotisations et fournir les prestations jusqu'au règlement du conflit, sauf décompte ultérieur.

Déclarations du patron.

Art. 46. Les patrons sont tenus de déclarer au plus tard le huitième jour à dater du commencement et de la cessation de l'occupation toute personne soumise à l'obligation de l'assurance, qu'ils occupent. Ils devront également déclarer endéans les huit jours tout changement de la nature de l'occupation qui exerce une influence sur l'obligation ou les modalités de l'assurance.

Ces déclarations seront faites au bureau de la caisse du ressort. Elles contiendront toutes les données exigées par les statuts pour le calcul des cotisations. Tous les changements à ces éléments seront déclarés dans le délai fixé pour les déclarations.

La déclaration ne doit pas être faite si le travail est interrompu pour une période de moins d'une semaine et que les cotisations continuent d'être acquittées.

2. Statuts.

Art. 47. Pour chaque caisse de maladie, il y aura lieu d'arrêter les statuts, préalablement à son institution.

Pour les caisses régionales, le projet de statuts sera élaboré par les soins du Gouvernement

Art. 45. Hat eine Kasse für einen Versicherungspflichtigen nach vorschriftsmässiger Anmeldung drei Monate ununterbrochen und unbeanstandet die Beiträge angenommen, so hat sie ihn, solange sich sein Beschäftigungsverhältnis nicht ändert, als Mitglied bis zu dem Tage anzuerkennen, wo der Kassenvorstand ihn oder seinen Arbeitgeber schriftlich an eine andere Kasse verweist.

Verweigert die andere Kasse die Aufnahme des ihr zugewiesenen Mitgliedes, so muß die alte Kasse bis zur Regelung der Frage, vorbehaltlich späterer Abrechnung, weiter die Beiträge annehmen und die Leistungen gewähren.

Meldungen des Arbeitgebers.

Art. 46. Die Arbeitgeber haben die von ihnen beschäftigten Versicherungspflichtigen spätestens binnen acht Tagen nach Beginn und Ende der Beschäftigung zu melden. Ebenso haben sie Änderungen der Beschäftigungsart, welche die Versicherungspflicht oder das Versicherungsverhältnis berühren, binnen acht Tagen zu melden.

Die Meldungen sind an die Dienststelle der zuständigen Kasse zu richten. Sie müssen alle Angaben enthalten, die satzungsgemäß für die Berechnung der Beiträge erforderlich sind. Änderungen in diesen Angaben sind binnen der für die Meldungen vorgesehenen Frist anzugezeigen.

Die Meldung kann unterbleiben, wenn die Arbeit für weniger als eine Woche unterbrochen wird und die Beiträge fortgezahlt werden.

2. Säzung.

Art. 47. Für jede Krankenkasse ist vor ihrer Errichtung eine Säzung aufzustellen.

Für Bezirkskassen wird der Säzungsentwurf von der Regierung ausgearbeitet und einer

et soumis à une assemblée de patrons et d'ouvriers à l'intention desquels la caisse est créée.

Pour les caisses de fabrique, ce projet sera élaboré par le patron et soumis à une assemblée d'ouvriers de l'entreprise.

Art. 48. Les statuts doivent contenir des dispositions concernant:

1^o le nom et le siège de la caisse ainsi que la circonscription et les branches d'exploitation pour lesquelles elle est instituée;

2^o la nature et l'importance des prestations;

3^o le taux des cotisations et les échéances;

4^o la composition, les droits et devoirs du comité-directeur;

5^o la composition et la convocation de l'assemblée générale et le mode de ses délibérations;

6^o l'établissement du budget;

7^o l'établissement et la vérification des comptes annuels;

8^o la forme des publications;

9^o la révision des statuts.

Les statuts ne peuvent renfermer aucune disposition contraire à la loi ou étrangère à l'objet de la caisse.

Art. 49. Les statuts et les modifications qui y sont apportées devront être adressés au comité central qui les transmettra, accompagnés de son avis, au Gouvernement aux fins d'approbation.

L'approbation ne pourra être refusée que lorsqu'ils ne répondent pas aux prescriptions légales. Les motifs du refus doivent être énoncés.

Sur demande, la caisse remettra à chacun de ses membres, ainsi qu'à tout patron, un exemplaire des statuts et des modifications.

3. Organes des caisses.

a) Composition des organes des caisses régionales.

Art. 50. Chaque caisse régionale aura un

assemblée de tous les travailleurs et travailleuses de la caisse.

Pour les caisses de fabrique, ce projet sera élaboré par le patron et soumis à une assemblée d'ouvriers de l'entreprise.

Art. 48. La réunion doit contenir des dispositions concernant:

1. Nom et siège de la caisse, ainsi que le district et les branches d'exploitation pour lesquelles elle est instituée;

2. Art et étendue des prestations;

3. Hauteur des cotisations et échéances;

4. Composition, droits et devoirs du conseil d'administration;

5. Composition et convocation de l'assemblée générale et mode de ses délibérations;

6. Établissement du budget;

7. Établissement et vérification des comptes annuels;

8. Art des publications;

9. Révision des statuts.

Les statuts ne peuvent renfermer aucune disposition contraire à la loi ou étrangère à l'objet de la caisse.

Art. 49. Les statuts et les modifications qui y sont apportées devront être adressés au comité central qui les transmettra, accompagnés de son avis, au Gouvernement aux fins d'approbation.

L'approbation ne pourra être refusée que lorsqu'ils ne répondent pas aux prescriptions légales. Les motifs du refus doivent être énoncés.

Sur demande, la caisse remettra à chacun de ses membres, ainsi qu'à tout patron, un exemplaire des statuts et des modifications.

3. Caisses régionales.

a) Composition des organes des caisses régionales.

Art. 50. Chaque caisse régionale aura un

comité-directeur élu par l'assemblée générale.

Les membres du comité-directeur choisissent un président dans leur sein. Est élu président celui qui aura obtenu la majorité des voix aussi bien de la part des assurés que des patrons. A défaut de cette double majorité, l'élection est reportée à un autre jour. Si cette deuxième élection n'a pas encore donné de résultat, le comité central désignera un membre du comité-directeur pour exercer les droits et devoirs du président aux frais de la caisse, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue.

Les membres du comité-directeur choisissent également dans leur sein un vice-président, sans que la double majorité des patrons et des assurés soit requise.

Si le président est élu parmi les patrons, les fonctions de vice-président seront attribuées à un assuré, et réciproquement.

Dans toutes les questions intéressant le service médical ou pharmaceutique, le comité-directeur peut consulter un délégué du syndicat des médecins, dentistes ou pharmaciens.

Art. 51. L'assemblée générale se compose de délégués élus par les assurés et les patrons dans leur sein.

L'élection des délégués a lieu sous la présidence de la direction. Seule la première élection suivant la constitution de la caisse, ainsi que les élections postérieures où la direction ferait défaut, seront présidées par un délégué du comité central.

Si les électeurs refusent de choisir leurs représentants à l'assemblée générale, le comité central pourvoira à cette désignation.

Art. 52. L'assemblée générale est présidée

Generalversammlung gewählten Vorstand haben.

Die Mitglieder des Vorstandes wählen den Vorsitzenden des Vorstandes aus ihrer Mitte. Gewählt ist, wer die Mehrheit sowohl der Kassenmitglieder als der Arbeitgeberstimmen erhält. Kommt diese doppelte Mehrheit nicht zustande, so wird die Wahl auf einen anderen Tag verschoben. Bleibt auch diese zweite Wahl ergebnislos, so bezeichnet der Zentralausschuss ein Mitglied des Kassenvorstandes, das bis zu endgültiger Regelung das Amt des Vorsitzenden versieht.

Die Mitglieder des Vorstandes ebenfalls aus ihrer Mitte einen stellvertretenden Vorsitzenden; bei dieser Wahl ist die doppelte Mehrheit der Kassenmitglieder und Arbeitgeberstimmen nicht erforderlich.

Ist zum Vorsitzenden ein Arbeitgeber gewählt, so muß zum stellvertretenden Vorsitzenden ein Kassenmitglied gewählt werden, und umgekehrt.

In allen die Heilbehandlung berührenden Fragen, kann der Vorstand einen Vertreter des Ärzte-, Zahnrärzte- oder Apothekersyndikats zu Rate ziehen.

Art. 51. Die Generalversammlung besteht aus Vertretern, die von den Versicherten und den Arbeitgebern aus ihrer Mitte gewählt werden.

Die Wahl der Vertreter geschieht unter der Leitung des Vorstandes. Nur die erste Wahl nach Errichtung der Kasse, sowie spätere Wahlen, wenn zur Zeit der Wahl ein Vorstand nicht besteht, werden von einem Mitglied des Zentralausschusses geleitet.

Bei Weigerung der Wahlberechtigten, ihre Vertreter zu wählen, werden diese durch den Zentralausschuss bezeichnet.

Art. 52. Die Generalversammlung wird

par le président du comité-directeur ou par celui qui le remplace.

Au sein de l'assemblée générale, les patrons ou leurs représentants ont un tiers des voix, et les assurés ou leurs représentants deux tiers.

Les statuts peuvent décider que les patrons qui sont en retard de payer leurs cotisations, seront privés du droit de vote.

Les patrons et les assurés ou leurs représentants élisent séparément dans leur groupe les membres du comité-directeur, à savoir: les patrons un tiers et les assurés deux tiers de ces membres. La première élection et les élections postérieures, lors desquelles la direction serait défaut, sont présidées par un délégué du comité-central.

Le nombre de voix de chaque patron est à déterminer d'après le nombre des assurés obligatoires qu'il occupe; les statuts peuvent établir des gradations de ce droit et prévoir un maximum.

b) Composition des organes des caisses patronales.

Art. 53. Chaque caisse de fabrique aura un comité-directeur composé du patron ou de son représentant comme président, du vice-président choisi parmi les assurés et de représentants des assurés.

Le patron a droit à un nombre de délégués s'élevant à la moitié du nombre des représentants des assurés.

En cas d'empêchement, le patron président peut se faire remplacer.

Art. 54. L'assemblée générale se compose du patron et de délégués des assurés; les assurés volontaires ne peuvent être ni électeurs ni éligibles.

vom Vorsitzenden des Vorstandes oder von seinem Stellvertreter geleitet.

In der Generalversammlung haben die Arbeitgeber bezw. ihre Vertreter ein Drittel, die Versicherten bezw. ihre Vertreter zwei Drittel der Stimmen.

Die Satzung kann bestimmen, daß mit der Zahlung der Beiträge im Rückstand befindliche Arbeitgeber, nicht wahlberechtigt sind.

Die beiden Gruppen der Arbeitgeber und der Versicherten wählen jede für sich in getrennter Wahlversammlung aus ihrer Mitte ihre Vertreter im Vorstand; die Arbeitgeber wählen ein Drittel, die Versicherten zwei Drittel der Vorstandsmitglieder. Die erste Wahl und die späteren Wahlen, wenn im Zeitpunkt der Wahl ein Vorstand nicht besteht, werden von einem Vertreter des Zentralausschusses geleitet.

Die Stimmenzahl jedes Arbeitgebers bestimmt sich nach der Zahl der von ihm beschäftigten Versicherungspflichtigen; die Satzung kann jedoch das Stimmrecht des Arbeitgebers abstufen und eine Höchstzahl der Stimmen vorsehen.

b) Zusammensetzung der Kassenorgane bei Betriebskassen.

Art. 53. Jede Betriebskasse hat einen Vorstand, der aus dem Arbeitgeber oder seinem Vertreter als Vorsitzenden, einem Kassenmitglied als stellvertretenden Vorsitzenden und Vertretern der Versicherungen besteht.

Der Arbeitgeber hat Unrecht auf halb soviel Vertreter als den Versicherten zustehen.

Ist der vorliegende Arbeitgeber verhindert, so kann er sich vertreten lassen.

Art. 54. Die Generalversammlung besteht aus dem Arbeitgeber und Vertretern der Versicherten; freiwillig Versicherte sind weder wahlberechtigt noch wählbar.

Les représentants des assurés dans le comité-directeur sont élus en assemblée générale des délégués parmi tous les membres de la caisse.

Le patron n'y aura pas voix.

Tant dans l'assemblée générale que dans le comité-directeur, le patron aura droit à un nombre de voix égal à la moitié du nombre des voix que les statuts reconnaissent aux assurés.

c) Elections.

Art. 55. Ne seront éligibles aux organes de la caisse que des personnes de nationalité luxembourgeoise, majeures, habitant dans le ressort de la caisse et remplissant les conditions requises pour être appelées aux fonctions de conseiller communal.

Ne sont éligibles comme délégués des patrons, auprès d'une caisse, que les patrons des personnes assurées en vertu de la présente loi ainsi que les employés supérieurs, fondés de procuration des établissements appartenant à ces patrons.

Ne sont éligibles comme délégués des assurés que les personnes assurées obligatoirement en vertu de la présente loi.

Art. 56. Les délégués des patrons et les délégués des assurés seront élus pour quatre ans et resteront en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions de leurs successeurs. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 57. Les délégués des patrons et ceux des assurés appartenant aux organes des caisses de maladie rempliront leurs fonctions à titre honorifique et n'auront droit qu'au remboursement de leurs dépenses effectives, d'après un tarif à fixer par les statuts.

Les délégués des assurés recevront de plus, pour perte de temps ou privation de salaire, une indemnité forfaitaire à fixer également par les statuts.

Die Vertreter der Versicherten im Vorstand werden von der Generalversammlung der Vertreter aus allen Mitgliedern der Kasse gewählt.

Der Arbeitgeber hat dabei kein Stimmrecht.

So wohl in der Generalversammlung als im Vorstand hat der Arbeitgeber Anrecht auf halb soviel Stimmen als den Versicherten nach der Satzung zustehen.

c) Wahlen.

Art. 55. Zu den Kassenorganen sind nur wählbar großjährige Luxemburger, die im Kassenbezirk wohnen und die Bedingungen erfüllen, um Gemeinderatsmitglied werden zu können.

Zu Vertretern der Arbeitgeber sind nur wählbar die Arbeitgeber versicherungspflichtiger Personen sowie höhere, bevollmächtigte Beamte der Betriebe dieser Arbeitgeber.

Zu Vertretern der Versicherten sind nur Versicherungspflichtige wählbar.

Art. 56. Die Vertreter der Arbeitgeber und der Versicherten werden für vier Jahre gewählt und bleiben bis zum Amtsantritt ihrer Nachfolger im Amt. Ausscheidende können wieder gewählt werden.

Art. 57. Die Vertreter der Arbeitgeber und der Versicherten, die den Kassenorganen angehören, verwalten ihr Amt als Ehrenamt und haben nur Anspruch auf Erstattung ihrer Auslagen, gemäß einem in der Satzung zu bestimmenden Tarif.

Die Vertreter der Versicherten erhalten überdies für Zeitverlust und Lohnausfall einen ebenfalls in der Satzung zu bestimmenden Pauschbetrag.

Art. 58. Les délégués des assurés aviseront les patrons, chaque fois qu'ils seront appelés à l'exercice de leurs fonctions.

L'interruption du travail pendant le temps requis pour cet exercice, n'autorisera pas le patron à résilier le contrat de travail avant terme.

Art. 59. Si des causes d'inéligibilité ou des faits constituant des manquements graves aux devoirs du mandataire, viennent à être connus, le comité central pourra relever le délégué dont s'agit de ses fonctions, après l'avoir entendu dans ses explications.

Un délégué pourra, à sa demande, être déchargé de ses fonctions par le comité central, si l'une des causes qui permettent de se décharger d'une tutelle conformément aux art. 433 et 434 du Code civil vient à se produire.

Art. 60. Un règlement d'administration fixera les conditions d'électorat et édictera toutes les autres prescriptions pour l'élection, y compris la vérification des opérations et les voies de recours.

d) Devoirs.

Art. 61. Le comité-directeur représente la caisse judiciairement et extrajudiciairement, et dirige l'administration courante conformément aux statuts. Cette représentation s'étend même aux affaires et actes juridiques pour lesquels la loi exige une procuration spéciale. Le droit de représenter la caisse judiciairement et extrajudiciairement peut être attribué par le comité-directeur à un ou plusieurs membres de la direction.

Pour la légitimation de la direction dans toutes les affaires juridiques, il suffira de l'attestation du comité central, portant que les personnes y désignées composent à tel moment la direction.

Art. 58. Die Vertreter der Versicherten haben ihrem Arbeitgeber jede Einberufung zur Wahrnehmung ihres Vertreteramtes anzuzeigen.

Die Unterbrechung der Arbeit während der für diesen Dienst erforderlichen Zeit, berechtigt den Arbeitgeber nicht, das Arbeitsverhältnis vorzeitig zu lösen.

Art. 59. Werden hinsichtlich eines Gewählten Tatsachen bekannt, die seine Wählbarkeit ausschließen oder grobe Verleumdungen seiner Amtspflicht darstellen, so kann ihn der Zentralausschuss, nach Anhörung seiner Rechtfertigung, seines Amtes entheben.

Ein Vertreter kann auf seinen Auftrag seines Amtes entheben werden, wenn bei ihm einer der in Art. 433 und 434 des Zivilgesetzbuches für die Ablehnung einer Vormundschaft vorgesehenen Gründe eintritt.

Art. 60. Ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt die Wahlrechtsbedingungen und die Einzelheiten des Wahlverfahrens, einschließlich Prüfung der Wahloperationen und Einspruchserhebung.

d) Pflichten.

Art. 61. Der Vorstand vertreibt die Kasse gerichtlich und außergerichtlich und verwaltet die laufenden Geschäfte gemäß der Satzung. Diese Vertretung erstreckt sich sogar auf die Geschäfte, für die das Gesetz eine Spezialvollmacht vorsieht. Der Vorstand kann das Recht, die Kasse gerichtlich und außergerichtlich zu vertreten, auf eines oder mehrere seiner Mitglieder übertragen.

Zur Beglaubigung des Vorstandes bei allen Rechtsgeschäften genügt eine Bescheinigung des Zentralausschusses über die gegebene Zusammensetzung des Vorstandes.

Le comité-directeur peut se faire assister par des employés salariés en nombre suffisant. Leurs traitements et leurs pensions font l'objet d'une délibération du comité-directeur à approuver par le Gouvernement, sur la proposition du comité central.

Les traitements et pensions dont mention à l'alinéa précédent, ainsi que tous frais quelconques d'administration, de bureau, de copie ou d'impression, seront, pour moitié à charge de l'Etat et, pour moitié, à charge de la caisse régionale qui en sera l'avance.

Le budget dont le vote est réservé à l'assemblée générale (art. 62) sera dressé en projet par le comité-directeur qui en transmettra une copie, deux semaines au moins avant la réunion pour le vote, au Gouvernement, afin de permettre à celui-ci de formuler des objections et, le cas échéant, de provoquer une opposition de la part du comité central, dans les cas où le projet de budget serait contraire aux lois, règlements ou statuts. Cette opposition aura un effet suspensif et sera vidée par le Gouvernement.

Un recours au Conseil d'Etat, comité du contentieux, est ouvert aux caisses intéressées contre les décisions prises par le Gouvernement par application de l'alinéa qui précède.

Ce recours sera formé, conformément au règlement de procédure en matière contentieuse, approuvé par arrêté r. g.-d. du 21 août 1866, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la décision attaquée. Il est dispensé du ministère d'avocat.

Le comité statuera avec juridiction directe.

Art. 62. Les affaires dont la gestion n'incombe pas au comité-directeur d'après les prescriptions de la loi ou des statuts, sont du ressort de l'assemblée générale.

Der Vorstand kann nach Bedarf bezahlte Hilfskräfte einstellen; ihre Gehälter werden vom Vorstand festgesetzt und auf Antrag des Zentralausschusses von der Regierung genehmigt.

Die in vorstehendem Absatz erwähnten Gehälter und Pensionen sowie sämtliche Verwaltungs-, Büro-, Schreib- u. Druckkosten fallen bei Bezirkstassen zu gleichen Teilen dem Staat und den beteiligten Kassen zur Last; letztere schiebt die Ausgabe vor.

Der Vorschlag, dessen Annahme der Generalversammlung (Art. 62) vorbehalten ist, wird vom Vorstand aufgestellt und spätestens zwei Wochen vor der für die Beratung ange setzten Generalversammlung in Abschrift der Regierung zugesellt; diese erhält so Gelegenheit, Einwendungen zu machen und gegebenenfalls den Einspruch des Zentralausschusses zu bewirken, wenn der Vorschlag den Gesetzen, Reglementen oder der Sitzung zuwiderlaufen sollte. Der Einspruch hat ausschließende Wirkung und wird von der Regierung entschieden.

Gegen die gemäß vorstehendem Absatz getroffenen Entscheide können die beteiligten Kassen beim Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, Berufung einlegen.

Diese Berufung ist, gemäß Bestimmung des durch kgl.-Großh. Beschlus vom 21. Aug. 1866 genehmigten Reglementes, über das Verfahren in Streitsachen, binnen Monatsfrist vom Tage der Zustellung der angefochtenen Entscheidung ab, einzulegen. Rechtsbeistand ist nicht erforderlich.

Der Ausschuss entscheidet mit unmittelbarer Gerichtsbarkeit.

Art. 62. Die Generalversammlung beschließt über alle Angelegenheiten, die nicht durch Gesetz oder Sitzung dem Vorstand zugewiesen sind.

Sont notamment réservés à celle-ci:

- 1^o l'établissement du budget ainsi que l'approbation du compte annuel et la faculté de faire préalablement vérifier ce compte par une commission spéciale;
- 2^o la représentation de la caisse vis-à-vis des membres du comité-directeur;
- 3^o la conclusion d'accords et de contrats avec d'autres caisses;
- 4^o la révision des statuts;
- 5^o la dissolution des caisses ou leur fusion volontaire avec d'autres caisses.

Les décisions à prendre en vertu des nos 4 et 5 doivent réunir la majorité des voix tant parmi les employeurs que parmi les assurés.

Art. 63. Si le président du comité-central ou celui qui le remplace est d'avis que les décisions émanant des organes de la caisse sont contraires aux lois, règlements ou statuts, il y formera une opposition motivée qui aura effet suspensif et sera vidée par le Gouvernement.

4. *Fonds de réserve.*

Art. 64. Les caisses doivent constituer en biens ou valeurs indigènes un fonds de réserve égal au moins au montant de la moyenne annuelle des dépenses des trois dernières années, et le maintenir à ce taux.

Elles emploieront à cette fin un vingtième au moins du montant des cotisations annuelles.

Le maximum du fonds de réserve sera fixé par le comité central.

La fortune disponible des caisses doit être affectée de préférence aux œuvres et institutions luxembourgeoises ayant pour but de relever le bien-être de leurs assurés.

5. *Surveillance.*

Art. 65. La caisse est obligée de fournir au comité central, dans les délais prescrits et d'a-

Der Generalversammlung sind namentlich vorbehalten:

1. die Festsetzung des Voranschlags, sowie die Abnahme der Jahresrechnung und die Besugnis, dieselbe vorgängig durch einen besonderen Ausschuß prüfen zu lassen;
2. die Vertretung der Kasse gegenüber den Vorstandsmitgliedern;
3. der Abschluß von Abkommen und Verträgen mit anderen Kassen;
4. Statutenänderungen;
5. die Auflösung der Kassen und ihre freiwillige Vereinigung mit anderen Kassen.

Die Beschlüsse zu Ziff. 4 und 5 bedürfen der Mehrheit sowohl der Arbeitgeber als der Versicherten.

Art. 63. Ist der Vorsitzende des Zentralausschusses oder sein Stellvertreter der Ansicht, daß Beschlüsse der Kassenorgane gegen die Gesetze, Reglemente oder gegen die Satzung verstossen, so muß er gegen dieselben unter Angabe der Gründe Einspruch erheben; über den Einspruch, der ausschließende Wirkung hat, entscheidet die Regierung.

4. *Reservefonds.*

Art. 64. Die Kassen müssen, und zwar in einheimischen Grundstücken und Wertpapieren, einen Reservefonds anammeln, der mindestens der Durchschnittsausgabe der voraufgegangenen drei Jahre gleichkommt und auf dieser Mindesthöhe zu erhalten ist.

Sie bemühen hierzu mindestens ein Zwanzigstel des Jahresbetrags der Kassenbeiträge.

Der Höchstbetrag des Reservefonds wird vom Zentralausschuß festgesetzt.

Das verfügbare Vermögen der Kassen ist vorzugsweise auf die Förderung inländischer Wohlfahrtseinrichtungen für Versicherte zu verwenden.

5. *Aufsicht.*

Art. 65. Die Kasse muß dem Zentralausschuß in der vorgesehenen Frist und in der vorschrifts-

prés les formulaires réglementaires, des relevés indiquant le nombre des membres, les cas de maladie et de décès, les cotisations perçues, les secours fournis, le montant des sommes payées aux médecins et aux pharmaciens, ainsi qu'un arrêté de compte.

6. Rapports avec les médecins, dentistes et pharmaciens.

Art. 66. La caisse peut s'attacher des médecins, des pharmaciens et des hôpitaux spéciaux pour le traitement de ses membres. Néanmoins les assurés ont le droit de s'adresser au médecin de leur choix, lequel cependant ne pourra réclamer que les honoraires que la caisse aurait à payer à ses propres médecins.

Les rapports entre les caisses de maladie et les médecins sont réglés par contrat écrit, à soumettre à l'approbation du comité central.

Pourront seuls être chargés de la prestation de secours les médecins, dentistes, pharmaciens, droguistes, sages-femmes admis à l'exercice de l'art de guérir dans le Grand-Duché, de même que les titulaires étrangers résidant dans les communes limitrophes des pays voisins qui ont passé des examens reconnus équivalant à ceux requis par la loi luxembourgeoise et autorisés à cet effet par le Gouvernement.

Les caisses auront toutefois la faculté, sur l'avis du médecin traitant, de faire traiter des malades, dans des cliniques à l'étranger.

Art. 67. Les caisses peuvent s'attacher des dentistes, des pharmaciens, des droguistes, des sages-femmes, des gardes-malades et désigner des hôpitaux pour le traitement de leurs membres.

Les pharmaciens et droguistes doivent accorder aux caisses de maladie une réduction d'au moins 20% de la taxe officielle.

mäßigen Form Nachweisungen über Mitgliederzahl, Krankheits- und Sterbefälle, über die Einnahmen aus Beiträgen, die Ausgaben für Kassenleistungen, die an Ärzte und Apotheker gezahlten Beträge, sowie einen Rechnungsabschluß einreichen.

6. Verhältnis zu Ärzten, Zahnärzten und Apothekern.

Art. 66. Die Kassen können für die Behandlung ihrer Mitglieder besondere Ärzte, Apotheker und Krankenhäuser verpflichten.

Nichtsdestoweniger haben die Versicherten das Recht, sich ihren Arzt frei zu wählen, doch hat die Kasse in jedem Falle nur die Gebühren zu zahlen, die sie ihren Vertragsärzten schulden würde.

Die Beziehungen zwischen Kassen und Ärzten werden durch schriftlichen Vertrag geregelt; diese Verträge bedürfen der Genehmigung des Zentralausschusses.

Zur Kassenpraxis dürfen nur die zur Ausübung der Heilkunst im Lande approbierten Ärzte, Zahnärzte, Apotheker und Hebammen sowie die in den angrenzenden Gemeinden der Nachbarländer ansässigen Inhaber von Berechtigungsdiplomen zugelassen werden; für letztere ist Bedingung, daß den von Ihnen abgelegten Prüfungen die Gleichwertigkeit mit den durch die luxemburgischen Gesetze vorgeschriebenen zuerkannt ist und daß sie die Ermächtigung der Regierung besitzen.

Die Kassen sind jedoch auf Befürwortung des behandelnden Arztes befugt, Kranke in auswärtigen Kliniken behandeln zu lassen.

Art. 67. Die Kassen können sich Zahnärzte, Apotheker, Drogisten, Hebammen und Krankenwärter verpflichten und bestimmte Krankenhäuser für die Pflege ihrer Mitglieder bezeichnen.

Die Apotheker und Drogisten müssen den Krankenkassen einen Abschlag von mindestens 20% der offiziellen Taxpreise gewähren.

Chaque membre aura le droit de s'adresser au pharmacien de son choix, lequel cependant ne pourra rien réclamer au delà de ce que la caisse aurait eu à payer à ses propres pharmaciens.

Sera puni d'une amende de 100 à 500 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou de l'une de ces peines seulement, quiconque par menaces, dons, promesses d'argent, ristournes à l'assuré sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques, aura porté atteinte à la liberté de l'assuré de choisir son médecin, dentiste ou pharmacien.

7. Comité central.

Art. 68. La surveillance des caisses est exercée sous le contrôle du Gouvernement par un comité central, dont l'organisation fera l'objet d'un règlement d'administration publique.

Le comité central veille à l'observation des prescriptions légales et statutaires; il peut y contraindre les membres des organes de la caisse par les peines disciplinaires de l'avertissement ou de la réprimande et éventuellement par des amendes d'ordre ne dépassant pas 300 fr.

Il a le droit de prendre connaissance de toutes les opérations, livres et comptes de la caisse et de vérifier celle-ci.

Il peut réclamer la convocation des organes de la caisse, et s'il n'est pas fait droit à cette réclamation, convoquer lui-même les séances; il peut diriger les débats des réunions qu'il a fixées.

Le comité central est assisté par des employés nommés et salariés par le Gouvernement et placés sous la direction du président du comité central. Le Gouvernement pourra accorder à ces employés la qualité de fonctionnaire sous les conditions définies par la législation afférente.

Jedes Mitglied hat das Recht, sich seinen Apotheker frei zu wählen, doch hat die Kasse in jedem Falle nur die Preise zu zahlen, die sie ihren Vertragsapotheke schulden würde.

Mit einer Geldstrafe von 100 bis 500 Fr. und einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis zu 3 Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen wird bestraft, wer durch Drohungen, Geschenke, Geldversprechen, Rückvergütungen von ärztlichen Honoraren und Arzneimittelpreisen an Versicherte, das Recht der Versicherten, ihren Arzt, Zahnarzt oder Apotheker frei zu wählen beeinträchtigt.

7. Zentralausschuss.

Art. 68. Die Aufsicht über die Krankenkassen führt unter der Oberaufsicht der Regierung ein Zentralausschuss, dessen Einrichtung durch ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt wird.

Der Zentralausschuss wacht über die Beobachtung von Gesetz und Satzung; er kann diese Beobachtung gegenüber den Kassenorganen durch die Disziplinarstrafen der Mahnung und des Verbotes und gegebenenfalls durch Ordnungsstrafen bis zu 300 Fr. erzwingen.

Der Zentralausschuss ist befugt, die gesamte Geschäftsführung der Kassen einzusehen und zu prüfen.

Er ist befugt, die Einberufung der Kassenorgane zu verlangen und wenn seinem Verlangen nicht stattgegeben wird, die Sitzungen selbst anzuberaumen und ihre Verhandlungen zu leiten.

Die Geschäftsführung des Zentralausschusses geschieht mit Hilfe von Angestellten, die von der Regierung ernannt und besoldet werden und der Leitung des Vorsitzenden des Zentralvorstandes unterstehen. Die Regierung kann diesen Angestellten unter den durch die einschlägige Gesetzgebung festgelegten Bedingungen die Beamten-eigenschaft verleihen.

Le règlement d'administration publique prévu à l'al. 1^{er} peut décréter que les attributions énumérées au présent article pourront être exercées en tout ou en partie par un membre délégué du comité central.

Ce règlement déterminera en même temps la proportion dans laquelle le Gouvernement récupérera sur les différentes espèces de caisses les traitements payés en exécution de l'alinéa qui précède et tous autres frais exposés par le Gouvernement dans l'intérêt du fonctionnement du comité central.

VI. - - Voies et moyens.

1. Cotisations.

Art. 69. Les ressources financières nécessaires pour couvrir les dépenses des caisses de maladie seront fournies par les cotisations des employeurs et des assurés.

Les assurés obligatoires supportent deux tiers et leurs employeurs un tiers des cotisations.

Les assurés volontaires supportent la cotisation intégrale.

Aucune cotisation n'est due pendant la durée de l'allocation des secours de maladie en cas d'incapacité de travail; il en sera de même pendant la durée de l'allocation de secours de grossesse et de secours de couches aux membres féminins de la caisse.

Les cotisations sont libres d'impôt.

Les cotisations doivent être versées à la caisse dans le mois de leur échéance, sous peine d'intérêts moratoires au taux de l'intérêt légal.

Art. 70. Le montant des cotisations doit être fixé en centièmes du salaire normal, de manière qu'en tenant compte des autres ressources de la caisse, elles suffisent à couvrir les secours statutaires, les frais d'administration et les prélèvements destinés à constituer et à compléter le fonds de réserve.

Das in Absatz 1 vorgesehene öffentliche Verwaltungsreglement kann bestimmen, daß der Zentralausschuß die Ausübung der in diesem Artikel aufgezählten Befugnisse ganz oder zum Teil auf eines seiner Mitglieder überträgt.

Dasselbe Reglement bestimmt gleichzeitig, in welchem Verhältnis die Auslagen der Regierung für die in Ausführung des vorstehenden Absatzes gezahlten Gehälter und für alle übrigen Kosten der Geschäftsführung zwecks Entstättung auf die verschiedenen Arten von Kassen verteilt werden.

VI. Die Aufbringung der Mittel.

1. Beiträge.

Art. 69. Die Ausgaben der Krankenkassen werden aus den Beiträgen der Arbeitgeber und Versicherten bestritten.

Die Versicherungspflichtigen zahlen zwei Drittel, ihre Arbeitgeber ein Drittel der Beiträge.

Versicherungsberechtigte zahlen den ganzen Beitrag.

Bei Arbeitsunfähigkeit sind für die Zeit der Krankenhilfe keine Beiträge zu zahlen; das gleiche gilt für die Zeit des Bezugs von Schwangeren- und Wochengeld durch weibliche Versicherte.

Die Beiträge sind steuerfrei.

Die Beiträge müssen, bei Strafe von gesetzlichen Verzugszinsen, binnen einem Monat nach ihrer Fälligkeit gezahlt werden.

Art. 70. Die Beiträge sind in Hundertsteln des Grundlohns so zu bemessen, daß sie, die anderen Kasseneinnahmen eingerechnet, zur Deckung der satzungsmäßigen Leistungen, der Verwaltungskosten und der zur Speisung des Reservefonds erforderlichen Beträge ausreichen.

Les statuts peuvent établir une gradation du taux des cotisations suivant les branches d'industrie ou les genres de travaux des assurés; ils pourront même majorer la contribution du patron pour certaines entreprises qui comportent un risque de maladie sensiblement plus élevé.

Les caisses qui allouent des secours aux familles des assurés peuvent réclamer aux assurés ayant charge de famille une cotisation supplémentaire dont le taux sera fixé d'une manière uniforme par les statuts.

Si les statuts ne prévoient pas d'une façon générale l'allocation du secours pécuniaire pour les dimanches et jours fériés, ils peuvent éléver les cotisations des assurés pour lesquels ces jours sont considérés comme jours ouvrables.

Lorsque les statuts n'accordent à des assurés qu'une partie des secours, soit le traitement médical seulement, soit l'indemnité pécuniaire de maladie seulement, les cotisations de ces membres sont à réduire proportionnellement.

Art. 71. Les statuts peuvent permettre que des assurés qui momentanément gagnent un salaire inférieur à leur salaire usuel, restent inscrits dans la classe correspondant à ce salaire usuel, s'ils se chargent eux mêmes du supplément de cotisation ou si leur employeur y consent.

Art. 72. Lors de l'établissement d'une caisse, les cotisations ne pourront être fixées à un taux dépassant $4\frac{1}{2}\%$ du salaire normal.

Une élévation ultérieure de ce taux n'est permise que lorsqu'elle rencontre l'approbation des employeurs et des assurés ou qu'elle est nécessaire pour couvrir les secours réguliers de la caisse: dans ce dernier cas la majoration ne pourra dépasser 6,75% du salaire normal.

Art. 73. Si les recettes de la caisse ne suffisent pas à couvrir les dépenses, y compris les

Die Satzung kann die Höhe der Beiträge nach Gewerbezweigen und Beschäftigungsarten abstufen; sie kann sogar für einzelne Betriebe, bei denen eine erheblich größere Krankheitsgefahr vorliegt, den Beitragsteil des Arbeitgebers entsprechend höher bemessen.

Kassen mit Familienhilfe können von den Versicherten mit Familienangehörigen einen Zusatzbeitrag erheben, dessen Höhe die Satzung allgemein zu bestimmen hat.

Sieht die Satzung das Krankengeld nicht allgemein für Sonn- und Feiertage vor, so kann sie die Beitragssätze Versicherter, für die Sonn- und Feiertage als Arbeitstage anzusehen sind, entsprechend erhöhen.

Gewährt die Satzung einzelnen Versicherten nur einen Teil der Leistungen, entweder nur ärztliche Behandlung oder nur Krankengeld, so sind die Beiträge dieser Versicherten entsprechend herabzusetzen.

Art. 71. Die Satzung kann gestatten, daß Versicherte, die vorübergehend einen gerin- geren Lohn beziehen, in ihrer alten höheren Lohnklasse versichert bleiben, wenn sie den Mehrbetrag des Beitrags selbst übernehmen oder der Arbeitgeber zustimmt.

Art. 72. Bei Errichtung einer Kasse können die Beiträge auf höchstens $1\frac{1}{2}\%$ des Grundlohns festgesetzt werden.

Eine spätere Erhöhung über diesen Satz hinaus ist nur gestattet, wenn sie die Zustimmung der Arbeitgeber und der Versicherten findet, oder wenn sie zur Deckung der Regelleistungen der Kasse erforderlich ist; in letzterem Falle darf die Erhöhung nicht über 6,75% des Grundlohns hinausgehen.

Art. 73. Genügen die Einnahmen einer Kasse nicht, um ihre Ausgaben, einschließlich der

prélèvements pour le fonds de réserve, il y aura lieu de procéder, soit à une réduction des prestations jusqu'au minimum légal, soit à une augmentation des cotisations.

Si les recettes de la caisse excèdent les dépenses et que le fonds de réserve ait atteint le double du minimum légal, il y a lieu de décréter soit une augmentation des prestations, soit une réduction des cotisations.

2. *Paiement des cotisations.*

Art. 74. Les patrons sont tenus de verser la totalité des cotisations aux échéances fixées par les statuts.

Les assurés volontaires doivent verser leurs cotisations aux mêmes dates.

Les échéances ne peuvent être espacées de plus d'un mois.

Si l'assuré est lié simultanément par plusieurs engagements soumis à l'assurance, les patrons sont solidiairement responsables du paiement de la totalité des cotisations. A la demande des patrons, le comité directeur peut répartir les cotisations entre eux.

Art. 75. Les patrons ont le droit de retenir la partie des cotisations qui est à supporter par les assurés, sur le salaire de ces personnes lors de chaque paye ordinaire. Le montant de ces retenues correspondra chaque fois à la part de la cotisation à payer pour le délai auquel se rapporte la paye.

La retenue qui n'aurait pas été opérée lors de la paye à laquelle elle correspond, ne pourra l'être que lors de la paye suivante, à moins que la perception des cotisations n'ait été retardée sans la faute du patron.

Art. 76. Les cotisations sont à payer pour la durée de l'occupation. Si la déclaration de sortie n'a pas été faite en temps utile, les cotisations sont à payer jusqu'au jour où la déclaration de la cessation de l'occupation aura été

Beträge für Speisung des Reservefonds zu decken, so sind entweder die Leistungen bis auf die Regelleistungen zu mindern oder die Beiträge zu erhöhen.

Übersteigen die Einnahmen einer Kasse ihre Ausgaben, und hat der Reservefonds das Doppelte seines gesetzlichen Mindestbetrags erreicht, so sind entweder die Leistungen zu erhöhen oder die Beiträge herabzusetzen.

2. *Zahlung der Beiträge.*

Art. 74. Die Zahlung der Beiträge für die Versicherungspflichtigen hat durch den Arbeitgeber an den in der Satzung festgesetzten Tagen zu geschehen.

Die freiwilligen Versicherten haben ihre Beiträge an denselben Tagen zu entrichten.

Die Zahlstage dürfen höchstens einen Monat auseinanderliegen.

Steht der Versicherte gleichzeitig in mehreren versicherungspflichtigen Verhältnissen, so haften die Arbeitgeber als Gesamtschuldner für die vollen Beiträge. Auf Verlangen der Arbeitgeber kann der Vorstand die Beiträge unter sie verteilen.

Art. 75. Die Arbeitgeber sind berechtigt, den Versicherten an den gewöhnlichen Lohntagen ihre Beitragsteile vom Lohn abzuziehen. Der Betrag der Abzüge muß jedesmal dem Betrag der Beiträge entsprechen, die für die betreffende Lohnperiode zu entrichten sind.

Sind Abzüge für eine Lohnperiode unterblieben, so dürfen sie nur am nächsten gewöhnlichen Lohntag nachgeholt werden, es sei denn, daß den Arbeitgeber an der Verzögerung der Beitragserhebung keine Schuld trifft.

Art. 76. Die Beiträge sind für die Dauer der Beschäftigung zu zahlen. Ist die Abmeldung nicht rechtzeitig geschehen, so sind die Beiträge

faite au bureau de la caisse conformément à Part. 46.

Les statuts peuvent porter que le paiement des cotisations aura toujours lieu pour la semaine entière.

VII. — Rapports des caisses de maladie avec l'état, les communes, etc.

Art. 77. La présente loi ne modifie ni les obligations légales de l'Etat, des communes et des établissements de bienfaisance, de secourir les personnes nécessiteuses, ni les obligations légales, statutaires, contractuelle ou testamentaires, concernant l'assistance des personnes assurées en vertu de la présente loi ou de leurs survivants.

Pourront toutefois l'Etat, la commune ou l'établissement de bienfaisance qui ont secouru un indigent pour une période pendant laquelle celui-ci avait droit aux secours d'une caisse de maladie, se faire rembourser leurs dépenses dans les limites ci-après déterminées :

1^o les frais funéraires, à concurrence de l'indemnité funéraire;

2^o le traitement médical et pharmaceutique ainsi que le placement dans un hôpital ou autre établissement, d'après les dispositions communes;

3^o tous les autres secours, sur les prestations correspondantes de la caisse de maladie, dans les limites des dispositions communes.

Les directions des caisses sont tenues d'informer, sur demande, les fonctionnaires de l'Etat, les communes, les hospices et les bureaux de bienfaisance qui ont secouru des assurés, si et dans quelle étendue ces personnes secourues ont droit aux secours prévus par la présente loi.

L'omission ou le refus d'information pourra

bis zu dem Tage zu zählen, an dem der Aus- tritt aus der Beschäftigung, gemäß Art. 16, bei der Kasse gemeldet worden ist.

Die Satzung kann bestimmen, daß die Beiträge stets für volle Wochen entrichtet werden.

VII. Verhältnis der Krankenkassen zum Staat, den Gemeinden usw.

Art. 77. Dieses Gesetz berührt weder die gesetzlichen Verpflichtungen des Staates, der Gemeinden und der Wohltätigkeitsanstalten zur Unterstützung Hilfsbedürftiger, noch auch andere auf Gesetz, Satzung, Vertrag oder lebenswilliger Verfügung beruhende Verpflichtungen zur Fürsorge für nach diesem Gesetz Versicherte oder ihre Hinterbliebenen.

Haben jedoch Staat, Gemeinde oder Wohltätigkeitsanstalt einen Hilfsbedürftigen für eine Zeit unterstützt, für die er auf die Leistungen einer Krankenkasse Anspruch hatte, so kann Ersatz in folgendem Umfang gefordert werden:

1. für Begräbniskosten, bis zum Betrage des Sterbegeldes;

2. für Arzt-, Arznei-, Spital- und Anstalts- kosten, gemäß den gemeinsamen Bestimmungen;

3. für die übrigen Unterstützungen, aus den entsprechenden Leistungen der Krankenkasse, gemäß den gemeinsamen Bestimmungen.

Die Vorstände der Kassen müssen auf Verlangen den Beamten des Staates, der Gemeinden, Armenspitäler und Armenbüros, welche die Versicherten unterstützen haben, mitteilen, ob und in welchem Umfang die von ihnen unterstützten Personen auf die Leistungen aus diesem Gesetz Anspruch haben.

Die Unterlassung oder Verweigerung der

être puni par le comité central d'une amende d'ordre ne dépassant pas 20 fr.

Art. 78. Si les personnes assurées ou leurs survivants peuvent réclamer à un tiers, en vertu d'une disposition légale, la réparation du dommage leur occasionné par maladie, accident ou le décès de la personne qui pourvoyait à leur entretien, ce droit passe à la caisse de maladie à concurrence de ses prestations.

Les dispositions communes sont applicables en ce qui concerne le montant du remboursement du chef de soins donnés.

VIII. — Contestations et voies de recours.

Art. 79. Les contestations qui s'élèveront en vertu de cette loi, soit entre les assurés et leurs patrons, soit entre les personnes qui sont assurées, qui l'ont été ou qui veulent le devenir ou les patrons d'une part, et les caisses d'autre part, soit entre les caisses entre elles au sujet du calcul, de l'imputation ou du paiement des cotisations, au sujet des secours à fournir, des imputations ou remboursements et de l'affiliation des membres, seront vidées par le comité central ou le membre-délégué du comité central.

La décision sera exécutoire par provision s'il s'agit de secours à fournir aux assurés.

La décision du comité central pourra être attaquée devant le tribunal arbitral qui statuera en dernière instance.

IX. --- Amendes d'ordre et dispositions pénales.

Art. 80. Le comité-directeur de la caisse peut punir d'une amende d'ordre à concurrence de trois fois le montant du secours pécuniaire journalier de maladie, tout assuré qui a contrevenu au règlement concernant les malades et aux

Kostentilteilung kann vom Zentralausschuss mit einer Ordnungsstrafe geahndet werden, die nicht über 20 Fr. hinausgehen darf.

Art. 78. Haben Versicherte oder ihre hinterbliebenen Angehörigen Dritten gegenüber einen gesetzlichen Anspruch auf Erfüllung des Schadens, der ihnen durch Krankheit, Unfall oder den Tod des Ernährers entstanden ist, so geht dieser Anspruch, bis zum Betrage ihrer Leistungen, auf die Krankenkasse über.

Hierbei wird die geleistete Hilfe nach den gemeinsamen Bestimmungen bewertet.

VIII. Streitigkeiten und Rechtsmittel.

Art. 79. Streitigkeiten, die auf Grund dieses Gesetzes zwischen Versicherten und Arbeitgebern, oder zwischen Personen, die versichert sind, versichert waren oder versichert sein wollen und ihren Arbeitgebern einerseits, und den Kassen anderseits, hinsichtlich der Berechnung, Abrechnung oder Einzahlung der Beiträge, oder hinsichtlich der Verpflichtung zu Leistungen, der Abrechnung und der Vergütung von Leistungen sowie hinsichtlich der Mitgliedschaft entstehen, werden vom Zentralausschuss oder dem bevollmächtigten Mitglied des Zentralausschusses entschieden.

Die Entscheidung ist vorläufig vollstreckbar, wenn es sich um Ansprüche der Versicherten auf Kassenleistungen handelt.

Die Entscheidung des Zentralausschusses kann vor dem Schiedsgericht angefochten werden, das endgültig entscheidet.

IX. Ordnungsstrafen u. Strafbestimmungen.

Art. 80. Der Kassenvorstand kann Ordnungsstrafen bis zum dreifachen Betrage des täglichen Krankengeldes gegen Versicherte verhängen, die der Krankenordnung oder den Vorschriften des behandelnden Arztes zuwider-

prescriptions du médecin traitant ou qui aura négligé de faire la déclaration prévue à l'art. 11, dernier alinéa.

Un recours contre la décision du comité directeur sera ouvert aux intéressés auprès du comité central. Ce recours sera déposé au siège du comité central, sous peine de forclusion, dans les dix jours de la notification de la décision attaquée; le comité central statuera définitivement.

X. — Dispositions finales et transitoires.

Art. 81. Les droits, actions et revendications, soit contre les caisses-maladies, soit au profit d'elles, sont prescrits après deux années à partir du jour où ils sont nés.

Art. 82. Les communes du siège des caisses sont tenues de mettre gratuitement à la disposition de ces dernières un local convenable, garni du mobilier nécessaire, et au besoin chauffé et éclairé, pour la tenue des assemblées générales des caisses.

Art. 83. Les délais et formules pour les relevés et arrêtés de comptes à présenter par les caisses seront arrêtés par le comité central.

Art. 84. Les frais d'impression dont question à l'article précédent resteront à charge de l'Etat.

gehandelt haben oder die in Art. 11, letzter Absatz, vorgesehene Erklärung abzugeben unterlassen haben.

Gegen den Beschluß des Kassenvorstandes kann beim Zentralausschuß Einspruch erhoben werden; dieser Einspruch muß bei Strafe des Ausschlusses binnen zehn Tagen nach Zustellung des angefochtenen Beschlusses beim Zentralausschuß eingebracht werden: der Zentralausschuß entscheidet endgültig.

X. Schluß- und Übergangsbestimmungen.

Art. 81. Recht, Klagen und Forderungen gegen die Krankenkassen oder zu ihren Gunsten verjährten zwei Jahre nach ihrer Entstehung.

Art. 82. Die Gemeinden, in denen Krankenkassen ihren Sitz haben, müssen ihnen, für ihre Generalversammlungen, einen passenden, mit dem notwendigen Mobiliar versehenen Raum und nötigenfalls Heizung und Beleuchtung unentgeltlich zur Verfügung stellen.

Art. 83. Die Fristen und Formulare für die von den Kassen einzureichenden Nachweisungen und Rechnungsabschlüsse werden vom Zentralausschuß festgelegt.

Art. 84. Die Druckkosten der in vorstehendem Artikel erwähnten Formulare fallen dem Staate zur Last.

LIVRE II.

Assurance contre les accidents.

Titre I.

Chapitre I. — Assurance obligatoire et facultative.

Art. 85. Sont soumis à l'assurance obligatoire contre les accidents professionnels, à l'exclusion du commerce, toutes les entreprises industrielles, agricoles et forestières, ainsi que celles du métier, quel que soit le nombre des personnes y occupées.

Un règlement d'administration publique peut, toutefois, dispenser de l'assurance obligatoire les entreprises industrielles ou les métiers qui ne présentent que des risques professionnels insignifiants.

Les patrons des entreprises dispensées de l'assurance obligatoire ainsi que ceux des entreprises commerciales sont pourtant autorisés à assurer leur personnel contre les suites d'accidents industriels, en faisant parvenir une déclaration écrite au président de l'association d'assurance contre les accidents. La déclaration doit comprendre tout le personnel et l'intégralité de son occupation, comme il est dit à l'art. 87. L'assurance facultative prend cours le lendemain de la déclaration et cesse en suite d'une déclaration de sortie à faire au moins trois mois à l'avance au président de l'association pour la fin de l'exercice financier.

Art. 86. Les dispositions qui suivent s'appliquent à toutes les entreprises soumises obligatoirement ou facultativement à l'assurance, sauf les dérogations qui font l'objet du titre II et qui se rapportent aux entreprises agricoles.

Art. 87. Les exploitations comprenant plusieurs parties sont soumises à l'assurance obligatoire pour tout le personnel occupé dans les diverses parties et pour l'intégralité de l'occupation même non habituelle exécutée par chaque

Beweites Buch. Unfallversicherung.

Titel I.

Abschnitt I. — Versicherungspflicht und Versicherungsberechtigung.

Art. 85. Der Unfallversicherungspflicht unterliegen, mit Ausnahme der kaufmännischen Unternehmungen, alle gewerblichen, land- u. forstwirtschaftlichen Betriebe, mit Einschluß derjenigen des Handwerks, und zwar unbeschadet der Zahl der darin beschäftigten Personen.

Gewerbliche Betriebe sowie Gewerbe ohne besondere Unfallgefahr können durch ein öffentliches Verwaltungsreglement für versicherungsfrei erklärt werden.

Den Unternehmern versicherungsfreier oder kaufmännischer Betriebe ist es jedoch freigestellt, ihr Arbeitspersonal gegen Betriebsunfälle zu versichern und zwar durch schriftliche Meldung an den Präsidenten der Unfallversicherungsgenossenschaft. Die Anmeldung muß sich auf das Gesamtpersonal und, wie in Art. 87 bestimmt, auf dessen Gesamtätigkeit erstrecken. Die Versicherungsberechtigung beginnt mit dem Tage nach der Anmeldung und endigt auf Grund einer mindestens drei Monate vorher für das betreffende Rechnungsjahr an den Präsidenten der Genossenschaft einzureichenden Austrittserklärung.

Art. 86. Nachfolgende Bestimmungen gelten sowohl für die versicherungspflichtigen wie für die versicherungsberechtigten Unternehmungen, vorbehaltlich der in Titel II enthaltenen Abweichungen, die nur für die landwirtschaftlichen Betriebe Geltung haben.

Art. 87. Bei den mehrere Abteile umfassenden Betrieben besteht die Versicherungspflicht für das in den versicherten Abteilen beschäftigte Gesamtpersonal und erstreckt sich auf die einem jeden Arbeiter auf Geheiß des Arbeitgebers

ouvrier sur les ordres de son patron ou du préposé de ce dernier, dès qu'une seule de ces parties est assujettie à l'assurance soit obligatoirement, soit volontairement.

L'assurance obligatoire s'étend également aux services domestiques ou autres auxquels les personnes assurées pourront, en dehors de leur occupation habituelle, être assujetties par leurs patrons ou leurs préposés.

Art. 88. Sont à ranger parmi les entreprises assujetties à l'assurance obligatoire, les travaux en régie exécutés, pour leur propre compte et sans l'intermédiaire d'un entrepreneur professionnel, par l'Etat, les communes, les établissements publics et d'utilité publique et les associations.

Art. 89. Les personnes occupées à des travaux en régie, exécutés par un particulier, ne sont assurées obligatoirement que si l'exécution de chacun de ces travaux, pris isolément, a exigé en fait plus de douze journées de travail.

Ces particuliers n'ont pas la qualité de membre de l'association. Ils doivent remettre au comité-directeur, au plus tard endéans les trois jours de l'expiration de chaque mois, un relevé indiquant les journées de travail employées pendant le mois afférent pour l'exécution des travaux en question, les salaires gagnés par les assurés ainsi que la nature des travaux.

Si les relevés ne sont pas fournis en temps utile ou s'ils sont incomplets, le comité-directeur évaluera le nombre des journées de travail employées à l'exécution des travaux ainsi que le salaire des ouvriers y occupés.

La fixation des cotisations a lieu par le comité-directeur suivant les coefficients des classes de risques.

Si le tarif officiel ne prévoit pas de coefficient afférent aux travaux exécutés, la cotisation sera calculée sur le coefficient le plus

ou de dessen Vertreters aufgegebene, vollständige und sogar außerberufliche Beschäftigung, sobald ein einziger Betriebsteil entweder auf Grund des Gesetzes oder durch freiwillige Erklärung der Versicherung unterliegt.

Die Versicherungspflicht erstreckt sich ferner auf häusliche und andere Dienste, zu denen Versicherte neben ihrer Berufsbeschäftigung von ihren Arbeitgebern oder deren Beauftragten herangezogen werden können.

Art. 88. Als versicherungspflichtige Unternehmungen gelten ebenfalls die durch den Staat, die Gemeinden, die öffentlichen und gemeinnützigen Anstalten sowie die Verbände auf eigene Rechnung und ohne Übertragung an Baugewerbetreibende auszuführenden Regiebauarbeiten.

Art. 89. Die von Privaten ausgeführten Regiebauarbeiten sind nur dann versicherungspflichtig, wenn auf deren Ausführung, einzeln genommen, tatsächlich mehr denn 12 Arbeitstage verwendet worden sind.

Solche Personen sind nicht Mitglieder der Genossenschaft. Sie sind verpflichtet, spätestens binnen drei Tagen nach Ablauf jeden Monates, dem Vorstande eine Nachweisung über die in dem entsprechenden Monat auf die Ausführung fraglicher Arbeiten verwandten Arbeitstage, die von den Versicherten dabei verdienten Löhne sowie die Art der ausgeführten Arbeiten vorzulegen.

Werden diese Nachweisungen nicht fristgerecht eingesandt oder sind sie nicht vollständig, so nimmt der Vorstand eine Abschätzung der erforderlich gewesenen Arbeitstage sowie der verdienten Löhne vor.

Die Festsetzung der Beiträge erfolgt durch den Vorstand nach Maßgabe der zutreffenden Gefahrklassenziffern.

In Ermangelung einer der Art der ausgeführten Arbeiten entsprechenden Gefahrziffer wird der Beitrag gemäß dem im Gefahrtarif

élevé prévu par le tarif, pour travaux de construction.

Pour les particuliers qui font exécuter régulièrement des travaux en régie, les cotisations proportionnelles peuvent être remplacées par des versements fixés d'avance et à forfait. Dans ce cas, la production des relevés indiqués ci-dessus n'a pas lieu.

Art. 90. Si la durée de chacun des travaux visés à l'al. 1^{er} de l'art. 89, pris isolément, ne dépasse en fait pas douze journées de travail, l'assurance des personnes y occupées est à charge de l'Etat.

Les indemnités éventuellement payées à ces personnes, le capital correspondant aux rentes leur allouées ainsi qu'une part proportionnelle des frais d'administration et du fonds de réserve seront restituées par l'Etat à l'association à la fin de chaque exercice.

La fixation des indemnités de ces personnes prend pour base de calcul trois cents fois le salaire usité des manouvriers adultes de la localité, à moins que l'intéressé ne prouve que le salaire réel gagné par la victime de l'accident pendant la dernière année a été supérieur à ce salaire; dans ces cas, c'est le salaire réel qui devra servir de base au calcul de l'indemnité.

Art. 91. Les entreprises étrangères sont soumises à l'application de la présente loi du chef du personnel qu'elles occupent passagèrement dans le Grand-Duché; elles pourront cependant en être dispensées par le Gouvernement, si ce personnel est garanti qu'en cas d'accident il jouira d'une protection identique ou similaire à celle accordée par la présente loi.

En cas de dispense, l'indemnisation des personnes occupées passagèrement dans le Grand-Duché est réglée d'après les lois spéciales d'as-

fir Bauarbeiten vorgesehenen Höchstsaß festgesetzt.

Für Personen, die regelmäßig Regiebauarbeiten ausführen lassen, können an Stelle der entsprechenden Beiträge im Voraus festgesetzte Pauschalbeträge treten. Die Verpflichtung zur Einreichung vorerwähnter Nachweisen kommt alsdann in Wegfall.

Art. 90. Beträgt die Dauer jeder einzelnen der in Absatz 1 des Art. 89 benannten Arbeiten tatsächlich keine 12 Tage, so erfolgt die Versicherung der dabei beschäftigten Personen auf Kosten des Staates.

Die an solche Personen etwa gezahlten Entschädigungen werden mit Einschluß des Kapitalwertes der bewilligten Renten sowie mit dem entsprechenden Teil der Verwaltungskosten und der Rücklage am Schlüsse jeden Rechnungsjahres der Genossenschaft vom Staate zurückgestattet.

Der Rentenberechnung wird das 300fache des ortsüblichen Lohnes erwachsener Tagelöhner zu Grunde gelegt, wosfern nicht durch den Beteiligten nachgewiesen wird, daß der tatsächliche Verdienst des Verletzten während des letzten Jahres vorigen Lohnbetrag überstiegen hat, in welchem Falle der wirkliche Verdienst der Rentenberechnung zu Grunde gelegt wird.

Art. 91. Die ausländischen Betriebe sind, hinsichtlich des Arbeitersonnals, welches dieselben vorübergehend im Großherzogtum beschäftigen, den Bestimmungen dieses Gesetzes unterworfen. Sie können jedoch durch die Regierung von der Anwendung dieses Gesetzes entbunden werden, sofern bei Unfällen bestagtem Arbeitersonnals Ansprüche auf eine den Bestimmungen dieses Gesetzes identische oder gleichwertige Fürsorge gestohrt sind.

Im Befreiungsfalle erfolgt die Entschädigung der vorübergehend im Großherzogtum beschäftigten Personen nach den besonderen

surances ouvrières en vigueur dans le pays auquel ressortit l'entreprise qui les occupe.

Le Gouvernement pourra également étendre, avec l'approbation du Gouvernement étranger afférent, l'application de la présente loi au personnel occupé passagèrement à des travaux exécutés à l'étranger par une entreprise indigène, soumise elle-même aux dispositions de la présente loi.

Art. 92. On entend par accident professionnel celui qui est survenu à un assuré par le fait du travail ou à l'occasion de son travail.

Art. 93. Sont assurés contre les accidents professionnels, sous condition d'être occupés dans une des entreprises visées aux alinéas 1^{er} et 3 de l'art. 85;

1^o les ouvriers, aides, compagnons, apprentis ou domestiques;

2^o les employés d'exploitation, les contremaîtres et employés techniques dont la rémunération annuelle ne dépasse pas 10.000 francs.

Néanmoins le Gouvernement pourra par un règlement d'administration publique éléver ou abaisser le montant de cette rémunération annuelle.

L'assurance opère même si ces personnes sont occupées sans rémunération.

Art. 94. Des règlements d'administration publique rendront applicables les effets de l'assurance obligatoire contre les accidents à certaines maladies d'origine professionnelle; ils désigneront chaque fois la ou les maladies couvertes par cette assurance et prendront les mesures d'exécution nécessaires.

Dispense de l'assurance.

Art. 95. Les employés d'une exploitation de l'Etat et des communes jouissant d'un droit

Versicherungsgesetzen desjenigen Landes, dem das betreffende Unternehmen angehört.

Die Regierung ist ferner, vorbehaltlich der Zustimmung der in Betracht kommenden ausländischen Regierung, ermächtigt, die Geltung dieses Gesetzes auf solche Arbeiter auszudehnen, die zeitweilig im Auslande Arbeiten ausführen, die von einem ausländischen, den Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes unterliegenden Betriebe ausgeführt werden.

Art. 92. Als Betriebsunfall gilt das Unfallereignis, das einem Versicherten infolge oder gelegentlich seiner Arbeit zugestossen ist.

Art. 93. Gegen Betriebsunfälle sind versichert unter der Bedingung, daß sie in einem der in Art. 85, Absatz 1 und 3, genannten Betriebe beschäftigt sind.

1. Arbeiter, Gehilfen, Gesellen, Lehrlinge oder Dienstboten;

2. Betriebsbeamte, Werkmeister und Techniker bis zu einem Jahresarbeitsverdienst von nicht mehr als 10.000 Fr.;

Jedoch kann die Regierung durch ein öffentliches Verwaltungsreglement den Betrag dieses Jahresarbeitsverdienstes erhöhen oder herabsetzen.

Die Versicherung besteht auch dann, wenn vorbenannte Personen ohne Entgelt beschäftigt sind.

Art. 94. Durch öffentliche Verwaltungsreglemente wird die Unfallversicherung auf gewisse Berufskrankheiten ausgedehnt; sie bestimmen die versicherten Krankheiten jedesmal im einzelnen oder zu mehreren und treffen die zur Durchführung erforderlichen Maßnahmen.

Befreiung von der Versicherungspflicht.

Art. 95. Die in den Staats- und Gemeindebetrieben mit Anspruch auf Ruhegeld ange-

à une pension de retraite ne sont pas soumis à l'assurance obligatoire.

Sont également exclues de l'assurance les personnes occupées aux travaux exécutés, pour compte de l'administration, dans les maisons de détention, les colonies ouvrières, les maisons d'éducation et de correction.

Assurance facultative ou statutaire.

Art. 96. Les statuts de l'association d'assurance contre les accidents peuvent arrêter les conditions sous lesquelles les chefs d'entreprises soumises à l'assurance obligatoire seront autorisés à s'assurer eux-mêmes contre les accidents professionnels ou à assurer d'autres personnes non soumises à l'assurance obligatoire.

L'assurance obligatoire peut être étendue, par une disposition statutaire, aux chefs d'entreprises qui n'occupent pas d'une façon régulière plus de deux personnes soumises à l'assurance obligatoire ainsi qu'aux employés d'exploitation, aux contre-maîtres et employés techniques dont la rémunération annuelle dépasse 10.000 fr.

Les statuts pourront également décréter si et sous quelles conditions des personnes non soumises à l'assurance, mais exposées au risque inhérent à l'exploitation et se trouvant au service ou appartenant au ménage du chef d'entreprise ou de son préposé, ainsi que les épouses et les membres de la famille des entrepreneurs visés par l'al. 2 du présent article, pourront être assurés contre les accidents qui se produisent soit dans l'accomplissement de leur service, soit pendant leur séjour sur les lieux de l'entreprise soumise à l'assurance obligatoire.

S'il est fait application de ces dispositions, les statuts détermineront en même temps le maximum du salaire ou du revenu annuel qui servira de base à cette assurance ainsi que les

stellen Beamten unterliegen der Versicherungspflicht nicht.

Desgleichen sind die Personen, welche zu den in Strafanstalten, Arbeiterkolonien, Erziehungs- und Besserungsanstalten für Rechnung der Anstaltsverwaltung ausgeführten Arbeiten verwendet werden, von der Versicherung ausgeschlossen.

*F r e i w i l l i g e o d e r s a h u n g s m ä ß i g e
B e r s i c h e r u n g .*

Art. 96. Die Satzung der Unfallversicherungsgenossenschaft kann bestimmen, unter welchen Bedingungen die Unternehmer versicherungspflichtiger Betriebe sich selbst oder andere, nicht versicherungspflichtige Personen gegen Betriebsunfälle versichern können.

Die Satzung kann die Versicherungspflicht auf Betriebsunternehmer erstrecken, die nicht regelmäßig mehr als zwei Versicherte beschäftigen, sowie auf Betriebsbeamte, Werkmeister und Techniker, deren Jahresarbeitsverdienst 10.000 Frt. übersteigt.

Die Satzung kann ferner bestimmen, ob und unter welchen Bedingungen nicht versicherungspflichtige, den Betriebsgefahren jedoch ausgesetzte Personen, die im Dienste des Betriebsunternehmers oder dessen Beauftragten stehen oder zu deren Haushalt gehören, sowie Ehefrauen und Familienmitglieder der in Absatz 2 gegenwärtigen Artikels bezeichneten Unternehmer versichert werden können gegen Betriebsunfälle, die ihnen entweder gelegentlich der Wahrnehmung ihrer Dienstobligkeiten oder während ihres Aufenthaltes auf der Stätte des versicherungspflichtigen Betriebes zustoßen.

Kommen vorstehende Bestimmungen zur Anwendung, so bestimmt die Satzung gleichzeitig den Höchstbetrag des der Versicherung zu Grunde zu legenden Jahreslohnes oder

autres conditions de l'assurance qui peuvent éventuellement déroger aux dispositions légales.

Chapitre II. — Objet de l'assurance.

Art. 97. L'assurance a pour objet outre le remboursement des dégâts purement matériels, la réparation, établie d'après les dispositions ci-après, du préjudice résultant d'une blessure ou de la mort de l'assuré.

Si l'accident a pour conséquence une blessure qui rend la victime incapable de se livrer au travail, l'indemnité comprend :

1^o la gratuité des frais de traitement, des médicaments ou de tous autres remèdes, ainsi que de tous les moyens capables de garantir les résultats du traitement ou d'amoindrir les suites de l'accident, y compris les frais nécessaires pour l'entretien ou le renouvellement éventuel;

2^o les secours prévus au livre 1 et à l'art. 109 de la présente loi, dans les cas où la durée de l'incapacité de travail sera inférieure à 13 semaines, ou bien le paiement d'une pension à partir du jour de l'accident jusqu'à la cessation de l'incapacité de travail dans les cas où cette incapacité aura duré plus de 13 semaines.

Cette disposition s'applique également aux rentes que peuvent réclamer les ayants droit du blessé.

La pension comprend :

en cas d'incapacité totale, aussi longtemps que celle-ci subsiste, 66 $\frac{2}{3}$ % du salaire annuel (pension totale);

en cas d'incapacité partielle, aussi longtemps que celle-ci subsiste, une fraction de la pension totale, dépendant du degré de capacité conservée.

Aussi longtemps que le blessé est en fait et involontairement sans travail, le comité-direc-

Jahreseinkommens sowie alle anderen Versicherungsbedingungen, die gegebenenfalls von den gesetzl. Bestimmungen abweichen können.

Abschnitt II. — Gegenstand der Versicherung.

Art. 97. Gegenstand der Versicherung ist, außer dem Aussgleich der reinen Sachschäden, der in den folgenden Vorschriften bestimmte Erfolg, der infolge Körperverletzung oder Tötung eines Versicherten entsteht.

Zieht die Verleistung für den Beschädigten Erwerbsunfähigkeit nach sich, so werden als Schadenersatz gewährt:

1. kostenlose ärztliche Behandlung, Arzneien und alle anderen Heilmittel sowie alle Hilfsmittel, die geeignet sind, den Erfolg des Heilverfahrens zu sichern oder die Folgen der Verleistung zu erleichtern, einschließlich der durch die Erhaltung und etwaige Erneuerung verursachten Auslagen;

2. die im 1. Buche und in Art. 109 des gegenwärtigen Gesetzes vorgesehenen Unterstützungen, wenn die Dauer der Erwerbsunfähigkeit weniger als dreizehn Wochen betragen wird, oder eine Rente vom Unfalltag ab bis zum Aufhören der Erwerbsunfähigkeit, wenn letztere über 13 Wochen angebaut haben wird.

Diese Bestimmung findet ebenfalls Anwendung auf die Renten, welche seitens der Entschädigungsberechtigten der Verletzen beansprucht werden können.

Die Rente beträgt:

bei völliger Erwerbsunfähigkeit für die Dauer derselben, 66 $\frac{2}{3}$ vom Hundert des Zahrsarbeits verdienstes (Vollrente);

bei teilweiser Erwerbsunfähigkeit für die Dauer derselben, den Teil der Vollrente, welcher dem Maße der Einbuße an Erwerbsfähigkeit entspricht.

Solange der Verletzte tatsächlich und unverschuldet arbeitslos ist, kann der Vorstand

teur de l'association d'assurance a la faculté de majorer temporairement la rente partielle jusqu'à concurrence de la rente totale.

Si le blessé est, à la suite de l'accident, non seulement frappé d'une incapacité de travail absolue (totale), mais encore mis dans un état d'impotence tel qu'il ne peut subsister sans l'assistance et les soins d'autrui, la rente est à majorer proportionnellement au degré d'impotence, mais au maximum jusqu'à concurrence du salaire annuel.

Si, à la date de l'accident, le blessé était déjà frappé d'incapacité de travail totale et permanente, il n'est accordé que le traitement médical (art. 97, al. 2, n° 1). Cependant si, dans ce cas, le blessé est, par suite de l'accident, mis dans un état d'impotence tel qu'il ne peut subsister sans l'assistance et les soins d'autrui, il a droit à une rente qui peut atteindre la moitié de la rente totale.

Art. 98. La rente est à calculer d'après la rémunération annuelle que le blessé a gagnée pendant la dernière année de son occupation, interrompue ou non, dans l'entreprise même où l'accident est survenu.

Art. 99. Si le nombre des journées de travail, y compris les journées de maladie, pendant lesquelles le blessé était occupé dans l'entreprise s'élève à trois cents, la rémunération annuelle comprend le gain effectivement touché, y compris le supplément éventuel de maladie lequel s'élève, pour chaque jour de maladie, au montant de son salaire journalier moyen.

Si le nombre des journées de travail est inférieur à trois cents, le salaire annuel du blessé comprend trois cents fois le quotient résultant de la division de son gain effectif, majoré du supplément éventuel de maladie, par le nombre moyen de journées de travail que les ouvriers, régulièrement occupés durant l'année

der Versicherungsgenossenschaft die Teilrente bis zum Betrag der Vollrente zeitweilig erhöhen.

Ist der Verletzte infolge des Unfalls nicht nur völlig erwerbsunfähig, sondern auch derart hilflos, daß er ohne fremde Wartung und Pflege nicht bestehen kann, so ist die Rente dem Maße der Hilflosigkeit entsprechend, jedoch höchstens bis zum vollen Jahresarbeitsverdienst zu erhöhen.

War der Verletzte zur Zeit des Unfalls bereits völlig und dauernd erwerbsunfähig, so ist nur ärztliche Behandlung zu gewähren (Art. 97, Absatz 2 Nr. 1). Liegt jedoch in einem solchen Falle infolge des Unfalls derartige Hilflosigkeit vor, daß der Verletzte nicht ohne fremde Wartung und Pflege bestehen kann, so ist eine Rente bis zur Hälfte der Vollrente zu gewähren.

Art. 98. Die Rente ist nach dem Fahresentgelt zu berechnen, den der Verletzte während des letzten Jahres seiner unterbrochenen oder ununterbrochenen Beschäftigung in dem Betriebe bezogen hat, in welchem der Unfall sich ereignete.

Art. 99. Beträgt die Zahl der Arbeitstage, während welcher der Verletzte im Betriebe beschäftigt war, einschließlich der Krankheitstage dreihundert, so gilt als Jahresarbeitsverdienst der wirtschaftlich bezogene Verdienst, einschließlich des Zuschlags für Krankheitstage, der für jeden Krankheitstag dem Betrag des durchschnittlichen Tagesverdienstes entspricht.

Beträgt die Zahl der Arbeitstage weniger als dreihundert, so gilt für den Verletzten als Jahresarbeitsverdienst das dreihundertfache des Betrages, welcher sich aus der Teilung seines wirtschaftlichen Verdienstes, einschließlich des Zuschlags für Krankheitstage, durch die Durchschnittszahl von Arbeitstagen ergibt, welche die das ganze Jahr hindurch regelmäßig be-

dans ce genre d'exploitation, peuvent atteindre ordinairement.

Si pourtant le salaire annuel ainsi calculé n'atteint pas le gain effectif augmenté du supplément de maladie, ces deux réunis tiennent lieu de salaire annuel.

Si le blessé n'était pas occupé dans l'exploitation une année entière avant l'accident, la division susdite s'opère par le nombre des journées de travail que les ouvriers susdits régulièrement occupés auraient atteint durant la même période d'occupation du blessé.

Si le sinistré a travaillé pendant la plus grande partie de l'année précédent l'accident dans une exploitation autre que celle où le sinistre est survenu, en y réalisant un salaire moyen proportionnellement supérieur à son salaire moyen gagné au moment du sinistre, la rémunération annuelle de base comprendra, sur la demande du sinistré, le salaire effectif total par lui réalisé dans les différentes exploitations dans lesquelles il avait été occupé durant l'année utile.

Art. 100. Pour les personnes âgées de seize ans et plus et qui ne touchent pas de salaire ou dont la rémunération annuelle, calculée comme ci-dessus indiquée, n'atteint pas la rémunération usitée des manouvriers adultes de la localité (art. 7), la rente est à calculer sur une rémunération annuelle qui s'élève à trois cents fois le salaire quotidien fixé pour les manouvriers adultes.

Pour les blessés âgés de moins de seize ans accomplis, la rente est à établir sur une rémunération annuelle qui s'élève, jusqu'à l'âge de seize ans accomplis, à trois cents fois le salaire quotidien fixé pour les jeunes manouvriers, et, après l'âge de seize ans, à trois cents fois le salaire quotidien fixé pour les manouvriers

beschäftigt Arbeiter in dieser Betriebsart gewöhnlich erzielen können.

Erreicht der auf diese Weise ermittelte Jahresverdienst den wirklichen Verdienst, einschließlich des Zuschlags für Krankheitstage, nicht, so gelten diese beiden zusammen als Jahresarbeitsverdienst.

War der Verletzte, vom Unfalltag zurückgerechnet, kein volles Jahr im Betriebe beschäftigt, so hat fragliche Teilung durch die Zahl der Arbeitstage zu geschehen, die vorbenannte Arbeiter, bei regelmässiger Beschäftigung, innerhalb derselben Zeitspanne, während welcher der Verletzte beschäftigt war, erzielt hätten.

War der Verletzte während des größten Teiles des dem Unfall voraufgehenden Jahres in einem andern als in dem Betriebe beschäftigt, wo sich der Unfall ereignet hat, und war der daselbst erzielte Lohn verhältnismässig höher als derjenige, welchen er zur Zeit des Unfalls im Durchschnitt erreichte, so gilt, auf Antrag des Verletzten, als Jahresarbeitsverdienst der wirkliche Gesamtverdienst, welchen er in den verschiedenen Betrieben seiner Beschäftigung während des in Betracht kommenden Jahres erzielt hat.

Art. 100. Für Personen, die sechzehn Jahre oder darüber alt sind und keinen Lohn beziehen oder deren Jahresverdienst, nach vorstehender Art berechnet, den Betrag des ortsüblichen Tagelohnes erwachsener Tagelöhner nicht erreicht, wird das dreihundertsfache dieses ortsüblichen Tagelohnes der Rentenberechnung zu Grunde gelegt.

Für Verletzte, die weniger als sechzehn Jahre alt sind, gilt bei der Rentenberechnung als Jahresarbeitsverdienst bis zum vollendeten sechzehnten Lebensjahr das Dreihundertsfache des ortsüblichen Tagelohnes erwachsener Tagelöhner und von diesem Zeitpunkt ab das Dreihundertsfache des für Erwachsene fest-

adultes, le tout, à moins que la rémunération annuelle effective qui se dégage de l'application des règles de l'art. 99 ne soit supérieure au salaire quotidien moyen de l'une ou de l'autre catégorie de manouvriers; si tel est le cas, c'est la rémunération effective qui servira de base à la fixation de la rente.

Si la rémunération annuelle de l'assuré calculée d'après les dispositions qui précèdent n'atteint pas au moment de la majorité du sinistré le produit par 300 du salaire journalier moyen touché à cette époque par des assurés de la même catégorie dans la même entreprise ou dans des entreprises voisines, le produit par 300 de ce salaire journalier moyen sera pris à partir de l'âge de 21 ans accomplis comme rémunération annuelle de l'assuré sinistré avant l'âge de majorité.

Droits des survivants.

Art. 101. Si l'accident entraîne la mort de la victime, il est alloué, en dehors des secours accordés à la victime elle-même:

1^o une indemnité funéraire s'élevant au quinzième de la rémunération annuelle, sans que cette indemnité puisse dépasser 400 fr. ni être inférieure à 200 fr.

2^o à partir du décès, une rente revenant aux ayants droit du blessé.

Si le blessé touchait déjà une rente du chef d'un accident antérieur et si, par suite de cet accident, le salaire gagné par lui à l'époque de sa mort était inférieur à celui qu'il touchait lors du premier accident, la rente à servir à ses ayants droit est à calculer sur le salaire gagné par lui au moment de sa mort augmenté de la pension lui servie du chef du premier accident, sans cependant que ces deux chiffres réunis puissent dépasser le montant du salaire gagné par le défunt à l'époque du premier accident.

gesetzten ortssüblichen Tagelohnes, wofern der gemäß den Regeln des Art. 99 ermittelte wirkliche Jahresverdienst nicht höher ist als der durchschnittliche Tagelohn dieser oder jener Gruppe von Tagelöhnern; in letzterem Falle wird der wirkliche Verdienst der Rentenberechnung zu Grunde gelegt.

Erreicht der gemäß den vorstehenden Bestimmungen berechnete Jahresverdienst zur Zeit der Großjährigkeit des Verletzten nicht den 300fachen Betrag des durchschnittlichen Tagelohnes, welchen gleichartige Versicherte in demselben Betriebe oder in gleichartigen Betrieben erzielen, so gilt vom 21. Lebensjahr ab der 300fache Betrag dieses durchschnittlichen Tagelohnes als Jahresarbeitsverdienst des vor erlangter Großjährigkeit verletzten Versicherten.

Ansprüche der Hinterbliebenen.

Art. 101. Im Falle der Tötung ist außer den dem Verletzten selbst zukommenden Unterstützungen zu gewähren:

1. als Sterbegeld der 15. Teil des Jahresarbeitsverdienstes, ohne daß dasselbe mehr als 400 Fr. noch weniger als 200 Fr. betragen darf.

2. vom Todesstage ab den Hinterbliebenen eine Rente.

Bezog der Verletzte bereits infolge eines ihm früher zugestossenen Unfalls eine Rente und erreichte infolge dieses Unfalls sein täglicher Arbeitsverdienst zur Zeit seines Todes den Betrag des vor dem ersten Unfall bezogenen Tagelohnes nicht, so ist die den Hinterbliebenen zustehende Rente gemäß dem von ihm zur Zeit seines tödlichen Unfalls bezogenen Arbeitsverdienst zu berechnen, mit Hinzurechnung der ihm auf Grund des ersten Unfalls zuerkannten Rente, jedoch ohne daß diese beiden Renten zusammen den Betrag des vom Verletzten zur Zeit seines ersten Unfalls verdienten Tagelohnes übersteigen dürfen.

Art. 102. Si le défunt laisse une veuve ou des enfants, la rente se chiffre à 20% du salaire susdit pour la veuve, jusqu'à son décès ou son remariage, et à 20% pour chaque enfant légitime ou naturel reconnu avant l'accident, jusqu'à l'âge de seize ans accomplis.

Pourtant cette disposition ne s'applique pas à l'épouse divorcée ni à celle contre laquelle la séparation de corps a été prononcée.

Néanmoins, dans les cas où le divorce a été prononcé aux torts exclusifs du mari, la rente de veuve est allouée à l'épouse divorcée sous les conditions suivantes: 1^o que le jugement de divorce ait été rendu au cours des deux dernières années précédant la date de l'accident; 2^o que ce même jugement ait alloué à l'épouse divorcée une pension alimentaire, et 3^o qu'il n'y ait pas eu remariage pendant la période de temps fixée au n° 1. Dans ces cas, la rente ne pourra pas dépasser le montant de la pension alimentaire.

En cas de remariage, la veuve reçoit 60% du salaire annuel à titre d'indemnité une fois payée.

La veuve n'a aucun droit à la rente si le mariage n'a été contracté qu'après l'accident, sauf le cas où le décès est causé par les conséquences d'un accident antérieur, lesquelles n'avaient pu être constatées avant le mariage. Pourtant, dans les cas spéciaux, il reste loisible au comité-directeur de l'association d'assurance d'allouer une pension de veuve.

La rente peut être refusée totalement ou partiellement à l'épouse qui vit volontairement séparée de son mari au moins depuis deux années avant l'accident et qui survient à son entretien sans l'assistance de celui-ci.

Art. 102. Hinterläßt der Verstorbene eine Witwe oder Kinder, so beträgt die Rente 20% des oben erwähnten Jahresarbeitsverdienstes für die Witwe bis zu ihrem Tode oder ihrer Wiederverheiratung sowie 20% für jedes ehemalige oder vor dem Unfall anerkannte, uneheliche Kind bis zum vollendeten 16. Lebensjahr.

Dennoch findet vorstehende Bestimmung keine Anwendung auf die gesetzlich geschiedene Ehefrau noch auf die Chefrau, zu deren Ungunsten die Trennung von Tisch und Bett ausgesprochen wurde.

In den Fällen jedoch, wo die Scheidung ausschließlich zu Ungunsten des Mannes ausgesprochen wurde, wird der geschiedenen Ehefrau eine Witwenrente zuerkannt unter der Bedingung, daß: 1. das Urteil der Scheidung im Laufe der zwei letzten Jahre vor dem Unfall ergangen ist; 2. durch dasselbe Urteil der geschiedenen Ehefrau eine Verpflegungsrente zugesprochen wurde; 3. eine Wiederverheiratung während der sub 1. bestimmten Zeitdauer nicht stattgefunden hat. In diesen Fällen darf die Rente den Betrag der Verpflegungsrente nicht übersteigen.

Im Falle der Wiederverheiratung erhält die Witwe 60% des Jahresarbeitsverdienstes als Abfindung.

Die Witwe hat keinen Rentenanspruch, wenn die Ehe erst nach dem Unfall geschlossen worden ist, es sei denn, daß der Tod auf die Folgen eines früheren Unfalls zurückzuführen ist, welche vor der Heirat nicht hatten festgestellt werden können. Indes kann der Vorstand der Versicherungsgenossenschaft in besonderen Fällen eine Witwenrente gewähren.

Der Chefrau, die vor dem Unfall seit mindestens zwei Jahren von ihrem Ehemann freiwillig getrennt gelebt und ohne seine Beihilfe ihren Lebensunterhalt gefunden hat, kann die Rente ganz oder teilweise vorenthalten werden.

Les dispositions concernant la pension des enfants sont également applicables si l'accident frappe une femme non-mariée qui laisse des enfants; celles concernant la pension de la veuve et des orphelins sont applicables au profit du veuf et des enfants délaissés par une femme qui à raison de l'incapacité de travail de son mari, a pourvu d'une façon appréciable à la subsistance de sa famille.

La rente est accordée aux orphelins d'une femme tuée en suite d'un accident professionnel si le mari a abandonné le domicile conjugal et s'est soustrait aux obligations lui imposées par l'art. 203 du code civil.

Art. 103. Si le défunt laisse des descendants, ceux-ci touchent ensemble 30% de la rémunération annuelle, jusqu'à leur mort ou jusqu'à la cessation de leur état d'indigence, à condition que le défunt ait pourvu d'une façon appréciable à leur entretien.

Art. 104. Si le défunt laisse des petits-enfants, orphelins de père et de mère, ceux-ci touchent ensemble, en cas d'indigence, jusqu'à l'âge de seize ans accomplis, une rente de 20% de la rémunération annuelle à condition que le défunt ait pourvu d'une façon appréciable à leur entretien.

Art. 105. Les rentes réunies des survivants ne peuvent excéder $66\frac{2}{3}\%$ du salaire annuel. Pour la veuve et les enfants, la réduction éventuelle s'opère proportionnellement aux rentes.

Les descendants ne peuvent faire valoir leurs droits que lorsque le maximum susdit n'est pas absorbé par les pensions de la veuve et des enfants; les petits-enfants ne peuvent invoquer leurs droits que lorsque le même maximum n'est pas absorbé par les pensions de la veuve, des enfants et des descendants.

Si des descendants de divers degrés sont en concurrence, les parents les plus proches ont la priorité.

Die Vorschriften über die Renten der Kinder gelten auch für Kinder einer durch Unfall betroffenen weiblichen Person, die nicht Chefrau ist. Die Bestimmungen über die Renten der Witwe und Kinder finden ebenfalls Anwendung zu Gunsten des Witwers und der hinterbliebenen Kinder einer Chefrau, wenn der Lebensunterhalt der Familie infolge Arbeitsunfähigkeit des Gatten, durch die Chefrau in nennenswerter Weise bestritten worden ist.

Hat sich der Ehemann einer durch Betriebsunfall Getöteten von der häuslichen Gemeinschaft ferngehalten und den ihm durch Art. 203 des bürgerlichen Gesetzbuches auferlegten Verpflichtungen entzogen, so ist den Kindern die Rente zuzubilligen.

Art. 103. Hinterläßt der Verstorbene Verwandte der aufsteigenden Linie, die er in nennenswerter Weise unterhalten hat, so ist ihnen bis zu ihrem Tode oder bis zum Aufhören der Bedürftigkeit eine Rente von insgesamt 30% des Jahresarbeitsverdienstes zu gewähren.

Art. 104. Hinterläßt der Verstorbene elternlose Enkel, die er in nennenswerter Weise unterhalten hat, so ist ihnen für den Fall der Bedürftigkeit bis zum vollendeten sechzehnten Lebensjahr eine Rente von zusammen 20% des Jahresarbeitsverdienstes zu gewähren.

Art. 105. Die Renten der hinterbliebenen dürfen zusammen $66\frac{2}{3}\%$ des Jahresarbeitsverdienstes nicht übersteigen. Bei Witwen und Kindern erfolgt gegebenenfalls die Kürzung im Verhältnis zur Höhe der Renten.

Verwandte der aufsteigenden Linie haben nur Anspruch, soweit der obengenannte Höchstbetrag nicht durch die Witwen- und Kinderrenten in Anspruch genommen ist. Enkel können ihre Ansprüche nur insofern geltend machen, als derselbe Höchstbetrag nicht durch die Witwen-, Kinder- und Uzsendentenrenten in Anspruch genommen ist.

Wenn Uzsendenten verschiedener Grade vorhanden sind, so schließt der nähere Verwandtschaftsgrad den entfernteren aus.

Traitemenit curatif.

Art. 106. L'association peut remplacer les prestations déterminées à l'art. 97 par le traitement et l'entretien gratuits dans un hôpital.

Si le blessé a son propre ménage, son consentement est requis à moins que:

1^o la nature des blessures n'exige un traitement ou des soins qui ne peuvent être assurés dans sa famille ou

2^o qu'il ne soit atteint d'une maladie contagieuse, ou

3^o qu'il n'ait itérativement méconnu les prescriptions du médecin, ou

4^o que l'état ou la conduite du blessé n'exige une observation continue.

Les mêmes dispositions sont applicables si, dans la suite, l'association prescrit un nouveau traitement pour améliorer la capacité de travail du bénéficiaire d'une rente.

Si le blessé se soustrait aux mesures prises par application des dispositions qui précèdent, l'indemnité peut lui être refusée totalement ou partiellement s'il a été rendu attentif à cette conséquence.

Art. 107. En cas de traitement à l'hôpital après l'expiration des treize premières semaines qui suivent l'accident ou après la suppression du secours pécuniaire, les ayants droit du blessé touchent la rente qu'ils pourraient réclamer s'il était décédé.

Les ascendants indigènes qui remplissent la condition prévue à l'art. 103 touchent pendant le séjour du blessé à l'hôpital une rente de 30 % de son salaire annuel.

Le comité-directeur peut être autorisé par les statuts à accorder au blessé admis dans un hôpital ainsi qu'à ses ayants droit un secours spécial.

Heilverfahren.

Art. 106. An Stelle der in Art. 97 bezeichneten Leistungen kann die Genossenschaft freie Kur und Verpflegung in einer Heilanstalt gewähren.

Hat der Verletzte einen eigenen Haushalt, so ist seine Zustimmung erforderlich, sofern nicht:

1. die Art der Verleihungen Anforderungen an die Behandlung oder Pflege stellt, denen in der Familie des Verletzten nicht genügt werden kann oder

2. die Krankheit ansteckend ist oder

3. der Verletzte wiederholt den ärztlichen Anordnungen zuwidergehandelt hat oder

4. der Zustand oder das Verhalten des Verletzten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert.

Das Gleiche gilt, wenn die Genossenschaft in der Folge zwecks Erhöhung der Erwerbsfähigkeit des Unfallrentners ein neues Heilverfahren anordnet.

Hat sich der Verletzte den Maßnahmen, die gemäß den vorstehenden Bestimmungen getroffen worden sind, entzogen, so kann ihm die Entschädigung ganz oder teilweise versagt werden, sofern er auf diese Folge hingewiesen worden ist.

Art. 107. Wird die Heilanstaltspflege nach den ersten dreizehn Wochen oder nach Wegfall des Krankengeldes gewährt, so ist den Angehörigen des Verletzten die im Todesfalle geschuldete Rente zu gewähren.

Die inländischen Ascendenten beziehen während der Dauer der Heilanstaltspflege eine Rente von 30 % des Jahresarbeitsverdienstes des Verletzten, wenn sie die in Art. 103 vorgesehene Bedingung erfüllen.

Die Säzung kann dem Vorstand gestatten, dem in Krankenhauspflege befindlichen Verletzten sowie seinen Angehörigen eine Sonderunterstützung zu gewähren.

Art. 108. Le comité-directeur de l'association d'assurance est autorisé à confier le traitement du blessé à la caisse de secours en cas de maladie à laquelle le blessé est affilié.

Dans ce cas, les prestations énumérées à l'art. 8, 1^o, sont taxées à la moitié du minimum fixé pour les secours en argent, à moins qu'il ne soit justifié de dépenses plus élevées.

Art. 109. A partir du commencement de la 5^e semaine après l'accident jusqu'à l'expiration de la 13^{me} semaine, le secours en argent fourni à la personne blessée, en exécution de l'art. 8, 2^o, doit être porté aux deux tiers au moins du salaire quotidien ayant servi de base au calcul de ce secours.

Art. 110. Le comité-directeur peut en tout temps prendre les mesures nécessaires au traitement ou à l'accroissement de la capacité de travail de l'assuré; l'inobservation de ces mesures peut motiver le refus ou la suppression, en totalité ou en partie, des prestations légales.

Placement dans un asile.

Art. 111. Le comité-directeur peut placer le bénéficiaire d'une rente, à sa demande, dans une maison pour invalides, un orphelinat ou dans un établissement analogue.

Les frais occasionnés par cette mesure sont à charge de l'association.

Elle emportera, de la part de celui qui en est l'objet, renonciation à la pension, pour un trimestre, et cette renonciation se continuera de trimestre à trimestre, à moins que l'association ou l'assuré ne manifestent une intention contraire, un mois au moins avant la fin d'un trimestre.

Suspension de la rente.

Art. 112. Le droit de toucher la rente est suspendu:

1^o pendant le laps de temps que l'intéressé

Art. 108. Der Vorstand der Versicherungs-genossenschaft ist befugt, der Krankenkasse, welcher der Verletzte angehört, die Fürsorge für den Verletzten zu übertragen.

In diesem Falle gilt als Erfaß der in Art. 8, Nr. 1, bezeichneten Leistungen die Hälfte des Mindestbetrages des Krankengeldes, sofern nicht höhere Aufwendungen nachgewiesen werden.

Art. 109. Vom Beginn der fünften Woche nach Eintreten des Unfalls bis zum Ablauf der dreizehnten Woche ist das dem Verletzten gemäß Art. 8, Nr. 2, zustehende Krankengeld auf mindestens zwei Drittel des bei der Berechnung zu Grunde gelegten Tagesarbeitsverdienstes zu erhöhen.

Art. 110. Der Vorstand kann zu jeder Zeit die im Interesse der Behandlung liegenden wie auch die zur Erhöhung der Erwerbsfähigkeit des Verletzten zweckdienlichen Maßnahmen treffen und, im Reichsbeobachtungsfalle, die gesetzlichen Leistungen ganz oder teilweise vorenthalten oder einstellen.

Unterbringung in einer Vorsorgungsanstalt.

Art. 111. Der Vorstand kann einem Rentenempfänger auf Antrag Aufnahme in ein Invalidenhaus, ein Waisenhaus oder eine ähnliche Anstalt gewähren.

Die hieraus erwachsenden Kosten gehen zu Lasten der Genossenschaft.

Hierdurch verpflichtet sich der Rentenempfänger auf ein Vierteljahr und, falls die Genossenschaft oder der Verletzte mindestens einen Monat vor Ablauf eines Vierteljahres nichts anderes bestimmen, jedesmal auf ein weiteres Vierteljahr zum Verzicht auf die Rente.

Ruhe der Rente.

Art. 112. Die Rente ruht:

1. solange der Berechtigte eine Freiheits-

subit une peine d'emprisonnement dépassant au moins un mois, ou se trouve interné dans une maison de correction:

2º pendant tout le temps où l'ayant droit étranger ne réside pas dans le Grand-Duché.

L'effet de cette disposition peut être suspendu par le Gouvernement.

Si, dans les cas susdits, l'ayant droit a des parents qui, lors de son décès, auraient droit à la pension, celle-ci sera versée à ces derniers jusqu'à concurrence de leurs droits éventuels.

Les parents ne résidant pas dans le Grand-Duché ne peuvent jouir de cette attribution de pension, à moins d'une dispense spéciale du Gouvernement.

Rachat des rentes.

Art. 113. a) Incapacité temporaire. -- Si l'y a lieu d'admettre que le blessé recouvrera sa capacité de travail après la liquidation de ses prétentions, une indemnité globale pourra être substituée aux prestations légales par le comité-directeur, le bénéficiaire entendu.

Cette indemnité sera calculée de façon qu'elle tienne compte dans la mesure du possible de l'évolution de la rente; elle ne pourra en aucun cas dépasser la valeur actuelle du triple de la rente dont jouit le blessé au moment du rachat.

b) Incapacité permanente. — Si la rente allouée ne dépasse pas 20% de la rente plénier, le comité-directeur peut substituer au service de la rente le versement unique du capital correspondant (art. 141), le collège échevinal de la résidence du bénéficiaire entendu.

Toute rente dépassant 20% de la rente plénier, sans être supérieure à 40% de la même rente, pourra être rachetée par le comité-directeur, de l'assentiment du bénéficiaire, ou s'il est mineur, de celui de son représentant légal.

strafe von mehr als mindestens einem Monat verbüßt oder in einer Besserungsanstalt untergebracht ist;

2. solange der ausländische Berechtigte nicht im Großherzogtum wohnt.

Die Regierung kann die Wirkung dieser Bestimmung aufheben.

Hat in obigen Fällen der Berechtigte Angehörige, die bei seinem Tode Anspruch auf Rente haben würden, so ist ihnen die Rente bis zur Höhe seines Anspruchs zu überweisen.

Angehörige, die nicht im Großherzogtum wohnen, haben keinen Anspruch auf Überweisung der Rente, es sei denn, daß die Regierung anders bestimmt.

Rente nullfindung.

Art. 113. a) Zeitweilige Erwerbsunfähigkeit. -- Ist anzunehmen, daß der Verletzte nach Heilung seiner Ansprüche seine Erwerbsfähigkeit wiedererlangen wird, so kann der Vorstand, nach Anhören des Rentenberechtigten, an Stelle der gesetzlichen Leistungen eine Globalentschädigung gewähren.

Diese wird so berechnet, daß dem Gang der Rente so weit als möglich Rechnung getragen wird; sie darf jedoch in keinem Falle den augenblicklichen Wert des dreifachen Betrages der dem Verletzten zur Zeit der Abfindung zustehenden Rente übersteigen.

b) Dauernde Erwerbsunfähigkeit. Wenn die zuerkannte Rente 20% der Vollrente nicht übersteigt, kann der Vorstand an Stelle der Rente eine entsprechende Kapitalabfindung treten lassen, nachdem er das Schöffengericht der Ortschaft, wo der Rentenberechtigte wohnt, angehört hat. (Art. 141).

Übersteigt die zuerkannte Rente 20%, ohne über 40% der Vollrente hinauszugehen, so hat der Vorstand dieselbe Befugnis, wenn der Rentenberechtigte oder, im Falle er minderjährig ist, dessen Rechtsvertreter seine Zustimmung erteilt.

Si le bénéficiaire est mineur, le rachat de la rente ne pourra se faire qu'après avoir entendu les père et mère, respectivement le conseil de famille dans leur avis conforme.

Les étrangers qui quittent le Grand-Duché peuvent être désintéressés par le paiement unique d'un capital égal au triple de la rente annuelle. Le Gouvernement peut suspendre l'application de cette disposition.

Le rachat de la rente resp. l'allocation de l'indemnité globale impliquent en toute hypothèse l'extinction de tous les droits du bénéficiaire vis-à-vis de l'association d'assurance contre les accidents.

Responsabilités.

Art. 114. Aucune réparation du préjudice résultant d'une blessure ou de la mort de l'assuré n'est due, ni à la victime ni à un ayant droit, si cette dernière a provoqué l'accident intentionnellement. De plus, la demande en obtention d'indemnité de la part de la victime ou de ses ayants droit peut être rejetée, totalement ou partiellement, si l'accident a surpris l'assuré pendant la perpétration d'un crime ou d'un délit intentionnel.

Le refus de l'indemnité n'est justifié dans ce cas que si le blessé a été condamné irrévocablement au moins à une peine d'emprisonnement de 15 jours ou à une amende de 300 fr., ou à une peine d'emprisonnement de huit jours et à une amende de 150 fr.

Art. 115. Les personnes assurées en vertu de la présente loi, ainsi que leurs ayants droit désignés par les art. 101 à 104, même s'ils n'ont aucun droit à une pension, n'ont, en raison de l'accident, une action en dommages-intérêts contre l'entrepreneur, ou contre son fondateur ou pouvoir ou représentant, son surveillant ou préposé, que lorsqu'un jugement pénal a dé-

Im Falle der Rentenberechtigte minderjährig ist, kann die Abfindung nur stattfinden, nachdem die Eltern bezw. der Familienrat in ihrem entsprechenden Gutachten gehört worden sind.

Ausländer, welche das Großherzogtum verlassen, können mit der einmaligen Zahlung des dreifachen Betrages der Jahresrente abgefunden werden. Die Regierung kann die Wirkung dieser Bestimmung aufheben.

Durch die Rentenabfindung bezw. durch die Globalentschädigung erledigen sich gleichzeitig alle etwaigen späteren Ansprüche des Berechtigten gegenüber der Unfallversicherungsgeossenschaft.

H a f t p f l i c h t.

Art. 114. Weder dem Versicherten noch dessen Berechtigten steht ein Anspruch auf Entschädigung für Verlezung oder Tod zu, wenn der Versicherte den Unfall vorsätzlich herbeigeführt hat. Ein seitens des Verletzten oder dessen Berechtigten eingereichtes Gesuch um Entschädigung kann sogar ganz oder teilweise abgelehnt werden, wenn der Unfall dem Versicherten beim Begehen eines Verbrechens oder eines vorsätzlichen Vergehens zugestoßen ist.

Die Versagung der Entschädigung ist in diesem Falle jedoch nur dann zulässig, wenn der Verletzte unwiderruflich mindestens zu 15 Tagen Gefängnis oder 300 Fr. Geldbuße oder zu acht Tagen Gefängnis und 150 Fr. Geldbuße verurteilt worden ist.

Art. 115. Die nach Maßgabe dieses Gesetzes versicherten Personen und die in Art. 101 bis 104 bezeichneten Berechtigten, auch wenn sie einen Anspruch auf Rente nicht haben, können einen Anspruch auf Erhalt des infolge des Unfalls erlittenen Schadens gegen den Betriebsunternehmer, dessen Bevollmächtigten oder Vertreter, Betriebs- oder Arbeiteraufseher nur dann geltend machen, wenn durch strafgericht-

claré le prévenu coupable d'avoir intentionnellement provoqué l'accident.

Dans ce cas, ils n'ont action qu'à raison de la somme pour laquelle le montant des dommages-intérêts auxquels ils ont droit d'après les lois en vigueur, dépasse la somme leur allouée d'après la présente loi.

Art. 116. Les entrepreneurs, leurs fondés de pouvoir ou représentants, leurs surveillants ou préposés, déclarés par un jugement pénal coupables d'avoir provoqué l'accident soit avec intention, soit par négligence en se relâchant de la vigilance à laquelle ils sont tenus en raison de leurs fonctions, profession ou métier, et condamnés irrévocablement de ce dernier chef au moins à une peine d'emprisonnement de 15 jours ou à une amende de 300 fr., ou à une peine d'emprisonnement de huit jours et à une amende de 150 fr., sont responsables, à l'égard de l'association d'assurance ou des caisses de maladie, de toutes les dépenses effec tuées par celles-ci en vertu de la présente loi ou de la loi sur l'assurance contre la maladie.

La même responsabilité incombe aux sociétés et associations pour le fait des membres de leur direction ou de leurs gérants.

Dans ces cas, la valeur en capital peut être demandée au lieu de la pension.

Les droits du créancier se prescrivent par un délai de dix-huit mois, à dater du jour où le jugement pénal est devenu définitif.

La décision coulée en force de chose jugée qui reconnaît l'obligation de l'association vis-à-vis de la victime de l'accident ou de ses ayants droit, lie également les personnes et sociétés responsables en vertu du présent article.

Art. 117. Si, dans les cas visés par les art. 114 à 116 l'amnistie, la mort ou tout autre

lîches Urteil festgestellt worden ist, daß der Angeklagte den Unfall vorsätzlich herbeigeführt hat.

Jedoch beschränkt sich der Anspruch in diesem Falle auf den Betrag, um welchen die den Berechtigten nach den bestehenden gesetzlichen Bestimmungen gebührende Entschädigung diejenige übersteigt, welche ihnen auf Grund des gegenwärtigen Gesetzes zukommt.

Art. 116. Die Betriebsunternehmer, deren Bevollmächtigten oder Vertreter, Betriebs- oder Arbeiteraufseher, gegen welche durch strafgerichtliches Urteil festgestellt worden ist, daß sie den Unfall vorsätzlich oder durch Fahrlässigkeit herbeigeführt haben, dadurch, daß sie es an der gehörigen Umsicht, zu der sie vermöge ihrer Anstellung, ihres Gewerbes oder Handwerks verpflichtet sind, fehlen ließen, und welche deshalb unwiderruflich zu einer Gefängnisstrafe von wenigstens fünfzehn Tagen oder zu einer Geldstrafe von wenigstens 300 Fr., oder zu einer Gefängnisstrafe von wenigstens acht Tagen und 150 Fr. Geldbuße verurteilt worden sind, haften der Versicherungsgenossenschaft und den Krankenkassen gegenüber für alle Aufwendungen, welche von diesen auf Grund dieses Gesetzes oder des Krankenversicherungsgesetzes gemacht worden sind.

In gleicher Weise haften Gesellschaften und Genossenschaften für Unfälle, welche durch Mitglieder ihrer Direktion oder durch ihre Geschäftsführer verschuldet worden sind.

Als Ersatz für die Rente kann in diesen Fällen deren Kapitalwert gefordert werden.

Der Anspruch verjährt in achtzehn Monaten von dem Tage, an welchem das strafrechtliche Urteil rechtskräftig geworden ist.

Die endgültige Entscheidung, wonach die Haftpflicht der Genossenschaft gegenüber dem Verletzen oder seinen Angehörigen anerkannt ist, bindet in gleicher Weise die nach diesem Artikel als haftpflichtig geltenden Personen und Gesellschaften.

Art. 117. Wenn in den Fällen zu Art. 114 bis 116, infolge erlassener Amnestie, eingetre-

motif inhérent à la personne du prévenu empêche l'intervention d'un jugement pénal, la preuve des faits délictueux, ainsi que leur gravité pénale peuvent être établies devant le juge civil, siégeant en matière sommaire. Le juge civil statuera sur l'applicabilité ou la non-applicabilité des dispositions citées.

Art. 118. Les tiers non désignés par les art. 115 et 116 sont responsables conformément aux principes du droit commun.

Toutefois, l'association d'assurance est subrogée dans les droits du créancier de l'indemnité jusqu'à concurrence de ses obligations vis-à-vis de ce dernier.

Etrangers.

Art. 119. Sauf les dérogations inscrites dans la présente loi, le bénéfice de la présente loi s'étend aux étrangers comme aux Luxembourgeois.

Son application pourra cependant être suspendue par rapport aux nationaux des Etats dont la législation refuse aux Luxembourgeois le bénéfice de la protection similaire qu'elle accorde à leurs propres citoyens.

L'oncours de l'assurance-accidents avec les caisses de maladie et l'assistance.

Art. 120. La présente loi ne modifie pas les obligations légales, réglementaires, statutaires ou contractuelles des sociétés de secours mutuels, des caisses de maladie, des communes et des établissements de bienfaisance envers les indigents.

Si, en exécution des obligations mentionnées à l'al. 1er, des secours ont été fournis pour une période pendant laquelle il existait un droit à une indemnité basé sur la présente loi, ce droit passe à la caisse, à la commune ou à l'é-

tenen Todes oder aus sonstigen in der Person des Beschuldigten liegenden Gründen, ein gerichtliches Strafurteil gegen denselben nicht erfolgen kann, so ist die Beweisführung über das strafrechtliche Vergehen sowie über die Schwere der Straffälligkeit vor dem in summarischen Rechtsachen verhandelnden Civilrichter zulässig. Der Civilrichter hat über die An- oder Nichtanwendbarkeit vorerwähnter Bestimmungen zu befinden.

Art. 118. Die Haftung dritter, in den Art. 115 und 116 nicht bezeichneter Personen bestimmt sich nach dem gemeinen Recht.

Jedoch geht der Anspruch des Entschädigungsberechtigten auf die Versicherungsgenossenschaft über und zwar inso weit, als letztere ersterem gegenüber zur Entschädigungsleistung verpflichtet ist.

U s l ä n d e r.

Art. 119. Vorbehaltlich der in diesem Gesetz vorgesehenen Abweichungen finden alle anderen Bestimmungen desselben gleiche Anwendung auf Ausländer wie auf Luxemburger.

Vorstehende Bestimmung kann jedoch namentlich für Angehörige solcher Staaten außer Kraft gesetzt werden, nach deren Gesetzgebung den Luxemburgern eine den eigenen Angehörigen gewährleistete, gleichwertige Fürsorge vorenthalten wird.

Berhältnis der Unfallversicherung zu den Kranken- und Armenkassen.

Art. 120. Durch dieses Gesetz werden die gesetzlichen, reglementarischen, satzungsmäßigen oder kontraktlichen Verpflichtungen der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, Krankenkassen, Gemeinden und Wohltätigkeitsanstalten Bedürftigen gegenüber nicht berührt.

Wenn auf Grund der in Absatz 1 erwähnten Verpflichtungen Unterstützungen gewährt werden sind für eine Zeit, während der nach Maßgabe dieses Gesetzes ein Entschädigungsanspruch bestand, so geht letzterer bis zum Be-

tablissement jusqu'à concurrence du montant des secours fournis.

Cette disposition n'est pas applicable à l'indemnité funéraire qui doit être payée cumulativement.

Pour l'application du présent article, les secours fournis par les caisses de maladie en exécution de l'art. 8, 1^o, sont évalués conformément à l'art. 108.

Chapitre III. — Association d'assurance contre les accidents.

Organisation.

Art. 121. L'assurance s'effectue sous forme d'assurance mutuelle entre les chefs des entreprises soumises à la présente loi lesquels sont, à cet effet, réunis pour tout le pays en une seule association d'assurance contre les accidents.

Est considéré comme chef d'entreprise ou entrepreneur, celui pour le compte duquel l'exploitation est faite.

Les chefs des entreprises soumises à l'assurance et existant actuellement, sont de droit membres de l'association. Les chefs des entreprises créées dans la suite et soumises à l'assurance sont affiliés à l'association dès la mise en exploitation de leur entreprise, resp. dès la date fixée pour l'application ultérieure des dispositions citées.

Art. 122. L'association d'assurance contre les accidents comprend deux sections dont l'une est chargée de la gestion des affaires concernant l'assurance des personnes occupées dans les entreprises agricoles et forestières, et l'autre de celle des affaires concernant l'assurance des personnes occupées dans toutes les autres entreprises.

Elles sont administrées chacune par une assemblée générale et un comité-directeur distincts.

L'assemblée générale des chefs d'entreprises

trage der geleisteten Unterstützungen an die Kasse, Gemeinde od. Wohltätigkeitsanstalt über.

Letztere Bestimmung findet jedoch keine Anwendung auf Sterbegeld, das im Besonderen geschuldet ist.

Zwecks Anwendung dieses Artikels werden die seitens der Krankenkassen gemäß Art. 8, 1^o, bewirkten Leistungen nach Maßgabe des Art. 108 bestimmt.

Abschnitt III. — Unfallversicherungs- genossenschaft.

Einrichtung.

Art. 121. Die Versicherung erfolgt auf Gegenseitigkeit durch die Unternehmer der nach diesem Gesetz als versicherungspflichtig geltenden Betriebe, welche dieserhalb für das ganze Land in eine einzige Unfall-Versicherungs- genossenschaft vereinigt sind.

Als Betriebsvorsteher oder Unternehmer gilt derjenige, für dessen Rechnung der Betrieb geht.

Die Unternehmer von bestehenden, versicherungspflichtigen Betrieben sind Mitglieder der Genossenschaft. Die Unternehmer von Betrieben, die erst späterhin gegründet werden, erlangen die Mitgliedschaft mit der Eröffnung ihres Betriebes oder mit dem Tage, welcher für die spätere Anwendung benannter Bestimmungen anberaumt ist.

Art. 122. Die Unfallversicherungsgenossenschaft begreift zwei Abteilungen, wovon die eine mit der Erledigung der Versicherungsangelegenheiten land- und forstwirtschaftlicher Versicherter, die andere mit der Abwicklung der Versicherungsangelegenheiten aller anderen Versicherten betraut ist.

Jede Abteilung wird durch eine besondere Generalversammlung und einen besondern Vorstand verwaltet.

Die Generalversammlung der land- und

agricoles ou forestières sera constituée conformément aux dispositions à édicter par le règlement d'administration publique prévu à l'art. 169.

Le comité-directeur de chaque section se composera du président et de membres élus dont le nombre est fixé par les statuts de chacune des deux sections.

Art. 123. Dans les votes de l'association d'assurance contre les accidents, la voix du président prévaudra en cas de partage.

Art. 124. Chacune des deux sections de l'association est régie par des statuts arrêtés par l'assemblée générale de ses membres et approuvés par un règlement d'administration publique.

Art. 125. Les statuts portent des prescriptions concernant les points énumérés ci-après, abstraction faite de celles qu'ils devront contenir en vertu d'autres dispositions de la loi ou des règlements:

1^o la convocation de l'assemblée générale et la forme de ses résolutions;

2^o le droit de votation des membres et la vérification de leurs pouvoirs;

3^o le nombre et la durée du mandat des membres élus du comité-directeur, ainsi que le mode de sa constitution et de sa compétence;

4^o la procédure à suivre pour la fixation des avances à fournir sur le montant des cotisations, et le mode d'inscription des exploitations dans les classes de risques;

5^o la procédure à suivre en cas de changement d'exploitation ou d'entrepreneur;

6^o les conséquences des cessations d'exploitation, notamment le mode de garantie des cotisations dont les entrepreneurs peuvent être redevables en pareil cas;

7^o les tarifs des indemnités à allouer aux délégués des ouvriers assurés;

forstwirtschaftlichen Betriebsunternehmer erfolgt in Gemäßheit der durch das in Art. 169 vorgesehene öffentliche Verwaltungsreglement zu erlassenden Bestimmungen.

Der Vorstand jeder Abteilung besteht aus dem Vorsitzenden und aus gewählten Mitgliedern, deren Zahl durch die Sitzung jeder Abteilung festgesetzt wird.

Art. 123. Bei Abstimmungen der Unfallversicherungsgenossenschaft gibt im Falle der Stimmengleichheit die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Art. 124. Jede der beiden Abteilungen wird gemäß einer von der Generalversammlung ihrer Mitglieder festgelegten und durch öffentliches Verwaltungsreglement genehmigten Sitzung verwaltet.

Art. 125. Neben den anderwärts durch Gesetz oder Reglement vorgeesehenen Bestimmungen muß die Sitzung bestimmen über:

1. die Berufung der Generalversammlung, sowie die Art ihrer Beschlusffassung;

2. das Stimmrecht der Mitglieder und die Prüfung ihrer Vollmachten;

3. die Zahl und die Amtsdauer der wählbaren Mitglieder des Vorstandes, sowie die Art seiner Zusammensetzung und seine Besugnisse;

4. das Verfahren bei der Feststellung von Beitragsvorschüssen sowie bei der Einreichung der Betriebe in die Gefahrenklassen;

5. das Verfahren bei Betriebsveränderungen sowie bei der Änderung in der Person des Unternehmers;

6. die Folgen der Betriebseinstellungen, insbesondere die Sicherstellung der Beiträge, welche Unternehmer in dergleichen Fällen zu leisten haben;

7. die den Delegierten der versicherten Arbeiter zu gewährenden Entschädigungen;

8^e l'établissement, la vérification et l'approbation du compte annuel;

9^e l'exercice des droits attribués à l'association par rapport à la surveillance des exploitations et aux prescriptions préventives contre les accidents;

10^e la modification des statuts.

Les statuts peuvent prescrire que l'assemblée générale des membres de l'association se composera de représentants et qu'il sera institué des mandataires comme organes locaux de l'association.

Dans ce cas, les statuts doivent, en même temps, contenir des dispositions sur la nomination des représentants, sur la délimitation des ressorts des mandataires locaux, sur le choix de ces derniers et de leurs suppléants, ainsi que sur l'étendue de leurs pouvoirs.

La délimitation des ressorts des mandataires locaux, ainsi que le choix de ces derniers et de leurs suppléants peuvent être confiés par l'assemblée au comité-directeur de l'association.

Art. 126. Les modifications statutaires seront approuvées par le Gouvernement et seront publiées au *Mémorial* en même temps que l'arrêté afférent.

*Administration de l'association d'assurance,
comité-directeur, assemblée générale.*

Art. 127. Les comités-directeurs sont chargés de la gestion de toutes les affaires qui n'ont pas été déferées à un autre organe par la loi, les règlements ou les statuts.

Art. 128. Le président du comité représente l'association judiciairement et extrajudiciairement. Cette délégation s'étend aussi aux affaires et actes judiciaires et autres pour lesquels les lois exigent une procuration spéciale.

Si les décisions émanant des organes de l'association lui semblent contraires à la loi, aux

8. Aufstellung, Prüfung und Abnahme der Jahresrechnung;

9. die Ausübung der der Genossenschaft zugehörigen Befugnisse zur Überwachung der Betriebe und zum Erlass von Schutzmaßregeln gegen Unfälle;

10. Änderungen der Sitzung.

Die Sitzung kann bestimmen, daß die Generalversammlung der Genossenschaftsmitglieder aus Vertretern zusammengesetzt wird und daß Vertrauensmänner als örtliche Organe der Genossenschaft eingesetzt werden.

In letzterem Falle hat die Sitzung zugleich über die Ernenntung der Vertreter, über die Abgrenzung der Bezirke der Vertrauensmänner, über die Wahl dieser letzteren und ihrer Stellvertreter sowie über den Umfang ihrer Befugnisse zu bestimmen.

Die Generalversammlung kann die Abgrenzung der Bezirke sowie die Wahl der Vertrauensmänner oder ihrer Vertreter dem Genossenschaftsvorstande übertragen.

Art. 126. Die Sitzungsänderungen sind durch die Regierung zu genehmigen und zugleich mit dem betreffenden Beschluss im „Memorial“ zu veröffentlichen.

*Berwaltung der Versicherungs-
genossenschaft, Vorstand, Gener-
eralversammlung.*

Art. 127. Die Vorstände sind mit der Wahrnehmung sämtlicher Angelegenheiten betraut, die nicht durch Gesetz, Reglement oder Sitzung einem andern Organe übertragen sind.

Art. 128. Der Vorsitzende des Vorstandes vertritt die Genossenschaft gerichtlich und außergerichtlich. Diese Vertretung erstreckt sich ebenfalls auf Rechts- und sonstige Handlungen und Angelegenheiten, für die das Gesetz eine besondere Vollmacht vorschreibt.

Der Vorsitzende hat Beschlüsse der Genossenschaftsorgane, die gegen die gesetzlichen,

règlements ou statuts, il y formera une opposition motivée qui aura un effet suspensif et sera vidée par le Gouvernement.

Les actes posés par le président ou les comités-directeurs dans les limites de leurs pouvoirs légaux ou statutaires engageront l'association.

Art. 129. Doivent être réservés à l'assemblée générale:

1^o l'établissement des statuts et les modifications de ceux-ci;

2^o le vote du budget;

3^o la vérification et l'approbation du compte annuel;

4^o l'élection des membres électifs du comité-directeur.

Art. 130. L'assemblée générale se compose des chefs des entreprises soumises à l'assurance obligatoire. Elle est présidée par le président du comité-directeur.

Dans l'assemblée générale chaque entrepreneur ou représentant d'une exploitation qui n'occupe pas plus de vingt personnes soumises à l'assurance obligatoire, a une voix, au-dessus de vingt jusqu'à deux cents une voix par vingt, et au-dessus de deux cents une voix en sus par cent personnes soumises à l'assurance obligatoire.

Les entrepreneurs peuvent se faire représenter par un membre ayant droit de vote ou par un employé supérieur de leur entreprise fondé de procuration.

Le droit de vote ne peut être exercé que par des Luxembourgeois jouissant des droits civils et politiques, et par des étrangers admis par l'autorisation du Grand-Duc à établir leur domicile dans le Grand-Duché.

Art. 131. Un règlement d'administration publique pourra décréter que l'assemblée générale

reglementarischen oder statutarischen Bestimmungen zu verstößen scheinen, mit ausschließender Wirkung, unter Angabe der Gründe, zu beanstanden. Die Regierung entscheidet über diesen Einspruch.

Die durch den Vorsitzenden oder durch die Vorstände in den Grenzen ihrer gesetzlichen oder statutarischen Beschränkungen gesetzten Handlungen binden die Genossenschaft.

Art. 129. Der Generalversammlung bleibt vorbehalten:

1. die Aufstellung und Abänderung der Satzung;

2. die Festsetzung des Voranschlags;

3. die Prüfung und Abnahme der Jahresrechnung;

4. die Wahl der wählbaren Vorstandesmitglieder.

Art. 130. Die Generalversammlung besteht aus den Unternehmern der versicherungspflichtigen Betriebe und wird durch den Vorsitzenden des Vorstandes geleitet.

Jeder Unternehmer oder Vertreter eines Betriebes, in dem nicht mehr als 20 versicherungspflichtige Personen beschäftigt sind, verfügt in der Generalversammlung über eine Stimme; bei mehr als 20 bis 200 beschäftigten Personen über eine Stimme auf je 20 und bei mehr als 200 über eine weitere Stimme auf je hundert versicherungspflichtige Personen.

Die Unternehmer können sich durch ein stimmberechtigtes Mitglied oder durch einen höheren, bevollmächtigten Beamten ihres Betriebes vertreten lassen.

Das Stimmrecht kann nur durch Luxemburger ausgeübt werden, die im Genusse der bürgerlichen oder politischen Rechte stehen, oder durch Ausländer, die durch großherzogliche Genehmigung ermächtigt sind, ihren Wohnsitz im Großherzogtum zu nehmen.

Art. 131. Durch ein öffentliches Verwaltungsreglement kann bestimmt werden, daß

se composera de délégués. Dans ce cas, le règlement contiendra en même temps des dispositions sur le nombre des délégués, leur mode de nomination ainsi que sur toutes autres mesures d'exécution.

Art. 132. Le comité-directeur se compose d'un président et d'un nombre pair de membres; ce nombre est à fixer par les statuts.

Le président est nommé par le Gouvernement; les autres membres du comité-directeur sont élus par l'assemblée générale conformément aux dispositions statutaires.

Les statuts pourront autoriser le président à déléguer l'évacuation des affaires courantes à un employé supérieur de l'association.

Art. 133. Ne sont éligibles que des personnes de nationalité luxembourgeoise, majeures, habitant dans le ressort de l'association et remplissant les conditions pour être appelées aux fonctions de conseiller communal.

Ne sont éligibles que les chefs d'entreprises soumises à l'assurance obligatoire ainsi que leurs employés supérieurs fondés de procuration.

Art. 134. Si l'élection n'a pas donné de résultat ou si les élus refusent de remplir leurs fonctions, le Gouvernement nommera pour la durée de cet état des choses, les personnes appelées à remplir les fonctions de membres du comité-directeur.

Dans le cas prévu par l'art. 131, la présente disposition sera également applicable aux délégués.

Art. 135. Si des causes d'inéligibilité ou des faits constituant des manquements graves aux devoirs du mandataire viennent à être connus, le comité-directeur relèvera la personne dont s'agit de ses fonctions après l'avoir entendue dans ses explications.

die Generalversammlung aus Vertretern besteht. In letzterem Falle muß das Reglement zugleich Bestimmungen treffen hinsichtlich der Zahl der Vertreter, der Ernennungsform sowie aller andern Ausführungsmaßnahmen.

Art. 132. Der Vorstand besteht aus einem Vorsitzenden und aus einer geraden Anzahl von Mitgliedern; diese Zahl wird durch die Satzung bestimmt.

Der Vorsitzende wird durch die Regierung ernannt; alle andern Vorstandsmitglieder werden in Gemäßheit der statutarischen Bestimmungen durch die Generalversammlung gewählt.

Die Satzung kann den Vorsitzenden ermächtigen, die Erledigung der laufenden Angelegenheiten einem höheren Beamten der Genossenschaft zu übertragen.

Art. 133. Wählbar sind nur luxemburgische, männliche und grossjährige Personen, die im Bezirk der Genossenschaft wohnen und die zur Wahrnehmung des Amtes eines Gemeinderatsmitgliedes vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Wählbar sind nur die Unternehmer versicherungspflichtiger Betriebe sowie ihre höheren bevollmächtigten Beamten.

Art. 134. Hat die Wahl zu keinem Ergebnis geführt oder lehnen die Benannten ihr Amt ab, so erinnert die Regierung für die Dauer dieses Zustandes die mit dem Amt eines Vorstandsmitgliedes zu betrauenden Personen.

Tritt der in Art. 131 vorgesehene Fall ein, so gilt vorstehende Bestimmung ebenfalls für die Vertreter.

Art. 135. Werden hinsichtlich eines Gewählten Tatsachen bekannt, die dessen Wählbarkeit ausschließen oder die sich als grobe Verlehnungen der Amtspflichten darstellen, so ist derselbe, nachdem ihm Gelegenheit zur Außerung gegeben worden ist, durch den Vorstand seines Amtes zu entheben.

Le président du comité-directeur pourra infliger une amende d'ordre ne dépassant pas cinq cents francs aux élus qui, sans motif légitime, refuseront le mandat ou n'assisteront pas régulièrement aux séances ou qui manqueront de toute autre manière à leurs obligations.

Art. 136. Les membres élus du comité-directeur et les autres délégués rempliront leurs fonctions à titre honorifique et n'auront droit qu'au remboursement de leurs dépenses effectives et à une indemnité pour perte de temps; les montants des sommes à allouer seront déterminés par un tarif à arrêter par une délibération de l'assemblée générale et devant être approuvée par le Gouvernement.

Art. 137. Si, pour un motif quelconque, le comité-directeur ou la commission n'ont pu se constituer ou refusent de remplir les devoirs leur imposés par la loi ou les statuts, le président du comité-directeur pourvoira à ces devoirs, directement ou par mandataire, aux frais de l'association d'assurance.

Délégués-ouvriers.

Art. 138. Des délégués-ouvriers pourront être adjoints par les statuts au comité-directeur et aux sous-comités de l'association.

Cette adjonction est obligatoire lorsque ces organes sont appelés à déterminer les indemnités revenant aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit (art. 149), ou à élaborer des règlements concernant les mesures préventives contre les accidents (art. 155).

En outre, des délégués-ouvriers sont partie du tribunal arbitral, statuant sur les recours formés contre la fixation des indemnités prémentionnées (art. 292).

Dans les trois cas visés, le nombre des délégués-ouvriers, qui ont voix délibérative, doit

Personnes, die ohne zulässigen Grund die Wahl ablehnen oder den Sitzungen nicht regelmäßig beiwohnen oder sich auch in anderer Weise ihren Obliegenheiten entziehen, können vom Vorsitzenden des Vorstandes mit einer Ordnungsstrafe bis zu fünfhundert Franken belegt werden.

Art. 136. Die gewählten Mitglieder des Vorstandes sowie alle anderen Vertreter verwalten ihr Amt als Ehrenamt und erhalten nur Ersatz für bare Auslagen und eine Entschädigung für Zeitverlust; die diesbezüglichen Entschädigungsbeträge werden durch einen von der Generalversammlung festzusezenden und von der Regierung zu genehmigenden Tarif bestimmt.

Art. 137. Wenn aus irgend einem Grunde der Vorstand oder der Ausschuss noch nicht gebildet sind, oder wenn diese Organe die Erfüllung ihrer gesetzlichen oder statutarischen Obliegenheiten verweigern, so hat der Vorsitzende des Vorstandes die letzteren auf Kosten der Versicherungsgenossenschaft entweder selbst wahrzunehmen oder durch Beauftragte wahrnehmen zu lassen.

Arbeitervertretung.

Art. 138. Durch die Sitzung können Arbeitervertreter dem Vorstand und den Genossenschaftsausschüssen beigegeben werden.

Sind vorbenannte Organe berufen, die den Verletzten oder ihren Berechtigten (Art. 149) zustehenden Entschädigungen festzusezzen oder Vorschriften zur Verhütung von Unfällen auszuarbeiten, so müssen denselben Arbeitervertreter beigeordnet werden (Art. 155).

Delegierte der Arbeiter haben außerdem Sitz in dem Schiedsgericht, das über die gegen die Festsetzung vorerwähnter Entschädigungen eingelegten Berufungen zu befinden hat (Art. 292).

Die Zahl der Arbeitervertreter, die in den drei vorbenannten Fällen beschließende Stimme

être égal à celui des membres-patrons, présents à la délibération.

Les délégués-ouvriers participant aux délibérations des organes de l'association ou faisant partie du tribunal arbitral, sont désignés par le sort sur la liste à dresser par le comité-directeur.

Il sera procédé, à cet effet, tous les quatre ans, à l'élection des délégués-ouvriers.

Les conditions d'éligibilité et les causes d'excuse énumérées par l'art. 298 sont applicables aux délégués-ouvriers. Ceux-ci doivent en outre être occupés depuis un an au moins dans une exploitation affiliée à l'association.

Les délégués ont droit à une indemnité pour perte de salaire et pour frais de déplacement; le tarif en sera arrêté par l'assemblée générale dont la délibération est à approuver par le Gouvernement. Les frais sont à la charge de l'Etat s'il s'agit d'une délégation au tribunal arbitral, et à charge de l'association dans tous les autres cas.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'électorat ainsi que toutes autres prescriptions pour l'élection, y compris la vérification des opérations et les voies de recours.

Disposition générale.

Art. 139. Les membres du comité-directeur ainsi que tous autres délégués prévus par la présente loi sont élus pour quatre ans et exerceront leur mandat jusqu'à l'entrée en fonctions de leurs successeurs. Les membres sortants sont rééligibles.

Les membres élus qui composent actuellement les comités-directeurs ainsi que les délégués resteront en fonctions jusqu'à la date à fixer par un règlement d'administration publique. Ils seront alors renouvelés intégralement.

haben, muß der Zahl der bei der Beschlusssfassung anwesenden Arbeitgebervertreter gleich sein.

Die Arbeitervertreter, die an den Beratungen der Genossenschaftsorgane teilnehmen oder Mitglieder des Schiedsgerichtes sind, werden durch das Los aus der durch den Vorstand aufzustellenden Namensliste bezeichnet.

Dieserhalb wird alle vier Jahre zur Wahl der Arbeitervertreter geschritten werden.

Die in Art. 298 aufgezählten Wahlbarkeitsbedingungen und Entschuldigungsgründe gelten auch für die Arbeitervertreter. Letztere müssen zudem während mindestens einem Jahre in einem versicherungspflichtigen Betrieb beschäftigt sein.

Die Vertreter erhalten Ersatz für entgangenen Arbeitsverdienst und für Reiseunkosten; der diesbezügliche Tarif wird durch die Generalversammlung festgesetzt, dessen Beschlusssfassung der Genehmigung der Regierung unterliegt. Die Kosten gehen zu Lasten des Staates, wenn es sich um eine Vertretung beim Schiedsgericht handelt, und in allen andern Fällen zu Lasten der Versicherungsgenossenschaft.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement setzt die Bedingungen des Wahlrechts fest und erlässt zugleich alle anderen, die Wahlen, Nachprüfungen und Berufungen betreffenden Vorschriften.

N i l g e m e i n e V e s t i m m u n g .

Art. 139. Die Vorstandsmitglieder sowie alle anderen, durch dieses Gesetz vorgesehenen Vertreter werden auf vier Jahre gewählt und verwalten ihr Amt bis zum Eintritt ihrer Nachfolger. Die ausscheidenden Mitglieder sind wiederwählbar.

Die gegenwärtig gewählten Mitglieder des Vorstandes sowie die Vertreter verbleiben in ihrem Amt bis zu dem durch öffentliches Verwaltungsreglement festzusetzenden Zeitpunkte. Es erfolgt alsdann eine vollständige Neuwahl.

*Obligations spéciales
des organes de l'association, des autorités publiques,
des patrons et des assurés.*

Art. 140. Un règlement d'administration publique déterminera les déclarations d'exploitation et de modification de travail, la procédure d'affiliation à l'association, la production des relevés numériques des personnes assurées et du salaire payé dans les diverses branches d'industrie, la tenue de listes courantes d'ouvriers et de salaire ou de livrets, le mode de répartition des primes à payer, la solidarité éventuelle de l'entrepreneur sortant et de son successeur, les déclarations d'accident, la procédure de l'enquête administrative dont la moitié des frais reste à charge de l'Etat, la production des états de salaires et traitements des victimes, nécessaires à la détermination de la pension, le droit du comité-directeur de faire vérifier par des délégués spéciaux les déclarations des entrepreneurs en faisant inspecter leurs livres et documents y relatifs et d'imposer les frais de ces inspections aux entrepreneurs en cause.

Voies et moyens.

Art. 141. Les dépenses de l'association d'assurance sont couvertes, à la fin de l'exercice, par les membres, au moyen du paiement de primes proportionnelles aux salaires gagnés dans chaque entreprise ou branche d'entreprise et au coefficient de la classe de risque à laquelle l'entreprise ou la branche de l'entreprise appartiennent.

Le taux de la prime est calculé de manière:
a) à couvrir les dépenses de l'exercice écoulé résultant de l'allocation des secours, indemnités et frais mentionnés par la loi, les règlements et les statuts;

Besondere Obliegenheiten
der Genossenschaftsorgane, der
öffentlichen Behörden, Arbeit-
geber und Arbeitnehmer.

Art. 140. Durch öffentliches Verwaltungsreglement werden nähere Bestimmungen getroffen über die Anmeldungen bei Gründung oder Änderung von Betrieben, über das Verfahren der Angliederung an die Genossenschaft, über die Beirichtigung numerischer Verzeichnisse der versicherten Personen und der in den verschiedenen Industriezweigen ausbezahlten Löhne, über die Aufstellung und Führung laufender Listen der Arbeiter und der Löhne oder Livrets, über den Verteilungsmodus der zu leistenden Beiträge, über die zwischen dem austretenden Unternehmer und dessen Nachfolger bestehende Solidarität, über die Anmeldungen von Unfällen, über das Verfahren bei administrativen Untersuchungen, wobei der Staat die Hälfte der Kosten trägt, über die zur Berechnung der Renten erforderlichen Verzeichnisse der Löhne und Gehälter der von Unfällen betroffenen Personen, endlich über das dem Vorstande zustehende Recht, durch besondere Delegierte die Angaben der Betriebsunternehmer durch Einsicht der Geschäftsbücher und Papiere prüfen zu lassen und die hieraus entstehenden Kosten den betreffenden Unternehmern zur Last zu legen.

A u f b r i n g u n g d e r M i t t e l .

Art. 141. Die Mittel zur Deckung der von der Versicherungsgenossenschaft zu leistenden Ausgaben werden am Schluße jedes Rechnungsjahres durch Beiträge aufgebracht, welche auf die Mitglieder nach Maßgabe der in jedem Betriebe oder Betriebszweige verdienten Löhne sowie des Gefahrtarifs, unter welchem der Betrieb bzw. Betriebszweig steht, umgelegt werden.

Diese Beiträge sind so zu berechnen, daß
a) sämtliche Auslagen des verflossenen Rechnungsjahres, welche von Hilfsleistungen, von gewährten Entschädigungen und von sonstigen im Gesetz, in den Reglementen und in der Satzung vorgesehenen Unkosten herrühren, gedeckt werden;

b) à constituer, d'après les règles mathématiques de l'assurance à approuver par le Gouvernement, le capital correspondant à la valeur actuelle des pensions allouées en vertu de la loi;

c) à couvrir les pertes subies et à constituer un fonds de réserve.

Il est interdit de percevoir des cotisations à charge des membres de l'association et d'employer l'avoir social à d'autres fins qu'à celles indiquées ci-dessus ou qu'à l'allocation de primes aux sauveteurs des victimes, aux dépenses pour mesures préventives contre les accidents et à l'acquisition, avec l'approbation du Gouvernement, d'hôpitaux pour les malades et les convalescents.

Art. 142. Les membres de l'association peuvent être tenus de verser, sur le montant de leur cotisation annuelle, des avances trimestrielles ne pouvant dépasser le quart de la cotisation de l'exercice écoulé.

Pour chaque nouveau membre, ces avances sont fixées par le comité-directeur de l'association sur la base des salaires et traitements indiqués par la déclaration d'exploitation.

Art. 143. Les chefs d'entreprises dont le siège est à l'étranger, mais qui exercent passagèrement dans le Grand-Duché une industrie soumise à l'assurance, peuvent être tenus par le comité-directeur de l'association au paiement de l'avance et resp. de la cotisation ordinaire augmentées de 50% et à la constitution d'un cautionnement.

Art. 144. La perception des cotisations, des avances, des amendes d'ordre, des cautionnements ainsi que des autres prestations que la loi, les règlements ou les statuts mettent à charge des employeurs ou assurés, sera opérée par l'administration des contributions et des accises.

b) ein nach den von der Regierung zu genehmigenden mathematischen Regeln der Versicherung dem wirklichen Werte der gesetzlich gewährten Renten entsprechendes Kapital geschaffen wird;

c) erlittene Verluste gedeckt und ein Reservefonds angelegt werden kann.

Zu anderen Zwecken als zu den vorstehend aufgeführten, sowie zur Gewährung von Prämien für Rettung Bergungslüster, zu Zwecken der Unfallversicherung oder zur Erwerbung von Heil- und Rekonvaleszenzanstalten, letzteres mit Genehmigung der Regierung, dürfen weder Beiträge von den Mitgliedern der Versicherungsgenossenschaft erhoben, noch Verwendungen aus dem Vermögen dieser letzteren gemacht werden.

Art. 142. Auf ihre Jahresbeiträge können von den Mitgliedern vierteljährige Vorschüsse gefordert werden, welche jedoch den vierten Teil des im lezterverflossenen Rechnungsjahre entrichteten Beitrags nicht übersteigen dürfen.

Für jedes neu eintretende Mitglied werden diese Vorschüsse vom Versicherungsgenossenschaftsvorstand festgestellt, und zwar nach Maßgabe der in der Anmeldung der Betriebe verzeichneten Löhne und Gehälter.

Art. 143. Unternehmer von Betrieben, deren Sitz sich im Auslande befindet, können, wenn sie vorübergehend im Lande einen versicherungspflichtigen Betrieb ausüben, vom Genossenschaftsvorstande zur Errichtung eines Vorschusses bzw. eines um 50 Prozent erhöhten Beitrages und zur Sicherheitsstellung herangezogen werden.

Art. 144. Die Erhebung der Jahresbeiträge, Vorschüsse, Ordnungsstrafen, Kautionsgelder sowie aller andern, den Arbeitgebern oder Versicherten durch Gesetz, Reglement oder Satzung auferlegten Leistungen erfolgt durch die Steuer- und Accisenverwaltung.

Les chefs d'entreprise sont tenus de se libérer dans la quinzaine de la notification de l'extrait du rôle, de la décision infligeant l'amende, ou de la demande en paiement des autres prestations.

Le recouvrement s'opérera et se poursuivra dans les mêmes formes et avec les mêmes priviléges dispensés d'inscription, que ceux des impôts directs, mais avec le droit de priorité pour ces derniers.

La prescription sera acquise trois ans après le 31 décembre de l'année dans laquelle la notification prévue à l'al. 3 aura été faite.

Le comité-directeur pourra décider que l'entrepreneur établi à l'étranger et qui occupe passagèrement, dans le Grand-Duché, des personnes soumises à l'assurance, consignera une somme servant de garantie à l'exécution des obligations lui imposées par la présente loi.

La décision fixera chaque fois le montant de la somme à consigner et désignera la caisse publique où cette somme sera déposée.

Art. 145. Le propriétaire ou l'entreprise qui font exécuter des travaux par un entrepreneur sont solidairement tenus avec celui-ci du paiement des avances et des cotisations. Cette obligation dure deux ans après la fixation définitive des cotisations.

Fonds de réserve.

Art. 146. L'association doit former un fonds de réserve à la constitution duquel elle doit affecter chaque année au moins 5% du montant de ses charges courantes, jusqu'à ce que ce fonds, en y ajoutant les intérêts, ait atteint le montant de la moyenne annuelle de la dépense des trois dernières années.

Dès que ce montant est atteint, les intérêts peuvent être employés au paiement des charges ordinaires de l'association.

Die Betriebsunternehmer sind verpflichtet, binnen vierzehn Tagen nach Zustellung des Heberollenauszugs, der Strafverfügung oder der Aufforderung zur Vergleichung aller anderen Leistungen ihren Zahlungsverbindlichkeiten nachzukommen.

Die Erhebung erfolgt in derselben Weise und mit denselben einschreibefreien Privilegien wie die der direkten Staatssteuern. Letztere haben jedoch stets den Vorrang.

Die Verjährung tritt drei Jahre nach dem 31. Dezember desjenigen Jahres ein, in welchem die in Absatz 3 erwähnte Zustellung erfolgt ist.

Der Vorstand kann beschließen, daß im Ausland ansässige Unternehmer für den Fall, wo sie versicherungspflichtige Personen vorübergehend im Großherzogtum beschäftigen, zur Sicherstellung der ihnen durch dieses Gesetz auferlegten Verbindlichkeiten eine Geldsumme hinterlegen müssen.

Letztere wird jedesmal durch die Verfügung festgesetzt, unter Bezeichnung der Staatskasse, bei der die Hinterlegung zu erfolgen hat.

Art. 145. Der Eigentümer oder der Betrieb, welcher Arbeiten durch einen Unternehmer ausführen läßt, haftet gemeinsam mit diesem für die Entrichtung der Vorschüsse und Beiträge. Diese Verpflichtung erlischt zwei Jahre nach endgültiger Festsetzung der Beiträge.

R e s e r v e f o n d s .

Art. 146. Die Genossenschaft hat einen Reservefonds anzusammeln, zu dessen Bildung alljährlich mindestens 5% des Betrages der laufenden Ausgaben solange zu verwenden sind, bis derselbe, mit Einschluß der Zinsen, die Höhe der durchschnittlichen Jahresausgabe der letzten drei Jahre erreicht hat.

Ist Letztere erreicht, so können die Zinsen zur Deckung der laufenden Ausgaben der Genossenschaft verwendet werden.

L'assemblée générale peut décréter que d'autres sommes disponibles soient affectées à la constitution du fonds de réserve et que ce dernier soit porté à un chiffre dépassant le montant indiqué à l'al. 1er.

Les délibérations de cette nature seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

Dans des cas de nécessité pressante, le comité-directeur, d'accord avec le Gouvernement, peut attaquer le fonds de réserve même avant qu'il ait atteint son minimum légal. Si tel est le cas, le Gouvernement prescrira les mesures ayant pour but la reconstitution du fonds de réserve.

Classes de risques.

Art. 147. Toutes les entreprises soumises à l'assurance sont réparties en classes de risques, suivant le danger qu'elles présentent. A chaque classe de risque correspond un coefficient applicable aux divers établissements et parties d'établissements suivant le risque propre à chacun d'eux.

Au moins tous les trois ans, le tarif des risques est soumis à la vérification de l'assemblée générale, laquelle en prenant en considération les résultats accusés par les statistiques, le modifiera ou le maintiendra.

Toute modification quelconque du tarif est soumise à l'approbation du Gouvernement et publiée au *Mémorial* au moins quinze jours avant son application.

Si l'assemblée néglige de décréter les modifications indispensables, le Gouvernement requiert une délibération sur cet objet. En cas de refus, le Gouvernement porte les modifications nécessaires au tarif des risques, lequel sera appliqué dans cette forme, après sa publication au *Mémorial*.

Art. 148. La répartition des entreprises ou des parties d'entreprises dans les différentes classes de risques incombe au comité-directeur de l'association.

Die Generalversammlung kann beschließen, daß auch andere, verfügbare Geldbestände auf die Bildung des Reservefonds verwendet werden, sowie daß letzterer einen höheren Betrag als den im I. Absatz angegebenen erreichen soll.

Derartige Beschlüsse bedürfen der Genehmigung der Regierung.

Mit Zustimmung der Regierung kann im Notfall der Vorstand den Reservefonds, bevor derselbe die gesetzliche Mindesthöhe erreicht hat, angreifen. Die Wiederergänzung erfolgt alsdann nach näherer Anordnung der Regierung.

Gefahrklassen.

Art. 147. Sämtliche versicherungspflichtige Betriebe werden entsprechend dem Grade ihrer Unfallgefahr zu den Gefahrklassen veranlagt. Jeder Gefahrklasse entspricht eine Gefahrziffer, die auf die verschiedenen Betriebe und Betriebsteile je nach ihrer besonderen Gefährlichkeit Anwendung findet.

Der Gefahrtarif ist mindestens alle drei Jahre durch die Generalversammlung nachzuprüfen; letztere bestimmt an Hand der statistischen Ergebnisse, ob derselbe beizubehalten oder zu ändern ist.

Jede Abänderung des Gefahrtariffs bedarf der Genehmigung der Regierung und wird im „*Morial*“ mindestens 14 Tage vor dem Inkrafttreten veröffentlicht.

Unterläßt die Versammlung es, unumgänglich notwendige Abänderungen einzuführen, so ordnet die Regierung eine diesbezügliche Beschlussschriftung an. Unterbleibt letztere, so nimmt die Regierung die erforderlichen Abänderungen vor. Der so abgeänderte Tarif ist, nach Veröffentlichung im „*Morial*“, in Anwendung zu bringen.

Art. 148. Die Einreichung der Betriebe oder Betriebsteile in die Gefahrklassen liegt dem Genossenschaftsvorstand ob.

Après ce classement, le comité-directeur peut inscrire durant l'exercice une entreprise dans une nouvelle classe, si la première répartition reposait sur des données inexactes fournies par le chef d'entreprise.

Pour les entreprises qui ne seraient pas prévues dans le tarif officiel des risques, le comité-directeur peut fixer un coefficient spécial, ne dépassant pas le coefficient le plus élevé du tarif officiel.

Si une entreprise présente des dangers extraordinaire documentés, par exemple par la fréquence anormale des accidents, ou si les mesures préventives prescrites par l'association font défaut, le coefficient correspondant à l'entreprise peut être majoré jusqu'à 50 %.

Chapitre IV. — Détermination et paiement des indemnités.

Art. 149. La détermination du montant des indemnités revenant aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-droit est effectuée d'office, aussitôt que possible, par les organes de l'association avec le concours de délégués-ouvriers, désignés par le sort sur la liste générale (art. 138).

Les personnes qui prétendent avoir droit à une indemnité qui n'a pas été déterminée d'office doivent, sous peine de déchéance, présenter leur réclamation au comité-directeur dans le délai de trois ans à dater de l'accident ou du jour du décès de la victime, survenu par suite des blessures reçues.

Ces réclamations ne sont recevables après l'expiration de ce délai que s'il est prouvé que les conséquences de l'accident, au point de vue de la capacité de travail du blessé, n'ont pu être constatées qu'ultérieurement ou que l'intéressé s'est trouvé, en suite de circonstances indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité de formuler sa demande.

Nach dieser Einreihung kann der Vorstand während des Rechnungsjahres einen Betrieb neu veranlagen, wenn die erste Einreihung auf unrichtige Angaben von Seiten des Unternehmers zurückzuführen ist.

Für Betriebsarten, die im amtlichen Gefahrtarif nicht aufgeführt sind, kann der Vorstand eine besondere Gefahrziffer festsetzen, die jedoch die höchste Gefahrziffer des amtlichen Tarifs nicht übersteigen darf.

Liegen in einem Betriebe außergewöhnliche Gefahren vor, die zum Beispiel durch die ungewöhnliche Häufigkeit der Unfälle erwiesen sind oder fehlen die durch die Genossenschaft vorgeschriebenen Schutzmaßregeln, so kann die dem Betriebe zugeteilte Gefahrziffer bis zu 50% erhöht werden.

Abschnitt IV. — Feststellung u. Auszahlung der Entschädigungen.

Art. 149. Die Feststellung der den Verletzten oder ihren Berechtigten zustehenden Entschädigungsbeträge erfolgt von Amts wegen, sobald als möglich, durch die Organe der Genossenschaft unter Mitwirkung von Arbeitervertretern, die durchs Los aus der allgemeinen Liste bezeichnet werden (Art. 138).

Berechtigte, für welche die Entschädigung nicht von Amts wegen festgestellt worden ist, haben ihr Entschädigungsgeuch, bei Verminderung des Ausschlusses, binnen drei Jahren nach Eintritt des Unfalls und, falls der Verletzte infolge der erlittenen Verlelung gestorben ist, binnen drei Jahren nach dem Tode beim Vorstande einzureichen.

Nach Ablauf dieser Frist sind derartige Gesuche nur dann zulässig, wenn nachgewiesen wird, daß die Unfallfolgen in bezug auf Arbeitsfähigkeit des Verletzten erst später festgestellt werden konnten, oder daß der Berechtigte an der Geltendmachung seines Anspruches durch außerhalb seines Willens liegende Verhältnisse behindert worden ist.

Dans ces cas la réclamation doit être adressée au comité-directeur endéans les trois ans de la constatation des suites de l'accident ou de la cessation de l'impossibilité d'agir.

Si la demande est admise, le montant de l'indemnité doit être immédiatement fixé. Le rejet éventuel sera formulé dans une décision écrite et motivée.

Les rentes permanentes ne peuvent être modifiées que pendant les trois années qui suivent les décisions respectives de l'association qui les ont accordées ou la décision judiciaire définitive en cas de recours aux tribunaux.

Un règlement d'administration publique déterminera la procédure à suivre pour la fixation des indemnités ainsi que leur modification ultérieure, la communication de ces décisions aux intéressés, les époques d'échéance des sommes allouées et leur paiement par l'administration des postes, chargée de faire à l'association les avances de l'exercice courant.

Art. 150. Dans les enquêtes instituées par le comité-directeur, les témoins pourront être entendus sous la foi du serment.

Les personnes qui refuseraient de comparaître ou de déposer, seront passibles des peines comminées par l'art. 80 du Code d'instruction criminelle. Le procès-verbal constatant le refus sera transmis au procureur d'Etat.

La taxe des témoins sera celle applicable devant la justice de paix, en matière civile.

Art. 151. La décision portant rejet de la demande ou fixation du montant et du point de départ de la rente, pourra être attaquée par le demandeur, devant le tribunal arbitral compétent.

Si la rente est modifiée avant que la décision qui précède la nouvelle fixation soit devenue définitive, la nouvelle décision doit porter la

In letzteren Fällen ist das Gesuch binnen drei Jahren nach Feststellung der Unfallsfolgen oder nach Fortfall der Behinderungsgründe beim Vorstand einzureichen.

Wird das Gesuch als berechtigt anerkannt, so ist die Entschädigung sofort festzustellen. Die etwaige Ablehnung erfolgt durch schriftlichen begründeten Bescheid.

Dauerrenten dürfen nur während drei Jahren nach Erlass des diesbezüglichen Zuverlängerbeschiedes der Genossenschaft oder, bei Berufung, der endgültigen schiedsgerichtlichen Entscheidung abgeändert werden.

Durch öffentliches Verwaltungsreglement werden nähere Bestimmungen getroffen werden hinsichtlich des Verfahrens bei Festsetzung und späterer Abänderung der Entschädigungen, der Mitteilung solcher Entscheide an die Beteiligten, der Fälligkeitstermine der gewährten Renten sowie deren Auszahlung durch die Postverwaltung, welche der Genossenschaft die für das laufende Rechnungsjahr benötigten Gelder vorschiebt.

Art. 150. Bei den durch den Vorstand angeordneten Untersuchungen können die Zeugen unter Eid vernommen werden.

Personen, die sich etwa weigern zu erscheinen oder Aussagen zu machen, verfallen den in Art. 80 der Kriminalprozeßordnung vorgesehenen Strafen. Das hierüber aufgenommene Protokoll wird dem Staatsanwalt übermittelt.

Die Zeugengelder sind dieselben wie die in Zivilsachen vor dem Friedensgericht.

Art. 151. Berufungen gegen Bescheide, wonach eine Rente entweder abgelehnt oder, unter Angabe des Rentenbeginns, zugestilligt worden ist, werden durch das zuständige Schiedsgericht entschieden.

Wird eine Rente abgeändert, bevor der der neuen Feststellung voraufgehende Bescheid rechtskräftig geworden ist, so muß der Ab-

mention que son exécution n'est pas arrêtée par le recours interjeté contre la précédente décision et que la nouvelle décision, à son tour, peut faire l'objet d'un recours.

La nouvelle décision sera transmise en copie au tribunal arbitral. Celui-ci peut statuer par un seul et même jugement sur les deux décisions et déterminer également la rente due à partir de la nouvelle décision; dans ce cas l'action éventuellement introduite contre la seconde décision cesse ses effets.

Art. 152. Le recours n'est pas suspensif à moins qu'il ne s'agisse d'un recours contre une décision prise par application de l'art. 113.

Une copie de la décision du tribunal arbitral sera notifiée au demandeur et au comité-directeur.

Art. 153. Si le demandeur est sous le coup d'une poursuite judiciaire basée sur l'art. 114, l'instance devant le tribunal arbitral ou devant la Cour supérieure de justice est suspendue jusqu'à la fin de la poursuite.

Si le droit à l'indemnité est subordonné à l'existence de liens de parenté entre la victime de l'accident et le demandeur, le juge doit renvoyer les parties devant la juridiction ordinaire pour y faire statuer sur cette question préjudicielle.

Chapitre V. — Mesures préventives contre les accidents.

Art. 154. Les membres de l'association sont obligés de prendre les mesures nécessaires à la protection des ouvriers afin d'éviter les accidents.

En conséquence, l'association peut édicter pour toutes entreprises ou pour certaines branches d'industries ou pour certains genres de travail, des règlements:

1^o sur les mesures à prendre par les membres

änderungsbescheid Angabe darüber machen, daß dessen Ausführung durch die gegen den vorhergehenden Bescheid eingelegte Berufung nicht beeinflußt wird und daß gegen den neuen Bescheid die Berufung ebenfalls zulässig ist.

Der neue Bescheid wird dem Schiedsgericht in Abschrift übermittelt. Letzteres kann durch ein und dasselbe Urteil über die beiden Bescheide befinden und zugleich den Betrag der vom Änderungsbescheid an geschuldeten Rente festsetzen. In diesem Falle ist das gegen den zweiten Bescheid etwa eingeleitete gerichtliche Verfahren beigelegt.

Art. 152. Die Berufung hat keine ausschließende Wirkung, wosfern sie nicht gegen eine in Anwendung des Art. 113 getroffene Entscheidung gerichtet ist.

Die Entscheidung des Schiedsgerichtes wird dem Kläger und dem Vorstande in Abschrift zugestellt.

Art. 153. Ist gegen den Kläger ein gerichtliches Verfahren auf Grund des Art. 114 eingeleitet, so ist die vor dem Schiedsgericht oder dem Obergerichtshof anhängige Streitsache bis nach dessen Abschluß aufzuschieben.

Unterliegt die Entschädigungsberechtigung dem Bestehen verwandtschaftlicher Beziehungen zwischen Verletztem und Kläger, so hat der Richter zwecks Entscheidung dieser Vorfrage die Parteien vor die gewöhnliche Gerichtsbarkeit zu verweisen.

Abschnitt V. — Unfallverhütung.

Art. 154. Die Mitglieder der Versicherungsgenossenschaft sind verpflichtet, zum Schutze der Arbeiter zweckdienliche Vorfahrten zu treffen, um Unfälle zu verhüten.

Infolgedessen kann die Versicherungsgenossenschaft für alle ihr angehörenden Betriebe oder für bestimmte Gewerbszweige oder Beschäftigungsarten Vorschriften erlassen über:

1. die von den Mitgliedern zur Verhütung

en vue de prévenir les accidents et de protéger la vie et la santé des ouvriers, sous peine de voir frapper par le comité-directeur les contrevenants d'une amende d'ordre de 1 franc à 300 francs ou de voir inscrire leur entreprise dans une classe de risques plus élevée, ou, lorsque cette entreprise se trouve déjà dans la classe la plus élevée, de voir porter les cotisations jusqu'au double de leur montant. — Un délai convenable sera accordé aux membres pour pouvoir exécuter les mesures prescrites.

2º Sur les précautions à observer dans les exploitations par les assurés à l'effet d'éviter les accidents, sous peine d'une amende d'ordre de 1 franc à 10 francs à charge des contrevenants, à prononcer par le comité-directeur de l'association au profit de la caisse de maladie à laquelle appartient l'assuré, et si celui-ci ne fait pas partie d'une caisse de maladie, du bureau de bienfaisance de son domicile.

Les règlements de l'espèce sont soumis à l'approbation du Gouvernement et portés en suite à la connaissance des officiers de police judiciaire et des entrepreneurs. Ces derniers les porteront, pour autant qu'ils concernent leur exploitation, à la connaissance de leurs ouvriers en les affichant, par extrait, aux endroits destinés à cet effet.

Art. 155. Pour l'élaboration et l'édition des règlements susdits, le comité-directeur ou la commission constituée à cet effet s'adjoint des délégués-ouvriers, conformément à l'art. 138 susdit.

Ces délégués sont désignés par le sort, par les soins du président, dans la séance du comité-directeur, sur la liste générale des délégués-ouvriers.

Si les mesures préventives ne concernent que certaines branches d'industrie ou des genres de travail, le tirage au sort se réduit aux délé-

von Unfällen und zum Schutze von Leben und Gesundheit der Arbeiter zu treffenden Einrichtungen, unter Bedrohung der Zuwidderhandelnden mit vom Vorstande zu verhängenden Ordnungsstrafen von 1 bis 300 Fr. oder mit der Einreihung ihres Betriebes in eine höhere Gefahrenklasse oder, falls der betreffende Betrieb sich bereits in der höchsten Gefahrenklasse befindet, mit Zuschlägen bis zum doppelten Betrage der Beiträge. — Für die Herstellung der vorgeschriebenen Einrichtungen ist den Mitgliedern eine angemessene Frist zu bewilligen;

2. die in den Betrieben von den Versicherten zur Verhütung von Unfällen zu beobachtenden Vorsichtsmäßigkeiten unter Bedrohung mit Ordnungsstrafen von 1 bis 10 Fr.; letztere werden vom Vorstande der Versicherungsgenossenschaft verhängt zugunsten der Krankenkasse, welcher der Versicherte angehört, oder, falls er an keiner Krankenkasse beteiligt ist, zugunsten des Wohltätigkeitsbüros der Gemeinde seines Wohnsitzes.

Vorschriften dieser Art bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Genehmigung der Regierung. Die genehmigten Unfallverhütungsvorschriften sind den Beamten der gerichtlichen Polizei und den Unternehmern bekannt zu geben. Letztere haben dieselben, soweit sie für ihren Betrieb gelten, in Aussügen durch Anhang in den hierzu bestimmten Betriebsstätten zur Kenntnis ihrer Arbeiter zu bringen.

Art. 155. Bei Ausarbeitung und Erlass vorgedachter Reglemente hat der Vorstand oder der zu diesem Zwecke gebildete Ausschuss, gemäß Art. 138 Vertreter der Arbeiter einzuziehen.

Die Vertreter werden in einer Sitzung des Vorstandes durch dessen Vorsitzenden aus der Generalliste der gewählten Arbeitervertreter durchs Los berufen.

Sollen die Vorschriften nur für bestimmte Gewerbszweige oder Betriebsarten erlassen werden, so beschränkt sich die Auslosung auf

gués-ouvriers appartenant aux entreprises intéressés.

L'assistance à ces délibérations de l'ingénieur des mines et des inspecteurs du travail, qui auront, dans ce cas, voix consultative, peut être requise tant par le comité ou la commission que par les délégués-ouvriers.

A leur demande, ces fonctionnaires doivent être entendus en tout temps.

Une copie du procès-verbal des délibérations, qui fera ressortir le vote des délégués-ouvriers, sera adressée au Gouvernement.

Art. 156. Le comité-directeur est autorisé à faire constater, par l'inspection des entreprises affiliées, si et quelles mesures préventives contre les accidents ont été prises, respectivement si les mesures de protection et de précaution prescrites par l'art. 154 sont observées.

Cette surveillance peut être exercée par les membres du comité-directeur, par les membres des commissions ou les employés et ouvriers désignés à cet effet.

A la requête du comité-directeur, l'ingénieur des mines et les inspecteurs du travail surveillent, dans leur ressort respectif, les exploitations au point de vue susvisé et lui communiquent le résultat de leurs investigations.

Les membres de l'association doivent permettre à toute personne dûment qualifiée l'entrée dans leurs ateliers durant le temps de travail.

Chapitre VI. — Dispositions transitoires..

Contrats d'assurance privés.

Art. 157. Pendant une période d'un an à partir de la mise en vigueur de la présente loi, ou de l'affiliation, obligatoire ou facultative, à l'association d'assurance contre les accidents, les contrats d'assurance concernant les per-

Arbeitervertreter, die in Betrieben beschäftigt sind, auf welche die Unfallsverhütungsvorschriften Anwendung finden sollen.

Auf Verlangen des Vorstandes oder des Ausschusses sowohl als auch der Vertreter der Arbeiter können zu diesen Verhandlungen der Bergbauingenieur und die Fabrikinspektoren mit beratender Stimme zugezogen werden.

Dieselben Beamten sind auf ihren Antrag hin jederzeit zu hören.

Das über die Verhandlungen aufzunehmende Protokoll, aus welchem die Abstimmung der Arbeitervertreter ersichtlich sein muß, ist in Wschrift der Regierung vorzulegen.

Art. 156. Der Vorstand ist befugt, durch Besichtigung der der Genossenschaft angehörenden Betriebe feststellen zu lassen, ob und welche Vorkehrungen zur Verhütung von Unfällen getroffen worden sind, bzw. ob die gemäß Art. 154 erlassenen Vorschriften über Schutz- und Vorsichtsmaßregeln befolgt werden.

Diese Überwachung kann durch die Vorstandsmitglieder, durch die Ausschußmitglieder oder durch besondere Beamte und Arbeiter ausgeführt werden.

Auf Ersuchen des Vorstandes haben die Fabrikinspektoren und der Bergbauingenieur die in ihrem jeweiligen Wirkungskreise gelegenen Betriebe zu dem vorerwähnten Zwecke zu überwachen und dem Vorstande Bericht zu erstatten.

Die Genossenschaftsmitglieder sind verpflichtet, allen mit rechtmäßigem Ausweis versehenen Personen den Zutritt zu ihren Betriebsstätten während der Betriebszeit zu gestatten.

Abschnitt VI. — Übergangsbestimmungen.

Private Versicherungsverträge.

Art. 157. Während der Dauer eines Jahres, vom Tage des Inkrafttretens gegenwärtigen Gesetzes oder auch der obligatorischen oder freiwilligen Mitgliedschaft an, können Versicherungsverträge, die sich auf Personen be-

sonnes nouvellement soumises à l'assurance par la présente loi, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'association, soit au moyen d'une déclaration à faire au siège de l'association et resp. chez l'agent principal ou l'agent local et dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire.

Cette dénonciation ne donne lieu à aucune indemnité pour les contrats qui n'ont pas eu date certaine avant le 1^{er} janvier, ou qui ont été prorogés soit formellement, soit par tacite reconduction depuis cette date; pour les autres, l'indemnité revenant à l'assureur au cas où la dénonciation émane de l'association, sera fixée d'un commun accord entre celle-ci et l'assureur; elle n'excédera en aucun cas 15% de la valeur des primes annuelles au moment de leur échéance, laquelle ne peut dépasser cinq années à partir de la reprise des contrats par l'association.

En ce qui concerne les entreprises ou personnes qui, dans la suite, seront soumises à l'assurance en application d'une disposition de la présente loi, des règlements ou des statuts, les contrats privés pourront être dénoncés dans le délai d'un an prenant cours du jour où l'assurance aura été étendue à ces entreprises ou personnes.

La dénonciation émanant de l'association ne donnera lieu à indemnité que si le contrat dénoncé a eu date certaine un an au moins avant l'affiliation des entreprises ou personnes qu'il concerne.

Titre II.

Dispositions spéciales concernant l'assurance des entreprises agricoles et forestières.

Disposition générale.

Art. 158. Toutes les dispositions légales et réglementaires régissant l'assurance obligatoire

ziehen, die erst auf Grund dieses Gesetzes versicherungspflichtig geworden sind, vom Versicherer oder von der Genossenschaft gekündigt werden, entweder durch eine diesbezügliche, am Sitz der Genossenschaft und beziehungswise beim Haupt- oder Lokalagenten abzugebende Erklärung, worüber Empfangsbefcheinigung auszustellen ist, oder durch außergerichtliche Urkunde.

Bezüglich derjenigen Versicherungsverträge, die vor dem 1. Januar kein sicheres Datum trugen oder ausdrücklich oder stillschweigend nach diesem Zeitpunkt verlängert wurden, gibt die Kündigung nicht zu einer Entschädigungsleistung Anlaß; bezüglich der andern Verträge jedoch hat im Falle der Kündigung durch die Genossenschaft die Festsetzung der dem Versicherer zukommenden Entschädigung auf Grund gemeinsamer Vereinbarung zwischen letzterer und dem Versicherer zu erfolgen, ohne daß diese mehr als 15% des Wertes der bei der Erfallzeit geschuldeten Jahresprämien betragen darf. Die Erfallzeit darf die Dauer von fünf Jahren, vom Tage der Übernahme an gerechnet, nicht übersteigen.

Bezüglich der Betriebe und Personen, die erst in der Folge auf Grund einer Bestimmung dieses Gesetzes, der Reglemente oder der Satzung, versicherungspflichtig werden, können die Privatversicherungsverträge gekündigt werden und zwar binnen einem Jahr, von dem Tage an, wo die Versicherung auf fragliche Betriebe oder Personen ausgedehnt worden ist.

Die durch die Genossenschaft erfolgte Kündigung gibt mir dann zu einer Entschädigungsleistung Anlaß, wenn der gekündigte Vertrag mindestens ein Jahr vor der erfolgten Mitgliedschaft fraglicher Betriebe oder Personen ein sicheres Datum trug.

Titel II.

Sonderbestimmungen betreffend die Versicherung land- und forstwirtschaftlicher Betriebe.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. 158. Alle gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen der Unfallversicherung

contre les accidents et non contraires aux dispositions du présent chapitre ou aux règlements d'administration publique y prévus, s'appliquent aux entreprises agricoles et forestières, tant pour les personnes assurées obligatoirement que pour celles qui ne le sont qu'à titre facultatif.

Entreprises accessoires.

Art. 159. Les dispositions spéciales qui régissent les entreprises agricoles et forestières s'appliquent également aux entreprises que l'entrepreneur d'une entreprise agricole ou forestière exploite à côté de cette dernière, mais en dépendance économique de celle-ci (entreprises accessoires).

Doivent être, en particulier, rangées parmi ces entreprises accessoires celles qui ont pour but exclusif ou principal:

1^o l'élaboration ou la mise en oeuvre de produits de l'exploitation agricole ou forestière de l'entrepreneur;

2^o la satisfaction des besoins de son exploitation agricole ou forestière;

3^o l'extraction ou la mise en oeuvre de portions de sa terre.

Est également à considérer comme exploitation agricole au sens de la présente loi, le jardinage industriel qui comprend le jardinage d'art et de commerce, l'arboriculture et la production de graines, ainsi que la création et l'entretien professionnel de jardins domestiques ou de jardins d'agrément.

Les réparations courantes des constructions servant aux exploitations agricoles ou forestières, ainsi que les travaux exécutés dans l'intérêt de la culture du sol, ou les autres travaux se rattachant à l'exploitation agricole, en particulier les créations et les réparations, faites dans un but agricole, de chemins, digues, canaux et conduites d'eau, sont considérés

finden gleiche Anwendung auf die land- und forstwirtschaftlichen Betriebe, wofern dieselben nicht gegen die Bestimmungen des gegenwärtigen Kapitels oder der darin vorgesehenen, öffentlichen Verwaltungsreglemente verstossen. Letzteres gilt sowohl hinsichtlich der pflicht- wie der freiwillig versicherten Personen.

Nebenbetriebe.

Art. 159. Die für die land- und forstwirtschaftlichen Betriebe geltenden Bestimmungen finden gleiche Anwendung auf solche Unternehmen, welche der Unternehmer eines land- und forstwirtschaftlichen Betriebes nebenbei, aber in wirtschaftlicher Abhängigkeit von letzterem betreibt (Nebenbetriebe).

Zu diesen Nebenbetrieben sind insbesondere solche Betriebe zu rechnen, die ausschließlich oder hauptsächlich zum Zweck haben:

1. die Bearbeitung oder Verarbeitung von Erzeugnissen der Land- und Forstwirtschaft des Unternehmers;

2. die Befriedigung von Bedürfnissen seiner Land- und Forstwirtschaft;

3. die Gewinnung oder Verarbeitung von Bodenbestandteilen seines Grundstückes.

Als landwirtschaftlicher Betrieb im Sinne dieses Gesetzes gilt auch der Betrieb der gewerblichen Gärtnerei, der Kunst- und Handelsgärtnerie, der Baumschulen und Samengärtnerien, sowie die gewerbliche Anlegung und Unterhaltung von Haus- u. Ziergärten.

Als Bestandteile der Land- oder Forstwirtschaft gelten die laufenden Ausbesserungen an den zum Wirtschaftsbetriebe gehörenden Gebäuden, sowie die Bodenkultur- und sonstigen dem Landwirtschaftsbetriebe zugehörigen Arbeiten, namentlich die diesem Zwecke dienende Herstellung und Ausbesserung von Wegen, Dämmen, Wasserläufen und Wasserleitungen,

comme partie intégrante de l'exploitation agricole ou forestière, lorsque les entrepreneurs agricoles et forestiers les exécutent sur leurs fonds, sans en charger d'autres entrepreneurs, au moyen d'ouvriers, exclusivement ou en majeure partie agricoles ou forestiers.

Art. 160. Sont soumis encore à l'assurance obligatoire les chefs des entreprises tombant sous l'application de l'article qui précède, ainsi que les membres de la famille y occupés et ayant dépassé l'âge scolaire.

Cette disposition n'est applicable ni aux chefs d'entreprises dont le gain annuel excède la somme à déterminer par un règlement d'administration publique, ni à leurs épouses.

Cette détermination est faite chaque année.

Néanmoins, un règlement d'administration publique pourra déterminer si et sous quelles conditions les personnes dont le gain annuel dépasse cette somme, ainsi que les membres de la famille n'ayant même pas dépassé l'âge scolaire, pourront être assurés volontairement.

Calcul des rentes.

Art. 161. Pour le calcul des rentes, on considère comme rémunération annuelle, la rémunération annuelle moyenne que des ouvriers agricoles ou forestiers obtiennent sur le lieu d'occupation du chef de l'exécution de travaux agricoles, forestiers ou autres.

Le montant de cette rémunération annuelle moyenne est déterminé par le Gouvernement pour chaque commune du pays, en établissant une distinction entre les personnes du sexe masculin et celles du sexe féminin ainsi qu'entre celles âgées de moins et de plus de 16 ans. Ces taux seront publiés au *Mémorial*.

Cette détermination est faite chaque année.

La détermination peut être effectuée séparément pour les ouvriers agricoles et pour les ouvriers forestiers.

sofern sie, ohne Übertragung an andere Unternehmer, von Unternehmern land- und forstwirtschaftlicher Betriebe auf ihren Grundstücken von ganz oder überwiegend land- oder forstwirtschaftlichen Arbeitern ausgeführt werden.

Art. 160. Versicherungspflichtig sind ebenfalls die Unternehmer der im vorhergehenden Artikel bezeichneten Betriebe, sowie die darin beschäftigten, nicht mehr schulpflichtigen Familienangehörigen.

Diese Bestimmung gilt weder für Unternehmer, deren Jahreseinkommen den durch öffentliches Verwaltungsreglement festzusetzenden Betrag übersteigt, noch auch für deren Ehefrauen.

Diese Festsetzung hat jedes Jahr zu erfolgen.

Jedoch kann durch öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt werden, ob und unter welchen Bedingungen Personen mit einem höheren Jahreseinkommen sowie die noch schulpflichtigen Familienangehörigen freiwillig versichert werden können.

Rente im Berechnungsjahr.

Art. 161. Bei Berechnung der Rente gilt als Jahresarbeitsverdienst derjenige Jahresarbeitsverdienst, welchen land- oder forstwirtschaftliche Arbeiter am Orte der Beschäftigung durch land- oder forstwirtschaftliche oder anderweitige Erwerbstätigkeit durchschnittlich erzielen.

Der Betrag dieses durchschnittlichen Jahresarbeitsverdienstes wird von der Regierung für jede Gemeinde des Landes festgesetzt und zwar verschieden je nach dem Geschlecht der Arbeiter, sowie für solche, welche mehr oder weniger als 16 Jahre alt sind. Diese Normaljahresverdienste werden im „Mémorial“ veröffentlicht.

Diese Festsetzung hat jedes Jahr zu erfolgen.

Die Festsetzung kann getrennt für die land- und forstwirtschaftlichen Arbeiter erfolgen.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, un règlement d'administration publique peut consacrer un mode différent pour établir la rémunération annuelle des chefs d'entreprises, des membres de leur famille, des employés techniques et des personnes qui sont assimilées à ces derniers.

Art. 162. Lorsque la pension doit être calculée d'après la rémunération annuelle moyenne d'ouvriers agricoles ou forestiers déterminée conformément à la disposition qui précède, on doit, dans ce calcul et pour les personnes qui, antérieurement à l'accident, étaient déjà frappées d'incapacité partielle, prendre pour base la fraction de la rémunération annuelle moyenne qui correspond au degré de capacité de travail qui leur restait.

Art. 163. Pour les personnes assurées en application de la présente loi et qui pendant la dernière année de leur occupation, ont travaillé pendant une durée totale de deux mois au moins dans une ou plusieurs exploitations industrielles assujetties à l'assurance contre les accidents, la pension se détermine, proportionnellement au temps pendant lequel ces personnes ont été occupées dans ces diverses catégories d'exploitation, d'après le salaire établi conformément aux art. 98, 99, 100, 161 et 162 de la présente loi.

Assistance pendant les 13 premières semaines.

Art. 164. Pendant les treize premières semaines qui suivent l'accident, les personnes occupées moyennant salaire ou traitement dans des exploitations agricoles ou forestières et non affiliées à une des caisses de secours, ont droit aux soins médicaux, aux médicaments et autres moyens curatifs (lunettes, bandages, etc.).

Ces prestations peuvent être remplacées par le traitement et l'entretien gratuits dans un hôpital.

Les dispositions de l'art. 106 sont applicables à ces cas.

Abweichend von vorstehenden Bestimmungen kann ein öffentliches Verwaltungsreglement einen andern Modus zur Festsetzung des durchschnittlichen Jahresarbeitsverdienstes der Betriebsunternehmer, der Familienangehörigen, der Techniker sowie der diesen gleichgestellten Personen anordnen.

Art. 162. Erfolgt die Rentenberechnung nach dem auf Grund vorgehender Bestimmung festgesetzten durchschnittlichen Jahresarbeitsverdienste land- oder forstwirtschaftlicher Arbeiter, so ist bei dieser Berechnung für Personen, welche vor dem Unfalle bereits teilweise erwerbsunfähig waren, derjenige Teil des durchschnittlichen Jahresarbeitsverdienstes zu Grunde zu legen, welcher dem Maße der ihnen verbleibenden Erwerbsfähigkeit entspricht.

Art. 163. Waren die auf Grund des gegenwärtigen Gesetzes versicherten Personen während des letzten Jahres ihrer Beschäftigung mindestens während zwei voller Monate bei einem versicherungspflichtigen industriellen Betrieb beschäftigt, so berechnet sich die Rente nach der auf die verschiedenen Betriebsteile entfallenden Beschäftigungsduauer sowie nach dem in Gemäßheit der Art. 98, 99, 100, 161, und 162 dieses Gesetzes festgesetzten Arbeitsverdienste.

Beistand während der ersten dreizehn Wochen.

Art. 164. Die in land- und forstwirtschaftlichen Betrieben gegen Gehalt oder Lohn beschäftigten Personen haben während der ersten dreizehn Wochen Anspruch auf ärztliche Behandlung, Arznei und sonstige Heilmittel (Brillen, Bruchbänder usw.).

An Stelle der vorgenannten Leistungen kann freie Kur und Verpflegung in einem Krankenhouse treten.

Für derartige Fälle gelten die Bestimmungen des Art. 106.

Voies et moyens.

Art. 165. Par dérogation à l'art. 141 le montant du salaire gagné dans chaque entreprise ou branche d'entreprise est, pour les entreprises agricoles et forestières, remplacé par la valeur du travail humain nécessaire en moyenne pour chaque entreprise.

Si, par application de l'art. 161, les rentes des chefs d'entreprise, des membres de leur famille, des employés techniques et des personnes qui leur sont assimilées, sont calculées sur une autre base que celle réglée par les trois premiers alinéas du même art. 161, c'est aussi cette dernière base qui devra valoir pour l'établissement des cotisations.

Le règlement d'administration publique dont il sera question à l'art. 169, pourra décider que pour les entreprises dans lesquelles la valeur du travail nécessaire, y non compris celui du chef d'entreprise même, n'excède pas un taux à déterminer par ce règlement, les cotisations pourront être fixées d'avance et à forfait.

Art. 166. Tant que la mutation d'un immeuble n'aura pas été faite, l'ancien propriétaire continuera avec le nouveau propriétaire d'être débiteur solidaire des cotisations, et lui et ses héritiers pourront être contraints au paiement de celles-ci, sauf leur recours contre le nouveau propriétaire.

De même, en cas de bail, le propriétaire restera débiteur solidaire des cotisations avec son preneur, aussi longtemps que le bail n'aura pas été porté à la connaissance du comité-directeur, par lettre chargée et avant l'établissement du rôle de cotisations.

Dans tous les cas, le propriétaire qui aura payé les cotisations pourra les répéter contre le fermier.

Cependant l'obligation de l'ancien proprié-

A u f b r i n g u n g d e r M i t t e l .

Art. 165. Abweichend von Art. 141 tritt für die land- und forstwirtschaftlichen Betriebe an Stelle des in jedem Betriebe oder Betriebszweige erzielten Arbeitsverdienstes der Wert des für jeden Betrieb durchschnittlich bedingten Arbeitsbedarfs.

Sind in Anwendung des Art. 161 die Renten der Betriebsunternehmer, der Familienangehörigen, der Techniker oder der diesen gleichgestellten Personen auf einer andern als auf der in den drei ersten Absätzen des selben Art. 161 festgelegten Grundlage berechnet worden, so gilt letztere auch als Unterlage für die Festsetzung der Beiträge.

Durch das in Art. 169 vorgesehene, öffentliche Verwaltungsreglement kann bestimmt werden, daß für solche Betriebe, in denen der Wert des Arbeitsbedarfs, ohne den auf den Unternehmer selbst entfallenden Arbeitsanteil, den durch dieses Reglement festzusehenden Betrag nicht übersteigt, an Stelle der Beiträge im Voraus festgesetzte Pauschbeträge treten können.

Art. 166. Solange die Überschreibung eines Grundstückes nicht erfolgt ist, haftet der ausgeschiedene Eigentümer mit dem Aufkäufer solidarisch für die Zahlung der Beiträge, wozu er und seine Erben herangezogen werden können, vorbehaltlich ihres Erstattungsanspruchs gegen den neuen Eigentümer.

Desgleichen sind bei Pachtverträgen der Eigentümer und der Pächter solidarisch haftbar für die Zahlung der Beiträge, solange der Pachtvertrag nicht mittels Einschreibebriefes und zwar vor der Auffstellung der Heberolle zur Kenntnis des Vorstandes gebracht sein wird.

In allen Fällen ist der Eigentümer berechtigt, die Rückerstattung der Beiträge vom Pächter zu verlangen.

Die Verpflichtung des ausgeschiedenen Ei-

taire cessera deux ans après la transcription régulière du titre qui a opéré la mutation.

Délégués-ouvriers.

Art. 167. Les délégués-ouvriers qui sont appelés à représenter les assurés salariés occupés dans les exploitations agricoles et forestières sont dispensés de faire partie d'une caisse de maladie.

Comptabilité.

Art. 168. Une comptabilité distincte sera tenue pour chacune des deux sections de l'association.

Les dépenses communes seront déterminées et ventilées entre les deux sections par les comités-directeurs et le Gouvernement.

En cas de désaccord, la décision du Gouvernement prévaudra.

Règlement d'exécution.

Art. 169. Les points suivants feront l'objet de règlements d'administration publique:

1^o détermination des éléments qui entrent dans la composition du gain annuel mentionné à l'art. 161 qui précède et des facteurs qui sont à prendre en considération pour en établir le montant;

2^o la fixation des règles d'après lesquelles la valeur du travail humain visée à l'art. 165 ci-dessus, sera déterminée pour chaque entreprise tant pour le personnel étranger que pour l'entrepreneur lui-même et les membres de sa famille;

3^o la procédure à suivre pour parvenir à la nomination, par élection indirecte, des délégués-patrons agricoles et des délégués-ouvriers agricoles appelés à siéger comme membres du tribunal arbitral ou du comité-directeur, la durée des divers mandats, les séries de sortie, les incompatibilités, les voies de recours et autres mesures d'exécution de ce genre.

gentümers wird jedoch zwei Jahre nach der regelrechten Überschreibung der Mutationsurkunde ausscheiden.

Arbeitervertretung.

Art. 167. Für die mit der Vertretung der in land- und forstwirtschaftlichen Betrieben beschäftigten Lohnarbeiter betrauten Arbeitendelegierten ist die Zugehörigkeit zu einer Krankenkasse nicht erforderlich.

Buchführung.

Art. 168. Für jede der beiden Versicherungssektionen ist eine getrennte Buchführung vorgeschrieben.

Die gemeinsamen Auslagen werden durch die Vorstände und die Regierung bestimmt und auf die beiden Sektionen verteilt.

Bei Meinungsverschiedenheit ist der Entscheid der Regierung ausschlaggebend.

Ursschriftreglement.

Art. 169. Durch öffentliches Verwaltungsreglement werden bestimmt:

1. diejenigen Grundlagen, welche bei Bildung des im vorhergehenden Art. 161 erwähnten Fahrsereinkommens sowie bei Festsetzung des Betrages selbst in Betracht kommen.

2. die Regeln, nach denen für jeden Betrieb sowohl hinsichtlich der Lohnarbeiter als des Betriebsunternehmers und seiner Familienangehörigen der Wert des in Art. 165 erwähnten Arbeitsbedarfs festgesetzt wird;

3. das Verfahren, wonach durch indirekte Wahl die Bezeichnung der mit dem Amt eines Mitgliedes der Schiedsgerichte oder des Vorstandes zu betrauenden landwirtschaftlichen Arbeitgeber- und Arbeitnehmer-Delagierten zu erfolgen hat, die Dauer der verschiedenen Amtsleistungen, die Austrittsreihenfolgen, die amtlichen Unvereinbarkeiten, das Berufungsverfahren, sowie sonstige diesbezügliche Ausführungsmaßregeln.

LIVRE III.

Assurance contre la vieillesse et l'invalidité.

Chapitre 1er. — Etendue de l'assurance.

Assurance obligatoire.

Art. 170. Sont soumis à l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse, à partir de l'âge de 16 ans accomplis:

1^o les ouvriers, aides, compagnons, apprentis ou domestiques, à l'exception des domestiques et ouvriers agricoles ou forestiers ainsi que des domestiques de ménage;

2^o les employés d'exploitation, de bureau ou autres, les contre-maîtres et agents techniques, les commis et apprentis de commerce.

Pour toutes ces personnes l'assurance est subordonnée à la condition qu'elles soient occupées moyennant une rémunération et, pour celles désignées au n° 2, que cette rémunération ne dépasse pas dix mille francs par an.

Un règlement d'administration publique pourra réduire le taux des cotisations respectivement le quorum des journées de cotisation pour certaines catégories d'assurés à risque réduit.

Art. 171. Un règlement d'administration publique pourra, pour des professions à déterminer, étendre la prescription de l'article précédent;

1^o à des chefs d'entreprise qui n'occupent pas régulièrement plus de deux ouvriers salariés;

2^o aux artisans de l'industrie domestique, quel que soit le nombre des ouvriers salariés qu'ils occupent.

On entend par artisans de l'industrie domestique les personnes qui sont établies à leur propre compte et qui fabriquent ou transforment des produits dans leurs ateliers mais à la demande et pour le compte d'autres industriels, quand même elles fourniraient la matière pre-

Drittes Buch.

Alters- und Invalidenversicherung.

Kapitel 1. — Umfang der Versicherung.

PFlichtversicherung.

Art. 170. Der Versicherungspflicht gegen Invalidität und Alter unterliegen vom vollendeten sechzehnten Lebensjahr ab:

1. Arbeiter, Gehüßen, Gesellen, Lehrlinge oder Dienstboten, mit Ausnahme der land- und forstwirtschaftlichen Dienstboten und Arbeiter, sowie der häuslichen Dienstboten;

2. Betriebs- und Bürobeamte sowie sonstige Angestellte, Werkmeister und Techniker, Handlungsgehüßen und -Lehrlinge.

Voraussetzung der Versicherung ist für alle diese Personen, daß sie gegen Entgelt beschäftigt werden und für die unter Nr. 2 Bezeichneten, außerdem, daß dieser Entgelt nicht zehntausend Franken jährlich übersteigt.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement kann den Beitragssatz bezügl. die erforderliche Zahl Arbeitstage herabsetzen für gewisse Kategorien Versicherter mit geringerer Invaliditätsgefahr.

Art. 171. Durch ein öffentliches Verwaltungsreglement kann die Vorschrift des Art. 1 für bestimmte Berufszweige ausgedehnt werden auf:

1. Betriebsunternehmer, die nicht regelmäßig mehr als zwei Lohnarbeiter beschäftigen.

2. Hausgewerbetreibende, ohne Rücksicht auf die Zahl ihrer Lohnarbeiter.

Unter Hausgewerbetreibenden versteht man solche selbständige Personen, welche in eigenen Werkstätten im Auftrag und für Rechnung anderer Gewerbetreibenden mit der Herstellung oder Bearbeitung gewerblicher Erzeugnisse beschäftigt werden und zwar auch dann, wenn

nière ou travailleraient passagèrement pour leur propre compte.

Art. 172. Le même règlement pourra déterminer jusqu'à quel point des industriels seront tenus des devoirs du patron;

1^o vis-à-vis des artisans de l'industrie domestique travaillant sur leur ordre et pour leur compte, ainsi que vis-à-vis des personnes occupées par ces artisans;

2^o vis-à-vis des personnes occupées dans l'industrie domestique sur leur ordre, mais par des intermédiaires.

Art. 173. Les tantièmes et rémunérations en nature sont assimilés aux salaires et traitements et portés en compte d'après leur valeur moyenne, laquelle, pour les rémunérations en nature, est fixée chaque année par le Gouvernement.

Une occupation pour laquelle il n'est alloué que la gratuité de l'entretien, n'est pas sujette à l'assurance.

Dispense de l'assurance.

Art. 174. Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions une occupation passagère sera dispensée de l'assurance.

Le Gouvernement pourra dispenser de l'assurance des étrangers ne résidant que temporairement dans le Grand-Duché.

Dans ce dernier cas, le patron devra néanmoins la part de cotisation lui incomtant personnellement.

Art. 175. Les fonctionnaires, employés et agents de l'Etat, des communes et des établissements publics et d'utilité publique ne seront pas assujettis à l'assurance, lorsqu'ils auront droit pour eux et leurs survivants à des pensions au moins aussi favorables que celles prévues par la présente loi, ou lorsqu'ils ne feront

sie die Rohstoffe selbst beschaffen oder vorübergehend auf eigene Rechnung arbeiten.

Art. 172. Durch dasselbe Reglement kann bestimmt werden, wieweit Gewerbetreibende die Pflichten der Arbeitgeber zu erfüllen haben für 1. die in ihrem Auftrag und für ihre Rechnung arbeitenden Hausgewerbetreibenden und die von letzteren beschäftigten Personen;

2. die in ihrem Auftrag von Zwischenpersonen hausgewerblich Beschäftigten.

Art. 173. Als Lohn oder Gehalt gelten auch Tantiemen und Naturalsbezüge, und wird für dieselben deren Durchschnittswert in Ansatz gebracht; für die Naturalsbezüge wird letzterer jährlich durch die Regierung festgesetzt.

Eine Beschäftigung, für welche als Entgelt nur freier Unterhalt gewährt wird, ist versicherungsfrei.

Befreiung von der Versicherungspflicht.

Art. 174. Durch ein öffentliches Verwaltungsreglement wird bestimmt, wieweit vorübergehende Dienstleistungen versicherungsfrei bleiben.

Die Regierung kann bestimmen, daß Ausländer, welche sich nur zeitweilig im Lande aufzuhalten, versicherungsfrei sind.

In letzterem Falle zahlt der Arbeitgeber soviel an Beiträgen, wie er sonst aus eigenen Mitteln zahlen müßte.

Art. 175. Versicherungsfrei sind Beamte, Angestellte und Agenten des Staates, der Gemeinden, der öffentlichen und gemeinnützigen Anstalten, wenn ihnen und ihren Hinterbliebenen ein Recht auf Ruhegeld im Mindestbetrage der durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Renten gewährleistet ist oder

que se préparer à leur fonction ou à leur emploi futur.

En cas de cessation de la fonction ou de l'engagement avant la mise à la retraite, l'Etat, les communes ou les établissements publics ou d'utilité publique seront tenus de verser à l'établissement d'assurance, avec les intérêts des intérêts à 4% l'an, tant les cotisations qui auraient été à leur charge que celles qui auraient été dues par les salariés s'il n'y avait pas eu de dispense.

Art. 176. Ne sont pas assujetties à l'assurance les personnes qui, en vertu de la présente loi, jouissent d'une pension d'invalidité ou sont à considérer comme invalides.

Art. 177. Le Gouvernement pourra, à la demande du patron qui occupe au moins 30 employés soumis à l'assurance obligatoire, dispenser de l'assurance les employés, contremaîtres et agents techniques de celui-ci sous la triple condition ci-après:

1^o que les personnes à dispenser aient droit, pour elles-mêmes en cas d'invalidité ou de vieillesse et, en cas de décès, pour leurs survivants, à des prestations au moins aussi favorables que celles prévues par la présente loi ou à un capital équivalent;

2^o que le patron assume l'obligation de faire, en cas de cessation de l'engagement ou de révocation de la dispense, les versements prévus à l'al. 2 de l'art. 175;

3^o que le patron présente une garantie suffisante pour assurer l'exécution de toutes ses obligations.

Si, dans le cas du n° 2, les employés avaient droit à des prestations se rattachant à la dispense, ces prestations seraient à diminuer du montant des versements prévus dans ce numéro.

solange sie lediglich für ihren zukünftigen Beruf ausgebildet werden.

Bei Beendigung der Amts dauer oder des Dienstverhältnisses vor der Pensionierung sind der Staat, die Gemeinden, die öffentlichen und die gemeinnützigen Anstalten verpflichtet, die bei Versicherungszwang sowohl ihrerseits als auch seitens der Interessenten geschuldeten Beiträge mit Zinseszinsen zu 4 p.C. an die Versicherungsanstalt nachzuzahlen.

Art. 176. Versicherungsfrei ist, wer eine kraft gegenwärtigen Gesetzes gewährte Invalidenrente bezieht oder invalide ist.

Art. 177. Auf Antrag des Arbeitgebers, welcher mindestens 30 versicherungspflichtige Beamten beschäftigt, kann die Regierung dessen Beamte, Werkmeister und Techniker von der Versicherungspflicht befreien, unter nachstehender dreifacher Bedingung:

1. den von der Versicherungspflicht zu freien Personen muß, im Falle der Invalidität oder des Alters für sie selbst und, im Todesfalle für ihre Hinterbliebenen ein Recht auf Leistungen im Mindestbetrage der durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Rente, oder auf ein gleichwertiges Kapital gewährleistet sein;

2. der Arbeitgeber muß sich verpflichten, bei Auflösung des Dienstverhältnisses oder bei Zurückziehung der Befreiung, die in Abs. 2 des Art. 175 vorgesehenen Zahlungen zu leisten;

3. der Arbeitgeber muß eine für Erfüllung seiner sämtlichen Verpflichtungen genügende Sicherheit bieten.

Wenn in dem Falle sub 2 die Beamten Recht auf Leistungen haben, die mit der Befreiung zusammenhängen, so sind diese Leistungen um den Betrag der in Nr. 2 vorgesehenen Zahlungen zu kürzen.

Les mesures d'exécution du présent article, notamment celles concernant la gestion de la caisse de retraite et les garanties à fournir, feront l'objet d'un règlement d'administration publique.

Art. 178. Si la dispense est accordée, les biens meubles et immeubles de la société concessionnaire seront grevés du privilège prévu à l'art. 243, al. 4.

Si le Gouvernement juge utile de demander la constitution d'un cautionnement spécial en titres, l'acte de cautionnement sera parfait, et le privilège du gage existera par le simple dépôt des dits titres entre les mains d'un tiers à approuver par le Gouvernement.

Art. 179. La demande en obtention de la dispense sera publiée par le *Mémorial*, et tous les intéressés auront un délai de trente jours francs pour présenter, soit individuellement, soit collectivement, leurs observations.

L'octroi ou le refus de la dispense sera motivé et publié également par le *Mémorial*.

La dispense une fois accordée liera le concessionnaire au profit des tiers, et le Gouvernement ne pourra la révoquer qu'en cas de violation grave des conditions imposées et en suivant la procédure indiquée pour son octroi, sans préjudice de dommages et intérêts, à charge du concessionnaire, suivant le droit commun.

Art. 180. Seront, à leur demande, dispensées de l'assurance:

1^o les personnes qui jouissent ou dont les survivants jouissent de pensions, de traitements de disponibilité, ou d'allocations analogues leur dus par l'Etat, la commune, un établissement public ou d'utilité publique, conformément à l'art. 175, de même que les personnes dispensées en vertu de l'art. 177;

Die Ausführungsbestimmungen gegenwärtigen Artikels, namentlich bezüglich der Leitung der Pensionskasse und der zu leistenden Sicherheiten, bilden Gegenstand eines öffentlichen Verwaltungsreglements.

Art. 178. Wird die Befreiung erteilt, so ist das Eigentum des Arbeitgebers und zwar sowohl dessen Mobilien als auch Immobilien mit dem in Art. 243, Abs. 4 vorgesehenen Privileg belastet.

Hält die Regierung es für angezeigt, eine aus Schuldentiteln bestehende Sonderbürgschaft zu verlangen, so ist durch die einfache Hinterlegung der benannten Schuldentitel zu handen eines durch die Regierung zu genehmigenden Dritten der Bürgschaftsalt erfüllt und das Privileg des Pfandes zu Gunsten der vorbenannten Beteiligten begründet.

Art. 179. Das Befreiungsgesuch wird im „Mémorial“ veröffentlicht, und es steht sämtlichen Beteiligten eine Frist von dreißig Tagen zu, um ihre Einsprüche entweder einzeln oder gemeinsam vorzubringen.

Die Bewilligung oder Ablehnung der Befreiung ist zu begründen und wird im „Mémorial“ veröffentlicht.

Die einmal bewilligte Befreiung bindet den Arbeitgeber Dritten gegenüber und die Regierung kann dieselbe nur im Falle schwerer Verletzung der auferlegten Bedingungen, und unter Einhaltung des obigen Verfahrens zurückziehen, dies alles unbeschadet des nach dem allgemeinen gültigen Rechte gegen die konzessionierte Gesellschaft zuzuerkennenden Schadenersatzes.

Art. 180. Auf ihren Antrag werden von der Versicherungspflicht befreit:

1. Personen, welchen selbst oder deren hinterbliebenen Ruhegeld, Wartegehalt oder ähnliche Bezüge seitens des Staates, der Gemeinde, einer öffentlichen oder gemeinnützigen Anstalt laut Art. 175 bewilligt sind, ebenso wie die auf Grund des Art. 177 befreiten Personen;

2^o celles qui, dans le courant d'une année, ne se livrent à des travaux salariés qu'à des époques déterminées pour une durée de 50 jours au plus et qui, pour le surplus, travaillent sans salaire ou pour leur propre compte, pourvu toutefois qu'elles n'aient pas versé de cotisations pour 675 jours au moins.

Art. 181. Le comité-directeur statuera sur la demande.

La dispense rétroagira au jour où cette demande lui sera parvenue.

Elle prendra fin du jour où l'intéressé y aura renoncé ou que la situation qui l'a motivée sera venue à cesser.

Un règlement d'administration publique pourra édicter des dispositions de détail.

Assurance facultative ou continuée.

Art. 182. Auront la faculté de s'assurer, tant qu'ils n'auront pas dépassé l'âge de 40 ans et pourvu que leur rémunération annuelle normale ne dépasse pas 10.000 fr.:

1^o les employés, contre-maîtres, commis et autres personnes énumérées au no 2 de l'art. 170 lorsque leur rémunération annuelle normale excède dix mille francs;

2^o les chefs d'entreprise qui n'occupent pas régulièrement plus de deux salariés assujettis à l'assurance, ainsi que les artisans de l'industrie domestique;

3^o les personnes qui sont dispensées de l'assurance, comme ne s'occupant que passagèrement, ou qui en sont exclues de droit comme ne tirant de leur occupation que la gratuité de l'entretien;

4^o les professeurs et instituteurs privés;

5^o les domestiques et ouvriers agricoles ou forestiers ainsi que les domestiques de ménage dispensés de l'assurance obligatoire par l'art. 170.

2. wer im Laufe eines Kalenderjahres Lohnarbeit nur in bestimmten Jahreszeiten für nicht mehr als fünfzig Tage übernimmt, im übrigen aber seinen Unterhalt selbstständig erwirbt oder ohne Entgelt tätig ist. Die Befreiung ist nur zulässig, so lange nicht für wenigstens 675 Tage Beiträge entrichtet worden sind.

Art. 181. Über das Gesuch entscheidet der Vorstand.

Die Befreiung wirkt vom Eingang des Antrags an.

Sie hört mit dem Tage auf, an welchem der Beteiligte auf dieselbe verzichtet hat oder ihre Voraussetzungen nicht mehr vorliegen.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement kann hierüber Näheres bestimmen.

Sebst- oder Weiterversicherung.

Art. 182. Zum freiwilligen Eintritt in die Versicherung sind bis zum vollendeten vierzigsten Lebensjahr nachfolgende Personen berechtigt, wenn ihr regelmäßiger Jahresarbeitsverdienst 10.000 Fr. nicht übersteigt:

1. Die in Art. 170 unter 2. aufgezählten Beamten, Werkmeister, Gehülfen und anderen Personen, wenn ihr regelmäßiger Jahresarbeitsverdienst mehr als 10.000 Fr. beträgt;

2. Betriebsunternehmer, die regelmäßig nicht mehr als 2 versicherungspflichtige Lohnarbeiter beschäftigen, sowie Hausgewerbetreibende;

3. Personen, die versicherungsfrei sind, weil sie nur vorübergehend beschäftigt sind oder welche von Rechtswegen von der Versicherung ausgeschlossen sind, weil sie als Entgelt für ihre Beschäftigung nur freien Unterhalt beziehen;

4. Privatlehrer und Erzieher;

5. die land- und forstwirtschaftlichen Dienstboten und Arbeiter, sowie die häuslichen Dienstboten, welche laut Art. 170 von der Pflichtversicherung befreit sind.

Pour cette catégorie d'assurés volontaires les cotisations incombent par parts égales aux patrons et aux assurés.

Art. 183. L'assurance obligatoire ou facultative pourra être continuée malgré la cessation des conditions qui ont créé l'obligation ou la faculté de s'assurer.

Art. 184. Toutes autres conditions ou formalités concernant l'assurance facultative ou continuée seront réservées à un règlement d'administration publique.

Chapitre II. — Objet de l'assurance.

Art. 185. L'assurance a pour objet des pensions d'invalidité ou de vieillesse ainsi que des pensions à accorder aux survivants.

Elle sera réalisée, avec le concours des administrations, des autorités ou fonctionnaires que la présente loi ou les règlements désigneront, par un établissement d'utilité publique dont le siège sera à Luxembourg et qui portera la dénomination „Etablissement d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse”.

Art. 186. Sera considéré comme étant atteint d'invalidité celui qui, par suite de maladie ou d'infirmités, ne sera plus en état de gagner, moyennant une occupation appropriée à ses forces et à ses aptitudes et répondant, dans une mesure convenable, à son instruction et à sa profession, le tiers de ce que des personnes de sa condition, saines de corps et d'esprit, ayant reçu une instruction analogue et occupées dans la même région, gagnent d'ordinaire par leur travail.

Art. 187. Aura droit à la pension d'invalidité, sans égard à l'âge, tout assuré luxembourgeois atteint d'invalidité permanente et qui fournira la preuve qu'il a exercé, dans le Grand-Duché, professionnellement, pendant 1350 jours au moins, une occupation soumise à l'assurance.

Für diese freiwillig Versicherten gehen die Beiträge zu gleichen Teilen zu Lasten der Arbeitgeber und der Versicherten.

Art. 183. Die Pflichtversicherung und die freiwillige Versicherung können weitergeführt werden, auch nach Erlöschen der Bedingungen, aus denen die Pflicht oder das Recht auf Versicherung sich ergaben.

Art. 184. Ein öffentliches Verwaltungsregiment wird alle anderen Bestimmungen und Bedingungen der Selbst- oder Weiter-Versicherung vorschreiben.

Kapitel II. — Gegenstand der Versicherung.

Art. 185. Die Versicherung hat zum Gegenstand, Renten im Invaliditäts- und Altersfalle, sowie Rente an die Hinterbliebenen.

Träger der Versicherung ist, unter Mitwirkung der in diesem Gesetze oder in den Ausführungsbestimmungen bezeichneten Verwaltungen, Behörden und Beamten, eine gemeinnützige Anstalt, deren Sitz zu Luxemburg ist und welche die Bezeichnung „Invaliden- und Altersversicherungsanstalt“ erhält.

Art. 186. Als invalide gilt, wer infolge von Krankheit oder Gebrechen nicht im Stande ist durch eine Tätigkeit, die seinen Kräften und Fähigkeiten entspricht und ihm unter billiger Berücksichtigung seiner Ausbildung und seines bisherigen Berufs zugemutet werden kann, ein Drittel dessen zu erwerben, was körperlich und geistig gesunde Personen derselben Art mit ähnlicher Ausbildung in derselben Gegend durch Arbeit zu verdienen pflegen.

Art. 187. Invalidenrente erhält ohne Rücksicht auf das Lebensalter der versicherte Luxemburger, welcher dauernd invalide ist und den Nachweis erbringt, daß er mindestens während 1350 Tagen berufsmäßig im Großherzogtum eine versicherungspflichtige Beschäftigung ausgeübt hat.

Aura droit à la pension de vieillesse, tout assuré luxembourgeois, âgé de soixante-cinq ans, qui prouvera qu'il a exercé, dans le Grand-Duché, professionnellement, pendant 2700 jours au moins, une occupation soumise à l'assurance.

Pour les étrangers, le nombre des journées est fixée à 2700, pour la pension d'invalidité comme pour celle de vieillesse.

Art. 188. Le Gouvernement pourra toutefois suspendre la disposition du dernier alinéa de l'article précédent, au profit de certains territoires limitrophes du Grand-Duché, ou de sujets d'Etats étrangers dont la législation accorde aux ouvriers luxembourgeois, en cas d'invalidité ou de vieillesse, des avantages équivalant à ceux de la présente loi, en dérogeant au besoin aux lois existantes.

Art. 189. L'assuré qui, sans être atteint d'une invalidité permanente, aura été invalide, pendant une durée ininterrompue de vingt-six semaines, aura droit également, pour la période ultérieure de son invalidité, à une pension d'invalidité, qui prendra cours du lendemain de l'expiration des 26 semaines.

Droits des survivants.

Art. 190. Les survivants n'ont droit aux prestations prévues en leur faveur que si le défunt a rempli au moment de son décès la condition du nombre de jours prescrits par les dispositions légales ou réglementaires et si cette condition n'est pas venue à défaillir.

Art. 191. Aura droit à une rente de veuvé:

1^o la veuve d'un assuré atteinte d'invalidité dans le sens des art. 186 et 189;

2^o la veuve même valide, lorsqu'elle a à sa charge trois enfants au-dessous de 18 ans;

3^o la veuve âgée de 55 ans.

Altersrente erhält der Versicherte Luxemburger Nationalität, welcher das fünfundsechzigste Lebensjahr zurückgelegt hat und den Nachweis erbringt, daß er mindestens während 2700 Tagen berufsmäßig im Großherzogtum eine versicherungspflichtige Beschäftigung ausgeübt hat.

Ausländer müssen sowohl für die Invaliden- als für die Altersrente 2700 Tage nachweisen.

Art. 188. Durch Verfügung der Regierung kann die Bestimmung des letzten Absatzes des vorstehenden Artikels für bestimmte Grenzgebiete oder für die Angehörigen solcher auswärtiger Staaten, durch deren Gesetzgebung Luxemburgischen Arbeitern eine entsprechende Fürsorge für den Fall der Invalidität oder des Alters gewährleistet ist, außer Kraft gesetzt werden. Anlässlich dieser Abkommen kann die Regierung, nötigenfalls von den bestehenden Gesetzen abweichen.

Art. 189. Invalidenrente erhält auch der Versicherte, der nicht dauernd invalide ist, aber während sechzehnzwanzig Wochen ununterbrochen invalide gewesen ist, für die weitere Dauer der Invalidität. Diese Rente beginnt mit dem ersten Tage nach Ablauf der 26 Wochen.

Ansprüche der Hinterbliebenen.

Art. 190. Die Hinterbliebenen haben Anspruch auf die zu ihren Gunsten vorgesehenen Leistungen nur dann, wenn der Versicherte bei seinem Ableben die in den gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen vorgeschriebenen Bedingungen hinsichtlich der Arbeitstage erfüllt hatte und die Anwartschaft nicht erloschen ist.

Art. 191. Ansrecht auf Witwenrente hat:

1. die selbst mit Invalidität im Sinne der Art. 186 und 189 behaftete Witwe eines Versicherten;

2. die nicht-invalide Witwe, welche für 3 weniger als 18 Jahre alte Kinder zu sorgen hat;

3. die 55jährige Witwe.

Art. 192. La rente d'orphelin est accordée, après la mort du père assuré, à ses enfants légitimes âgés de moins de 16 ans, et après la mort d'une assurée, à ses enfants naturels ou orphelins de père et âgés de moins de 16 ans.

Art. 193. Si le défunt laisse des petits-enfants âgés de moins de 16 ans, ceux-ci ont droit à la rente d'orphelin jusqu'à cessation de l'état d'indigence et à condition que le défunt ait pourvu à leur entretien d'une façon appréciable.

Art. 194. Les dispositions concernant les pensions de veuve et d'orphelin sont également applicables au profit du veuf et des enfants d'une femme qui, en raison de l'incapacité de travail de son mari, a pourvu en tout ou en majeure partie, à la subsistance de la famille.

La pension est encore accordée aux orphelins d'une assurée dont le mari a abandonné sa femme sans s'occuper de son entretien.

Les pensions d'orphelins sont dues nonobstant la circonstance que le mariage de leurs parents était dissous antérieurement au décès de l'assuré.

Art. 195. -Les droits des survivants sont également ouverts en cas d'absence de l'assuré. Il est réputé absent, lorsqu'on n'a pas eu, à son sujet, des nouvelles dignes de foi pendant une année et que les circonstances rendent probable son décès. L'établissement d'assurance peut exiger des survivants l'affirmation sous serment qu'ils n'ont pas reçu d'autres nouvelles de la personne absente que celles qu'ils ont fait connaître à l'établissement d'assurance.

L'établissement d'assurance fixera, d'après une appréciation équitable, le jour de la mort de l'absent.

Art. 196. Les droits des survivants d'un étranger qui au moment de son décès, n'avaient pas leur résidence habituelle dans le pays, sont réduits de moitié.

Art. 192. Waisenrente wird gewährt, nach dem Ableben des versicherten Vaters, seinen weniger als 16 Jahre alten ehelichen Kindern und, beim Ableben einer weiblichen Versicherten, deren unehelichen oder vaterlosen Kindern unter 16 Jahren.

Art. 193. Hinterläßt der Verstorbene Enkelkinder unter 16 Jahren, so haben dieselben Anspruch auf Waisenrente, solange sie als dürftig zu betrachten sind und insofern der Verstorbene in nennenswerter Weise für ihren Unterhalt gesorgt hat.

Art. 194. Die Bestimmungen über Witwen- und Waisenrenten finden auch Anwendung zu Gunsten des Witwers und der Kinder einer Frau, welche aus Anlaß der Erwerbsunfähigkeit des Ehegatten, ganz oder überwiegend den Unterhalt der Familie bestritten hat.

Rente wird auch den Waisen einer Versicherten gewährt, deren Gatte die Frau verlassen hat, ohne sich um deren Unterhalt zu kümmern.

Die Waisenrenten sind geschuldet unabhängig von der vor dem Ableben des Versicherten erfolgten Scheidung.

Art 195. Die Rechte der Hinterbliebenen werden auch durch die Abwesenheit des Versicherten fällig. Er wird als abwesend angesehen, wenn man seit einem Jahre keine glaubwürdigen Nachrichten über seinen Verbleib erhalten hat und der Tod, den Umständen nach, als wahrscheinlich angesehen werden kann.

Die Versicherungsanstalt kann von den Hinterbliebenen die eidliche Erklärung verlangen, daß sie von dem Abwesenden keine anderen Nachrichten haben als diejenigen, welche sie der Versicherungsanstalt bekanntgegeben haben.

Die Versicherungsanstalt bestimmt, nach billigem Ermessens den Todestag des Abwesenden.

Art. 196. Die Rechte der Hinterbliebenen eines Ausländer, welche zur Zeit seines Ablebens ihren Wohnsitz nicht im Lande hatten, werden auf die Hälfte herabgesetzt.

Le Gouvernement pourra suspendre cette disposition dans les termes de l'art. 226.

Computation des journées de travail.

Art. 197. Seront comptées comme journées de travail, dans le sens de l'art. 187, sans que des cotisations aient été payées, les semaines entières de maladie, dûment certifiées, ayant entraîné une incapacité passagère de continuer l'exercice de la profession faisant l'objet de l'assurance, si avant la maladie, cette profession n'a pas été exercée à titre purement temporaire.

Ne produira toutefois pas le même effet la maladie que l'assuré s'est attirée, ou intentionnellement ou par ivrognerie, ou par participation et provocation coupables à des rixes, ou lors de la perpétration d'un crime ou d'un délit constatés par une sentence pénale.

Si la maladie dure sans interruption au delà d'une année, la période qui excède l'année, n'entrera pareillement pas en ligne de compte.

La convalescence qui suit la maladie, sera assimilée à celle-ci.

Il en sera de même des couches d'un cours normal, pour la durée de l'incapacité de travail qui en résulte, sans que toutefois celle-ci puisse dépasser six semaines, à dater de la délivrance.

Art. 198. L'existence d'une maladie sera suffisamment justifiée par un certificat de la direction de l'une des caisses de secours prévues par l'art. 25.

Pour la période toutefois dont la maladie dépassera la durée des secours à fournir par les prédictes caisses, ainsi que pour les personnes qui ne seront pas affiliées à une de ces caisses, le certificat émanera de l'autorité communale.

Les directions des caisses seront tenues de délivrer d'office ces certificats aux assurés, dès la cessation des secours, pendant la période

Die Regierung kann gemäß Art. 226 diese Bestimmung außer Kraft setzen.

Anrechnung der Arbeitstage.

Art. 197. Als Arbeitstage im Sinne des Art. 187 werden, ohne daß Beiträge gezahlt worden sind, diejenigen vollen Krankheitswochen in Anrechnung gebracht, während deren der Versicherte wegen bescheinigter, mit zeitweiser Erwerbsunfähigkeit verbundener Krankheit, an der Fortsetzung seiner Berufstätigkeit verhindert gewesen ist.

Diese Anrechnung erfolgt jedoch nur bei solchen Personen, welche vor der Krankheit diese Berufstätigkeit nicht lediglich vorübergehend aufgenommen haben.

Nicht angerechnet wird eine Krankheit, die sich der Versicherte vorsätzlich oder bei Begehung eines durch strafgerichtliches Urteil festgestellten Verbrechens oder durch schuldhafte probatorische Beteiligung bei Schlägereien oder Raufhändeln oder durch Trunkfälligkeit zugezogen hat.

Bei Krankheiten, welche unterbrochen über ein Jahr währen, wird die weitere Dauer nicht angerechnet.

Die an eine Krankheit sich anschließende Genesungszeit wird der Krankheit gleichgeachtet.

Dasselbe gilt von einem regelmäßig verlaufenen Wochenbett für die Dauer der dadurch veranlaßten Erwerbsunfähigkeit, aber höchstens für 6 Wochen nach der Zeit der Niederkunft.

Art. 198. Zum Nachweis einer Krankheit genügt die Bescheinigung des Vorstandes einer der im Art. 25 aufgezählten Krankenkassen.

Für diejenige Zeit, welche über die Dauer der Krankenfürsorge hinausreicht, sowie für diejenigen Personen, welche einer derartigen Kasse nicht angehören, wird die Bescheinigung von der Gemeindebehörde ausgestellt.

Die Kassenvorstände sind verpflichtet, den Versicherten diese Bescheinigungen sofort nach Beendigung der Krankenunterstützung oder

de convalescence, sous peine d'une amende d'ordre de 100 fr., au maximum, que l'autorité de surveillance pourra leur infliger.

Pour les personnes occupées dans les exploitations de l'Etat, les certificats pourront être délivrés par les chefs de ces entreprises et, dans ce cas, l'autorité de surveillance dispensera les caisses de l'obligation de les délivrer.

Art. 199. Dans les cas suivants, la période pendant laquelle l'assuré jouissait d'une pension d'invalidité, lui sera comptée comme période de maladie dûment certifiée;

1^o si la pension d'invalidité, après qu'elle avait été retirée, est accordée à nouveau;

2^o si une pension d'invalidité permanente remplace une pension d'invalidité temporaire;

3^o si une pension de vieillesse est accordée.

Art. 200. La condition du nombre de jours requise par l'art. 187 viendra à défaillir si, pendant une période de deux années consécutives, il n'a pas été versé des cotisations pour quatre-vingts jours au moins, malgré une invitation adressée à l'assuré par l'établissement d'assurance.

Elle existera de nouveau, du moment où l'assuré justifiera d'une nouvelle période de 1350 jours de travail exempt de l'interruption prévue à l'alinéa précédent, et, dans ces cas, les jours antérieurs à celle-ci compteront pour l'établissement du montant de la pension, comme s'il n'y avait pas eu d'interruption.

Art. 201. Compteront comme journées de cotisation dans le sens de l'al. 1^{er} de l'article précédent, non seulement les journées de maladie dûment certifiées, mais encore les journées pendant lesquelles l'intéressé, sans se livrer à une occupation soumise à l'assurance, aura reçu, soit une pension d'accident pour

der Fürsorge während der Genesungszeit von Amts wegen auszustellen und können hierzu von der Aufsichtsbehörde durch Geldstrafe bis zu einhundert Franken angehalten werden.

Für die in Staatsbetrieben beschäftigten Personen können diese Bescheinigungen vom Betriebsvorstand ausgestellt werden. In diesem Falle werden die Kosten seitens der Aufsichtsbehörde von der Ausstellung der Bescheinigungen befreit.

Art. 199. Die Zeit, während welcher der Versicherte eine Invalidenrente bezog, wird als bescheinigte Krankheit in folgenden Fällen angerechnet:

1. wenn eine entzogene Invalidenrente aufs neue bewilligt wird;

2. wenn eine dauernde Invalidenrente an Stelle einer vorübergehenden Rente tritt;

3. wenn eine Altersrente bewilligt wird.

Art. 200. Die im Art. 187 begründete Antwortschafft erlischt, wenn nicht während zweier aufeinanderfolgenden Jahren Beiträge für wenigstens 80 Tage entrichtet worden sind, trotz Aufforderung des Versicherten seitens der Versicherungsanstalt.

Sie lebt wieder auf, sobald der Versicherte nachweist, daß er eine neue Wartezeit von 1350 Tagen, ohne die im ersten Absatz erwähnte Unterbrechung, zurückgelegt hat; in diesem Falle werden die vor der Unterbrechung zurückgelegten Arbeitstage bei Festsetzung der Rente in Rechnung gebracht, wie wenn keine Unterbrechung stattgefunden hätte.

Art. 201. Den Beitragstagen im Sinne des ersten Absatzes des vorstehende Artikels stehen gleich nicht nur die gehörig bescheinigten Krankheitstage, sondern auch die Tage, während denen der Unwärter, ohne eine versicherte Tätigkeit auszuüben, eine Unfallrente für eine Verminderung der Erwerbsfähigkeit um min-

une réduction de 20 % au moins de sa capacité de travail, soit une pension d'invalidité ou de vieillesse en vertu de l'al. 1^{er} de l'art. 236.

Calcul des pensions.

Art. 202. Les pensions d'invalidité et de vieillesse se composent chacune d'une pension fondamentale et, éventuellement, de majorations de pension.

Art. 203. La pension fondamentale qui correspond, d'un côté, à un salaire ou traitement annuel moyen de 500 fr. au maximum, et, de l'autre, à 1350 jours de travail, est fixée à 360 fr.

Cette pension est susceptible de majorations:

1^o du chef d'un salaire ou traitement moyen supérieur à 500 fr.;

2^o du chef d'un nombre de journées de travail supérieur à 1350.

Art. 204. Les majorations du chef d'une rémunération moyenne supérieure à 500 fr., donnent les chiffres de pension indiqués par le tableau ci-après:

Echelon	Montant du salaire annuel moyen	Rentes fondamentales
1	501— 600	361.20
2	601— 700	363.00
3	701— 800	365.40
4	801— 900	368.40
5	901—1000	372.00
6	1001—1100	376.20
7	1101—1200	381.00
8	1201—1300	386.40
9	1301—1400	392.40
10	1401—1500	399.00
11	1501—1600	406.20
12	1601—1700	414.00
13	1701—1800	422.40
14	1801—1900	431.40
15	1901—2000	441.00
16	2001—2100	451.20
17	2101—2200	462.00
18	2201—2300	473.40
19	2301—2400	485.40
20	2401—2500	498.00

destens 20 p.Ct. oder eine auf Grund des ersten Absatzes des Art. 236 gewährte Invaliden- oder Altersrente bezog.

Berechnung der Renten.

Art. 202. Die Invaliditäts- und Altersrenten bestehen je aus einer Grundrente und, gegebenenfalls, Rentensteigerungen.

Art. 203. Die Grundrente, die einerseits einem Durchschnittsjahreslohn oder Gehalt von höchstens 500 Fr. und andererseits 1350 Arbeitstage entspricht, beträgt 360 Fr.

Diese Rente wird gesteigert:

1. Wenn der Durchschnittslohn oder das Durchschnittsgehalt 500 Fr. übersteigt.

2. Wenn die Zahl der Arbeitstage höher ist als 1350.

Art. 204. Weist der Versicherte nach, daß sein durchschnittlicher Jahresarbeitsverdienst fünfhundert Franken überstieg, so beträgt die Grundrente:

Stufe	Durchschnittlicher Jahresarbeitsverdienst	Grundrente
1	501— 600	361.20
2	601— 700	363.00
3	701— 800	365.40
4	801— 900	368.40
5	901—1000	372.00
6	1001—1100	376.20
7	1101—1200	381.00
8	1201—1300	386.40
9	1301—1400	392.40
10	1401—1500	399.00
11	1501—1600	406.20
12	1601—1700	414.00
13	1701—1800	422.40
14	1801—1900	431.40
15	1901—2000	441.00
16	2001—2100	451.20
17	2101—2200	462.00
18	2201—2300	473.40
19	2301—2400	485.40
20	2401—2500	498.00

Echelon	Montant du salaire annuel moyen	Rentes fondamentales	Stufe	Durchschnittlicher Jahresarbeitsverdienst	Grundrente
21	2501—2600	511.20	21	2501—2600	511.20
22	2601—2700	525.00	22	2601—2700	525.00
23	2701—2800	539.40	23	2701—2800	539.40
24	2801—2900	554.40	24	2801—2900	554.40
25	2901—3000	570.00	25	2901—3000	570.00
26	3001—3100	586.20	26	3001—3100	586.20
27	3101—3200	603.00	27	3101—3200	603.00
28	3201—3300	620.40	28	3201—3300	620.40
29	3301—3400	638.40	29	3301—3400	638.40
30	3401—3500	657.00	30	3401—3500	657.00
31	3501—3600	676.20	31	3501—3600	676.20
32	3601—3700	696.00	32	3601—3700	696.00
33	3701—3800	716.40	33	3701—3800	716.40
34	3801—3900	737.40	34	3801—3900	737.40
35	3901—4000	759.00	35	3901—4000	759.00
36	4001—4100	781.20	36	4001—4100	781.20
37	4101—4200	804.00	37	4101—4200	804.00
38	4201—4300	827.40	38	4201—4300	827.40
39	4301—4400	851.40	39	4301—4400	851.40
40	4401—4500	876.00	40	4401—4500	876.00

etc.

usw.

Art. 205. Les majorations du chef d'un nombre de journées de travail supérieur à 1350, se traduisent par un supplément de pension de 32 centimes, s'il s'agit d'une pension d'invalidité, et de 16 centimes, s'il s'agit d'une pension de vieillesse à raison de chaque période de six journées dûment justifiées.

Compteront pour ces majorations les périodes de maladie ou d'invalidité prévues aux art. 197 et 199.

Art. 206. La rente de veuve ou de veuf s'élève aux cinq dixièmes, la rente d'orphelin aux deux dixièmes de la pension d'invalidité que le soutien de la famille touchait à sa mort, ou qu'il aurait touchée en cas d'invalidité, sans que cependant l'ensemble des pensions des survivants puisse dépasser le montant de la pension d'invalidité dont le défunt jouissait au moment de sa mort, ou dont il aurait joui en cas d'invalidité.

Si le total des pensions des survivants dé-

Art. 205. Weist der Versicherte mehr als 1350 Arbeitstage nach, so tritt für jede über 1350 Tage hinausgehende nachgewiesene Arbeitsperiode von sechs Tagen eine Rentensteigerung ein, und zwar von 32 Centimes bei der Invalidenrente, von 16 Centimes bei der Altersrente.

Für diese Steigerungen zählen auch die in Art. 197 und 199 vorgesehenen Krankheits- und Invaliditätszeiten.

Art. 206 Die Witwen- oder Witwerrente beträgt fünf Zehntel, die Waisenrente zwei Zehntel der Invaliditätsrente, welche das Familienoberhaupt zur Zeit seines Todes bezog oder im Invaliditätsfalle bezogen hätte, ohne daß jedoch der Gesamtbetrag der hinterbliebenenrenten höher sein darf als die Invaliditätsrente, welche der Verstorbene zur Zeit des Ablebens bezog oder im Invaliditätsfalle bezogen hätte.

Falls der Gesamtbetrag der hinterblie-

passe cette limite, elles seront réduites proportionnellement. Les petits-enfants n'ont droit à la pension que pour autant que la limite ci-dessus fixée n'est pas atteinte par les pensions des orphelins.

Art. 207. L'établissement d'assurance prendra les mesures nécessaires pour la conservation des certificats lui confiés par les assurés, et dont l'objet sera d'établir le montant du salaire ou la durée de l'occupation.

L'établissement d'assurance édictera les règles à suivre sur ce point.

Art. 208. Les pensions sont payées mensuellement par anticipation, les centimes étant arrondis en haut, en chiffres formant le multiple de cinq le plus rapproché du chiffre réel.

Art. 209. La mensualité payée ne pourra être répétée pour autant qu'elle est afférente au mois pendant lequel il s'est produit un fait donnant lieu à suppression ou suspension de la pension.

Art. 210. La pension d'invalidité court du premier jour de l'invalidité.

Les rentes des survivants courent du jour de la mort de l'assuré; si la veuve n'était pas encore invalide à cette époque, le point de départ de sa rente est déterminé comme à l'alinéa précédent.

Si la date de l'origine de l'invalidité ne peut être établie, elle est censée être celle du jour où la demande en obtention de la pension est parvenue à l'autorité compétente.

La pension de vieillesse court du premier jour de la soixante-sixième année de l'assuré.

Aucune des rentes ne sera allouée pour une période antérieure de plus d'une année à la réception de la demande.

Un règlement d'administration publique pourra, pour certaines professions très dures et malsaines, réduire l'âge à partir duquel l'assuré

benenrenten diese Grenze übersteigt, werden sie verhältnismäßig herabgesetzt. Enkel haben Anspruch auf Rente nur insofern als obige Grenze durch die Waisenrenten nicht erreicht wird.

Art. 207. Die Versicherungsanstalt muß die nötigen Vorbereitungen treffen zur Aufbewahrung der ihr von den Versicherten anvertrauten Zeugnisse betreffend die Höhe des Lohnes oder die Dauer der Beschäftigung.

Die Versicherungsanstalt erläßt hierzu die näheren Bestimmungen.

Art. 208. Die Renten sind in monatlichen Teilstücken im voraus zu zahlen und auf volle fünf Centimes nach oben aufzurunden.

Art. 209. Für denjenigen Kalendermonat, in welchem die den Wegfall oder das Ruhen des Rentenanspruchs bewirkende Tatsache eintritt, ist der gezahlte Monatsbetrag der Rente zu belassen.

Art. 210. Die Invalidenrente beginnt mit dem Tage des Auftretens der Invalidität.

Die Hinterbliebenenrenten beginnen mit dem Todestage des Versicherten; war die Witwe zu dieser Zeit noch nicht invalide, so bestimmt sich der Rentenbeginn nach dem vorhergehenden Absatz.

Als Zeitpunkt für das Auftreten der Invalidität gilt, sofern nicht ein anderer Tag festgestellt werden kann, der Tag, an dem der Antrag auf Bewilligung der Rente bei der zuständigen Behörde eingegangen ist.

Die Altersrente beginnt mit dem ersten Tage des sechszigsten Lebensjahrs des Versicherten.

Keine Rente wird gewährt für Zeiten, welche länger als ein Jahr vor Eingang des Gesuches zurückliegen.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement kann für bestimmte, sehr schwere und gesundheitsschädliche Berufe, die Altersgrenze für den Bezug der Altersrente herabsetzen bei gleich-

aura droit à une rente-vieillesse, sauf à fixer également le montant des cotisations afférentes.

Art. 211. Ont droit par ordre de préférence aux montants échus mais non touchés au décès du pensionnaire, l'époux, les enfants, le père, la mère, les frères et les soeurs qui vivaient en commun avec le bénéficiaire.

Si une demande en obtention d'une pension ou d'une allocation en capital était parvenue à l'autorité compétente du vivant d'un ayant droit décédé depuis, l'instruction sera continuée et le montant échu au jour du décès sera liquidé au profit des personnes énumérées à l'al. 1^{er} dans l'ordre indiqué.

Art. 212. L'assuré ou la veuve qui a intentionnellement causé l'invalidité sera déchu de tout droit à la pension.

Celle-ci pourra être refusée pour le tout ou pour partie, si l'assuré ou la veuve s'est attiré l'invalidité dans l'accomplissement d'un crime ou d'un délit intentionnel constatés par une sentence pénale.

Elle pourra, dans ce dernier cas être dévolue, pour le tout ou pour partie, à la famille du bénéficiaire déchu, lorsque celle-ci habite le Grand-Duché et a été entretenue, jusqu'ici, d'une façon appréciable par le salaire de l'assuré ou de la veuve.

Les survivants qui ont intentionnellement provoqué la mort de l'assuré n'ont pas droit aux prestations de l'assurance.

Art. 213. Les statuts de l'établissement pourront l'autoriser à placer le bénéficiaire d'une pension à sa demande, dans une maison pour invalides, un orphelinat, ou un autre établissement analogue.

Les frais occasionnés par cette mesure seront à charge de l'établissement d'assurance.

Elle comportera, de la part de celui qui en est l'objet, renonciation à la pension, pour un

zeitiger Festsetzung der entsprechenden Beiträge.

Art. 211. Zur Erhebung der beim Ableben eines Rentenempfängers erfallenen, aber nicht eingelösten Rentenbeträge sind nacheinander in nachstehender Reihenfolge, die mit dem Titular zusammenlebenden Ehegatten, Kinder, Vater, Mutter, Brüder und Schwestern ermächtigt.

Stirbt ein Berechtigter, dessen Antrag auf Rente oder Kapitalabfindung zu seinen Lebzeiten bei der zuständigen Behörde eingegangen war, so wird das Verfahren fortgesetzt und der bis zum Todestage erfallene Betrag zu Gunsten der in Absatz 1 aufgezählten Personen in derselben Reihenfolge angewiesen.

Art. 212. Der Versicherte oder die Witwe, welche die Invalidität vorsätzlich herbeigeführt haben, verlieren jeden Anspruch auf Rente.

Die Gewährung der Rente kann ganz oder teilweise versagt werden, wenn der Versicherte oder die Witwe die Invalidität bei Begehung eines durch strafgerichtliches Urteil festgestellten Verbrechens oder vorsätzlichen Vergehens sich zugezogen hat.

In Fällen der letzteren Art kann die Rente, sofern der Berechtigte eine im Grilande wohnende Familie besitzt, deren Unterhalt er bisher in nennenswerter Weise aus seinem Arbeitsverdienste bestritten hat, ganz oder teilweise der Familie überwiesen werden.

Hinterbliebene, welche vorsätzlich den Tod des Versicherten herbeigeführt haben, sind von den Leistungen der Versicherung ausgeschlossen.

Art. 213. Auf Grund statutarischer Bestimmung kann die Versicherungsanstalt einen Rentenempfänger auf seinen Antrag in ein Invalidenheim, ein Waisenhaus oder eine ähnliche Anstalt unterbringen und zwar auf Kosten der Versicherungsanstalt.

Durch diese Unterbringung geht der Rentenempfänger auf ein Vierteljahr und wenn er nicht mindestens einen Monat vor Ablauf des

trimestre, et cette renonciation se continuera, de trimestre en trimestre, à moins que l'assuré ou l'établissement d'assurance ne manifestent une intention contraire, un mois au moins avant la fin d'un trimestre.

Les asiles d'invalides, orphelinats et autres établissements semblables sont assimilés aux établissements de bienfaisance par rapport à la disposition de l'al. 2 de l'art. 13 de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours.

Art. 214. Le bénéficiaire étranger qui cessa de résider dans le Grand-Duché, pourra être désintéressé par le paiement d'une somme égale au triple de la pension annuelle, sauf au Gouvernement à suspendre l'application de cette disposition conformément à l'art. 188.

Malgré cette suspension édictée par le Gouvernement, l'étranger pourra être désintéressé de la manière susdite sur sa demande ou de son consentement.

Art. 215. Si un assuré pour lequel il a été payé des cotisations pour 1350 et resp. 2700 journées de travail, décède avant d'être pourvu d'une pension d'invalidité ou de vieillesse, il sera alloué, outre la pension de veuve ou d'orphelin, une indemnité funéraire s'élevant au quinzième de la rémunération annuelle, sans que cette indemnité puisse dépasser 400 fr. ni être inférieure à 200 fr.

Art. 216. La veuve perd son droit au secours si elle ne l'a pas fait valoir dans l'année qui suit le décès du mari.

Traitemenit curatif.

Art. 217. L'établissement d'assurance est autorisé à faire intervenir un traitement curatif, lorsqu'il y a lieu d'admettre que ce traitement pourra, soit conjurer une incapacité de travail que l'état de l'assuré, de la veuve ou du veuf

Vierteljahrs die Absicht auf Einstellung der Anstaltsfürsorge kundgibt, jedesmal auf ein weiteres Vierteljahr seiner Rente verlustig.

Die Invaliden- und Waisenhäuser und andere ähnliche Anstalten werden hinsichtlich der Bestimmung des 2. Absatzes des Art. 13 des Gesetzes vom 28. Mai 1897 über den Unterstützungswohnsitz den Wohltätigkeitsanstalten gleichgestellt.

Art. 214. Ist der Berechtigte ein Ausländer, so kann er, falls er seinen Wohnsitz im Großherzogtum aufgibt, mit dem dreifachen Betrage der Jahresrente abgefunden werden. Durch Beschluß der Regierung kann diese Bestimmung gemäß Art. 188 außer Kraft gesetzt werden.

Unbeschadet der von der Regierung angeordneten Außerkraftsetzung, kann der Ausländer auf seinen Antrag und mit seiner Zustimmung auf vorerwähnte Art abgefunden werden.

Art. 215. Stirbt ein Versicherter, für den Beiträge für 1350 bezw. 2700 Arbeitstage entrichtet sind, ohne im Gemüß einer Invaliditäts- oder Altersrente gewesen zu sein, so wird, außer der Witwen- und Waisenrente ein Sterbegeld gewährt in der Höhe des fünfzehnten Teiles des Jahresverdienstes, ohne jedoch 400 Fr. übersteigen, noch weniger als 200 Fr. betragen zu dürfen.

Art. 216. Die Witwe geht ihres Anspruches auf Unterstützung verlustig, wenn sie denselben nicht binnen Jahresfrist, vom Tode des Mannes an, angemeldet hat.

Heilverfahren.

Art. 217. Die Versicherungsanstalt kann ein Heilverfahren einleiten, wenn dieselbe zu der Annahme berechtigt ist, daß diese Behandlung entweder eine drohende Invalidität des Versicherten, der Witwe, des Witwers oder der

et des orphelins fait relouter, soit lui faire récupérer la capacité de travail qu'il a perdue.

Il pourra réaliser ce traitement par le placement du malade dans un hôpital ou dans un établissement pour convalescents.

Si le malade est marié, ou s'il a son propre ménage, ou s'il vit en ménage avec ses parents, son consentement sera nécessaire.

Mais ce consentement ne sera pas requis, lorsque la nature de la maladie commande un traitement ou des soins qui ne pourront lui être donnés dans sa famille, ou lorsque la maladie est contagieuse, ou lorsque le malade aura méconnu itérativement les prescriptions médicales, ou lorsque son état ou son traitement exigent une observation continue.

Art. 218. Si un affilié à l'une des caisses de maladie prévues par l'art. 25 est l'objet du traitement, les droits de l'assuré, de la veuve ou du veuf contre cette caisse passeront à l'établissement d'assurance, en ce sens que la caisse devra indemniser l'établissement d'assurance jusqu'à concurrence du secours pécuniaire qu'elle devait à l'assuré.

Art. 219. Pendant toute la durée du traitement curatif dans un hôpital ou dans un établissement pour convalescents, les membres de la famille de l'assuré, de la veuve ou du veuf auront droit à des secours, si, jusqu'au début du traitement, ils avaient été entretenus d'une façon appréciable par le salaire de l'assuré.

Ces secours consisteront dans le quart du salaire quotidien prévu par l'art. 7, si, au moment de l'intervention de l'établissement d'assurance, l'assuré avait encore droit à une assistance en vertu de la prédicta loi, sinon ils seront du quart du salaire quotidien des manouvriers ordinaires de la localité où l'assuré a été occupé en dernier lieu.

Waissen abwenden oder deren verlorene Erwerbsfähigkeit wiederherstellen kann.

Die Versicherungsanstalt kann zu diesem Zweck den Erkrankten in einem Krankenhaus oder in einer Anstalt für Genesende unterbringen.

Ist der Erkrankte verheiratet oder hat er einen eigenen Haushalt oder ist er Mitglied des Haushalts seiner Familie, so bedarf es seiner Zustimmung.

Dieser Zustimmung bedarf es nicht, wenn die Art der Krankheit eine Behandlung oder Pflege verlangt, die in seiner Familie nicht möglich ist, oder die Krankheit ansteckend ist, oder wenn er wiederholt den Anordnungen des behandelnden Arztes zuwidergehandelt hat, oder sein Zustand oder Verhalten fortgesetzte Beobachtung erfordert.

Art. 218. Tritt das Heilverfahren bei einem Mitglied einer der in Art. 25 vorgesehene n Krankenkassen ein, so gehen die Ansprüche des Versicherten, der Witwe oder des Witwers an diese Kasse auf die Versicherungsanstalt über, insofern als die Krankenkasse die Versicherungsanstalt schadlos zu halten hat bis zum Betrage des ihrerseits dem Versicherten geschuldeten Krankengeldes.

Art. 219. Angehörige des Versicherten, der Witwe oder des Witwers, deren Unterhalt er bisher in nennenswerter Weise aus seinem Arbeitsverdienste bestritten hat, erhalten während des Heilverfahrens in einem Krankenhaus oder in einer Anstalt für Genesende ein Hausgeld.

Dieses Hausgeld beträgt ein Viertel des für den Ort seiner letzten Beschäftigung maßgebenden Tagelohnes gewöhnlicher Handarbeiter. Unterlag jedoch der Erkrankte bis zum Eingreifen der Versicherungsanstalt der gesetzlichen Krankenfürsorge, so beläuft sich die Unterstützung auf den vierten Teil des in Art. 7 vorgesehenen Tagelohnes.

Les statuts de l'établissement d'assurance pourront en autoriser la majoration.

Par contre, les secours seront diminués du montant du salaire ou traitement auquel l'assuré aura droit, et, s'il est dû une pension d'invalidité, celle-ci pourra être imputée sur le montant des secours.

La pension d'invalidité, de veuve ou de veuf pourra être refusée, en tout ou en partie, pendant la durée du traitement.

Art. 220. L'établissement d'assurance pourra charger du traitement la caisse de maladie, à laquelle le malade appartient ou appartenait en dernier lieu.

Si les dépenses de ce chef excèdent les limites de l'assistance dont la caisse est tenue, l'établissement d'assurance remboursera les dépenses supplémentaires.

S'il n'existe plus d'obligation d'assistance pour la caisse, l'établissement d'assurance lui remboursera, pour l'indemniser des charges prévues au n° 1 de l'art. 8, la moitié du secours pécuniaire prévu au n° 2 du même article, et, en cas de placement de l'assuré, de la veuve ou du veuf dans un hôpital ou dans un établissement pour convalescents, une fois et demie ce secours, sauf la preuve de dépenses plus considérables.

Art. 221. L'établissement d'assurance pourra se faire rembourser les frais de traitement, dans la mesure indiquée à l'art. 220, par l'association d'assurance contre les accidents, si la maladie qui a nécessité le traitement est due à un accident donnant lieu à indemnité, d'après la loi sur l'assurance contre les accidents, que le traitement ait empêché la survenance de l'invalidité ou écarté ou diminué une invalidité existante, et que par là l'association d'as-

Das Statut der Versicherungsanstalt kann die Angehörigenunterstützung erhöhen.

Die Unterstützung fällt weg, so lange und soweit der Versicherte ein Recht auf Lohn oder Gehalt hat. Erhält der Versicherte Invalidenrente, so kann dieselbe auf die Angehörigenunterstützung angerechnet werden.

Während der Dauer des Heilverfahrens kann die Invalidenrente ganz oder teilweise versagt werden, ebenso die Witwen- oder Witwerrente.

Art. 220. Läßt die Versicherungsanstalt ein Heilverfahren eintreten, so kann sie dasselbe der Krankenkasse, welcher der Erkrankte angehört oder zuletzt angehört hat, übertragen.

Werden dadurch der Kasse Leistungen aufgelegt, die über den Umfang der von ihr zu leistenden Fürsorge hinausgehen, so hat die Versicherungsanstalt die entstehenden Mehrkosten zu ersehen.

Bestand eine Fürsorgepflicht der Krankenkasse nicht mehr, so ist ihr von der Versicherungsanstalt, bei Gewährung der im Art. 8 Nr. 1 bezeichneten Leistungen, das halbe, bei Unterbringung des Versicherten, der Witwe oder des Witwers, in ein Krankenhaus oder in eine Anstalt für Genesende, das einundehnhalfsfache, in Nr. 2 des genannten Artikels vorgesehene Krankengeld zu ersetzen, sofern nicht höhere Aufwendungen nachgewiesen werden.

Art. 221. Die Versicherungsanstalt hat gegen die Unfallversicherungsgenossenschaft Anspruch auf Ersatz der Kosten des Heilverfahrens in dem im Art. 220 vorgesehenen Umfange, wenn die Krankheit, wegen deren das Heilverfahren eingeleitet wurde, auf einen nach den Gesetzen über Unfallversicherung zu entschädigenden Unfall zurückzuführen, der Eintritt der Invalidität durch das Heilverfahren verhindert oder eine bestehende Invalidität beseitigt oder ver-

surance contre les accidents ait été déchargée en tout ou en partie.

Vis-à-vis du bénéficiaire, le traitement par l'établissement d'assurance équivaudra au traitement dû par l'association d'assurance contre les accidents.

Art. 222. Si le malade refuse, sans motif légitime, de se soumettre au traitement et que, selon toute apparence, ce traitement eût évité l'invalidité ou restitué la capacité de travail, la pension pourra lui être retirée temporairement, en tout ou en partie, pourvu qu'il ait été rendu attentif à cette conséquence de son refus.

Art. 223. Les contestations qui surgiront au sujet des dispositions des art. 218 à 222 entre l'établissement d'assurance d'une part, et les assurés ou leurs survivants, les caisses de maladie ou l'association d'assurance contre les accidents d'autre part, seront soumises à la décision du Gouvernement, lorsqu'elles ne sont pas vidées par la décision relative à la fixation de la pension.

Retrait et suspension de la pension.

Art. 224. Si, par suite d'un changement dans son état, le bénéficiaire d'une pension n'est plus invalide, l'établissement d'assurance lui retirera la pension.

La décision qui retirera une pension sera applicable à l'expiration du mois dans lequel elle aura été notifiée.

Art. 225. Les pensions seront suspendues:

1^o pour autant que le montant de la pension joint à celui d'une pension due en vertu de la loi sur l'assurance obligatoire contre les accidents, sera supérieur à sept fois la pension fondamentale s'il s'agit d'une rente d'invalidité ou de vieillesse, à trois fois et demie la pension fondamentale de la rente d'invalidité corres-

pondante et zugleich eine gänzliche oder teilweise Entlastung der Unfallversicherungsgenossenschaft herbeigeführt worden ist.

Die Übernahme des Heilverfahrens seitens der Versicherungsanstalt enthebt die Unfallversicherungsgenossenschaft von ihren Verpflichtungen gegenüber dem Versicherten.

Art. 222. Entzieht sich der Erkrankte ohne berechtigten Grund dem Heilverfahren, und wäre die Invalidität durch das Heilverfahren voraussichtlich verhütet oder die Erwerbsfähigkeit wiederhergestellt worden, so kann die Rente auf Zeit ganz oder teilweise versagt werden, wenn der Erkrankte auf diese Folge hingewiesen worden ist.

Art. 223. Über Streitigkeiten, die aus den Bestimmungen in den Art. 218 bis 222 zwischen der Versicherungsanstalt einerseits und den Versicherten, den Krankenkassen oder der Unfallversicherungsgenossenschaft andererseits entstehen, entscheidet, soweit sie nicht bei der Rentenfeststellung erledigt werden, die Regierung.

Entziehung und Ruhen der Rente.

Art. 224. Ist der Empfänger einer Invalidenrente infolge einer Änderung in seinen Verhältnissen nicht mehr invalide, so entzieht ihm die Versicherungsanstalt die Rente.

Der Bescheid, welcher die Rente entzieht, wird mit Ablauf des Monates wirksam, in dem er zugestellt worden ist.

Art. 225. Das Recht auf Bezug dcc Renten ruht:

1. soweit der Betrag dieser Rente unter Hinzurechnung einer, nach den gegenwärtigen Gesetzen über die obligatorische Unfallversicherung zugesprochenen Rente, den siebenfachen Betrag der Grundrente übersteigt, falls er sich um eine Invaliditäts- oder Altersrente handelt und den dreieinhalfachen Betrag, wenn es

pondante, s'il s'agit d'une rente de veuve, de veuf ou d'orphelin;

2º pendant la durée d'une peine privative de liberté supérieure à un mois ou l'internement dans une maison de travail ou de correction;

3º pendant le temps que l'intéressé n'aura pas dans le Grand-Duché sa résidence habituelle, à moins qu'il ne séjourne à l'étranger pour des raisons sérieuses de santé, de famille ou d'existence, dont le pensionnaire aura à rapporter la justification écrite.

Dans ce dernier cas, il devra faire parvenir à l'établissement d'assurance une attestation médicale certifiant l'existence de l'invalidité et la nécessité du séjour à l'étranger.

Le Gouvernement déterminera les conditions que devra remplir cette attestation.

Art. 226. Le Gouvernement pourra toutefois suspendre la disposition du no 3 de l'art. 225 conformément à l'art. 188.

Art. 227. Dans le cas du no 2 de l'art. 225, la pension sera dévolue aux membres de la famille du pensionné pourvu qu'ils habitent le Grand-Duché et que le salaire du pensionné ait servi à les entretenir d'une façon appréciable.

Art. 228. Pendant la durée de la pension d'invalidité, la pension de vieillesse sera suspendue.

Si une même personne satisfait à la fois aux conditions requises pour jouir de plus d'une rente en vertu de l'assurance-invalidité et de vieillesse et de l'assurance des survivants, la prestation la moins importante est suspendue à partir de la naissance du droit plus élevé.

La disposition de l'art. 209 ne s'applique pas aux cas prévus aux deux alinéas qui précédent.

Art. 229. Les rentes de veuve et de veuf cessent d'être payées en cas de remariage.

sich um eine Witwen-, Witwer- oder Waisenrente handelt;

2. solange der Berechtigte eine Freiheitsstrafe von mehr als einem Monat verbüßt, oder in einem Arbeitshaus oder einer Besserungsanstalt untergebracht ist;

3. solange der Berechtigte nicht im Inlande seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, es sei denn, daß er sich im Auslande aufhalte, aus triftigen Gesundheits-, Familien- oder Existenzgründen, deren Richtigkeit der Rentenberechtigte schriftlich nachzuweisen hat.

In letzterem Falle muß er der Versicherungsanstalt eine ärztliche Bescheinigung über seine Invalidität und die Notwendigkeit seines Aufenthaltes im Auslande einreichen.

Art und Form dieser Bescheinigung bestimmt die Regierung.

Art. 226. Die Regierung kann jedoch gemäß Art. 188 die Bestimmung in Nr. 3 des Art. 225 außer Kraft setzen.

Art. 227. Hat im Falle der Nr. 2 des Art. 225 der Rentenberechtigte eine im Inlande wohnende Familie, deren Unterhalt er bisher in erheblicher Weise aus seinem Arbeitsverdienst bestritten hat, so ist dieser die Rente zu überweisen.

Art. 228. Während des Bezugs von Invalidenrente ruht der Anspruch auf Altersrente.

Erfüllt dieselbe Person gleichzeitig die Bedingungen um mehr als eine Rente auf Grund der Invaliditäts- und Altersversicherung und der Hinterbliebenenversicherung zu beziehen, so ruht das Recht auf die geringere Leistung von dem Augenblide an, wo der Anspruch auf eine höhere Leistung entsteht.

Die Bestimmung des Art. 209 findet auf die in den beiden vorhergehenden Absätzen vorgeschienenen Fälle keine Anwendung.

Art. 229. Witwen- und Witwerrenten erlösen im Falle der Wiederverheiratung.

La rente d'orphelin s'éteint le jour où l'orphelin a accompli la seizième année.

Art. 230. S'il est prouvé qu'un assuré tenu pour absent vit encore, le paiement des rentes de survivants cesse. L'établissement d'assurance peut renoncer à la répétition des montants indûment payés.

Concours de l'assurance et de l'assistance.

Art. 231. La présente loi ne modifie ni les obligations légales des communes et établissements de bienfaisance envers les indigents, en général, ni les obligations légales, statutaires ou contractuelles, concernant l'assistance des vieillards, des malades, des personnes indigentes ou atteintes d'incapacité de travail.

Art. 232. Pourra toutefois la commune ou l'établissement de bienfaisance qui a secouru un indigent, pour une période pendant laquelle celui-ci avait droit à une pension, se faire rembourser ses dépenses, en se faisant attribuer la pension:

a) jusqu'à concurrence de la moitié de trois mensualités, au maximum, si le secours n'est que passager;

b) jusqu'à concurrence de la moitié de la pension, pendant toute la durée du secours, si celui-ci a un caractère de continuité;

c) jusqu'à concurrence de la totalité de la pension, pendant toute la durée du secours, si celui-ci consiste dans l'entretien complet dans un établissement.

Art. 233. La demande en attribution de pension sera adressée au comité-directeur, et, s'il s'agit du remboursement d'un secours temporaire, sous peine de forclusion, dans le délai de trois mois à dater de la cessation du secours.

Die Waisenrente erlischt mit dem vollendeten sechzehnten Lebensjahr.

Art. 230. Wird nachgewiesen, daß ein als abwesend angesehener Versicherter noch am Leben ist, so wird die Zahlung der Hinterbliebenenrenten eingestellt. Die Versicherungsanstalt kann auf die Rückzahlung der zu Utrecht bezahlten Beträge verzichten.

Zusammentreffen von Ansprüchen aus der Versicherung und der Fürsorge.

Art. 231. Die auf gesetzlicher Vorschrift beruhenden Verpflichtungen von Gemeinden und Wohltätigkeitsanstalten zur Unterstützung hilfsbedürftiger Personen im allgemeinen, sowie sonstige gesetzliche, statutarische oder auf Vertrag beruhende Verpflichtungen zur Fürsorge für alte, kranke, erwerbsunfähige oder hilfsbedürftige Personen werden durch dieses Gesetz nicht berührt.

Art. 232. Hat eine Gemeinde oder eine Wohltätigkeitsanstalt an hilfsbedürftige Personen Unterstützungen für einen Zeitraum geleistet, für welchen diesen Personen ein Anspruch auf Rente zustand, so ist dieselbe berechtigt, Ersatz für ihre Ausgaben zu fordern, indem sie sich Rentenbeträge überweisen läßt und zwar:

a) höchstens die Hälfte von drei Monatsbeträgen, falls die Unterstützung blos eine vorübergehende ist;

b) höchstens die Hälfte der Rente, falls die Unterstützung eine fortlaufende ist;

c) den Vollbetrag der Rente während der ganzen Dauer der Unterstützung, falls diese in dem vollen Unterhalt in einer Anstalt besteht.

Art. 233. Der Antrag auf Überweisung von Rentenbeträgen ist bei dem Vorstande anzumelden; soviel es sich um den Ersatz für eine vorübergehende Unterstützung handelt, ist der Anspruch zur Vermeidung des Ausschlusses spätestens binnen drei Monaten nach Beendigung der Unterstützung geltend zu machen.

Le fait que la personne indigente ayant droit à la pension, serait morte avant d'avoir formé sa demande en obtention de pension, ne préjudicierait pas au droit de remboursement de la commune ou de l'établissement de bienfaisance.

Si, au décès de l'assuré, une instance en obtention de pension est pendante, la demande en remboursement exclura le droit des héritiers aux arrérages échus, tant qu'une décision reconnaissant leur droit ne leur aura pas été notifiée.

Concours de l'assurance-invalidité avec l'assurance-accidents.

Art. 234. Le fait que l'in incapacité de travail a été causée par un accident donnant droit à une indemnité d'après la loi sur l'assurance-accidents, ne sera pas une cause de rejet de la pension d'invalidité.

Celle-ci, au contraire, sera payée intégralement, jusqu'à l'octroi de la pension d'accident.

Mais, à partir de ce moment, la pension d'invalidité, de veuve ou de veuf ne sera plus due que pour la partie qui excède la pension d'accident.

Si, toutefois, pour une période où la pension d'accident était due, la pension avait été payée au delà de la partie fixée par l'alinéa précédent, le droit à la pension d'accident passerait à l'établissement d'assurance, jusqu'à concurrence du montant de la pension que celui-ci aurait payée indûment.

Art. 235. L'établissement d'assurance pourra, chaque fois qu'il y aura intérêt, et nonobstant les délais qui seraient expirés sans qu'il y eût faute de sa part, demander, en lieu et place du blessé, la détermination de la pension d'accident non encore fixée, suivre au besoin la procédure tracée par la loi sur l'assurance contre les accidents et faire usage de toutes voies de recours.

Den Gemeinden und Wohltätigkeitsanstalten steht der Ersatzanspruch auch dann zu, wenn die hilfsbedürftige Person, die auf Rente Anwartschaft hatte, vor Stellung des Rentenantrags verstorben ist.

Ist beim Ableben des Versicherten ein Rentenanspruch anhängig, so schließt der Ersatzanspruch das Recht der Erben auf die erfassten Rentenbeträge aus, solange ein dieses Recht anerkennender Bescheid nicht zugestellt wurde.

Verhältnis der Invaliden- zu Unfallversicherung.

Art. 234. Die Annahme, daß die Erwerbsunfähigkeit durch einen nach dem Unfallversicherungsgesetze zu entschädigenden Unfall verursacht ist, begründet nicht die Ablehnung des Anspruchs auf Invalidenrente.

Im Gegenteil, die Invalidenrente muß bis zur Bewilligung der Unfallrente in ihrem vollen Betrage bezahlt werden.

Von diesem Zeitpunkte ab bezahlt die Versicherungsanstalt nur den Teil der Invaliden-, Witwen-, oder Witwerrente, welcher den Betrag der Unfallrente übersteigt.

Ist die Rente über den in vorstehendem Absatz festgesetzten Betrag hinaus für einen Zeitraum gezahlt, für welchen dem Empfänger ein Anspruch auf Unfallrente zusteht, so geht dieser Anspruch insoweit auf die Versicherungsanstalt über, als die Rente zu Unrecht gezahlt worden ist.

Art. 235. Die Versicherungsanstalt ist berechtigt, wenn sie Interesse daran hat, an Stelle des Verlebten die Feststellung der Unfallrente, soweit diese noch nicht erfolgt ist, zu beantragen und nötigenfalls das durch das Unfallversicherungsgesetz vorgeschriebene Verfahren durchzuführen, auch an Stelle des Verlebten Rechtsmittel einzulegen und zwar ohne Rücksicht auf Fristen, welche ohne ihr Verschulden verstrichen sind.

Concours de l'assurance-invalidité et vieillesse et des caisses particulières.

Art. 236. Si des salariés non dispensés de l'assurance obligatoire obtiennent de la part d'une caisse à laquelle ils sont affiliés, ou de toute autre façon, des pensions ou des capitaux, en cas d'invalidité ou de vieillesse, ou si la caisse alloue des pensions ou des capitaux aux survivants, ces pensions ou ces capitaux pourront être diminués, à la demande des assurés, jusqu'à concurrence de la pension d'invalidité ou de vieillesse leur due en vertu de la présente loi, pourvu que les cotisations soient diminuées dans la même proportion.

Si, dans ce cas, la caisse de secours ne consentait pas à apporter à ses statuts les modifications que l'alinéa précédent rend nécessaires, le Gouvernement serait autorisé à les opérer d'office. Il n'y aura pas lieu de diminuer les cotisations, si l'économie résultant de la diminution des prestations est nécessaire à la caisse pour couvrir d'autres prestations restant à sa charge, ou doit servir, statutairement et avec approbation de l'autorité, à des œuvres philanthropiques, dans l'intérêt des employés, des ouvriers ou de leurs familles.

Mais, chaque fois que les cotisations des assurés seront diminuées, le patron sera en droit de réduire sa contribution proportionnellement.

Le Gouvernement statuera sur les difficultés auxquelles l'application des dispositions qui précèdent pourra donner lieu.

Sur avis conforme du Conseil d'Etat, le Gouvernement peut accorder, sur demande, le bénéfice de la personnalisation civile aux caisses de retraite dont s'occupe le présent article. Les droits attachés à cette faveur ainsi que les conditions auxquelles l'octroi en est subordonné seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Verhältnis der Invalidenversicherung zu Privatkassen.

Art. 236. Auf Antrag der Versicherten können denjenigen Arbeitnehmern, welche von der Versicherungspflicht nicht entbunden sind, im Alters- oder Invaliditätsfalle aber Renten oder Kapitalien beziehen, sei es aus einer Unterstützungsstasse oder sonstwie, diese Leistungen um einen der gesetzlichen Alters- oder Invalidenrente gleichen oder geringeren Betrag gekürzt werden. Diese Minderung darf jedoch nur eintreten, sofern ihre Beiträge entsprechend gekürzt werden.

Wenn in diesem Falle die Kassenorgane sich weigern, die durch vorstehenden Absatz benötigten Statutenänderungen vorzunehmen so können dieselben von Umstwegen von der Regierung verwirklicht werden.

Der Ermäßigung der Beiträge bedarf es nicht, wenn der durch die Minderung der Leistungen ersparte Betrag erforderlich ist, um andere der Kasse verbleibende Leistungen zu decken oder wenn derselbe gemäß den Statuten und mit Genehmigung der Behörde zu Wohlfahrtseinrichtungen zugunsten der Angestellten, der Lohnarbeiter oder deren Angehörigen verwendet wird.

Jedesmal, wenn die Beiträge der Versicherten ermäßigt werden, ist der Arbeitgeber berechtigt, seinen Beitrag im selben Verhältnis zu kürzen.

Über Schwierigkeiten, zu welchen die Anwendung vorstehender Bestimmungen Anlaß geben könnte, entscheidet die Regierung.

Mit Zustimmung des Staatsrates kann die Regierung, auf Antrag, den im gegenwärtigen Artikel erwähnten Pensionsstassen die Vergünstigung der Zivilpersönlichkeit verleihen. Die mit dieser Verleihung verbundenen Rechte sowie die zur Erlangung zu erfüllenden Bedingungen werden durch ein öffentliches Verwaltungsreglement näher bestimmt.

Concours de l'assurance-invalidité avec la responsabilité individuelle.

Art. 237. Si celui à qui compétent une pension en vertu de la présente loi, possède, contre des tiers un droit légal à la réparation du dommage résultant pour lui de l'invalidité, ce droit passera à l'établissement d'assurance, jusqu'à concurrence du montant de la pension.

Chapitre III. — Voies et moyens.

Art. 238. Les ressources financières nécessaires à l'exécution de la présente loi seront fournies par l'Etat, les communes, les patrons et les assurés.

La contribution de l'Etat consistera dans le remboursement à l'établissement d'assurance du tiers de chaque pension fondamentale effectivement payée.

La commune, domicile de secours de l'assuré, remboursera à l'Etat le cinquième (20%) de son versement.

L'Etat et les communes contribuent aux pensions et allocations en faveur des survivants dans la même proportion qu'ils le font pour la pension d'invalidité sur la base de laquelle ces pensions ou allocations sont calculées.

Le surplus des charges de l'établissement d'assurance sera couvert, par parts égales, par les cotisations des patrons et des assurés.

Art. 239. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le montant en capital du fonds spécial constitué en application de l'art. 61 de la loi du 6 mai 1911 sera arrêté et il n'y aura plus que les intérêts de ce capital qui contribueront avec les ressources ordinaires du Trésor, à faire face aux charges de l'Etat.

Cotisations.

Art. 240. L'import total des cotisations sera perçu à charge des patrons, au moyen de rôles.

S'il s'agit d'assurés soumis également à l'assurance contre les accidents, le taux de

Verhältnis der Invalidenversicherung zu der Haftpflicht.

Art. 237. Steht den zum Bezug von Renten nach diesem Gesetze berechtigten Personen ein gesetzlicher Anspruch auf Ersatz des ihnen durch die Invalidität entstandenen Schadens gegen Dritte zu, so geht dieser auf die Versicherungsanstalt bis zum Betrage der von dieser zu gewährenden Rente über.

Kapitel III. — Ausbringung der Mittel.

Art. 238. Der Staat, die Gemeinden, die Arbeitgeber und die Versicherten bringen die Mittel für die Durchführung dieses Gesetzes auf.

Der Beitrag des Staates besteht in der Rückzahlung an die Versicherungsanstalt des Drittels jeder tatsächlich bezahlten Grundrente.

Die als Hilfsvorhoft des Versicherten gelende Gemeinde, vergütet dem Staat ein Fünftel (20%) seines Beitrages.

Der Staat und die Gemeinden tragen zu den Renten und Zuwendungen an die Hinterbliebenen im gleichen Verhältnis bei, wie dies für die Invalidenrenten geschieht, auf deren Grundlage leichtere Renten oder Bezüge berechnet sind.

Die übrigen Lasten der Versicherungsanstalt entfallen zu gleichen Teilen auf die Arbeitgeber und die Versicherten.

Art. 239. Mit dem Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes wird der Kapitalbetrag des in Anwendung des Art. 61 des Gesetzes vom 6. Mai 1911 geschaffenen Spezialfonds festgestellt; von diesem Zeitpunkt ab dienen nur mehr die Zinsen dieses Kapitals neben den gewöhnlichen Einkünften des Staatschafes zur Deckung der dem Staat obliegenden Lasten.

Beiträge.

Art. 240. Der Gesamtbetrag der Beiträge wird von den Arbeitgebern mittels Heberollen erhoben.

Die Erhebung erfolgt hinsichtlich der Arbeitgeber der bei der Unfallversicherungsgenossen-

cotisations s'appliquera au montant des salaires servant de base à la cotisation pour l'assurance-accidents, sinon à celui que le patron paie en moyenne par année aux personnes de cette classe.

Un règlement d'administration publique pourra imposer une déclaration obligatoire des salaires payés.

Art. 241. La part de cotisation incomptant à l'assuré sera retenue par le patron, lors de chaque paye et correspondra au montant des cotisations dues pour la période à laquelle se rapporte la paye.

La retenue qui n'aurait pas été opérée lors de la paye à laquelle elle correspond, ne pourra l'être que lors de la paye qui suivra immédiatement.

Pourra toutefois le prélèvement sur les acomptes être différé, d'un commun accord, jusqu'à un règlement définitif pourvu que, dans les matières où il n'existe pas de dispositions concernant le paiement des salaires, le règlement se fasse au plus tard le 31 décembre de chaque année.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la part de cotisation incomptant aux assurés agricoles, travaillant en partie pour leur propre compte et en partie pour le compte d'autrui, sera perçue directement sur eux.

Les fractions de centimes ne seront pas portées en compte à l'assuré.

Art. 242. Après le 1^{er} janvier qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, le taux des cotisations est fixé à 4% des salaires payés ou évalués.

L'excédent des recettes de l'établissement sur les dépenses formera un fonds de réserve, productif d'intérêts.

A l'expiration de chaque période quinquennale, un règlement d'administration publique

schaft versicherten Personen, nach einem Prozentsatz desjenigen Gesamtlohnes, nach dem sich die Beiträge des Arbeitgebers zur Unfallversicherung bestimmen. Für die nicht der Unfallversicherung unterliegenden Versicherten wird der Prozentsatz von denjenigen Beiträgen erhoben, welche der Arbeitgeber im Jahresschnitt für solche Versicherte an Lohn aufzuwenden hat.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement kann eine Zwangserklärung der gezahlten Löhne vorschreiben.

Art. 241. Die Beiträge der Versicherten werden bei jeder Lohnung von dem Arbeitgeber zurückbehalten. Diese Abzüge müssen den für den betreffenden Zeitraum zu zahlenden Beiträgen entsprechen.

Ist der Abzug bei einer Lohnzahlung unterblieben, so darf er höchstens bei der folgenden nachgeholt werden.

Dagegen kann durch Übereinkunft der Lohnabzug auf Vorschüssen bis zur endgültigen Abrechnung zurückgestellt werden, unter der Voraussetzung, daß in den Zweigen, wo keine Bestimmungen über die Lohnzahlung bestehen, die Abrechnung spätestens am 31. Dezember eines jeden Jahres geschieht.

Abweichend von vorstehenden Bestimmungen wird der Beitragsteil derjenigen landwirtschaftlichen Versicherten, welche teils für eigene Rechnung, teils für Rechnung Dritter beschäftigt sind, von ihnen persönlich erhoben.

Bruchteile von Centimes werden dem Versicherten nicht angerechnet.

Art. 242. Ab 1. Januar, welcher auf die Inkraftsetzung dieses Gesetzes folgt, ist der Beitrag auf 4% der bezahlten oder abgeschätzten Löhne festgesetzt.

Die Überschüsse dieser Einnahmen nach Abzug der Ausgaben, werden zinstragend als Reservesfonds angelegt.

Nach jeder fünfjährigen Periode wird ein öffentliches Verwaltungsreglement den für

fixera le taux à percevoir pour la période quinquennale suivante.

Par dérogation à cette disposition, le taux des cotisations pourra être changé par un règlement d'administration publique, déjà avant l'expiration de la période quinquennale qui suit immédiatement l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le taux des cotisations sera calculé de façon que les recettes de la nouvelle période quinquennale, avec le fonds de réserve, soient suffisantes pour constituer la valeur du capital des pensions remontant à la période précédente, assurer pendant la nouvelle période le service des pensions à allouer pendant celle-ci, et faire face aux autres charges courantes de l'établissement.

Mais il ne pourra pas descendre en dessous de 4% tant qu'il ne sera pas établi par des résultats acquis en période normale qu'un taux inférieur sera suffisant eu égard aux charges annuelles moyennes de l'établissement.

Les excédents des deux premières périodes quinquennales qui suivent la mise en vigueur de la loi n'entreront pas en ligne de compte pour l'établissement du calcul prévu à l'art. 5.

Avant la fixation de la cotisation, le Gouvernement la fera examiner au point de vue de la suffisance.

Art. 243. Les termes des cotisations seront fixés par le comité-directeur. La perception des cotisations, comme aussi des amendes d'ordre ainsi que des autres prestations que la loi, les règlements ou les statuts mettent à charge des employeurs ou assurés, sera opérée par l'administration des contributions et des accises.

L'entrepreneur principal et les sous-entrepreneurs seront tenus solidairement de se libérer, dans la quinzaine de la notification de l'extrait du rôle, de la décision infligeant l'a-

die nächsten fünf Jahre zu erhebenden Prozentsatz bestimmen.

Abweichend von dieser Bestimmung kann ein öffentliches Verwaltungsreglement den Beitragssatz abändern schon vor Ablauf der ersten fünfjährigen Periode, welche unmittelbar auf das Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes folgt.

Der Beitragssatz ist so zu bemessen, daß die Einnahmen der neuen fünfjährigen Periode mit dem Reservefonds zur Deckung der Kapitalwerte der der Versicherungsanstalt zur Last fallenden Rentenbeträge, der neu zu zahlenden Renten während der kommenden Periode und der sonstigen laufenden Aufwendungen der Versicherungsanstalt ausreichen.

Der Prozentsatz darf jedoch nicht unter 4% heruntergehen, solange nicht durch die während dem Beharrungszustande gewonnenen Erfahrungen erwiesen ist, daß ein niedrigerer Prozentsatz genügt zur Deckung der jährlichen Durchschnittsbelaufung der Versicherungsanstalt.

Die Überschüsse der beiden ersten auf das Inkrafttreten des Gesetzes folgenden fünfjährigen Perioden werden nicht in Betracht gezogen, bei Aufstellung der in Absatz 5 vorgesehenen Berechnung.

Vor der Festsetzung der Beiträge wird die Regierung untersuchen lassen, ob dieselben genügen.

Art. 243. Die Termine, zu welchen die Beiträge zu zahlen sind, werden vom Vorstand festgesetzt.

Die Erhebung der Beiträge, der Ordnungsstrafen und sonstigen Leistungen, welche den Arbeitgebern und den Versicherten durch Gesetz, Reglement oder Satzung auferlegt sind, erfolgt durch die Steuer- u. Accisenverwaltung.

Der Hauptunternehmer und die Alsterunternehmer sind unter solidarischer Haftung verpflichtet, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen innerhalb vierzehn Tagen nach der Bi-

mende, ou de la demande en paiement des autres prestations.

Celui qui fait exécuter des travaux par un entrepreneur est solidairement tenu avec celui-ci du paiement des avances et cotisations. Cette obligation dure un an après la fixation définitive des cotisations.

Le recouvrement s'opérera et se poursuivra, dans les mêmes formes et avec les mêmes priviléges, dispensés d'inscription, que ceux des impôts directs, mais avec le droit de priorité pour ces derniers.

La prescription sera acquise trois ans après le 31 décembre de l'année dans laquelle la notification prévue à l'al. 4 aura été faite.

Le comité-directeur pourra décider que l'entrepreneur établi à l'étranger et qui occupe passagèrement, dans le Grand-Duché, des personnes soumises à l'assurance consignera une somme servant de garantie à l'exécution des obligations lui imposées par la présente loi.

La décision fixera chaque fois le montant de la somme à consigner et désignera la caisse publique où cette somme sera déposée.

Chapitre IV. --- Organisation.

Statuts.

Art. 244. Les statuts de l'établissement d'assurance porteront des prescriptions concernant les points énumérés ci-après, abstraction faite de celles qu'ils devront contenir en vertu d'autres dispositions de la loi ou des règlements:

1^o le nombre des délégués des patrons et des délégués des assurés devant faire partie du comité-directeur, de la commission, des tribunaux arbitraux et, éventuellement, des sous-commissions;

2^o le service intérieur du comité-directeur, sa représentation vis-à-vis des tiers, la détermination des matières pour lesquelles la con-

stitution des Heberollenauszugs, des Strafmandates, bezw. der auf andere Leistungen bezüglichen Anforderung.

Wer durch einen Unternehmer Arbeiten ausführen lässt, ist solidarisch mit demselben haftbar für die Zahlung der Vorschüsse und Beiträge. Diese Verpflichtung dauert ein Jahr nach der endgültigen Festsetzung der Beiträge.

Alle diese Gelder werden in derselben Weise und mit denselben von der Eintragung befreiten Privilegien erhoben wie die direkten Staatssteuern. Im Konkurrenzfalle haben jedoch letztere den Vorzug.

Die Verjährung tritt ein drei Jahre nach dem 31. Dezember desjenigen Jahres, in dem die in Abs. 4 vorgesehene Zustellung erfolgt ist.

Der Vorstand kann bestimmen, daß ausländische Betriebsunternehmer, welche zeitweilig im Großherzogtum verpflichtungspflichtige Personen beschäftigen, als Sicherung für die Ausführung der durch gegenwärtiges Gesetz ihnen auferlegten Verpflichtungen, einen Betrag hinterlegen.

Der Beschuß setzt jedesmal den Betrag der Hinterlegung und die öffentliche Kasse fest, bei welcher sie zu geschehen hat.

Capitel IV. — Einrichtung der Versicherungsanstalt.

S a z u n g.

Art. 244. Neben den anderwärts durch Gesetz oder Reglement vorgeschriebenen Bestimmungen muß die Sitzung nachfolgende Gegenstände regeln:

1. Zahl der Vertreter der Arbeitgeber und der Versicherten im Vorstand, im Ausschuß in den Schiedsgerichten und gegebenenfalls in den Unterausschüssen;

2. Geschäftsordnung des Vorstandes, dessen Vertretung nach außen, Bestimmung der Gegenstände, für welche die Einberufung der

vocation des délégués sera requise, et enfin la forme dans laquelle le comité manifesterá ses résolutions et signera pour l'établissement d'assurance;

3º l'établissement du budget;

4º l'établissement et l'approbation du compte annuel;

5º la vérification du compte annuel par des commissaires spéciaux;

6º la publication des comptes.

7º les feuilles publiques dans lesquelles les communications seront effectuées;

8º les conditions de modification des statuts.

Art. 245. Les modifications statutaires seront homologuées par le Gouvernement et publiées avec l'arrêté afférent.

Comité-directeur -- Commission.

Art. 246. Le comité-directeur se composera d'un président, de délégués-patrons et de délégués-ouvriers.

Art. 247. La gestion de l'établissement appartiendra à un comité-directeur pour toutes les affaires qui n'auront pas été désérées à un autre organe par la loi, les règlements ou les statuts.

Art. 248. Le président du comité-directeur représente l'établissement d'assurance judiciairement et extrajudiciairement. Cette délégation s'étend aussi aux affaires et actes judiciaires et autres pour lesquels les lois exigent une procuration spéciale.

Si les décisions émanant des organes de l'établissement d'assurance lui semblent contraires aux lois, règlements ou statuts, il y formera une opposition motivée qui aura un effet suspensif et sera vidée par le Gouvernement.

Les actes posés par le président ou le comité-directeur dans les limites de leurs pouvoirs légaux ou statutaires engageront l'établissement d'assurance.

Art. 249. Seront réservés à une commission

Vertreter erfordert ist, Form der Willenserklärungen des Vorstandes sowie seiner Unterschrift für die Versicherungsanstalt;

3. Aufstellung des Voranschlags;

4. Aufstellung und Abnahme der Jahresrechnung;

5. Prüfung der Jahresrechnung durch Spezialbeauftragte;

6. Veröffentlichung der Rechnungsabschlüsse;

7. Bezeichnung der öffentlichen Blätter, in denen die Bekanntmachungen zu erfolgen haben;

8. Voraussetzungen zu Änderungen der Satzung.

Art. 245. Die Satzungsänderungen sind durch die Regierung zu genehmigen und mit dem entsprechenden Beschuß zu veröffentlichen.

Vorstand. — Ausschuß.

Art. 246. Der Vorstand besteht aus einem Vorsitzenden und aus Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretern.

Art. 247. Die Versicherungsanstalt wird durch den Vorstand geleitet in allen Angelegenheiten, welche nicht durch Gesetz, Reglement oder Satzung einem andern Organ übertragen sind.

Art. 248. Der Vorsitzende des Vorstandes vertritt die Versicherungsanstalt gerichtlich und außergerichtlich. Diese Vertretung erstreckt sich auch auf solche Angelegenheiten und gerichtliche und sonstige Akten, für welche die Gesetze eine besondere Vollmacht vorschreiben.

Der Vorsitzende hat Beschlüsse der Organe der Versicherungsanstalt, welche gegen die gesetzlichen, reglementarischen oder statutarischen Vorschriften zu verstößen scheinen, mit aufschiebender Wirkung, unter Angabe der Gründe, zu beanstanden. Die Regierung hat über diesen Einspruch einen Entscheid zu treffen.

Die durch den Vorsitzenden oder den Vorstand in den Grenzen ihrer gesetzlichen oder statutarischen Befugnisse gesetzten Handlungen binden die Versicherungsanstalt.

Art. 249. Die Anstalt hat einen Ausschuß,

qui fera office d'assemblée générale et qui sera composée de délégués des patrons et de délégués des assurés au nombre de dix au moins, et présidée par le président du comité-directeur:

- 1^o l'établissement des statuts et les modifications de ceux-ci;
- 2^o le vote du budget;
- 3^o la vérification et l'approbation du compte annuel;
- 4^o l'élection des membres non fonctionnaires du comité-directeur.

Art. 250. Les délégués seront élus séparément parmi les patrons et parmi les assurés, d'après les conditions d'éligibilité arrêtées par les art. 254 et 255 ci-après et d'après les conditions d'électorat à fixer par un règlement d'administration publique, qui arrêtera aussi le service intérieur de la commission et, le cas échéant, réglera tout ce qui concerne les sous-commissions avec la composition et les attributions de celles-ci.

Le même règlement édictera toutes autres prescriptions pour l'élection, tant de la commission que des membres non fonctionnaires du comité-directeur, y compris la vérification des opérations et les voies de recours.

Art. 251. Le budget sera dressé en projet par le comité-directeur qui en transmettra une copie, deux semaines au moins avant la réunion pour le vote, au Gouvernement, afin de permettre à celui-ci de formuler des objections et, le cas échéant, de provoquer une opposition de la part du président du comité-directeur, conformément à l'art. 248, alinéa 2.

Art. 252. Dans les votes de l'établissement d'assurance la voix du président prévaudra, en cas de partage.

der an die Stelle der Generalversammlung tritt. Derselbe besteht aus Vertretern der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer und zählt mindestens zehn Mitglieder. Der Vorsitzende des Vorstandes ist zugleich Vorsitzender des Ausschusses. Letzterem bleibt vorbehalten:

- 1) die Satzung aufzustellen und zu ändern;
- 2) den Vorschlag festzusetzen;
- 3) die Jahresrechnung zu prüfen und abzuzeichnen;
- 4) die nichtbeamten Vorstandsmitglieder zu wählen.

Art. 250. Die Vertreter werden getrennt von den Arbeitgebern und den Versicherten nach den in Art. 254 und 255 festgesetzten Wahlbarkeitsbedingungen und dem durch ein öffentliches Verwaltungsreglement zu regelnden Wahlrecht gewählt. Dieses Reglement bestimmt auch die Geschäftsordnung des Ausschusses und gegebenenfalls alles, was sich auf die Unterausschüsse bezieht, unter anderm auch deren Zusammensetzung und die von ihnen zu erledigenden Geschäfte.

Dasselbe Reglement enthält außerdem die Wahlordnung für den Ausschuss und die nicht beamten Mitglieder des Vorstandes; diese Wahlordnung enthält auch Bestimmungen über Prüfung und Anfechtung der Wahl.

Art. 251. Der Entwurf des von dem Ausschuss festzusetzenden Vorschlags wird von dem Vorstande aufgestellt und mindestens zwei Wochen vor der Zusammenkunft der Regierung in Abschrift zugesetzt; letztere wird dadurch in die Lage versetzt, Gegenbemerkungen vorzubringen und gegebenenfalls den Vorsitzenden des Vorstandes zu veranlassen, in Nutwendigkeit des letzten Absatzes des Art. 248 Einspruch zu erheben.

Art. 252. Bei Abstimmung der Organe der Versicherungsanstalt gilt im Falle der Stimmenungleichheit die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Dispositions communes aux différentes catégories de délégués.

Art. 253. Les délégués des patrons et les délégués des assurés seront en nombre égal dans les organes de l'établissement.

Art. 254. Ne seront éligibles, comme délégués des patrons ou délégués des assurés, que des personnes de nationalité luxembourgeoise, majeures, habitant dans le ressort de l'établissement d'assurance, et remplissant les conditions requises pour être appelées aux fonctions de conseiller communal.

Ne seront éligibles, comme délégués des patrons, que les patrons des personnes assurées en vertu de la présente loi, ainsi que les employés supérieurs, fondés de procuration, des établissements appartenant à ces patrons.

Ne seront éligibles, comme délégués des assurés, que les personnes assurées en vertu de la présente loi.

Art. 255. Si des chefs d'entreprise ou des artisans de l'industrie domestique sont assurés en vertu des art. 171 et 182, ils compteront dans la catégorie des patrons lorsqu'il s'agira de composer les organes de l'établissement d'assurance, à moins que l'occupation des personnes qu'ils emploient ne soit purement passagère.

Art. 256. Les délégués des patrons et les délégués des assurés seront élus pour quatre ans et resteront en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions de leurs successeurs. Les membres sortants seront rééligibles.

Le président du comité-directeur pourra infliger une amende d'ordre ne dépassant pas cinq cents francs aux élus qui, sans motif légitime, refuseront le mandat ou n'assisteront pas régulièrement aux séances ou manqueront de toute autre manière à leurs obligations.

Si l'élection n'a pas donné de résultat ou si

Gemeinsame Bestimmungen für die verschiedenen Klassen von Vertretern.

Art. 253. Die Anzahl der Vertreter der Arbeitgeber und der Versicherten in den Organen der Versicherungsanstalt muß gleich sein.

Art. 254. Wählbar zu Vertretern der Arbeitgeber und der Versicherten sind nur luxemburgische Volljährige, im Bezirke der Versicherungsanstalt wohnende Personen. Nicht wählbar ist, wer zum Amt eines Gemeinderatsmitgliedes unfähig ist.

Wählbar zu Vertretern der Arbeitgeber sind nur die Arbeitgeber der nach Maßgabe dieses Gesetzes versicherten Personen, sowie mit einer Vollmacht versehene, höhere Beamte der solchen Arbeitgebern gehörigen Betriebe.

Zu Vertretern der Versicherten sind nur wählbar die auf Grund dieses Gesetzes versicherten Personen.

Art. 255. Betriebsunternehmer und Hausgewerbetreibende, die gemäß Art. 171 und 182 versichert sind und versicherungspflichtige Personen nicht bloß vorübergehend beschäftigen, werden bei der Bildung der Organe der Versicherungsanstalt den Arbeitgebern zugerechnet.

Art. 256. Die Wahl der Vertreter der Arbeitgeber und der Versicherten erfolgt auf vier Jahre. Die Gewählten bleiben nach Ablauf dieser Zeit solange im Amt bis ihre Nachfolger das Amt angetreten haben. Die Ausscheidenden sind wieder wählbar.

Personen, welche ohne zulässigen Grund die Wahl ablehnen, oder den Sitzungen nicht regelmäßig beiwohnen oder ihren Obliegenheiten in anderer Weise sich entziehen, können vom Vorsitzenden des Vorstandes mit Geldstrafe bis zu fünfhundert Franken belegt werden.

Kommt eine Wahl nicht zu Stande oder

les élus refusent de remplir leurs fonctions, le Gouvernement nommera, pour la durée de cet état de choses, les délégués manquants parmi les patrons et les assurés.

Art. 257. Si des causes d'inéligibilité ou des faits constituant des manquements graves aux devoirs du mandataire, viennent à être connus, le comité-directeur relèvera le délégué dont s'agit de ses fonctions, après l'avoir entendu dans ses explications.

Art. 258. Les délégués des patrons et les délégués des assurés appartenant aux organes de l'établissement d'assurance, rempliront leurs fonctions à titre honorifique et n'auront droit qu'au remboursement de leurs dépenses effectives, d'après un tarif à fixer par les statuts.

Les délégués des assurés recevront de plus, pour perte de temps ou privation de salaire, une indemnité forfaitaire à fixer également par les statuts.

Art. 259. Si, pour un motif quelconque, le comité-directeur ou la commission n'ont pu se constituer ou refusent de remplir les devoirs leur imposés par la loi ou les statuts, le président du comité-directeur pourvoira à ces devoirs, directement ou par mandataire, aux frais de l'établissement d'assurance.

Art. 260. Les délégués des assurés aviseront les patrons, chaque fois qu'ils seront appelés à l'exercice de leurs fonctions.

L'interruption du travail, pendant le temps requis pour cet exercice, n'autorisera pas le patron à résilier le contrat de travail, avant terme.

Chapitre V. — Détermination et paiement de la pension.

Art. 261. La demande en obtention d'une pension sera présentée, accompagnée des pièces

lehnien die Gewählten das Amt ab, so hat, so lange und so weit dies der Fall ist, die Regierung die Vertreter aus der Zahl der Arbeitgeber und der Versicherten zu ernennen.

Art. 257. Werden hinsichtlich eines Gewählten Tatsachen bekannt, welche dessen Wählbarkeit nach Maßgabe dieses Gesetzes ausschließen oder welche sich als grobe Verleihungen der Amtspflicht darstellen, so ist der Gewählte, nachdem ihm Gelegenheit zur Außerung gegeben worden ist, durch Beschuß des Vorstandes seines Amtes zu entheben.

Art. 258. Die den Organen der Versicherungsanstalt angehörenden Vertreter der Arbeitgeber und der Versicherten verwalten ihr Amt als Ehrenamt und erhalten, nach näherer Bestimmung der Satzung, nur Ersatz fürbare Auslagen.

Die Vertreter der Versicherten erhalten außerdem für Zeitverlust oder Ersatz für den ihnen entgangenen Arbeitsverdienst einen durch die Satzung zu bestimmenden Pauschbetrag.

Art. 259. Wenn aus irgend einem Grunde der Vorstand oder der Ausschuß noch nicht gebildet sind, oder diese Organe die Erfüllung ihrer gesetzlichen oder statutarischen Obliegenheiten verweigern, so hat der Vorsitzende des Vorstandes die letzteren auf Kosten der Versicherungsanstalt wahrzunehmen oder durch Beauftragte wahrnehmen zu lassen.

Art. 260. Die Vertreter der Versicherten haben in jedem Falle, in dem sie zur Wahrnehmung ihrer Obliegenheiten berufen werden, die Arbeitgeber hiervon in Kenntnis zu setzen. Die Nichtleistung der Arbeit während der Zeit, in welcher die bezeichneten Personen durch die Wahrnehmung jener Obliegenheiten an der Arbeit verhindert sind, berechtigt den Arbeitgeber nicht, das Arbeitsverhältnis vor dem Ablaufe der vertragsmäßigen Dauer aufzuheben.

Kapitel V. — Festsetzung und Auszahlung der Rente.

Art. 261. Der Anspruch auf Gewährung einer Rente ist mit den zur Begründung die-

justificatives, au comité-directeur de l'établissement d'assurance.

Il sera loisible au Gouvernement de permettre la présentation de la demande à une autre autorité qui la transmettra au comité-directeur.

Si la demande est admise, le comité-directeur déterminera aussitôt le montant et le point de départ de la pension et délivrera au bénéficiaire une décision écrite, indiquant le mode de calcul.

Le rejet de la demande ne pourra être prononcé que par une décision motivée, et après que l'intéressé aura été entendu verbalement ou par écrit.

Dans les deux cas prévus par les deux alinéas qui précédent, la décision indiquera le délai de recours et le tribunal compétent pour en connaître, d'après les règles établies par l'article suivant.

Dans les enquêtes instituées par le comité-directeur, les témoins pourront être entendus sous la foi du serment.

Les personnes qui refuseraient de comparaître ou de déposer, seront passibles des peines comminées par l'art. 80 du Code d'instruction criminelle. Le procès-verbal constatant le refus sera transmis au procureur d'Etat.

La taxe des témoins sera celle applicable devant la justice de paix, en matière civile.

Art. 262. La décision portant rejet de la demande ou fixation du montant et du point de départ de la pension, pourra être attaquée par le demandeur, devant le tribunal arbitral.

Le recours n'est pas suspensif.

Une copie de la décision du tribunal arbitral sera notifiée au demandeur et au comité-directeur.

nenden Belegstücken an den Vorstand der Versicherungsanstalt einzureichen.

Die Regierung kann erlauben, die Gesuche bei einer andern Behörde einzureichen, welche dieselben an den Vorstand weiter zuleiten hat.

Wird der Anspruch anerkannt, so hat der Vorstand den Betrag und den Beginn der Rente baldigst festzusetzen und dem Berechtigten einen schriftlichen Bescheid zu erteilen, aus welchem die Rentenberechnung ersichtlich ist.

Eine Ablehnung des Anspruches darf nur durch begründeten Bescheid und nach Anhörung des Interessenten in seinen mündlichen oder schriftlichen Erklärungen erfolgen.

In den beiden in den zwei vorstehenden Absätzen vorgeesehenen Fällen muß der Bescheid die gemäß nachfolgendem Artikel geltende Berufungskrist und das für die Berufung zuständige Schiedsgericht angeben.

Bei den vom Vorstande eingesetzten Untersuchungen können die Zeugen unter Eid vernommen werden.

Wer sich weigert zu erscheinen oder Aussagen zu machen, verfällt den in Art. 80 der Strafprozeßordnung vorgeesehenen Strafen. Es wird darüber ein dem Staatsanwalte zu übermittelndes Protokoll errichtet.

Die Zeugengelder werden berechnet wie in Zivilsachen vor dem Friedensgerichte.

Art. 262. Gegen den Bescheid, durch welchen der Anspruch auf Rente abgewiesen wird, sowie gegen den Bescheid, durch welchen die Höhe und der Beginn der Rente festgestellt wird, steht dem Rentenbewerber die Berufung auf schiedsgerichtliche Entscheidung zu.

Die Berufung hat keine aufschiebende Wirkung.

Eine Ausfertigung der Entscheidung des Schiedsgerichts ist dem Rentenbewerber sowie dem Vorstande der Versicherungsanstalt zuzustellen.

Art. 263. Si le tribunal arbitral juge fondée la demande en obtention de pension, il déterminera en même temps le montant et le point de départ de la pension.

Si, tout en admettant la demande en principe, le tribunal arbitral ou la cour supérieure de justice n'ont pas fixé le montant et le point de départ de la pension, le comité-directeur accordera aussitôt, en cas de recours en cassation, une pension provisoire, et cette décision ne sera pas susceptible de recours.

Mais, du moment que la décision adjugeant la demande en principe, aura acquis force de chose jugée, le comité-directeur déterminera le montant et le point de départ de la pension pour autant que cela n'aura pas eu lieu antérieurement.

Les sommes versées à titre provisoire seront imputées sur la pension attribuée à titre définitif.

Art. 264. Le tribunal arbitral statuera en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1500 frs., et, à charge d'appel, lorsque la valeur du litige dépasse cette somme. Un règlement d'administration publique fixera la valeur en capital pour laquelle les rentes demandées entreront en ligne de compte au point de vue de l'application du présent article.

Art. 265. L'appel sera porté devant la Cour supérieure de justice.

Art. 266. L'établissement d'assurance pourra renoncer à répéter les arrérages de pension payés, conformément à l'art. 263 avant la décision passée en force de chose jugée.

Art. 267. En cas de rejet d'une demande en obtention d'une pension d'invalidité, pour le motif que l'incapacité de travail permanente n'est pas établie, la reproduction de cette demande ne sera pas recevable avant l'expiration d'une année depuis la notification de la

Art. 263. Hält das Schiedsgericht den Anspruch für begründet, so stellt es zugleich Betrag und Beginn der Rente fest.

Hat das Schiedsgericht oder das Obergericht den Anspruch auf Rente nur dem Grunde nach anerkannt und nicht gleichzeitig über die Höhe und den Beginn der Rente entschieden, so hat der Vorstand, falls Revision eingelebt wird, eine vorläufige Rente unverzüglich zu gewähren. Gegen diese Festsetzung ist keine Berufung zulässig.

Sobald der Anspruch auf Rente rechtskräftig feststeht, hat der Vorstand deren Höhe und Beginn, sofern dies nicht bereits früher geschehen ist, festzustellen.

Die vorläufigen Zahlungen werden auf die endgültig angewiesene Rente angerechnet.

Art. 264. Das Schiedsgericht entscheidet in letzter Instanz bis zum Werte von 1500 Fr. und mit Berufungsmöglichkeit, sobald das Streitobjekt diesen Wert übersteigt. Ein öffentliches Verwaltungsreglement setzt den Kapitalwert fest, nach welchem die Renten hinsichtlich der Anwendung gegenwärtigen Artikels anzurechnen sind.

Art. 265. Die Berufung wird vor den Obergerichtshof gebracht.

Art. 266. Die Versicherungsanstalt kann auf Rücksichtnahme der laut Art. 263 vor rechtskräftigem Urteil bezahlten Rentenbeträge verzichten.

Art. 267. Die Wiederholung eines Antrags auf Bewilligung einer Invalidenrente, welche wegen des Fehlens dauernder Erwerbsunfähigkeit endgültig abgelehnt worden war, ist vor Ablauf eines Jahres seit der Zustellung der endgültigen Entscheidung nur dann zulässig,

décision définitive, à moins qu'il ne résulte à suffisance de droit d'un certificat joint à la demande que, dans l'intervalle, il est né des circonstances qui établissent l'incapacité de travail permanente.

A défaut de ce certificat, le comité-directeur rejettéra la demande par une décision non susceptible de recours.

Art. 268. Le retrait de la pension ainsi que la suspension des paiements de pension ne pourront être prononcés qu'en vertu d'une décision écrite et motivée.

Les art. 262, 264, 265 et 267 seront applicables.

Art. 269. Le paiement des pensions sera effectué, anticipativement, sur mandat du comité-directeur, par l'administration des postes, et, régulièrement, par le bureau des postes dans la circonscription duquel le bénéficiaire avait sa résidence au moment de la demande en obtention de la pension.

Le comité-directeur indiquera à l'ayant-droit le bureau de poste chargé du paiement de la pension.

Il transférera, sur la demande de l'ayant-droit qui aura changé de résidence, le service de paiement au bureau de la nouvelle résidence.

Art. 270. Après la clôture de chaque exercice, le compte définitif sera établi, et les avances éventuelles de l'Etat seront remboursées.

En cas de désaccord, le Gouvernement statuera.

Les mesures d'exécution seront arrêtées par un règlement d'administration publique pris sur avis des divers départements intéressés et du comité-directeur.

Chapitre VI — Contestations sur les cotisations.

Art. 271. Les contestations qui naîtront entre l'établissement d'assurance et les patrons ou

wenn glaubhaft becheinigt wird, daß inzwischen Umstände eingetreten sind, aus denen sich das Vorhandensein der dauernden Erwerbsunfähigkeit des Antragstellers ergibt.

Sofern eine solche Bescheinigung nicht beigebracht wird, hat der Vorstand den vorzeitig wiederholten Antrag durch Verfügung, gegen welche ein Rechtsmittel nicht zulässig ist, zurückzuweisen.

Art. 268. Über die Entziehung der Rente sowie die Einstellung von Rentenzahlungen erlässt der Vorstand einen schriftlichen, begründeten Bescheid.

Die Artikel 262, 264, 265 und 267 sind auf diese Falle anwendbar.

Art. 269. Die Auszahlung der Renten wird auf Anweisung des Vorstandes im Voraus durch die Postverwaltung, und zwar in der Regel durch diejenige Postanstalt bewirkt, in deren Bezirk der Empfangsberechtigte zur Zeit des Antrags auf Bewilligung der Rente seinen Aufenthaltsort hatte.

Der Vorstand hat dem Berechtigten die mit der Zahlung der Rente beauftragte Postanstalt zu bezeichnen.

Verlegt der Empfangsberechtigte seinen Aufenthaltsort, so hat auf seinen Antrag der Vorstand der Versicherungsanstalt die Rente an die Postanstalt des neuen Aufenthaltsortes zur Auszahlung zu überweisen.

Art. 270. Nach Schluß des Rechnungsjahres wird die definitive Rechnung aufgestellt und etwaige Vorschüsse der Staatskasse zurückgestattet.

Bei Streitigkeiten entscheidet die Regierung.

Ein nach Anhörung der in Frage kommenden Verwaltungen sowie des Vorstandes zu erlassendes Verwaltungsreglement wird die Ausführungsbestimmungen angeben.

Cap. VI. — Beitragsstreitigkeiten.

Art. 271. Bei Streit zwischen der Versicherungsanstalt und Arbeitgebern oder Versicher-

les assurés, ou entre patrons et assurés, sur le point de savoir si des cotisations sont dues, seront décidées par le comité-directeur, à moins qu'elles ne surgissent pendant la procédure en détermination de la pension.

Les intéressés pourront, dans le délai d'un mois à dater de la notification, se pourvoir devant le Gouvernement dont la décision pourra être attaquée, dans le mois de la notification, devant le Conseil d'Etat qui statuera avec juridiction directe; le recours est dispensé du ministère d'avocat.

Art. 272. Les contestations entre patrons et assurés au sujet du calcul du montant et de l'imputation des cotisations qui sont à payer pour les assurés ou à restituer à ceux-ci, seront décidées, à titre définitif, par le comité-directeur.

Art. 273. Après règlement définitif de ces contestations le comité-directeur veillera d'office à ce que les cotisations perçues en moins soient versées immédiatement, et celles perçues en trop restituées aussitôt aux patrons et assurés.

Art. 274. Les frais de procédure relatifs aux contestations prévues dans les art. 271 à 273 seront à charge de l'établissement d'assurance.

Toutefois, les frais de procédure et d'expertise pourront, en tout ou en partie, être mis à charge de ceux qui les auront occasionnés frustatoirement.

Chapitre VII. — Dispositions transitoires.

Art. 275. Les personnes de nationalité luxembourgeoise qui étaient âgées de 65 ans ou plus à la date du 1^{er} janvier 1912, et qui prouvent que, pendant les cinq années qui ont précédé immédiatement cette date, elles ont exercé régulièrement, dans le Grand-Duché, une profession soumise à l'assurance obligatoire, ont droit à une pension équivalant au tiers de la pension fondamentale, et qui leur

ten oder zwischen Arbeitgebern und Versicherten über die Frage, ob Beiträge zu entrichten sind, entscheidet, wenn er nicht bei der Rentenfestsetzung hervortritt, der Vorstand.

Gegen den Entscheid des Vorstandes steht den Beteiligten innerhalb eines Monates nach der Zustellung das Beschwerderecht an die Regierung zu; die Entscheidung der Regierung kann binnen Monatsfrist von der Zustellung ab vor dem Staatsrat angefochten werden, welcher mit direkter Jurisdiktion entscheidet; die Berufung kann ohne Beistand eines Advocaten geschehen.

Art. 272. Streitigkeiten zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern über die Berechnung und Umrechnung der für diese zu entrichtenden oder diesen zu erstattenden Beiträge werden von dem Vorstand endgültig entschieden.

Art. 273. Ist der Streit endgültig entschieden, so sorgt der Vorstand von amtswegen dafür, daß zu wenig erhobene Beiträge unverzüglich nachbezahlt und zu viel erhobene alsbald den Arbeitgebern und Versicherten zurückgezahlt werden.

Art. 274. Die Kosten des Verfahrens bei Streitigkeiten der in den Art. 271 bis 273 bezeichneten Art trägt die Versicherungsanstalt. Jedoch können die Kosten des Verfahrens und die Sachverständigengebühren, ganz oder teilweise denjenigen auferlegt werden, welche dieselben in betrügerischer Weise verursacht haben.

Cap. VII. — Nebergangsbestimmungen.

Art. 275. Luxemburger, die am 1. Januar 1912 das 65. Lebensjahr vollendet oder über schritten hatten und den Nachweis erbringen, daß sie während den fünf Jahren, welche diesem Datum unmittelbar vorangingen, regelmäßig im Großherzogtum eine versicherungspflichtige Beschäftigung berufsmäßig ausgeübt haben, sind berechtigt, den dritten Teil der Grundrente zu beanspruchen. Diese Rente wird

sera servie par l'établissement d'assurance, mais sera, pour quatre cinquièmes à charge de l'Etat et, pour un cinquième, à charge de la commune, conformément à l'art. 238, al. 3.

Si, dans ce cas, le salarié peut invoquer des journées de travail réalisées depuis le 1^{er} janvier 1912, la pension s'augmentera conformément aux al. 2 et 3 de l'art. 279.

Art. 276. Les assurés luxembourgeois qui ont accompli l'âge de 65 ans, dans les dix années qui ont suivi immédiatement la date du 1^{er} janvier 1912, sans que les conditions de l'art. 187 soient remplies, ont néanmoins droit à une pension de vieillesse s'ils justifient de la double condition que, pendant les cinq années précédant immédiatement la date du 1^{er} janvier 1912, ils ont régulièrement exercé, dans le Grand-Duché une profession assujettie à l'assurance et que, depuis cette date jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, ils ont réalisé une moyenne de 270 journées de travail par an.

La seconde condition suffit à elle seule, si la période afférente embrasse cinq années d'une moyenne annuelle de 270 jours de travail, et la cinquième année est réputée accomplie du moment qu'elle est commencée et comprend un nombre de journées correspondant à sa durée effective.

Art. 277. Les assurés luxembourgeois qui sont devenus invalides, dans les premières cinq années qui ont suivi la date du 1^{er} janvier 1912, sans remplir les conditions de l'art. 187, ont droit à une pension d'invalidité, si pour les cinq années précédant immédiatement l'invalidité, ils justifient d'une moyenne de 270 journées de travail par an.

Si toutefois l'occupation de ces assurés subit, de par sa nature, des interruptions périodiques passagères, il suffit, pour la période antérieure

durch Vermittlung der Versicherungsanstalt ausgezahlt, bleibt jedoch zu vier Fünfteln zu Lasten des Staates und zu einem Fünftel zu Lasten der Gemeinde, gemäß Art. 238, Abs. 3.

Nam in diesem Falle der Beisicherte nach dem 1. Januar 1912 geleistete Arbeitstage nachzuweisen, so wird die Rente gemäß Abs. 2 und 3 des Art. 279 gesteigert.

Art. 276. Luxemburger, die das 65. Lebensjahr vollendet haben innerhalb der 10 Jahre, welche unmittelbar auf den 1. Januar 1912 folgten, haben, auch ohne die Bedingungen des Art. 187 erfüllt zu haben, Ansrecht auf eine Altersrente unter der doppelten Bedingung, daß sie nachweislich während der fünf Jahre, die dem 1. Januar 1912 unmittelbar vorausgingen, regelmäßig im Großherzogtum eine versicherungspflichtige Beschäftigung ausgeübt und nach diesem Datum bis zum Alter von 65 Jahren pro Jahr durchschnittlich an 270 Tagen gearbeitet haben.

Letzterer Nachweis genügt für sich allein, wenn die in Betracht zu ziehende Zeitdauer fünf Jahre mit einem Jahresdurchschnitte von 270 Arbeitstagen begreift; das fünfte Jahr gilt als vollendet, wenn es angefangen ist und eine der zurückgelegten Jahresdauer entsprechende Anzahl Arbeitstage begreift.

Art. 277. Luxemburger, die, ohne den in Art. 187 aufgezählten Bedingungen zu genügen, innerhalb der fünf ersten Jahre nach dem 1. Januar 1912 invalide geworden sind, haben Ansrecht auf Invalidenrente, wenn sie für ein jedes der dem Beginne der Invalidität unmittelbar vorausgehenden Jahre durchschnittlich 270 Arbeitstage nachzuweisen.

Wenn jedoch die Beschäftigung dieser Versicherten ihrer Natur nach periodische, zeitweise Unterbrechungen erleidet, so genügt für

à la mise en vigueur de la loi, qu'ils aient régulièrement exercé, dans le Grand-Duché, une profession assujettie à l'assurance.

Art. 278. Si, dans les cas des art. 276 et 277, les assurés dont l'occupation subit de par sa nature des interruptions périodiques passagères, font usage de l'assurance continuée, à l'effet de compléter les journées de travail exigées par les dits articles, l'Etat versera à l'établissement d'assurance la moitié des cotisations correspondantes à la durée de l'assurance continuée.

Mais les versements de l'Etat prendront fin avec la période transitoire et ne seront effectuées que pour autant que l'assuré aura justifié du paiement de sa part de cotisation.

Art. 279. Les pensions accordées par les art. 276 et 277 équivaudront au tiers de la pension fondamentale et seront servies par l'établissement d'assurance, mais tomberont à la charge exclusive de l'Etat et de la commune dans la proportion indiquée par l'art. 275.

Elles s'augmenteront :

a) de un cinquième des deux tiers restants de la pension fondamentale;

b) de un cinquième des majorations prévues par l'art. 204 à raison d'une rémunération supérieure à 500 fr.;

pour chaque fois 270 journées de travail réalisées depuis le 1^{er} janvier 1912, quand il s'agit d'une pension d'invalidité, et pour chaque fois 540 journées de travail réalisées de puis la même date, s'il s'agit d'une pension de vieillesse.

La pension de vieillesse s'augmentera de plus d'un supplément de seize centimes à raison de chaque période de six journées de travail au delà de 1350.

die Zeit vor Inkrafttreten des Gesetzes der Nachweis der regelmäßigen Ausübung einer versicherungspflichtigen Beschäftigung im Großherzogtum.

Art. 278. Wenn in den in Art. 276 und 277 vorgeesehenen Fällen die Versicherten, deren Beschäftigung ihrer Natur nach periodische zeitweilige Unterbrechungen erleidet, von der Weiterversicherung Gebrauch machen, um die Zahl der durch diese Artikel erforderten Arbeitstage zu vervollständigen, so zahlt der Staat der Versicherungsanstalt die Hälfte der Beiträge, welche der Dauer der Weiterversicherung entsprechen.

Die staatlichen Zuwendungen laufen mit der Übergangsperiode ab und erfolgen nur unter der Voraussetzung, daß der Versicherte die Entrichtung seines Beitragsanteils nachweist.

Art. 279. Die in Art 276 und 277 gewährten Renten belaufen sich auf ein Drittel der Grundrente; sie werden durch Vermittlung der Versicherungsanstalt ausbezahlt, bleiben jedoch ausschließlich zu Lasten des Staates und der Gemeinde und zwar nach dem in Art. 275 angegebenen Verhältnis.

Sie werden erhöht:

a) um ein Fünftel der verbleibenden zweit Drittels der Grundrente;

b) um ein Fünftel der in Art. 204 vorgeesehenen Steigerungen für Jahresarbeitsverdienste, die 500 Fr. übersteigen;

für je 270 bei Invalidenrenten und je 540 bei Altersrenten seit dem 1. Januar 1912 erreichte Arbeitstage.

Die Altersrente steigt außerdem um sechzehn Centimes für jede über 1350 Tage hinausgehende Arbeitsperiode von sechs Tagen,

Cette disposition est applicable aux ouvriers jouissant d'une rente-vieillesse et continuant le versement de leurs cotisations.

Art. 280. Pour les étrangers les cinq dernières années requises par l'art. 277 pour la pension d'invalidité seront portées à dix, de même que les périodes de 270 journées requises par l'art. 279 pour la majoration de la même pension, seront portées à 540, sauf au Gouvernement à suspendre cette disposition conformément à l'art. 188.

Art. 281. Les survivants de bénéficiaires de rentes allouées en vertu des dispositions transitoires ou de personnes remplissant les conditions y prescrites, ont droit aux allocations prévues en faveur des survivants:

La rente de veuve sera de la moitié, celle d'orphelin d'un cinquième de la pension que le défunt touchait ou qu'il était en droit de demander. Les dites prestations seront servies par l'établissement d'assurance, mais elles seront à la charge de l'Etat et des communes dans la même proportion que l'était ou que l'aurait été la rente du défunt.

L'ensemble de ces rentes ne pourra dépasser le montant de la rente dont le défunt jouissait au moment de sa mort. Si le total des rentes dépasse cette limite, elles seront réduites proportionnellement.

Diese Bestimmung ist anwendbar auf die Arbeiter, welche Altersrente beziehen und weiterhin Beiträge entrichten.

Art. 280. Für Ausländer ist die für die Invalidenrente nach Art. 277 geltende Frist von fünf Jahren auf zehn Jahre verlängert; desgleichen sind die in Art. 279 für die Rentensteigerung vorgesehenen Perioden von 270 Tagen auf 540 verlängert. Die Regierung kann jedoch gemäß Art. 188 diese Bestimmung außer Kraft setzen.

Art. 281. Die Hinterbliebenen der Inhaber von auf Grund der Übergangsbestimmungen gewährter Renten und solcher Personen, welche die darin vorgesehenen Bedingungen erfüllen, haben Anspruch auf die zu Gunsten der Hinterbliebenen vorgesehenen Bezüge.

Die Witwenrente beträgt die Hälfte, die Waiserente ein Fünftel der Rente, welche der Verstorbene bezog oder beanspruchen konnte. Diese Bezüge werden durch die Versicherungsanstalt bezahlt, bleiben aber zu Lasten des Staates und der Gemeinden in demselben Verhältnis wie es die Rente war oder gewesen wäre.

Der Gesamtbetrag dieser Renten darf nicht höher sein als die Rente, welche der Verstorbene zur Zeit seines Ablebens bezog. Übersteigt der Gesamtbetrag diese Grenze, so werden sie verhältnismäßig gekürzt.

LIVRE IV.

Dispositions communes aux caisses de maladie, à l'association d'assurance contre les accidents et à l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.

Art. 282. L'association d'assurance contre les accidents et l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité sont réunis en une seule administration portant la dénomination: „Office des assurances sociales“.

Les fonctions de président des comités-directeurs de chacune des deux sections de l'association d'assurance contre les accidents et de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité sont remplies par un fonctionnaire nommé par le Gouvernement.

Sur la proposition du comité-directeur, le Gouvernement peut lui adjoindre un vice-président et un ou plusieurs conseillers qui auront également le caractère de fonctionnaires de l'Etat.

Il est assisté par des employés nommés par les comités-directeurs et placés sous leur direction et leur autorité; son traitement et sa retraite ainsi que ceux des conseillers et employés font l'objet d'une délibération des comités-directeurs à approuver par le Gouvernement.

Les traitements et retraites dont mention à l'alinéa précédent ainsi que tous frais quelconques d'administration, de bureau, de copie ou d'impression sont, pour moitié, à charge de l'Etat et, pour moitié, à charge de l'office des assurances sociales.

En tant qu'il s'agit de dépenses communes aux deux sections de l'association d'assurance contre les accidents et à l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, la répartition de la charge fera l'objet d'une délibération des comités-directeurs.

L'Etat fournit des locaux convenablement meublés et pourvoit aux frais d'entretien, de chauffage et d'éclairage.

Art. 283. L'association d'assurance contre les accidents, les caisses de maladie et l'éta-

Buch IV.

**Gemeinsame Bestimmungen für die Kranken-
kassen, die Unfallversicherungsgenossenschaft
und die Alters- und Invaliditätsversicher-
ungsanstalt.**

Art. 282. Die Unfallversicherungsgenossenschaft und die Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt sind in einer Verwaltung vereinigt, welche den Namen „Soziale Versicherungsanstalt“ trägt.

Das Amt des Vorsitzenden des Vorstandes einer jeden der zwei Abteilungen, der Unfallversicherungsgenossenschaft sowie der Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt wird durch einen von der Regierung ernannten Beamten ausgeübt.

Auf Vorschlag des Vorstandes kann ihm die Regierung einen Vizepräsidenten und einen oder mehrere Räte zur Seite stellen, welche ebenfalls die Eigenschaft als Staatsbeamten haben.

Er wird unterstützt durch Beamte, welche die Vorstände ernennen und welche deren Leitung und Autorität unterstehen; das Gehalt und die Pension des Vorsitzenden, der Räte und der Beamten werden durch Vorstand beschluß und mit Genehmigung der Regierung bestimmt.

Die im vorstehenden Absatz erwähnten Gehälter und Pensionen sowie alle Verwaltungskosten irgendwelcher Art, Büro-, Schreib- oder Druckkosten, sind je zur Hälfte zu Lasten des Staates und der Sozialen Versicherungsanstalt.

Insoweit es sich um gemeinsame Ausgaben der zwei Abteilungen der Unfallversicherungsgenossenschaft und der Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt handelt, bildet die Verteilung der Lasten Gegenstand einer Beratung der Vorstände.

Der Staat stellt geeignete Räumlichkeiten nebst Mobiliar zur Verfügung und kommt für Unterhalt, Heizung und Beleuchtung derselben auf.

Art. 283. Die Unfallversicherungsgenossenschaft, die Krankenkassen und die Alters- und

blissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité sont des établissements d'utilité publique.

Ils ont la faculté de faire tous les actes de la vie civile rentrant dans l'accomplissement de leur mission.

Ils ne pourront toutefois recevoir des dons et legs que conformément à la loi du 11 mai 1892.

Ils ne pourront pareillement acquérir des droits immobiliers dépassant la valeur de 50.000 fr. sans l'autorisation du Gouvernement, et, si de ces droits leur adviennent par donation ou legs, l'acte portant autorisation de les accepter disposera en même temps s'il y aura lieu de les garder ou de les aliéner, en fixant, dans ce dernier cas, le délai dans lequel l'aliénation devra être faite.

Ils esteront en justice, représentés par le président des comités-directeurs et seront assimilés aux établissements de bienfaisance mentionnés dans la loi du 23 mars 1893 pour l'obtention de la faveur de plaider en débet pour tous les actes d'instance et d'exécution quelconques, sans préjudice des dispositions de l'art. 293, al. 3 et 4.

Art. 284. -Les actes passés au nom ou en faveur des établissements d'assurances et des caisses de maladie seront exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèques ou de succession.

Leurs valeurs mobilières et immobilières ainsi que les revenus en provenant sont affranchis de tous impôts de l'Etat et des communes y compris les centimes additionnels.

Ils jouiront de la franchise de port, pour tous les envois postaux qui seront expédiés par eux ou qui leur seront adressés.

Tous les actes dont la production sera la suite de la présente loi, et notamment les extraits de registres de l'état civil, les certificats, les actes de notoriété, d'autorisation ou de révocation seront délivrés gratuitement avec exemption de tous droits.

Art. 285. L'avoir social des établissements d'assurance et des caisses de maladie garantit seul leurs obligations.

Mais aucune saisie ne pourra être pratiquée

Invaliditätsversicherungsanstalt sind gemeinnützige Anstalten.

Sie haben das Recht, alle in den Rahmen ihrer Mission gehörenden Akten des bürgerlichen Lebens zu führen. Doch dürfen sie Schenkungen und Vermächtnisse nur gemäß dem Gesetz vom 11. Mai 1892 annehmen.

Desgleichen dürfen sie Immobilienrechte, deren Wert 50.000 Fr. übersteigt, nur mit Genehmigung der Regierung erwerben und, falls solche Rechte ihnen durch Schenkung oder Vermächtnis zufallen, muß der zur Annahme ermächtigende Beschluß gleichzeitig bestimmen, ob dieselben zu bewahren oder zu veräußern sind; ist letzteres der Fall, so wird zugleich die Frist festgesetzt, innerhalb welcher die Veräußerung stattfinden muß.

Die Vertretung vor Gericht geschieht durch den Vorsitzenden des Vorstandes; unbeschadet der Bestimmungen des Art. 293, Abs. 3 und 4, sind die Anstalten für die Zulassung zum Urnenrecht hinsichtlich des Auftretens vor Gericht und sämtlicher Gerichts- und Vollziehungshandlungen den im Gesetz vom 23. März 1893 aufgezählten Wohltätigkeitsanstalten gleichgestellt.

Art. 284. Die im Namen und zu Gunsten der Versicherungsanstalten und der Krankenkassen aufgenommenen Urkunden sind frei von Stempel-, Einregistrierungs-, Hypotheken- und Erbschaftsgebühren.

Ihre Mobilien- u. Immobilienwerte, ebenso wie die daraus herrührenden Einkünfte sind frei von allen Staats- und Gemeindesteuern, einschließlich Zuschlagscentimes.

Sie genießen Portofreiheit für alle von ihnen abgehenden oder an sie gerichteten Postsendungen.

Sämtliche Urkunden, die gemäß diesem Gesetze beizubringen sind, hauptsächlich Auszüge aus dem Zivilstandsregister, Bescheinigungen, Offenkundigkeits-, Ermächtigungs- oder Widerrufungsurkunden werden kosten- und gebührenfrei ausgestellt.

Art. 285. Das Anstaltsvermögen haftet allein für die Verbindlichkeiten der Versicherungsanstalten und der Krankenkassen.

Der Zwangsvollstreckung gegen dieselben

à leur charge qu'après une communication écrite faite au Gouvernement.

Administration du patrimoine.

Art. 286. L'association d'assurance contre les accidents, les caisses de maladie et l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité pourront, sans autorisation et sans limitation, placer leurs patrimoines, soit à la Caisse d'épargne, soit en titres de la dette publique, soit en obligations du Crédit foncier grand-ducal, soit en obligations communales, soit en prêts à consentir à l'Etat ou aux communes indigènes.

Ces établissements pourront, avec l'autorisation du Gouvernement, acquérir des titres d'Etat ou de villes étrangères.

Ils pourront enfin, avec l'autorisation du Gouvernement, mais seulement jusqu'à concurrence de la moitié de leurs patrimoines, faire d'autres placements, comme p. ex. en prêts hypothécaires, en acquisitions immobilières et, spécialement, en faveur de la création d'habitations à bon marché.

Pour les titres de la dette publique et du Crédit foncier, il sera fait une déclaration de dépôt, contre certificat nominatif au nom des établissements d'assurances.

Les autres titres seront déposés à la Recette générale, au fur et à mesure de leur acquisition.

Le Gouvernement fixera le taux d'intérêt à servir par la Caisse d'épargne, celle-ci entendue, et pourra aussi autoriser tous autres placements temporaires.

Art. 287. L'association d'assurance contre les accidents et l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité produiront au Gouvernement, de la manière et dans les délais que celui-ci prescrira, des états de gestion et de comptabilité.

Le genre et la forme de la comptabilité à suivre par ces établissements seront arrêtés par le Gouvernement.

Surveillance.

Art. 288. L'office des assurances sociales est soumis à la haute surveillance du Gouvernement.

muß eine schriftliche Anzeige an die Regierung vorausgehen.

Vermögensverwaltung.

Art. 286. Ohne Ermächtigung, noch irgendwelche Einschränkung dürfen die Unfallversicherungsgenossenschaft, die Krankenkassen und die Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt ihr Vermögen entweder bei der Sparkasse, oder in Titeln der Staatschuld oder in Obligationen der staatlichen Grundkreditanstalt, oder in Gemeindeanleihen oder in direkten Darlehen an den Staat oder ausländische Gemeinden anlegen.

Die Anstalten können auch, mit Genehmigung der Regierung, ausländische Staats- oder Städte-Anleihtitel erwerben.

Endlich dürfen sie, mit Genehmigung der Regierung und höchstens bis zur Hälfte ihres Vermögens, andere Anlagen vornehmen, wie z. B. Hypothekardarlehen, Immobilienerwerb und insbesondere zu Gunsten der Errichtung billiger Wohnungen. Für die Titel der Staatschuld und der Grundkreditanstalt erfolgt eine Hinterlegungserklärung gegen Ausfertigung einer auf den Namen des Versicherungsträgers ausgestellten Nominalbescheinigung.

Die anderen Wertpapiere werden nach Maßgabe des Ankaufs bei der Generalkasse hinterlegt. Die Regierung bestimmt, nach Aufführung der Sparkasse, den von letzterer zu vergütenden Zinsfuß; sie kann auch andere vorübergehende Geldanlagen zulassen.

Art. 287. Die Unfallversicherungsgenossenschaft und die Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt sind verpflichtet, der Regierung nach näherer Anweisung und in den von ihr vorzuschreibenden Fristen Übersichten über ihre Geschäfts- und Rechnungsergebnisse einzureichen.

Die Art und Form der Rechnungsführung bei den Versicherungsanstalten wird durch die Regierung geregelt.

Aufsicht der Regierung.

Art. 288. Die Sozialen Versicherungsanstalten unterliegen der Oberaufsicht der Regierung. Das Aufsichtsrecht der letzteren erstreckt

ment, laquelle s'étend à l'observation des prescriptions légales et statutaires.

Le Gouvernement pourra, en tout temps, contrôler ou faire contrôler la gestion de l'office des assurances sociales.

Les membres des comités-directeurs et des autres organes de l'office des assurances sociales seront tenus de présenter leurs livres, pièces justificatives, valeurs et espèces, ainsi que les documents relatifs au contenu des livres, à la détermination des pensions, secours etc., et de faire toutes autres communications que le Gouvernement jugera nécessaires à l'exercice de son droit de surveillance.

Réemploi des sinistrés.

Art. 289. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures à prendre pour résERVER aux victimes du travail, contre juste et équitable rémunération, certains emplois appropriés à leurs facultés.

Saisissabilité et cessibilité des droits.

Art. 290. Les rentes et autres droits dérivant de la présente loi pourront être engagés, cédés ou saisis, sans limitation pour couvrir:

1^o une avance qui a été faite à l'intéressé sur ses droits, antérieurement à l'octroi de la rente, par son patron, une caisse de secours, ou un organisme des établissements d'assurances;

2^o les créances qui compétent aux communes et établissements de bienfaisance, en vertu des art. 120 et 232;

3^o les créances résultant des art. 203, 205, 206, 207 et 214 du code civil.

Dans tous les autres cas, les lois du 19 juillet 1895, sur la cessibilité et la saisissabilité, ainsi que sur la procédure de saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés seront applicables.

La cession, au profit du patron, des arré-

sich auf die Beobachtung der gesetzlichen und statutarischen Vorschriften.

Die Regierung ist befugt, jederzeit eine Prüfung der Geschäftsführung der Versicherungsanstalten selbst vorzunehmen oder vornehmen zu lassen.

Die Mitglieder der Vorstände und der sonstigen Organe der Versicherungsanstalten sind verpflichtet, ihre Bücher, Belege, Wertpapiere und Geldbestände sowie ihre auf den Inhalt der Bücher und die Festsetzung der Renten, Unterstützungen usw., bezüglichen Schriftstücke vorzulegen und der Regierung alle sonstigen Mitteilungen zu machen, die zur Ausübung des Aufsichtsrechts als erforderlich erachtet werden.

Wiederinstellung der Unfallbeschädigten.

Art. 289. Ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt die Maßnahmen, um den Unfallverletzten, gegen gerechte und billige Entlöhnung, bestimmte, ihren Fähigkeiten entsprechende Arbeitsposten zu sichern.

Pfändbarkeit und Übertragbarkeit der Ansprüche.

Art. 290. Die aus gegenwärtigem Gesetze sich ergebenden Renten und sonstigen Ansprüche können ohne Begrenzung verpfändet, abgetreten oder beschlagnahmt werden, zur Deckung:

1. eines Vorschusses, der dem Interessenten vor Festsetzung seiner Rente auf seine Ansprüche geleistet wurde seitens des Arbeitgebers, einer Krankenkasse oder eines Versicherungsträgers;

2. einer Schuldforderung von Gemeinden oder Wohltätigkeitsanstalten, auf Grund der Art. 120 und 232;

3. der aus Art. 203, 205, 206, 207 und 214 des Bürgerlichen Gesetzbuches sich ergebenden Forderungen.

Zu allen andern Fällen findet das Gesetz vom 19. Juli 1895 betr. die Abtretung und Pfändung, sowie des Verfahren bei der Pfändung der Arbeitslöhne und der kleinen Gehälter Anwendung. Die Abtretung zu Gunsten des Arbeitgebers erfallener Rentenbeträge

rages des pensions dues en vertu de la présente loi n'est valable que dans les limites de la loi du 19 juillet 1895.

Art. 291. Les termes de rentes et les secours dus par l'association ou l'établissement d'assurance et les caisses de maladie aux assurés se compenseront d'après les règles du droit commun, avec les créances qu'ils possèdent contre eux.

Caractère des indemnités.

Art. 292. Les prestations allouées conformément à la présente loi ne sont pas considérées comme secours de l'assistance publique.

Tribunal arbitral et recours.

Art. 293. La fixation du siège et de la compétence des tribunaux arbitraux et leur organisation sont réservées à un règlement d'administration publique qui arrêtera également les règles concernant la procédure à suivre devant les dits tribunaux, devant la Cour d'appel et devant la Cour de cassation, les délais et les frais de justice, sans préjudice des règles tracées à cet égard par la présente loi.

Le tribunal arbitral constitué, les délégués-assesseurs prêteront entre les mains du président le serment suivant: „Je jure de remplir mes fonctions en mon honneur et ma conscience et de garder le secret des délibérations, ainsi Dieu me soit en aide.”

L'association d'assurance contre les accidents, l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, les caisses de maladie et les ayants-droit à la pension jouiront de plein droit du bénéfice de l'assistance judiciaire, tant devant le tribunal arbitral que devant la Cour supérieure de justice, et ce bénéfice s'étendra à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière ainsi qu'à toute contestation pouvant surgir à l'occasion de l'exécution.

Les jugements et arrêts ainsi que tous les autres actes relatifs aux contestations dont s'agit, seront exempts des droits d'enregistrement, de timbre et de greffe, et ne donneront lieu à d'autres salaires qu'à ceux des greffiers.

auf Grund gegenwärtigen Gesetzes, ist nur zulässig in den Grenzen des Gesetzes vom 19. Juli 1895.

Art. 291. Die von den Sozialen Versicherungsanstalten oder den Krankenkassen an die Versicherten geschuldeten Renten- und Unterstützungs beträge gleichen sich nach den Regeln des gemeingültigen Rechtes gegenseitig aus mit den Forderungen, welche den Versicherungsträgern gegen die Versicherten zustehen.

Charakter der Entschädigung.

Art. 292. Die auf Grund dieses Gesetzes gewährten Leistungen gelten nicht als öffentliche Unterstützungen.

Schiedsgericht und Verurteilung.

Art. 293. Die Bestimmung des Sitzes und der Kompetenz der Schiedsgerichte und ihre Einrichtung sind einem öffentlichen Verwaltungsreglement vorbehalten, welches gleichzeitig die Regeln aufstellt für das Verfahren vor diesen Gerichten, dem Obergerichtshof und vor dem Kassationshof, die Fristen und die Gerichtskosten, unbeschadet der im gegenwärtigen Gesetz in dieser Hinsicht aufgestellten Regeln.

Nach Einsetzung des Schiedsgerichtes leisten die als Beisitzer fungierenden Delegierten in die Hände des Vorsitzenden folgenden Eid: „Ich schwöre, mein Amt nach Ehre und Gewissen zu erfüllen, und das Geheimnis der Beratungen zu wahren, so wahr mir Gott helfe!”

Die Unfallversicherungsgenossenschaft, die Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt, die Krankenkassen und die Entschädigungsberichtigten sind von Rechts wegen zu dem Menschenrecht zugelassen, sowohl für das Verfahren vor dem Schiedsgericht und vor dem Obergerichtshof, als auch für alle Mobiliar- und Immobilienpfändungs-Akten sowie für alle gegen die Vollstreckung erhobenen Einsprüche.

Die Einregistrierung aller auf fragliche Instanzen bezüglichen Urkunden, gerichtlichen Urteile und Entscheide erfolgt kostenfrei. Diese Befreiung erstreckt sich ebenfalls auf die Stempel- und Fanzlegebühren, jedoch nicht auf die Bezüge der Gerichtsschreiber.

Art. 294. Les décisions rendues en dernier ressort sont susceptibles d'un recours en cassation de la part des deux parties.

Le recours ne sera recevable que pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles soit prescrites à peine de nullité.

Art. 295. Le recours spécifiera les moyens sur lesquels il est fondé.

S'il n'indique pas de moyens ou s'il est introduit tardivement, la Cour pourra le rejeter sans recourir à un débat oral qui, en tout autre cas, sera de rigueur.

Si la décision attaquée est cassée, la Cour pourra, soit évoquer le fond, soit renvoyer la cause au comité-directeur.

Dans les deux cas, elle pourra décider en même temps qu'il sera servi provisoirement au demandeur une pension dont elle arbitrera le montant.

En cas de renvoi, les motifs de droit sur lesquels la Cour aura fondé la cassation, seront pris pour base des décisions ultérieures du tribunal arbitral ou du comité-directeur.

Art. 296. Les tribunaux sont liés par les décisions administratives statuant sur une amende d'ordre ou sur l'assujettissement d'une entreprise ou d'une personne à l'assurance.

S'il n'existe pas de décision, le juge devra, en cas de contestation, renvoyer les parties devant l'autorité administrative compétente.

Obligations spéciales des organes des assurances sociales, autorités publiques, patrons et assurés.

Art. 297. L'action des assurés pour les secours basés sur la présente loi, se prescrit par deux ans.

Art. 298. Les membres des organes des établissements d'assurances et des caisses de maladie sont responsables, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Art. 294. Gegen die in letzter Instanz erlangten Entscheidungen steht beiden Parteien das Rechtsmittel der Revision zu.

Die Revision kann nur auf eine Übertretung der Gesetze oder eine Verleugnung der wesentlichen oder unter Strafe der Richtigkeit vorge sehenen Förmlichkeiten gestützt werden.

Art. 295. Die Revision muß die Rechtsgründe angeben.

Gibt dieselbe keine Gründe an oder ist sie verspätet, so kann der Obergerichtshof sie ohne mündliche Verhandlung verwirfen. In allen andern Fällen darf nur nach mündlicher Verhandlung entschieden werden.

Wird das angefochtene Urteil aufgehoben, so kann der Obergerichtshof zuleich in der Sache selbst entscheiden oder dieselbe an das Schiedsgericht oder an den Vorstand zurückverweisen.

Dabei kann er die Gewährung einer provisorischen Rente, deren Betrag er selbst bestimmt, anordnen.

Wird die Sache an das Schiedsgericht oder an den Vorstand zurückgewiesen, so sind diese Stellen an die rechtliche Beurteilung, die der Aufhebung der Entscheidung zugrunde liegt, gebunden.

Art. 296. Die Gerichte sind an die administrativen Entscheidungen über Ordnungsstrafen und über die Versicherungspflicht eines Betriebes oder einer Person gebunden.

Besteht keine Entscheidung, so hat der Richter im Streitfalle die Parteien vor die zuständige Verwaltungsbehörde zurückzuverweisen.

Besondere Pflichten der Organe der Versicherungsanstalt, der öffentlichen Behörden, der Arbeitgeber und der Versicherten.

Art. 297. Der Rechtsanspruch der Versicherten auf die aus gegenwärtigem Gesetz sich ergebenden Unterstützungen verjährt nach Ablauf von zwei Jahren.

Art. 298. Die Mitglieder der Organe der Versicherungsanstalten und der Krankenkassen sind haftbar nach dem allgemeinen gültigen Recht für ihre Amtsverwaltung und für die bei der Geschäftsführung begangenen Fehler.

Art. 299. Le mandat honorifique conféré en vertu de la présente loi ne pourra être décliné que pour l'une des causes qui, d'après les art. 433, 434 et 435 du Code civil, dispensent de la tutelle.

L'exercice d'un mandat honorifique conféré par la présente loi équivaudra à la gestion d'une tutelle.

Les statuts pourront admettre d'autres causes de dispense.

Une réélection pourra être déclinée pour la durée d'une période électorale.

Art. 300. Les organes, mandataires et employés de l'office des assurances sociales et des caisses de maladie ainsi que les autorités, fonctionnaires et employés exerçant le contrôle, seront tenus de garder le secret sur les faits et installations qu'ils parviendront à connaître dans l'accomplissement de leur mission, et de s'abstenir d'utiliser ou de révéler les secrets de fabrication ou les secrets d'affaires.

Les personnes chargées spécialement du contrôle prêteront, avant d'entrer en fonctions, devant le juge de paix de leur résidence, le serment suivant:

„Je jure de remplir mes fonctions, avec intégrité, exactitude et impartialité. Je jure de garder le secret sur les faits et installations que je parviendrai à connaître dans l'accomplissement de ma mission et de m'abstenir d'utiliser ou de révéler les secrets d'affaires. Ainsi Dieu me soit en aide !“

Art. 301. Les autorités publiques donneront suite aux demandes qui leur parviendront dans l'intérêt de l'exécution de la présente loi, de la part des comités-directeurs, du tribunal arbitral, ou d'autres organes de l'office des assurances sociales ou des caisses de maladie ou d'autres autorités publiques et adresseront spontanément aux organes de l'office des assurances sociales toutes les communications pouvant intéresser son fonctionnement.

Art. 299. Die Wahl zu einem auf Grund dieses Gesetzes verliehenen Ehrenamt kann nur aus denselben Gründen abgelehnt werden, wie das Amt eines Vormundes gemäß Art. 433 434 und 435 des Bürgerlichen Gesetzbuches.

Die Wahrnehmung eines auf Grund des gegenwärtigen Gesetzes übertragenen Ehrenamtes steht der Führung einer Vormundschaft gleich.

Die Sakungen können andere Ablehnungsgründe zulassen.

Die Wiederwahl kann für eine Wahlperiode abgelehnt werden.

Art. 300. Die Organe, Beauftragten und Angestellten der Sozialen Versicherungsanstalten und der Krankenkassen sowie die mit der Kontrolle betrauten Behörden, Beamten und Angestellten haben Verschwiegenheit zu beobachten über die Tatsachen und Betriebseinrichtungen, die in Ausübung ihres Amtes zu ihrer Kenntnis gelangen; sie dürfen von den Fabrikations- und Geschäftsgeheimnissen keinen Gebrauch machen und dieselben nicht bekannt geben.

Die mit der Überwachung speziell betrauten Personen müssen, ehe sie ihr Amt antreten, vor dem Friedensrichter ihres Aufenthaltsortes folgenden Eid leisten:

„Ich schwöre, mein Amt mit Rechtsschaffenheit, Pünktlichkeit und Unparteilichkeit zu versehen. Ich schwöre, Verschwiegenheit zu beobachten über die Tatsachen und Betriebsseinrichtungen, die in Ausübung meines Amtes zu meiner Kenntnis gelangen und weder von den Geschäftsgeheimnissen Gebrauch zu machen noch dieselben bekannt zu geben, so wahr mir Gott helfe.“

Art. 301. Die öffentlichen Behörden sind verpflichtet, den zum Vollzuge dieses Gesetzes an sie ergangenen Erfuchen der Vorstände, des Schiedsgerichtes oder anderer Organe der Versicherungsanstalten oder der Krankenkassen oder anderer öffentlicher Behörden zu entsprechen und den Organen der Sozialen Versicherungsanstalten auch unaufgesondert alle Mitteilungen zuzummen zu lassen, welche für deren Geschäftsbetrieb von Wichtigkeit sind.

Le même devoir incombera aux organes de l'office des assurances sociales dans leurs rapports réciproques, ainsi que dans ceux avec des caisses de maladie.

Les frais résultant de l'exécution de ces devoirs seront remboursés par l'office des assurances sociales, comme faisant partie des frais d'administration, en tant qu'ils consisteront en frais de voyage et de séjour, ainsi qu'en taxe aux témoins et aux experts, ou en d'autres déboursés.

Art. 302. Les patrons sont tenus de fournir aux organes et mandataires de l'office des assurances sociales et des caisses de maladie ainsi qu'aux autres autorités, fonctionnaires ou employés exerçant le contrôle, tous les renseignements qu'ils leur demanderont, sur le nombre des personnes qu'ils occupent, sur la durée de leur occupation et sur les salaires et traitements leur payés.

Ils leur permettront de prendre inspection, sur les lieux et pendant les heures de travail, des livres et listes desquels résulteront les renseignements demandés.

Le Gouvernement pourra prescrire d'autres mesures de contrôle, et les patrons et les assurés se conformeront aux unes et aux autres sous peine d'amendes d'ordre à prononcer par le comité-directeur et qui ne dépasseront pas 500 fr. chacune.

Les assurés seront également tenus de fournir tous renseignements demandés sur le lieu et la durée de leur occupation, ainsi que sur le montant de leurs salaires.

Art. 303. Les frais de contrôle feront partie des frais d'administration.

Les comités-directeurs pourront, pour autant qu'ils consisteront en déboursés, les imposer au patron qui les aura occasionnés par l'inexécution des obligations.

En cas de recours, le Gouvernement statuera à titre définitif.

Art. 304. L'entrepreneur principal est solidiairement responsable avec le sous-entrepreneur de l'accomplissement de toutes les obligations imposées aux patrons par les lois, rè-

Die gleiche Verpflichtung liegt den Organen der Versicherungsanstalt untereinander, sowie in ihren Beziehungen zu den Krankenkassen und der Unfallversicherungsgenossenschaft ob.

Die durch die Erfüllung dieser Verpflichtungen entstehenden Kosten sind von der Versicherungsanstalt als eigene Verwaltungskosten insoweit zu erstatten, als sie in Tagegeldern und Reisekosten sowie in Gebühren für Zeugen und Sachverständige oder in sonstigen baren Auslagen bestehen.

Art. 302. Die Arbeitgeber sind verpflichtet, über die Zahl der von ihnen beschäftigten Personen, über die gezahlten Löhne und Gehälter und über die Beschäftigungsdauer den Organen und Beauftragten der Sozialen Versicherungsanstalten und der Krankenkassen sowie den die Kontrolle ausübenden anderen Behörden, Beamten oder Angestellten auf Verlangen Auskunft zu erteilen.

Sie müssen denselben die diesbezüglichen Geschäftsbücher oder Listen zur Einsicht während der Betriebszeit an Ort und Stelle vorlegen.

Die Regierung kann noch andere Kontrollmaßregeln vorschreiben; Arbeitgeber und Versicherte haben sämtliche Kontrollvorschriften zu beobachten, widrigenfalls sie vom Vorstand mit Ordnungsstrafen belegt werden können, deren jede 500 Fr. nicht übersteigt.

Ebenso sind die Versicherten zur Erteilung von Auskunft über Ort und Dauer ihrer Beschäftigung sowie über die Höhe des Lohnes verpflichtet.

Art. 303. Die Kontrollkosten gehören zu den Verwaltungskosten.

Soweit dieselben in baren Auslagen bestehen, können sie durch den Vorstand dem Arbeitgeber auferlegt werden, wenn dieser sie durch Nichterfüllung der ihm obliegenden Verpflichtungen veranlaßt hat.

Wird hiergegen Beschwerde erhoben, so entscheidet die Regierung endgültig.

Art. 304. Der Hauptunternehmer ist mit dem Unternehmer solidarisch haftbar für die Erfüllung aller durch die Gesetze, Reglemente und Satzungen in Sachen der Sozialen Ver-

gements et statuts concernant la matière des assurances sociales.

Service médical et pharmaceutique.

Art. 305. Si le traitement médical est sérieusement compromis par le fait que la caisse de secours en cas de maladie ou les établissements d'assurances sociales n'ont pu s'assurer, dans des conditions acceptables, le concours d'un nombre suffisant de médecins, le comité-directeur pourra accorder aux malades ou aux blessés, à la place du traitement médical, une prestation en espèces qui ne pourra pas dépasser les trois huitièmes du montant moyen des secours pécuniaires servis par la caisse de secours en cas de maladie à laquelle appartient le malade ou le blessé.

Si ce dernier n'est affilié à aucune caisse de secours en cas de maladie, la prestation en espèces sera exprimée par une fraction du montant moyen des secours pécuniaires servis par la caisse régionale du lieu de son occupation.

S'il s'agit de l'assistance médicale à fournir par une caisse de secours en cas de maladie, la caisse ne pourra faire usage des dispositions qui précédent que si elle y est autorisée par le comité central qui pourra régler en même temps les mesures d'exécution et de contrôle nécessaires, notamment, en ce qui concerne la justification de l'état d'incapacité de travail, la suspension des secours pécuniaires jusqu'à ce que l'incapacité de travail soit justifiée et l'obligation du malade de se soumettre à un traitement à l'hôpital en dehors des prévisions de l'art. 9.

Art. 306. Les comités-directeurs des caisses de maladie autorisés à cet effet par le comité central et ceux des établissements d'assurances sociales pourront décréter que les assurés qui sont dans le cas de bénéficier du traitement médical ou pharmaceutique, supporteront une fraction des frais occasionnés par le traitement médical ou pharmaceutique ou seulement par certaines prestations médicales ou pharmaceutiques. Cette fraction ne pourra pas être supérieure au quart.

sicherungen dem Arbeitgeber auferlegten Verpflichtungen.

Ärztliche und pharmazeutische Dienstleistungen.

Art. 305. Ist die ärztliche Behandlung ernstlich gefährdet durch den Umstand, daß die Krankenkasse oder die Sozialen Versicherungsanstalten nicht in der Lage waren, zu annehmbaren Bedingungen die Mitwirkung einer genügenden Anzahl Ärzte sicherzustellen, so darf der Vorstand, am Stelle freier ärztlicher Behandlung, den Kranken oder Unfallverletzten eine Varentschädigung gewähren; diese Entschädigung darf drei Achtel des durchschnittlichen Krankengeldes derjenigen Krankenkasse, welcher der Kranke oder Verletzte angehört, nicht übersteigen. Ist letzterer nicht Mitglied einer Krankenkasse, so wird die Varentschädigung dargestellt durch einen Bruchteil des durchschnittlichen Krankengeldes der Bezirkskasse seines Beschäftigungsortes.

Handelt es sich um ärztliche Behandlung für Rechnung einer Krankenkasse, so darf die betreffende Krankenkasse von vorstehender Bestimmung erst nach Ermächtigung durch den Zentralvorstand Gebrauch machen: letzterer ist befugt, gleichzeitig die nötigen Ausführungs- und Kontrollvorschriften zu erlassen, namentlich im Hinblick auf den Nachweis der Erwerbsunfähigkeit, das Ruhen des Krankengeldes bis zum Nachweis der Erwerbsunfähigkeit und die Verpflichtung des Kranken, sich auch außerhalb der Voraussetzungen des Art. 9 der Krankenhauspflege zu unterziehen.

Art. 306. Die hierzu vom Zentralvorstand ermächtigten Krankenfassenvorstände sowie die Vorstände der Sozialen Versicherungsanstalten können bestimmen, daß Versicherte, welche ärztliche oder pharmazeutische Behandlung beanspruchen, einen Teil der aus der ärztlichen und pharmazeutischen Behandlung oder auch nur aus bestimmten ärztlichen und pharmazeutischen Leistungen erwachsenen Kosten selbst tragen; dieser Anteil darf ein Viertel der Kosten nicht übersteigen.

Art. 307. Les comités-directeurs visés à l'article qui précède pourront décider que la fourniture de prothèses, moyens curatifs et autres objets analogues pourra être remplacée par des prestations en espèces; ils arrêteront en même temps les dispositions qu'implique l'exécution de pareille mesure.

S'il s'agit d'une caisse de maladie, la décision devra être approuvée par le comité central.

Art. 308. L'autorisation accordée en application des art. 305, 306 et 307 par le comité central est révocable.

Dispositions pénales.

Art. 309. Les chefs d'entreprise et autres patrons ainsi que les assurés qui n'exécutent pas ou qui exécutent tardivement les obligations leur imposées par la présente loi, les règlements, les statuts ou les prescriptions édictées par l'association d'assurance contre les accidents ou l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité ou les caisses de maladie, ceux qui fournissent tardivement ou d'une façon inexacte les renseignements auxquels ils sont tenus, pourront être frappés par le comité-directeur compétent d'une amende d'ordre ne dépassant pas cinq cents francs.

La même amende pourra être infligée:

1^o aux chefs d'entreprise ou autres patrons qui ne payeront pas les cotisations à l'échéance;

2^o aux membres des organes de l'association d'assurance contre les accidents, de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et les caisses de maladie qui, sans motif légitime, refusent le mandat leur conféré ou n'assistent pas régulièrement aux séances ou manquent de toute autre manière à leurs devoirs.

Dans les cas visés sub 2^o, l'amende sera prononcée, en matière d'assurance-maladie par le comité central ou le membre délégué, et en matière d'assurance-accident et d'assurance-vieillesse et invalidité, par le président du comité-directeur.

Art. 307. Die in vorstehendem Artikel bezeichneten Vorstände können beschließen, daß die Lieferung von Prothesen, Heilmitteln und andern ähnlichen Gegenständen durch Leistungen ersetzt werden darf; sie bestimmen zugleich, in welcher Weise diese Verfügung zur Ausführung gelangt.

Falls es sich um eine Krankenkasse handelt, so bedarf die Entscheidung der Genehmigung durch den Zentralvorstand.

Art. 308. Die Genehmigung des Zentralvorstandes in Gemäßheit der Art. 305, 306 und 307 ist widerrufbar.

Strafenstrafen.

Art. 309. Die Betriebsunternehmer und andere Arbeitgeber sowie die Versicherten, welche nicht oder nicht rechtzeitig den ihnen durch gegenwärtiges Gesetz, die Reglemente, Satzungen oder von der Unfallversicherungsgenossenschaft, der Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt oder den Krankenkassen erlassenen Vorschriften auferlegten Verpflichtungen nachkommen, ebenso diejenigen, welche nicht fristgerecht oder in unvollständiger Weise die Auskünfte liefern, zu denen sie verpflichtet sind, können vom zuständigen Vorstande mit einer Ordnungsstrafe bis zu fünfhundert Franken belegt werden.

Dieselbe Ordnungsstrafe kann verhängt werden:

1. über Betriebsunternehmer und sonstige Arbeitgeber, welche ihre Beiträge nicht bei Erfall entrichten;

2. über Mitglieder der Organe der Unfallversicherungsgenossenschaft, der Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt und der Krankenkassen, welche ohne triftigen Grund das ihnen übertragene Ehrenamt ablehnen, oder den Sitzungen nicht regelmäßig beiwohnen oder in jeder anderen Weise gegen ihre Pflichten sich verfehlten.

In den unter 2. aufgezählten Fällen wird die Strafe auferlegt, in Krankenversicherungsangelegenheiten durch den Zentralvorstand oder dessen Delegierten, in Unfall- oder Alters- und Invaliditätsversicherungsangelegenheiten durch den Vorsitzenden des Vorstandes.

Art. 310. Les chefs d'entreprise ou autres patrons pourront déléguer l'accomplissement des devoirs leur imposés conformément à l'article précédent, aux personnes chargées de la direction ou de la gérance d'une exploitation, à condition d'en indiquer les noms et le domicile au comité-directeur compétent.

Dans ce cas, le délégué qui contreviendra à l'un de ces devoirs, de la manière prévue au même article, sera passible de l'amende édictée par cet article.

Art. 311. Les amendes d'ordre prononcées en vertu de la présente loi profiteront à l'établissement dont le comité-directeur les a prononcées.

Art. 312. Seront punis d'une amende de 51 fr. à 1000 fr., à moins qu'une peine plus forte ne résulte d'une autre disposition légale ou réglementaire:

1^o le chef d'entreprise, le patron ou l'employé qui, sciemment, aura exclu, par des conventions ou des règlements de travail, l'application totale ou partielle des dispositions de la présente loi, au détriment des assurés, ou restreint la liberté de ceux-ci dans l'acceptation ou l'exercice d'une fonction honorifique leur conférée par la même loi;

2^o le chef d'entreprise, le patron ou l'employé qui, sciemment aura opéré, sur les salaires des assurés, des retenues non autorisées par la loi;

3^o le chef d'entreprise ou le patron qui n'aura pas employé aux fins de l'assurance les retenues par lui opérées, en vertu de la présente loi, sur les salaires des personnes qu'il occupe.

Si, dans ce dernier cas, le coupable a agi dans une intention frauduleuse ou méchante, le juge pourra prononcer, en dehors de l'amende, une peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois.

Les conventions et règlements visés au n° 1 seront nuls et de nul effet.

Art. 313. Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront également aux représen-

Art. 310. Die Betriebsunternehmer und sonstigen Arbeitgeber dürfen die ihnen gemäß vorstehendem Artikel auferlegten Pflichten Betriebsleitern oder Verwaltern übertragen, jedoch müssen sie deren Namen und Wohnort dem Vorstande mitteilen.

Handelt solch ein Stellvertreter im Sinne des vorstehenden Artikels einer dieser Pflichten zuwider, so trifft ihn die in genanntem Artikel festgesetzte Strafe.

Art. 311. Die auf Grund gegenwärtigen Gesetzes verhängten Ordnungsstrafen fließen in die Kasse derjenigen Anstalt, deren Vorstand sie auferlegt hat.

Art. 312. Wenn nicht auf Grund einer andern Gesetzesbestimmung eine höhere Strafe verübt ist, so unterliegen einer Buße von 51 bis 1000 Fr.:

1. Betriebsunternehmer, Arbeitgeber oder Angestellte, die wissentlich infolge Vertrags oder mittels Arbeitsordnungen die Anwendung der Bestimmungen dieses Gesetzes zum Nachteil der Versicherten ganz oder teilweise ausschließen oder die Versicherten in der Übernahme oder Ausübung eines denselben in Gemäßigkeit dieses Gesetzes übertragenen Ehrenamts beschränken;

2. Betriebsunternehmer, Arbeitgeber oder Angestellte, die wissentlich auf den Löhnern der Versicherten Abzüge gemacht haben, die das Gesetz nicht gestattet;

3. Betriebsunternehmer oder Arbeitgeber, welche die von ihnen nach diesem Gesetze von dem Lohne der von ihnen beschäftigten Personen in Abzug gebrachten Beträge nicht für die Versicherung verwenden.

Liegt in letzterem Falle betrügerische oder böswillige Absicht vor, so kann außer der Buße auf eine Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Monaten erkannt werden.

Die in Nr. 1 erwähnten Verträge und Arbeitsordnungen sind nichtig und ohne rechtliche Wirkung.

Art. 313. Die Bestimmungen des vorstehenden Artikels finden auch Anwendung auf die

tants légaux de patrons incapables, aux membres de la direction d'une société commerciale ou d'une association.

Art. 314. En cas de contravention à la disposition de l'art. 300, al. 1^{er}, les personnes y désignées seront passibles des peines édictées par l'art. 458 du Code pénal.

Art. 315. Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 51 fr. à 3000 fr., à moins qu'une peine plus forte ne résulte d'une autre disposition légale, ceux qui auront, frauduleusement, amené l'association d'assurance ou l'établissement d'assurance à fournir une pension, des secours ou d'autres avantages qui n'étaient pas dus ou n'étaient dus qu'en partie.

La tentative de ce délit sera punie d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 51 fr. à 2000 fr.

Les coupables pourront de plus être placés, pour un terme de deux à cinq ans, sous la surveillance spéciale de la police et condamnés à l'interdiction de tout ou partie des droits énumérés à l'art. 31 du Code pénal, pour un terme de cinq à dix ans.

Art. 316. Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, à l'exception des §§ 2 et 3 de l'art. 72 et des §§ 2, 3 et 4 de l'art. 76, ainsi que celles des lois des 18 juin 1879 et 16 mai 1904, portant attribution aux cours et aux tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, seront applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Contestations.

Art. 317. Les contestations nées entre les caisses de maladie, l'association d'assurance contre les accidents, l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, les communes et les établissements de bienfaisance, seront vidées par le Gouvernement.

gesetzlichen Vertreter geschäftsunfähiger Arbeitgeber, auf die Mitglieder der Direction einer Handelsgesellschaft oder einer Genossenschaft.

Art. 314. Bei Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmung des Abs. 1 des Art. 300 verfallen die dort bezeichneten Personen den in Art. 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen.

Art. 315. Mit Gefängnis von einem Monat bis zu fünf Jahren und einer Buße von 51 Fr. bis zu 3000 Fr. werden, wenn nicht nach anderen gesetzlichen Bestimmungen härtere Strafe verwirkt ist, diejenigen bestraft, welche in betrügerischer Absicht die Unfallversicherungsgenossenschaft oder die Versicherungsanstalt veranlaßt haben, eine Rente, Unterstützungen oder andere Vorteile, die gänzlich oder teilweise nicht geschuldet waren, zu gewähren.

Der Versuch dieses Vergehens wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu zwei Jahren und mit einer Buße von 51 bis zu 2000 Fr. bestraft.

Die Schulden können außerdem auf zwei bis fünf Jahre unter besondere polizeiliche Aufsicht gestellt werden. Die in Art. 31 des Strafgesetzbuches aufgezählten Rechte können ihnen auf fünf bis zehn Jahre in ihrer Gesamtheit oder zum Teile abgesprochen werden.

Art. 316. Die Bestimmungen im ersten Buch des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme derjenigen in §§ 2 u. 3 des Art. 72 und derjenigen in §§ 2, 3 und 4 des Art. 76, sowie die Bestimmungen der Gesetze vom 18. Juni 1879 und 16. Mai 1904, wodurch den Gerichten die Berücksichtigung mildernder Umstände vorbehalten wird, finden auf die in diesem Ge- setze vorgesehenen strafbaren Handlungen Anwendung.

Streitigkeiten.

Art. 317. Streitigkeiten zwischen den Krankenkassen, der Unfallversicherungsgenossenschaft, der Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt, den Gemeinden und den Wohltätigkeitsanstalten werden durch die Regierung entschieden.

Un recours au Conseil d'Etat, comité du contentieux, est ouvert contre la décision du Gouvernement dans le délai d'un mois à dater de la notification, par lettre recommandée, de la décision attaquée. Le Conseil statuera avec juridiction directe; le recours est dispensé du ministère d'avocat.

Notifications et recours.

Art. 318. Les notifications ayant pour objet de faire courir les délais des voies de recours ordinaires ou de cassation, seront faites par lettre recommandée à la poste.

Si le destinataire refuse l'acceptation de la lettre recommandée, le délai courra à dater du refus.

Les récépissés de la poste établiront, à l'expiration d'une année depuis leur délivrance, la présomption que la notification avait été effectuée dans le délai réglementaire, à partir de la remise de la lettre à la poste.

Les personnes ne résidant pas dans le Grand-Duché devront, à la demande du comité-directeur compétent, y élire domicile, faute de quoi la notification sera remplacée par un avis affiché pendant huit jours dans les locaux de l'office des assurances sociales, du bureau postal chargé de la notification et du secrétariat communal de la dernière résidence de l'intéressé.

La même procédure sera suivie, si le domicile actuel est inconnu.

Si l'intéressé n'a pas eu connaissance de la notification, ou s'il en a eu une connaissance tardive, sans qu'une faute lui soit imputable, il sera réintégré dans ses droits, pourvu qu'il ait formé sa demande dans les trente jours à partir de celui où il a eu connaissance de l'existence de la notification.

Art. 319. Pour autant que la présente loi n'en dispose pas autrement, il est ouvert un recours auprès du Gouvernement contre toutes les décisions contentieuses du comité-directeur de l'association d'assurance contre les accidents ou de l'établissement d'assurance contre la

Gegen die Entscheidung der Regierung steht, innerhalb Monatsfrist nach der Zustellung durch Einschreibebrief, der Rechts an den Staaterrat, Ausschuss für Streitsachen, offen. Der Ausschuss entscheidet mit direkter Jurisdiktion. Die Berufung kann ohne Mitwirkung eines Anwalt geschehen.

Zustellung und Rechtsfrist.

Art. 318. Zustellungen, welche den Lauf von Berufungs- oder Revisionsfristen bedingen, erfolgen durch Einschreibebrief.

Verweigert der Empfänger die Annahme des eingeschriebenen Briefes, so läuft die Frist von dem Tage ab, an welchem die Annahme verweigert wurde.

Postempfangsscheine begründen nach Ablauf von einem Jahre seit ihrer Ausstellung die Vermutung für die in ordnungsmässiger Frist nach der Einlieferung an die Post erfolgte Zustellung.

Personen, welche nicht im Lande wohnen, müssen, auf Verlangen des zuständigen Vorstandes im Großherzogtum einen Zustellungswohnsitz wählen. Wird ein solcher nicht angegeben, so erfolgt, anstatt der Zustellung, öffentlicher Anschlag während acht Tagen in den Geschäftsräumen des Vorstandes, des zustellenden Postbüros und des Sekretariats der Gemeinde, in welcher der Befreiende seinen letzten Aufenthaltsort hatte.

Das Gleiche gilt, wenn der Aufenthaltsort des Empfängers unbekannt ist.

Hat der Beteiligte ohne sein Verschulden keine oder verspätete Kenntnis von der Zustellung erhalten, so ist ihm, auf seinen Antrag, Wiedereinsetzung in seine Rechte zu gewähren. Der desfalsige Antrag muss innerhalb dreißig Tagen, nachdem der Beteiligte Kenntnis von dem Bestehen der Zustellung erhalten hat, eingebracht werden.

Art. 319. Soweit das gegenwärtige Gesetz nicht anders bestimmt, ist gegen alle strittigen Verwaltungsbescheide des Vorstandes der Unfallversicherungsgenossenschaft oder der Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt, ebenso wie gegen die Entscheidungen derselben

vieillesse et l'invalidité et contre les décisions des mêmes comités qui infligent une amende d'ordre.

Le recours sera, sous peine de forclusion, déposé dans les dix jours de la notification de la décision attaquée, au secrétariat du comité directeur.

Si celui-ci maintient sa décision il soumettra le recours à la décision du Gouvernement.

Le recours n'aura pas d'effet suspensif, à moins que le Gouvernement n'en dispose autrement.

Un recours au Conseil d'Etat, comité du contentieux, sera ouvert aux intéressés contre les décisions prises par le Gouvernement, soit comme juge d'appel, soit comme juge de premier degré.

Ce recours sera formé conformément au règlement de procédure en matière contentieuse approuvé par arrêté r. g.-d. du 21 août 1866, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la décision attaquée.

Il est dispensé du ministère d'avocat.

Le comité statuera avec juridiction directe.

Mise en vigueur.

Art. 320. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier qui suivra sa publication au *Memorial*, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution qui entreront immédiatement en vigueur.

Art. 321. Seront abrogées à partir du même jour:

- 1^e la loi du 31 juillet 1901;
- 2^e la loi du 5 avril 1902;
- 3^e la loi du 23 décembre 1904;
- 4^e la loi du 12 mai 1905;
- 5^e la loi du 21 avril 1908;
- 6^e la loi du 20 décembre 1909;
- 7^e la loi du 6 mai 1911;
- 8^e la loi du 2 juin 1914;
- 9^e la loi du 9 février 1918;
- 10^e la loi du 8 mars 1919.

ainsi que toutes les autres dispositions légales

Vorstände, welche Ordnungsstrafen verhängen, eine Berufung an die Regierung zulässig.

Beschwerden müssen, bei Strafe des Ausschlusses, binnen zehn Tagen nach Zustellung der angefochtenen Entscheidung auf dem Secretariate des Vorstandes niedergelegt werden.

Hält letzterer den Beschluss aufrecht, so übermittelt er die Beschwerde der Regierung, damit diese entscheide.

Die Beschwerde hat keine ausschließende Wirkung, soweit nicht die Regierung anders verfügt.

Gegen die Entscheide der Regierung, welche in der Berufungsinstanz oder in erster Instanz ergangen sind, ist der Refurts an den Staatsrat, Ausschuß für Streitsachen, zulässig.

Dieser Refurts ist, gemäß Bestimmung des durch Kgl.-Großh. Beschluss vom 21. August 1866 genehmigten Reglementes über das Verfahren in Streitsachen, binnen Monatsfrist, vom Tage der Zustellung der angefochtenen Entscheidung ab, einzulegen. Der Beifall eines Advoekaten ist nicht erforderlich.

Der Ausschuß entscheidet mit direkter Jurisdiktions.

Intrafeststellung.

Art. 320. Das gegenwärtige Gesetz tritt in Kraft am 1. Januar nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“, mit Ausnahme der Ausführungsbestimmungen, welche sofort in Kraft treten.

Art. 321. Vom gleichen Tage ab sind außer Kraft gesetzt:

- 1. das Gesetz vom 31. Juli 1901;
 - 2. das Gesetz vom 5. April 1902;
 - 3. das Gesetz vom 23. Dezember 1904;
 - 4. das Gesetz vom 12. Mai 1905;
 - 5. das Gesetz vom 21. April 1908;
 - 6. das Gesetz vom 20. Dezember 1909;
 - 7. das Gesetz vom 6. Mai 1911;
 - 8. das Gesetz vom 2. Juni 1914;
 - 9. das Gesetz vom 9. Februar 1918;
 - 10. das Gesetz vom 8. März 1919,
- sowie alle andern gesetzlichen und reglemen-

ou réglementaires contraires à la présente loi ou aux règlements pris en son exécution.

Château de Fischbach, le 17 décembre 1925.
 CHARLOTTE.

*Le Directeur général
de la prévoyance sociale et du travail,
O. DECKER.*

Loi du 31 décembre 1925, portant modification de l'art. 7 de la loi du 17 décembre 1925, concernant le Code des Assurances sociales.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 29 décembre 1925 et celle du Conseil d'Etat du 30 décembre 1925, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Le texte de l'article 7 de la nouvelle loi sur la réforme sociale est remplacé par les dispositions suivantes:

„Les prestations en espèces de la part des caisses de maladie sont calculées d'après le salaire normal des assurés.

„Est considéré comme tel le salaire quotidien moyen qui est fixé par les statuts par degrés d'après les taux différents des salaires des assurés, sans pouvoir dépasser le chiffre à fixer suivant les circonstances par un règlement d'administration publique.

„Les statuts pourront également, au lieu du salaire quotidien moyen, prendre pour base de ce calcul le salaire journalier effectif des

tarifiques Bestimmungen, welche diesem Gesetze oder den zu seiner Ausführung erlassenen Reglementen widersprechen.

Schloß Fischbach, den 17. Dezember 1925.
 Charlotte.

Der Generaldirektor
der sozialen Fürsorge und der Arbeit,
O. Decker.

Gesetz vom 31. Dezember 1925, betr. Abänderung des Art. 7 des Gesetzes vom 17. Dezember 1925, über die Sozialversicherungsordnung.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, sc., sc., sc.

Nach Auhörung Unsers Staatsrates;
 Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;
 Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 29. Dezember 1925 und derjenigen des Staatsrates vom 30. Dezember 1925, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Der Wortlaut des Art. 7 des neuen Gesetzes über die Sozialversicherungsordnung wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

„Die Leistungen der Krankenkassen werden nach dem Grundlohn der Versicherten berechnet.

„Als solcher gilt der durchschnittliche Tagelohn, der in der Säzung nach den verschiedenen Lohnsätzen der Versicherten abgestuft wird, ohne jedoch den Höchstbetrag überschreiten zu dürfen, der durch öffentliches Verwaltungsreglement den Umständen gemäß festzusehen ist.

„Die Säzung kann ebenfalls, statt des durchschnittlichen Tagelohnes, als Grundlage für diese Berechnung den wirklichen Tagelohn

„différents assurés jusqu'à concurrence du chiffre fixé en exécution de l'alinéa précédent.

„En tout cas, les taux des prestations ne pourront être inférieurs à ceux d'avant-guerre, multipliés par le nombre-indice officiel, en procédant chaque fois par tranche entière de dix points.

„Le dernier alinéa pourra servir d'indication pour la fixation du salaire cotisable par règlement d'administration publique”.

Mandons et ordonnons, que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être observée et exécutée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Fischbach, le 31 décembre 1925.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général
de la prévoyance sociale et du travail,
O. DECKER.*

„der verschiedenen Versicherten, bis zu dem „in Ausführung des vorstehenden Absatzes festgesetzten Höchstbetrag annehmen.

„Keinesfalls dürfen die für die Leistungen angenommenen Sähe niedriger als die mit „der Indexziffer multiplizierten Vorkriegssähe sein, wobei je zehn volle Punkte der Indexziffer die Umrechnung bewirken.

„Der letzte Absatz kann als Anhaltspunkt für „die Festsetzung des beitragsfähigen Lohnes „durch öffentliches Verwaltungsreglement „dienen“.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im *Mémorial* veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Fischbach, den 31. Dezember 1925.

Charlotte.

Der Generaldirektor
der sozialen Fürsorge und der Arbeit,
O. Decker.